

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 12492 - 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 29 MARS 1985

La Chine et le « socialisme de marché »

Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, est fondé à dire que les chiffres qu'il a présentés le mercredi 27 mars devant l'Assemblée nationale populaire témoignent « de la vigueur et de la vitalité sans précédent » de l'économie nationale. Il n'en a pas moins très clairement admis que celle-ci donnait d'inquiétants signes de surchauffe et que des mesures devaient être prises afin d'éviter « le sabotage de l'édification d'une société socialiste avancée ». Il ne pouvait mieux souligner les risques politiques que comporterait la tolérance prolongée d'un dangereux laxisme financier et économique.

Une telle mise en garde rappelle celle qui avait été lancée à la fin de 1980 - on parlait alors de « réajustement », - et les raisons n'en sont pas fondamentalement différentes. En bref, les autorités chinoises contrôlent mal les réformes économiques qu'elles ont préconisées. Le slogan « Enrichissez-vous », lancé au nom d'un « socialisme de marché », a entraîné non seulement une hausse rapide des revenus individuels mais aussi une expansion de la masse monétaire dans son ensemble. Due notamment à un accroissement exagéré des crédits bancaires, elle dépasse en proportion les progrès pourtant très réels de la production industrielle et de l'agriculture. Ce qui signifie que, même si M. Zhao Ziyang n'a pas prononcé le mot, la Chine est à nouveau menacée d'inflation.

Celle-ci atteignait déjà, selon les sources officielles, le taux de 4 % à la fin de 1984 (elle avait dépassé 7 % en 1980), mais des augmentations de prix beaucoup plus importantes étaient signalées sur certaines catégories de produits.

Avec une remarquable franchise, le premier ministre chinois a reconnu son « manque d'expérience » et celui de son équipe dans un domaine où, sous l'impulsion principale de M. Deng Xiaoping, on a sans doute voulu aller un peu trop vite. Conséquence pratique : une gestion plus rigoureuse de l'économie sera assurée par le pouvoir central (plusieurs responsables du secteur bancaire ont déjà été déplacés), et l'on n'avancera désormais que pas à pas dans les réformes. L'amélioration du niveau de vie ne pouvant être garantie que sur la base « de solides fondements matériels ». Si le « socialisme de marché » peut emprunter certaines méthodes au capitalisme, il ne saurait s'accommoder d'une libéralisation privant l'Etat de ses moyens de contrôle.

Les premières victimes de ce nouveau réajustement sont les salariés, qui, a annoncé M. Zhao Ziyang, devront patienter avant d'obtenir de nouvelles hausses de leurs revenus. Le sacrifice risque d'être d'autant plus pénible qu'il faudra sans doute quelque temps avant que les augmentations de prix puissent effectivement être freinées.

Ainsi la Chine se trouve-t-elle aux prises avec des problèmes que connaissent d'autres pays socialistes - la Pologne et la Hongrie notamment, - où ils ont été jusqu'à présent mal résolus. Les tensions sociales et politiques qu'ils peuvent engendrer ont d'autant plus lieu d'inquiéter les dirigeants de Pékin que les dérapages se répètent, chez eux, à l'échelle d'un pays d'un milliard d'habitants. Dans ce contexte, l'heure ne peut être, comme l'a déclaré M. Zhao Ziyang, qu'à la « prudence » et à la « modestie ».

(Lire nos informations page 30.)

UN ENTRETIEN AVEC M. WEINBERGER

Washington invite Paris à participer aux recherches sur la défense spatiale

M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, a eu ce mercredi 28 mars avec M. Mitterrand un entretien au cours duquel le président français, selon son porte-parole, a « écouté avec intérêt » les explications américaines sur l'initiative de défense stratégique. Le même jour, les ministres de la défense de l'organisation militaire de l'OTAN ont affirmé leur « soutien au programme de recherche » américain et « accueilli favorablement » l'invitation des Etats-Unis à y participer. A Bonn toutefois, un responsable a précisé que la RFA pourrait ne remettre sa réponse qu'à l'automne.

Avant ses entretiens avec les responsables français, M. Weinberger a, répondant à nos questions, souligné que la France s'associe au programme américain de défense spatiale.

« L'initiative de défense stratégique (IDS) lancée par M. Reagan semble redevenir ces derniers temps une pomme de discorde entre les Etats-Unis et leurs alliés. Est-ce aussi votre impression ?

« Je ne pense pas que ce soit une pomme de discorde. Il y a simplement un souhait d'explications complémentaires. L'IDS représente un changement important de la pensée stratégique, un changement par rapport à ce que nous appelons à Washington la « sagesse conventionnelle ». Cette sagesse conventionnelle voulait que les deux parties soient en parfaite sécurité si elles sont toutes deux totalement vulnérables. Le président ne le croit pas et veut avoir une autre forme de défense, si cela est possible. Nous ne savons pas si nous pouvons avoir l'IDS, mais nous voulons engager un important effort de recherche, un effort auquel, nous l'espérons, de nombreux pays amis, y compris la France, se joindront d'une manière ou d'une autre, puis décider si une telle défense est réalisable. Le but est d'avoir une défense absolument sûre contre les missiles soviétiques à portée intercontinentale et intermédiaire.

Propos recueillis par MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

« LE MONDE DES LIVRES »

Pages 11 à 18

- Les quatre-vingt-dix ans d'Ernst Jünger.
- Lettres étrangères : John Gardner; Gemel Ghintany.
- Enquête : une promenade dans les librairies spécialisées.
- Le feuilleton : « Le Route antique des hommes pervers », de René Girard.

Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis, ce jeudi 28 mars à Bruxelles, l'examen du dossier de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. Vendredi, ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté qui se retrouveront dans la capitale belge pour le traditionnel sommet. Leurs travaux seront notamment consacrés à cette même question de l'élargissement.

Sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? Depuis quinze ans, ceux qui guettent l'apparition de l'Europe politique en sont pour leurs frais. Dès que la matière économique est trop rebelle ou dure sous les coups des pays membres de la CEE, on pense à une « fuite en avant ». Mais elle s'opère à la façon du « Marché », marchons » des soldats de Mars. En sera-t-il de même cette fois-ci ? François Mitterrand veut nous faire une « surprise », et l'on sait sa détermination, partagée par le chancelier Kohl, en faveur d'une avancée politique. Le prochain conseil européen de vendredi et samedi devrait commencer à regarder, à propos de cette

L'ATTENTAT DE ROME

L'Italie redoute une reprise du terrorisme des Brigades rouges

Les syndicats italiens ont appelé, pour ce jeudi 28 mars, à une grève générale de protestation de deux heures après l'assassinat, la veille à Rome, d'Edo Tarantelli, un économiste conseiller de la Confédération italienne des travailleurs (CISL), proche de la Démocratie-chrétienne. Cet attentat a fait resurgir la crainte d'une reprise du terrorisme d'extrême gauche, qui paraissait jugulé. Pour notre correspondant à Rome cependant, le climat culturel, dans lequel étaient nées les Brigades rouges au début des années 70, a aujourd'hui considérablement changé.

De notre correspondant

Rome. — L'assassinat, le mercredi 27 mars à Rome, par un commando des Brigades rouges, du professeur Tarantelli, un économiste conseiller de la centrale syndicale CISL, a plongé l'Italie dans l'inquiétude (nos dernières éditions datées du 28 mars). Un corps criblé de balles, auprès duquel les teneurs laissent leur « signature » (un opuscule frappé de l'étoile à cinq branches : celle des BR), quelques heures plus tard, la revendication par un appel téléphonique à un organe de presse : une veuve en larmes et un orphelin : c'est là un rituel lugubre chargé de souvenirs encore bien lourds. Il est aisé de craindre le pire : ce terrorisme rouge, qu'on croyait abattu, ne s'est-il pas réorganisé dans l'ombre ? Il a, en tout cas, frappé de nouveau.

Le monde politique a réagi avec une indignation unanime, et les syn-

dicats ont proclamé, pour ce jeudi 28, une grève générale de deux heures.

Il est trop tôt encore pour savoir si ce meurtre est le signe d'une reprise du terrorisme ou s'il s'agit de l'acte isolé de quelques-uns des « derniers des Mahicans » de la mitraille, persuadés que « la révolution est au bout du fusil ». L'assassinat du professeur Tarantelli survient plus de trois ans après l'enlèvement du général américain Dozier, qui avait marqué le début du déclin des BR et de la vague de confessions des « repentis ».

La revendication, parvenue à Radio-Popolare, à peine deux heures après l'assassinat, n'a fait que confirmer la facture « brigadiste » de ce meurtre.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

L'Europe qui poudroie

par PIERRE DROUIN

question, les travaux du « comité des sages », dont la création avait été décidée en juin dernier à Fontainebleau. C'est au sommet de Milan, en juin prochain, que les décisions devraient être prises.

Pourquoi l'union politique n'est-elle pas née naturellement de la Communauté économique comme l'espéraient à l'origine Jean Monnet, Robert Schuman et Walter Hallstein ? Pour deux raisons essentielles. D'abord parce qu'il n'y a jamais eu de vrai marché unique. Ce n'est pas parce qu'un passeport européen va voir le jour - vingt-huit ans après la signature des traités de Rome - que les personnes, les marchandises, les capitaux circulent librement sur l'aire des Dix. Certes, il n'y a plus de droits de douane depuis belle lurette ni de contingents d'importation, mais il existe toujours des inspections aux frontières pour les hommes et les produits, des contrôles des changes, des normes techniques ou sanitaires nationales qui entravent

les échanges, pour ne pas parler de la protection des marchés publics. Cette absence de réelle fluidité des forces entre les partenaires explique le manque d'énergie nécessaire à la naissance d'instruments monétaires et politiques communs.

L'autre raison est plus connue : la nation n'a jamais perdu de son pouvoir d'attraction. Mieux, elle a repris du poil de la bête avec la crise. L'« hexagone » est une maladie de configuration française, mais, sous d'autres noms, le nombrilisme sévit également ailleurs.

(Lire la suite page 28.)

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION D'ANTENNE 2

M. Albert du Roy démissionne

M. Albert du Roy démissionne de ses fonctions à la direction de la rédaction d'Antenne 2. Il devrait être remplacé à ce poste par M. Pierre-Henri Arnstam, directeur adjoint.

Albert du Roy quitte la direction de la rédaction d'Antenne 2, qu'il avait prise en décembre 1984. Son adjoint le remplace. Continuité et harmonie... Apparemment, une passion de pouvoir sans histoire, bien conforme à la tradition - récente - de la chaîne ! En quittant A2 pour Canal Plus, Pierre Lescure n'avait-il pas laissé la barre à son adjoint, Michel Thoulouze, qui, treize mois plus tard, passait la main à Albert du Roy, son adjoint, qui, lui-même...

La nouvelle est pourtant d'importance. Le journal d'Antenne 2 connaît chaque jour sept éditions échelonnées tout au long de la journée, donne à son directeur un rôle essentiel aux yeux de la classe politique, comme de l'opinion publique lorsqu'elle prête à la fonction un visage.

C'était le cas pour Albert du Roy. Entré à Antenne 2 en décembre 1982 comme chef du service politique, économique et social, il s'était vite distingué à l'écran par ses interventions sobres et pertinentes, ses analyses pointues qui pouvaient être caustiques et savaient toujours être indépendantes. Difficile, pensent certains, de ne pas décaler dans le défilé d'Albert du Roy, les preuves d'un désaccord croissant avec le PDG, M. Héberlé, suspecté par sa nomination fracassante en novembre dernier, d'amitiés gouvernementales.

La réalité apparaît plus complexe. Il est vrai qu'entre M. Héberlé et son directeur de la rédaction les relations n'étaient pas du beau fixe, mais le PDG d'Antenne 2 n'est accusé par personne d'intervention politique. En revanche, Albert du Roy était à l'évidence les des contraintes administratives de l'audiovisuel public et des lourdeurs de fonctionnement de l'appareil. Il n'a pas su être le patron que l'on attendait ni le meneur que lui-même aurait souhaité être, estimant plusieurs journalistes d'A2. Confronté à des problèmes techniques auxquels son expérience de la presse écrite l'avaient mal préparé, il ne disposait plus du temps souhaité ni de la disponibilité d'esprit pour s'occuper du secteur politique, le seul qui le passionne tout à fait.

ANNICK COJEAN.

LIRE

3. CONFLIT DU GOLFE

L'Irak menace l'Iran d'une « guerre totale ».

8. POLITIQUE

Les journées parlementaires du PS.

20. ENSEIGNEMENT

Les principaux extraits du rapport du Collège de France.

20. MÉDECINE

Le taux d'accroissement des dépenses de santé se ralentit.

26. ÉCONOMIE

La Colombie n'a pas besoin d'un crédit que le FMI veut lui accorder.

27. AFFAIRES

Les Français agacent les Suisses et réciproquement.

William STYRON



Cette paisible poussière

et autres écrits

GALLIMARD

AU JOUR LE JOUR

Rapport

Entendu à l'Élysée :

« Mon cher Pisan, je viens de lire votre rapport sur la Nouvelle-Calédonie. Il n'est pas mal du tout, il est même très intéressant, subtil, fin, argumenté. J'oserais dire : moderne, hardi. J'ai la conviction que cela va dans la bonne direction. »

« Evidemment, Fabius n'est pas très chaud. Les Canaques doutent et les calédoches redoutent. L'opposition nous guette, l'étranger nous observe. Votre calendrier est précipité. Votre solution est risquée. Votre engagement est excessif. »

« Bref, sur le plan théorique, j'approuve des deux mains. Mais dites-moi, sur un plan plus pratique, vous ne voudriez pas vous charger d'une étude sur la proportionnelle ? »

BRUNO FRAPPAT.

débats

Un complexe d'infériorité

On reconnaît la bonne santé d'une nation à son aptitude à assimiler les immigrants qu'elle a accueillis.

par F. SELIGMANN (*)

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

Le gouvernement a mis en œuvre une politique réaliste : l'insertion des travailleurs immigrés qui ont choisi de rester en France. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis plus de dix ans. Leurs enfants, instruits dans nos écoles, sont devenus « les nôtres » de leur famille et de leur pays d'origine.

RACISME

Le meurtre d'un Marocain à Menton, qui a provoqué de nombreuses manifestations d'indignation en France, les récents assassinats en Afrique du Sud, vingt-cinq ans après le massacre de Sharpeville, font resurgir la peste raciste. François Seligmann estime aberrant d'envenimer les relations entre des communautés qui sont destinées à vivre ensemble. Claude Billard expose le point de vue du Parti communiste sur le droit des immigrés.

S'attaquer à la racine du mal

Le racisme se nourrit de la crise. C'est elle qu'il faut d'abord combattre.

par CLAUDE BILLARD (*)

Aujourd'hui, comme de tout temps, le Parti communiste français lutte contre le racisme, l'intolérance, la discrimination, pour l'action une des travailleurs contre le patronat.

Il a été le seul à organiser un meeting de protestation après la défense du jeune Algérien du train Bordeaux-Vimoutiers. Le seul à organiser en tant que parti la protestation contre l'assassinat du jeune camarade turc d'Épône dans les Yvelines. Il n'est donc pas étonnant que l'extrême droite fasse du PCF son adversaire principal.

Lutter contre le racisme, c'est refuser sa banalisation. En effet, loin d'être une opinion, le racisme est un délit qui peut conduire à tous les excès, y compris au crime, et qui demande à être puni avec toute la légitime sévérité qu'appelle la loi antiraciste de 1972.

Le racisme se nourrit de la crise et de ses conséquences. C'est donc à la crise, aux problèmes du chômage, du pouvoir d'achat, qu'il faut s'attaquer pour faire reculer le racisme. Cette position responsable et non démagogique des communistes est perçue par certains (1) comme faisant l'impasse sur « l'argumentation et le sentiment antiracistes ». En vérité, se refuser à voir les vrais problèmes et à prendre le mal à la racine contribue, de manière consciente ou non, à alimenter l'actuelle campagne raciste et xénophobe.

Les problèmes cruciaux qui nourrissent les campagnes de la droite doivent être affrontés avec la volonté politique de les résoudre. Il en est ainsi de l'immigration clandestine, que le patronat continue à favoriser. La rigueur de la loi contre les trafiquants et les employeurs de main-d'œuvre clandestine doit être à la base même de la lutte contre l'immigration illégale.

Le PCF, depuis des années, se prononce en faveur de l'arrêt de toute nouvelle immigration, officielle ou clandestine. Cette position est conforme aux intérêts des travailleurs français et immigrés. L'arrivée en France de nouveaux travailleurs immigrés ne peut en effet qu'accroître le nombre déjà important des chômeurs. Ce serait préjudiciable pour les travailleurs français comme pour les travailleurs immigrés vivant actuellement en France.

Dans le même esprit, nous disons qu'il faut résoudre d'importants problèmes posés dans la vie locale par une immigration concentrée dans des ghettos où les idées racistes trouvent un terrain fertile.

Par ségrégation sociale et par racisme, la droite et le patronat ont refusé et refusent toujours l'accueil des travailleurs immigrés et de leur famille dans les villes où ils ont l'administration. Par exemple, en Ile-de-France, sur les 294 villes de plus de 5 000 habitants (hors Paris), 54 seulement hébergent l'essentiel des travailleurs immigrés, la majorité de celles-ci étant dirigées par un maire communiste. Ainsi, dans le Val-de-Marne, ces derniers regroupent 45 % du total des foyers résidentiels, contre 17 % pour les villes de droite. Lutter contre le racisme suppose que la droite consente aux mêmes efforts d'accueil et de solidarité.

Pour notre part, nous entendons continuer à dénoncer avec toutes nos forces le racisme sous toutes ses formes, avec l'objectif de rassembler les travailleurs, de trouver les meilleures solutions et les formes d'action à mettre en œuvre pour vivre et agir ensemble dans l'entrepreneur et dans la cité. Les communistes ne sont ni démagogues ni nationalistes.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

Le racisme se nourrit de la crise et de ses conséquences. C'est donc à la crise, aux problèmes du chômage, du pouvoir d'achat, qu'il faut s'attaquer pour faire reculer le racisme. Cette position responsable et non démagogique des communistes est perçue par certains (1) comme faisant l'impasse sur « l'argumentation et le sentiment antiracistes ». En vérité, se refuser à voir les vrais problèmes et à prendre le mal à la racine contribue, de manière consciente ou non, à alimenter l'actuelle campagne raciste et xénophobe.

(1) Lire l'article de Patrick Tort dans le Monde du 7 mars 1985.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

(*) Membre du bureau politique du PCF.

</

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

UN DES OTAGES BRITANNIQUES A ÉTÉ LIBÉRÉ Un espoir pour M^{me} Perez ?

Les différentes agences des Nations unies présentes au Liban envisagent de retirer de ce pays leur personnel international non essentiel à la poursuite de leurs opérations, a indiqué, mercredi 27 mars, le porte-parole de l'ONU.

Une dizaine d'agences de l'ONU sont représentées au Liban, parmi lesquelles l'Office de secours pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), l'UNICEF, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le nombre de leurs fonctionnaires internationaux s'élève à cinquante-neuf personnes, indique-t-on à l'ONU.

M. Geoffrey Nash, chercheur britannique enlevé le 14 mars dernier, a été libéré mardi vers minuit près de l'hôpital américain à Beyrouth-Ouest, a indiqué mercredi à l'AFP sa femme, M^{me} Waddad Nash.

« Ils l'ont déposé en voiture, puis il a marché à pied jusqu'à la maison, située à proximité. Il se repose maintenant sur les conseils du médecin », a-t-elle ajouté.

Selon sa femme, M. Nash a affirmé que ses ravisseurs l'avaient bien traité et qu'il était seul dans son lieu de détention. M. Nash, âgé de soixante ans, doit subir des examens médicaux, car il souffre de troubles cardiaques. Il se trouve actuellement dans le secteur est (chrétien) de la capitale. Sa femme a ajouté qu'ils n'avaient pas décidé encore s'ils allaient ou non rester au Liban, où ils sont installés depuis 1957.

La libération de M. Nash avait été annoncée mardi par un interlocu-

teur anonyme se réclamant d'une organisation inconnue, les Brigades de Khaybar - branche libanaise. L'interlocuteur avait également annoncé la prochaine libération d'un Britannique, M. Brian Levick, enlevé le 15 mars dernier, ainsi que de M^{me} Danielle Perez, secrétaire au service culturel de l'ambassade de France, enlevée avec son père, M. Marcel Carton, le 22 mars.

Au Liban du Sud, les forces israéliennes ont effectué mercredi une opération de perquisition et d'interrogatoire dans la région de Jall-El-Bahr, à l'est de Tyr, a indiqué le porte-parole de la Force intermédiaire des Nations unies pour le Liban (FINUL), M. Timour Goksel. Les forces israéliennes ont arrêté dix hommes de la localité au cours de leur opération, qui a duré près de sept heures.

De plus, selon les correspondants de presse dans la région, une unité israélienne composée de vingt-cinq transports de troupes et de deux jeeps a mené une opération de perquisition dans la région de Jall-El-Bahr, à l'est de Tyr. Après avoir interrogé les hommes, les forces israéliennes se sont retirées en arrêtant six personnes, ont-ils ajouté.

Selon les correspondants, les Israéliens auraient ainsi réagi à un attentat commis contre une de leurs positions à Jall-El-Bahr dans la nuit de mardi à mercredi.

Par ailleurs, cinq attentats - explosions de charges ou tirs de roquettes - ont été perpétrés mercredi contre des positions ou patrouilles israéliennes dans la région de Tyr sans qu'il soit possible de savoir s'ils ont fait des victimes.

LA MORT DES DEUX JOURNALISTES DE CBS

Protestations et nouvelles questions

De nombreux lecteurs nous ont écrit pour exprimer leur émotion à la lecture de notre article consacré dans le Monde daté 24-25 mars à la mort de deux techniciens de la télévision américaine CBS, tués le jeudi 21 mars au Liban du Sud par le tir d'un obus d'un char israélien. Intitulé « Élimination de témoins », cet article réfutait les explications israéliennes et affirmait que l'équipage du char ne pouvait pas ignorer qu'il tirait sur une équipe de télévision. Il faisait état, d'autre part, d'une campagne croissante de la part des Israéliens visant à empêcher (dans la zone occupée par Israël) ou à décourager (dans les zones évacuées par Israël mais où son armée fait encore des opérations) les journalistes de faire leur métier.

A chacun ses torts. Reconnaissances d'abord les nôtres : un titre sans nuance auquel il aurait fallu ajouter un point d'interrogation ; une phrase sans doute trop affirmative sur le fait que « c'est en toute connaissance de cause que deux témoins géants ont été éliminés ». Reste que, quelques jours après les faits, on est toujours en droit de s'interroger sur la crédibilité des explications israéliennes successives. La première a été abandonnée par M. Pérès. Elle consistait à prétendre que les deux journalistes de CBS s'étaient mêlés « à un groupe d'hommes armés engagés dans des activités hostiles contre l'armée israélienne ». Le premier ministre israélien a admis lors de sa rencontre avec M. Leiser, vice-président de CBS, qu'aucun homme armé ne faisait partie du groupe de civils entourant l'équipe de télévision. On peut déduire de ce changement de version que, dans un premier stade, certains responsables militaires israéliens ont tenté de cacher la vérité au premier ministre.

La nouvelle version avancée par Jérusalem est que le char israélien qui a tiré sur l'équipe de CBS ne se trouvait pas entre 500 et 700 mètres de son objectif comme l'ont affirmé tous les témoins de la scène mais à environ deux kilomètres et demi. A cette distance, font valoir les porte-parole officiels, il était impossible de distinguer, même avec la système d'optique ultra-perfectionné dont disposent les blindés israéliens, la caméra de l'opérateur d'un lance-roquettes.

Cette nouvelle explication serait convaincante si le route sur laquelle se trouvait le char ne plongeait pas derrière une colline à moins de 1 kilomètre du point d'impact. A 1 kilomètre ou plus, du lieu où ont été tués les journalistes, on ne pouvait pas les voir. Si le char avait été posté à 2,5 kilomètres, il n'aurait donc pu ouvrir le feu sur eux. Ce fait est confirmé aussi bien par l'envoyé spécial de Libération, Selim Nassab, que par notre envoyée spéciale Françoise Chipaux. Voilà pourquoi il faut toujours s'interroger sur la mort des deux collaborateurs de CBS, dont on a des raisons de penser qu'ils ont été victimes du zèle d'un équipage de char indirectement encouragé par la politique

israélienne visant à empêcher les journalistes de faire leur métier au Liban du Sud.

Cette hypothèse n'est pas démentie, loin de là, par l'article que publie, ce jeudi 28 mars dans le Times, de Londres Robert Fisk, un expert des affaires du Proche-Orient qui est actuellement au Liban. Fisk, qui raconte comment un soldat israélien a tiré une rafale au-dessus de sa tête alors qu'il assistait à la destruction d'une maison dans un village du Liban du Sud, écrit notamment : « Beaucoup de responsables des Nations unies et d'autres témoins estiment que les deux journalistes et les deux techniciens de télévision de CBS ont été délibérément tués. Les Israéliens ont essayé d'empêcher les correspondants de travailler librement dans la zone d'occupation. Ils ont chassé les journalistes du Liban du Sud et ont effectué des tirs de menace au-dessus de la tête des journalistes ».

De plus, il n'est nul besoin d'être antisémite ou antisioniste pour ne pas se satisfaire des explications successives avancées par Jérusalem. Il suffit de refuser d'appliquer la politique des « deux poids deux mesures ». C'est bien pourquoi nous avons évoqué dans notre article daté 24-25 mars la « politique d'information » appliquée par l'URSS en Afghanistan.

JACQUES AMALRIC.

L'Irak annonce aux Nations unies qu'il va mener une « guerre totale »

Bombardements meurtriers de Téhéran et de Bagdad

L'Irak va désormais mener une « guerre totale » contre l'Iran, sans toutefois recourir aux armes chimiques, a-t-il annoncé mercredi 27 mars l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Ryad Al Qayli.

Il a démenti que son pays ait utilisé récemment des armes chimiques, comme l'a affirmé l'Iran et

comme l'ont également dit les Etats-Unis. « Nous n'avons pas utilisé ces armes, nous ne les utiliserons pas », a-t-il dit.

« Si les Iraniens veulent la paix, nous sommes prêts. S'ils veulent la guerre, ils n'ont aucun droit à venir se plaindre des aspects secondaires (de la guerre). Ils doivent supporter les conséquences d'une guerre to-

sale », a encore déclaré M. Al Qayli, en justifiant la « guerre des villes », les attaques contre les navires marchands dans le golfe et les menaces lancées par Bagdad contre le trafic civil aérien.

Ne cachant pas son impatience à l'égard des efforts de l'ONU, il a affirmé que la « diplomatie des petits pays » menée par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour atténuer les effets de la guerre « avait échoué » et que les Nations unies devaient en prendre acte.

Mercredi soir, l'aviation irakienne a mené contre Téhéran le raid le plus violent depuis le début de la « guerre des villes », il y a trois semaines. Un bilan provisoire de l'agence irakienne de presse fait état de seize morts et de plus de cinquante blessés. Un immeuble de quatre étages a été complètement rasé et un autre détruit à 50 %.

Avant cette attaque trente-deux habitants de Téhéran avaient été tués dans divers bombardements, réalisés habituellement avec des roquettes et non des bombes, et donc moins meurtriers. Toutefois, dans la nuit de lundi à mardi, une bombe de 500 kilogrammes avait été lancée, mais n'avait pas explosé.

Le nouveau bombardement de Téhéran - le plus meurtrier depuis le début de la guerre, en septembre 1980 - a suivi de quelques heures le tir d'un nouveau missile sol-sol irakien sur Bagdad, qui, lui-même, constituait une riposte des dirigeants irakiens aux précédents raids ira-

ni. La nature exacte de l'explosion ni le nombre officiel des victimes n'ont été communiqués de source officielle, et les journalistes n'ont pas été autorisés à se rendre dans les hôpitaux qui ont accueilli les blessés.

Près de cinquante automobiles et autobus ont été détruits. De nombreux accidents se sont produits alors que les passants tentaient de fuir le quartier.

A Londres, l'un des huit soldats iraniens arrivés en Grande-Bretagne la semaine dernière pour y être traités à la suite de graves brûlures dues au gaz moutarde est mort mardi, et un autre est dans un état grave, a-t-on indiqué mercredi à l'ambassade iranienne.

Les huit blessés faisaient partie d'un groupe de quarante-quatre soldats victimes d'armes chimiques et hospitalisés en Europe (Grande-Bretagne, Autriche, Belgique et Allemagne fédérale) la semaine dernière.

L'un des soldats soignés en Autriche était mort d'un cancer. - (AFP, AP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

• NOUVELLE SÉANCE DE NÉGOCIATIONS SINO-SOVIÉTIQUES LE 9 AVRIL. - La sixième rencontre sino-soviétique sur la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays aura lieu, le 9 avril, à Moscou, a annoncé mercredi 27 mars le ministère chinois des affaires étrangères. - (AFP.)

Irlande du Nord

• UN SOLDAT BRITANNIQUE TUÉ. - Un soldat britannique a été tué, et plusieurs autres militaires ainsi que deux civils ont été blessés, le mercredi 27 mars, dans le quartier de Falls Road, à Belfast, où une bombe a explosé sur le passage d'une patrouille. L'attentat, qui a eu lieu à quelques mètres d'une école, a été revendiqué par l'IRA. Le quartier de Falls Road est traditionnellement considéré comme un des plus solides bastions catholiques et républicains dans la capitale de l'Ulster. - (AFP, Reuters.)

Un missile sur la capitale irakienne

A Bagdad, les organes de presse gardent le silence sur les dégâts occasionnés par le missile iranien, mais l'agence américaine AP, citant de nombreux témoins, affirme que le tir a touché un quartier entre deux écoles et une station d'autobus, tuant ou blessant « des centaines de civils ».

L'explosion s'est produite à 12 h 55 heure locale (9 h 55 GMT). La police a alors encerclé le quartier et détourné le trafic. « Heureusement, l'explosion s'est produite dans un espace vide », a affirmé un témoin. « La plupart des victimes sont blessées. Quelques-unes sont mortes », a-t-il ajouté.

LE « REMARIAGE POLITIQUE » DE M. RADJAVI

Carnet mondain à Auvers-sur-Oise

Enfermé depuis près de quatre ans dans son bunker campagnard d'Auvers-sur-Oise, M. Massoud Radjavi, le chef de l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien (OMPI), est devenu maître dans l'art d'effiler l'utile à l'agréable, tout en enro-

bant ses décisions, même celles ayant trait à sa vie privée, de considérations politico-ideologiques grandiloquentes. C'est ainsi qu'en octobre 1982, pour justifier son mariage avec M^{me} Frouzesh Bani-Sadr, fille de l'ancien président de la République islamique, huit mois après la mort tragique de sa première femme, Achraf Rabi, tuée le 8 février 1982 à Téhéran par les pasdaran, il avait fait publier un communiqué conjoint du bureau politique et du comité central de l'OMPI dans lequel ce mariage était présenté comme « l'une des plus importantes décisions révolutionnaires jamais prises par les moudjahidines » et comme une démarche qui contribuerait à « consolider l'unité de la nation iranienne ».

Cet « événement historique » n'a toutefois pas résisté à l'épreuve du temps et aux divergences qui ont surgi par la suite entre M. Bani-Sadr et son gendre. Le 12 février dernier, M. Radjavi annonçait à son « grand regret » que après sept mois de séparation, M^{me} Frouzesh Bani-Sadr avait fait prononcer le divorce religieux à partir d'une délégation de pouvoir accordée par lui-même en juillet 1984. Le chef des moudjahidines s'est rapidement remis du choc que lui a causé cette séparation et vient de rendre publique sa décision de se remarier avec M^{me} Myriam Azdaniou, une militante moudjahidine de longue date qui a été personnellement promue le 8 février dernier - date anniversaire de la mort de sa première femme Achraf Rabi - au rang de codirectrice de l'Organisation.

Or, il restait à trancher le cas tragique de M. Achraf Rabi, devenu soudain un mari encombrant et un véritable cas de conscience pour les dirigeants du mouvement. Ces derniers laissent entendre qu'ils l'avaient tout simplement oublié lorsqu'ils acceptèrent, le 27 janvier dernier, de nommer sa femme Myriam à la tête de l'Organisation. Ca n'est que par la suite, affirmait-ils, qu'ils compriront que la promotion de M^{me} Azdaniou impliquait la « nécessaire révolutionnaire et idéologique » d'un mariage entre Myriam et Massoud et, par voie de conséquence, celle du divorce entre Myriam et Achraf. Si l'on en croit les signataires de ce document, l'ultime obstacle a été levé grâce à l'attitude « héroïque » des deux époux, qui ont volontairement décidé de se séparer, malgré l'avis défavorable de M. Massoud Radjavi, qui, « inspiré par ses positions personnelles, humanistes et morales », ne voulait pas briser leur mariage.

Tout est bien qui finit bien : les deux codirecteurs de l'OMPI convolent en justes noces au mois de juin, en suivant ainsi l'exemple du prophète Mohamed, qui, rappelle le document, « s'était marié avec la femme de son fils adoptif ». M. Massoud Radjavi aura ainsi accompli « un mariage entre Myriam et Massoud », un mariage politique et idéologique, tout en ayant qualifié de « héros » les deux époux, qui ont volontairement décidé de se séparer, malgré l'avis défavorable de M. Massoud Radjavi, qui, « inspiré par ses positions personnelles, humanistes et morales », ne voulait pas briser leur mariage.

JEAN GUEYRAS.

Un nouvel exploit égyptique

Normalement, cette décision n'aurait dû provoquer aucun remous dans la grande famille des moudjahidines, mais l'affaire se compliquait du fait que M. Azdaniou était l'épouse légitime de M. Mehdi Ahrichamchi, le « numéro quatre » dans la hiérarchie de l'Organisation. Une fois de plus, les quelque soixante membres du bureau politique et du comité central ont été mis à contribution pour expliquer pourquoi M. Radjavi - « notre Grand Maître, dont nous avons tous l'honneur d'être les élèves » -

Egypte

L'arrestation de trois journalistes de l'opposition suscite une grave tension

Le Caire. - L'accord tacite régissant les rapports entre le gouvernement égyptien et la presse, depuis l'arrivée au pouvoir du président Moubarak, en 1981, est menacé à la suite de l'arrestation, vendredi dernier, de trois journalistes de l'opposition, dont M. Mohamed Abdel Quodous, membre du conseil de direction du syndicat des journalistes. Le fils du célèbre romancier égyptien, Ihsan Abdel Quodous, et ses deux confrères assuraient la « couverture » d'une manifestation antisioniste devant le pavillon de l'Etat hébreu, à la Foire internationale du Caire, quand ils ont été appréhendés avec quinze autres personnes.

Selon des sources du ministère de l'Intérieur, ils sont accusés d'avoir « porté atteinte à la sécurité de l'Etat » et d'être livrés à des actes de violence contre les forces de l'ordre.

Selon le général Ahmad Rouchdi, ministre de l'Intérieur, cinq policiers ont été blessés par les dix-huit « manifestants » arrêtés. A la différence du ministre, le syndicat de la presse fait la différence entre journalistes

Correspondance

et manifestants. Dans un communiqué publié dimanche, les membres de son conseil expriment leur « inquiétude à la suite de l'arrestation de leurs confrères alors qu'ils accomplissaient simplement leur devoir de journalistes ». « La présence de journalistes sur les lieux d'un événement, quelle qu'en soit la nature, ne peut en aucun cas être assimilée à un comportement délictueux justifiant l'arrestation ».

L'affaire dépasse le cadre d'une simple crise entre journalistes et policiers. Elle comporte, en effet, des implications politiques. M. Abdel Quodous n'est pas le premier journaliste venu. C'est l'un des promoteurs de l'alliance entre le parti néo-Wafî (resurgence de la formation libérale et nationaliste qui a dominé la scène politique égyptienne jusqu'à la révolution de 1952) et la confrérie des Frères musulmans. Son arrestation est non seulement un coup porté à la principale formation d'opposition (cinquante-huit députés sur trois cent cinquante-huit),

mais une mise en garde voilée aux islamistes dont l'activisme s'est accru au cours des six derniers mois. Le journaliste de l'hebdomadaire Al Wafî est, en effet, la première personnalité islamiste libérée par le président Moubarak à être incorporée à nouveau. Il avait été arrêté sur l'ordre du président Sadate en septembre 1981. L'inquiétude du gouvernement face aux pressions des islamistes s'accroît d'autant plus que le mois de mai approche. Le Parlement doit alors tenir une réunion extraordinaire pour débattre de la question de l'application de la Charia (jurisprudence islamique). Or, si la majorité des députés du gouvernement et de l'opposition semblent être en faveur de la loi islamique, on se demande de quelle Charia il s'agira. Celle à l'iranienne, préconisée par les extrémistes de la mosquée Al Nour au Caire, celle à la saoudienne, des modérés ou celle des modernistes proches du gouvernement qui la veulent « en accord avec la civilisation du vingtième siècle » ?

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Sur les chemins perdus de Rome et d'Athènes.

MOSES I. FINLEY
L'INVENTION
DE LA
POLITIQUE



FLAMMARION
NOUVELLE BIBLIOTHEQUE SCIENTIFIQUE

« Ce livre nous raconte la naissance d'un modèle qui devait connaître le naufrage avec l'Empire romain avant de refaire surface pour triompher dans les sociétés modernes : ce que nous appelons précisément l'« activité politique », c'est-à-dire la participation de tous les citoyens aux décisions de l'Etat et aux délibérations qui les précèdent. Un beau livre. »

Dider Brion - Le Nouvel Observateur.

NOUVELLE BIBLIOTHEQUE SCIENTIFIQUE
FLAMMARION

AFRIQUE

Afrique du Sud

« Je suis engagé dans un processus de réforme destiné à élargir la démocratie »
déclare M. Pieter Botha devant les trois Chambres du Parlement

Un premier groupe de cinquante des deux cent trente-neuf manifestants interpellés, mardi 26 mars, au Cap, lors d'une manifestation contre le massacre de Langa, a commencé à comparaître mercredi devant la justice. Il comprend notamment, les révérends Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées (WARC), et Beyers Naude, secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises (SACC), ainsi que M^{me} Shesha Duncan, présidente du Black-sash (organisation féminine blanche d'aide aux Noirs).

A Uitenhage, la commission d'enquête désignée par le président Pieter Botha a commencé ses travaux mercredi 27 mars, sur la tuerie de Langa. L'enquête est dirigée par M. Donald Kammeneyer, juge à la Cour suprême, qui s'est rendu sur les lieux du drame, protégé par un rempart de policiers en armes.

A Paris, le porte-parole du ministère des relations extérieures a rappelé « la consternation et l'indignation de la France » devant la « poursuite d'une répression accrue en Afrique du Sud ».

A Oslo, le gouvernement norvégien a annoncé l'introduction d'une nouvelle législation destinée à réduire les relations commerciales avec l'Afrique du Sud, et a souligné une initiative commune des pays scandinaves pour forcer Pretoria à renoncer à sa politique d'apartheid.

De notre correspondant

Johannesburg. — Dans un discours solennel à la nation prononcé devant les trois Chambres du Parlement réuni au Cap, mercredi 27 mars, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a réaffirmé sa volonté de réforme, à condition que l'ordre règne. « Je suis engagé dans un processus de réforme destiné à élargir la démocratie et à améliorer les conditions de vie de tous les Sud-Africains, sans distinction de race, de couleur ni de religion, a-t-il déclaré. Mais cela ne pourra se faire que si la loi est respectée. » La sacro-sainte loi a insisté le président, doit régner pour que ce pays continue d'être le pays de l'espérance.

M. Botha, sous ses propres termes, ou veut pas être taxé de « faiblesse » s'il montre de la « compassion, de la sincérité, de la tolérance, de la retenue », car « aucun individu, aucune institution, n'est au-dessus de la loi ». Il a donc appelé les parlementaires à ne plus donner leur opinion sur la tuerie de Langa car cela contribue à « compromettre plutôt qu'à maîtriser et à améliorer la sécurité intérieure ». C'est là un avertissement au Parti fédéral progressiste (PFP), le principal parti d'opposition, qui a exprimé, se référant d'ailleurs à la version officielle du drame de Langa, un autre avertissement, celui destiné à « certaines personnes, qui sous prétexte de conviction morale et religieuse, fomentent la désobéissance, la violence et la destruction ». Cette mise en garde non déguisée vise les ecclésiastiques et

les mouvements anti-apartheid, comme le Front démocratique uni (UDF), accusés d'être les fauteurs de troubles.

Selon M. Botha, il y a quelque « ironie » dans le fait qu'au moment même où il prévoit de nouvelles initiatives, des gens mal intentionnés organisent des manifestations et des marches qui s'achèvent en incendie, violence et mort. « Ils veulent mettre le pays à genoux (...), accroître l'isolement de l'Afrique du Sud (...) pour que la communauté internationale et les Nations unies condamnent l'Afrique du Sud comme une menace pour la paix. J'affirme clairement et catégoriquement aujourd'hui qu'ils ne réussiront pas. »

Le président de la République a annoncé qu'il avait donné des instructions afin que « des mesures appropriées soient prises pour maintenir la loi et l'ordre, car il y a certaines vérités fondamentales dans la société sud-africaine qui ne peuvent être discutées ». Le chef de l'Etat n'a pas précisé à quelles mesures il songeait ni de quelles vérités il était question.

Il a conclu en ces termes : « L'une des meilleures traditions du pays — beaucoup d'entre elles sont uniques en Afrique — est que toute personne, quelle que soient sa race, son genre, et ses croyances, est libre de tenir, de poursuivre et de mettre en œuvre son opinion politique sans que le gouvernement interfère en aucune manière. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

Soudan

ÉMEUTES DE LA FAIM A KHARTOUM

« A bas le FMI ! »

Des émeutes ont éclaté à Khartoum et dans sa banlieue le mercredi 27 mars, quelques heures après le départ pour les Etats-Unis du président soudanais, le maréchal Gaafar Nimeiry. Les milliers d'étudiants se dirigeant vers le centre de la ville ont été arrêtés par la police. C'est là un avertissement au Parti fédéral progressiste (PFP), le principal parti d'opposition, qui a exprimé, se référant d'ailleurs à la version officielle du drame de Langa, un autre avertissement, celui destiné à « certaines personnes, qui sous prétexte de conviction morale et religieuse, fomentent la désobéissance, la violence et la destruction ». Cette mise en garde non déguisée vise les ecclésiastiques et

les mouvements anti-apartheid, comme le Front démocratique uni (UDF), accusés d'être les fauteurs de troubles.

Le comportement des forces de police a étonné les observateurs. Elles ont d'abord tardé à se rendre sur les lieux et auraient initialement manifesté quelques réticences à intervenir. Elles ont eu recours à la force après que les émeutes eussent pris des proportions inquiétantes.

Les manifestants ont lancé des pierres contre des entreprises commerciales et bancaires — infligeant des dégâts notamment à la banque islamique Faycal et à une société d'import-export appartenant au frère du maréchal Nimeiry. Ils ont également attaqué les locaux de l'Union socialiste soudanaise (la parti unique), l'hôtel Méridien et l'ambassade des Etats-Unis aux cris de : « A bas l'impérialisme américain ! »

Des dizaines de voitures ont été renversées et brûlées : des incendies se sont déclarés dans plusieurs quartiers de la ville et de sa banlieue. La fumée qui s'en dégageait a obscurci le ciel à tel point que des décollages ont dû être retardés à l'aéroport de Khartoum. Les transports en commun ont été immobilisés jusqu'au fin d'après-midi. On ignorait ce jeudi matin si les troubles avaient été circonscrits.

Le maréchal Nimeiry, qui est arrivé aux Etats-Unis mercredi pour un séjour d'une dizaine de jours, sera reçu lundi prochain 1^{er} avril par le président Reagan. Le chef de l'Etat soudanais a l'intention de demander un accroissement de l'aide américaine. — (AFP, AP, UPI, Reuters.)

DIPLOMATIE

Un entretien avec M. Weinberger

(Suite de la première page.)

— Précisément, beaucoup de gens pensent ici qu'une défense est possible, mais qu'elle ne sera jamais absolument sûre.

— Ils ne le savent pas et nous ne le savons pas, parce que nous n'avons pas terminé les recherches. Nous ne croyons pas que ce que nous avons fait jusqu'à maintenant rende ce but impossible : nous le faisons déjà avec un petit nombre de missiles : le système de défense Aegis à bord de nos navires a déjà détruit des missiles avec d'autres missiles au cours d'exercices ; dans un autre exercice, nous avons détruit un missile intercontinental avec un autre missile. Mais nous ne pouvons pas le faire à l'échelle des arsenaux soviétiques intercontinentaux et intermédiaires. Beaucoup de gens disent que cela n'est pas possible, j'en suis parfaitement conscient, mais nous essayons de déterminer si cela est possible. Nous ne pouvons préjuger le résultat.

— Il reste encore les autres vecteurs nucléaires, les avions et les missiles de croisière, dont l'IDS ne s'occupe pas. Travaillez-vous parallèlement à une défense contre ces systèmes ?

— Oui. Nous ne pouvons pas rester sans défense. Les Soviétiques l'ont toujours refusé, ils n'ont jamais accepté la théorie de la « non-défense ». Ils ont la défense anti-aérienne la plus forte du monde, un très grand réseau de défense antimissile, l'ABM standard, basé en Sibirie, autour de Moscou, ils ont des abris souterrains en profondeur. Près de la moitié de leur budget militaire est affectée à la défense. C'est pourquoi il est tout à fait faux de prétendre qu'ils ont accepté la théorie de la non-défense et que nous introduisons quelque chose qui va détruire je ne sais quel équilibre.

— Une autre objection est qu'un consensus a été obtenu sur le fait que la dissuasion par des moyens offensifs. L'IDS ne détruit-elle pas ce consensus ?

— En aucun cas, nous ne détruisons le consensus. Nous faisons même de notre mieux pour convaincre les gens que nous devons maintenir la paix par une triade d'armements offensifs, qu'il n'y a pas aujourd'hui de meilleure méthode. Il suffit de regarder notre budget et nos actions ces quatre dernières années. La seule dissuasion que nous avons pour le moment est l'offensive stratégique. Nous essayons d'obtenir d'importantes réductions par la négociation, afin de maintenir cette

dissuasion à des niveaux plus bas. Mais nous faisons aussi des recherches pour voir s'il n'existe pas une meilleure défense.

— Vous avez cependant des difficultés pour obtenir du Congrès le financement de ces armes offensives (1).

— Le missile MX fait l'objet de débats depuis douze ans. Mais le vote à son sujet l'année dernière, avant toute importante discussion au fond sur l'IDS, a été plus serré que cette année : au Sénat, il n'avait fallu la voix du vice-président pour faire pencher la balance, et la marge à la Chambre des représentants n'était que de deux voix. Certainement, ces programmes ne sont pas populaires. Le président essaye de voir s'il n'y a pas une meilleure méthode de défense, mais il ne va pas abandonner entre temps la méthode que nous avons, et qui fonctionne.

Les conditions de M. Nitze

— M. Paul Nitze, conseiller du président Reagan, met deux conditions à tout déploiement d'armes défensives : qu'elles puissent survivre à une attaque, et qu'elles contiennent moins cher que les armements offensifs par lesquels les Soviétiques pourrissent à la saturation. Pensez-vous que ces conditions sont réalisables ?

— En ce qui concerne le coût, il ne fait pas de doute que si nous pouvons avoir l'IDS — et nous ne le savons pas encore — elle sera beaucoup moins coûteuse que ne le sont les systèmes offensifs et leur remplacement à la fréquence nécessaire. Ajoutez les coûts des armes offensives depuis 1950, ce qu'on obtient le remplacement et le renforcement de tout l'arsenal d'avions, de sous-marins et de missiles, y compris le MX, tout ça coûte depuis douze ans.

— Il est vrai que le système ABM traditionnel peut être saturé, mais nous ne pensons pas que cela doit être nécessairement vrai. Les Soviétiques parlent d'un système d'un autre type, celui qu'ils ont aujourd'hui. Nous ne parlons pas de cela, nous parlons de lasers ou de faisceaux de particules, d'autres dispositifs embarqués sur divers véhicules spatiaux et lanceurs.

— Ne pensez-vous pas que ces systèmes, précisément, seront très coûteux et en même temps vulnérables ?

— Nous ne le pensons pas. Leur développement sera certainement

coûteux. La recherche est coûteuse, mais la recherche fait partie de tout système. Nous ne savons pas si cela est possible ou non, mais nous ne voulons certainement pas décider d'avance que c'est impossible.

— Quant à la vulnérabilité, je ne vois pas comment quelqu'un peut dire que l'IDS est vulnérable, puis-que nous ne savons pas encore. Certainement l'un des aspects auxquels nous veillons particulièrement est que ces systèmes puissent survivre à une attaque. Il y a divers moyens de lancer les armes qui détruiront les missiles soviétiques par des moyens non nucléaires, et qui les détruiront hors de l'atmosphère, bien avant qu'ils n'approchent de leurs cibles.

La participation européenne

— Quelles conclusions tirez-vous de vos entretiens de Luxembourg avec les ministres de la défense de l'OTAN ?

— Je suis très satisfait. Les Européens ont soutenu unanimement notre programme de recherche, ils ont salué l'invitation que je leur ai adressée à participer au programme dans leur domaine d'expertise. L'espèce beaucoup qu'ils soumettront des offres pour les divers contrats de recherche qui accompagneront notre programme cette année. Il est probable que ces pays ont des idées extrêmement valables sur la manière de mener à bien ce programme.

— Pourquoi avez-vous inclus dans la liste des pays invités à participer des pays non membres de l'Alliance atlantique, comme l'Australie et Israël ?

— Parce qu'ils ont des capacités dans ces domaines. De même que la Corée du Sud.

— Les transferts de technologie dans certains secteurs militaires ont souvent été entravés par les règlements américains sur la protection du secret.

— Nous n'avons aucune objection à un partage avec nos alliés. Ce que nous ne voulons pas, c'est partager avec l'Union soviétique — d'ordinaire sur une base involontaire.

— Mais le président Reagan a parlé de porter l'IDS avec l'URSS aussi.

— Cela n'est valable qu'après que les systèmes auront été complètement développés, et afin de démontrer que notre but n'est pas d'acquiescer à une capacité de coexistence et de gagner une guerre, qu'il s'agit véritablement d'un système défensif. Les Soviétiques ont fait cette recherche, ils ont construit à Krasnoïarsk un radar qui viole clairement le traité ABM. Et ils n'ont pas offert de partager quoi que ce soit de cela avec nous.

— Il y a eu question dans la presse américaine de déployer une défense égale contre les missiles soviétiques tactiques, SS-21, SS-22, SS-23, qui visent tout particulièrement l'Europe.

— Les missiles tactiques sont des choses complètement différentes, ce sont des armes du champ de bataille et l'IDS n'a pas pour objet de s'en occuper, tout comme elle ne s'occupe pas des avions. Mais un travail sera fait dans cette direction aussi. Nous travaillons sur la défense anti-aérienne, sur la défense antichar, et nous continuerons. Mais d'autres techniques sont impliquées.

— Pensez-vous que l'IDS va porter atteinte à la crédibilité de la force nucléaire française ?

— Je ne le pense pas, pas plus qu'elle ne va mettre en danger la crédibilité de notre force. Nous pensons que c'est une très bonne chose pour la France de disposer de sa dissuasion nucléaire indépendante. Avec l'IDS nous ne parlons pas de l'inventaire immédiat, nous parlons de recherche pendant de nombreuses années. Et nous soulignons l'importance qu'il y a à maintenir pendant toute cette période de recherche une dissuasion adéquate et crédible à base d'armements offensifs. C'est ce que fait la France, ce que font les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

— Est-il vrai que des essais d'armes prévus dans le cadre de l'IDS ont été ajournés ?

— Non, il n'y a aucun besoin d'ajourner aucun essai, aucun n'a été ajourné. Quand il sera nécessaire de faire ce qui est requis par notre programme de recherche, nous verrons si cela requiert une modification du traité ABM. Rien de ce que nous faisons aujourd'hui ne le requiert.

Le système RITA

— Que pensez-vous du projet de vente par la France aux Etats-Unis du système de communication RITA ? (2)

— C'est un très bon système, il va être mesuré et comparé à celui d'autres concurrents en provenance d'autres pays, une décision sera prise au terme du processus. Nous sommes tenus de n'accepter que l'offre la plus basse possible correspondant à nos besoins, et nous allons certainement

ment examiner très attentivement le système RITA. Quand nous trouverons le système le moins cher et qui répond à toutes nos qualifications, nous l'accepterons, quelque soit le pays d'origine.

— Que pensez-vous des menaces formulées par M. Gorbachev à l'adresse du Pakistan pour son soutien à la résistance afghane ? Quelle sera la réaction américaine en cas d'action militaire soviétique contre le Pakistan ?

— C'est une question hypothétique et je ne m'occupe pas de questions hypothétiques. Ce que je puis dire c'est qu'il y a des tentatives soviétiques plutôt grossières d'intimider les combattants de la liberté en Afghanistan, aussi bien que les gens qui essaient de les aider.

Propos recueillis par MICHEL TATU.

- (1) Voir le Monde du 28 mars.
- (2) Le Monde du 27 mars.

MM. CLAUDE ARNAUD ET JACQUES MARTIN CONSEILLERS DIPLOMATIQUES DU GOUVERNEMENT

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 27 mars (nos dernières éditions), la nomination de MM. Claude Arnaud, ambassadeur de France, et Jacques Martin, ministre plénipotentiaire, comme conseillers diplomatiques du gouvernement.

(Né le 9 novembre 1919, licencié de lettres et en droit, M. Arnaud est entré à l'administration centrale en 1943, tout en servant dans la Résistance. Il a été en poste à Washington (1945-1946) et à Rabat (1946-1951), à la résidence générale, puis, après un passage à la direction d'Europe, au bureau des affaires d'Allemagne (1952-1955) avant d'être nommé premier secrétaire à Bonn. Revenu à l'administration centrale (affaires économiques) en 1955, il a ensuite été en poste à Belgrade et à New-York (Nations unies), puis ambassadeur à Vientiane (1962-1964) et à Moscou (1964-1969). Chargé des affaires d'Europe de 1969 à 1972, puis directeur adjoint des affaires politiques de 1972 à 1975, M. Arnaud a été nommé ambassadeur à Pékin en 1975, à Bruxelles (OTAN) en 1979, et à Moscou en décembre 1981, et enfin conseiller auprès de M. Dumas, ministre des relations extérieures, en février dernier.)

(Né le 5 août 1922, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration après avoir servi dans les Forces françaises libres, M. Martin est entré à l'administration centrale (relations culturelles) en 1947. Il a ensuite été en poste à Varsovie (1949-1951) puis, après un nouveau passage à l'administration centrale, à Washington (1953-1957). Revenu à Paris, il s'y est notamment occupé des affaires monétaires, puis des affaires scientifiques. Secrétaire général adjoint de la défense nationale de 1970 à 1977, M. Martin a été ambassadeur à Belgrade de 1977 à 1979 puis, une première fois, conseiller diplomatique du gouvernement, en 1980. Il a ensuite dirigé la délégation française à la CSCE de Madrid, jusqu'en 1981, et a été nommé secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay en novembre 1981.)

UNE MISE AU POINT DE M^{me} BAUDRIER

M^{me} Jacqueline Baudrier, dont le remplacement par M^{me} Gisèle Halimi comme ambassadeur délégué permanent auprès de l'UNESCO a été annoncé par M. Dumas lors du déjeuner de la presse diplomatique (le Monde du 28 mars), a publié mercredi 27 mars un communiqué dans lequel elle indique qu'elle n'a fait l'objet que d'une seule proposition de nouveau poste : celui de commissaire général de l'exposition française au Brésil. Cette offre, ajoute-t-elle, « lui a été faite dans des conditions qu'elle a estimé ne pouvoir accepter (ni crédits ni traitement) ».

M^{me} Baudrier assure en revanche que, contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos précédentes éditions, « un poste ou Conseil d'Etat ne lui a jamais été proposé ».

Le ministère des relations extérieures n'avait pas, ce jeudi matin, réagi officiellement à la publication de ce communiqué. On observe toutefois, au Quai d'Orsay, qu'il n'est pas d'usage, pour les ambassadeurs, d'exposer publiquement les choix qui leur sont proposés et les raisons pour lesquelles ils peuvent être conduits à décliner (ou à accepter) une offre de nouveau poste.

● PRÉCISION. — M^{me} Gisèle Halimi, nouvel ambassadeur auprès de l'UNESCO, nous prie d'indiquer qu'elle n'est pas « diplomate » de l'Institut d'études politiques, contrairement à ce qui figurait dans la notice biographique publiée dans nos éditions du 28 mars, mais simplement « ancienne élève » de l'IEP.

APRÈS LA MORT DU COMMANDANT NICHOLSON EN RDA

Washington annonce des « mesures diplomatiques » de faible portée contre Moscou

Washington (AFP). — Les Etats-Unis ont annoncé, mercredi 27 mars, des « mesures diplomatiques » pour protester contre la mort en Allemagne de l'Est d'un officier américain abattu par une sentinelle soviétique. D'autre part, M. Oleg Sokolov, ministre-conseiller de l'ambassade d'URSS à Washington, a été convoqué dans la soirée de mercredi au département d'Etat, où il a été reçu pendant une demi-heure par M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes.

Bien qu'étant de faible portée, les mesures annoncées par Washington sont destinées à montrer le désir du gouvernement américain de marquer le coup sans accroître les tensions avec Moscou. Ainsi, le département d'Etat a jugé qu'un attaché naval soviétique, qui participait à une visite de groupe d'attachés navals organisée en Californie, a été prié de regagner la capitale fédérale, sa présence dans le groupe en question étant jugée « peu appropriée » après l'incident qui a coûté la vie au commandant Nicholson.

Le porte-parole de la Maison Blanche n'a pas fourni d'autres précisions sur les mesures envisagées. Un haut fonctionnaire qui a tenu à

garder l'anonymat a simplement expliqué qu'aucune « mesure punitive » ou « mesure militaire » ne serait prise à l'encontre de Moscou, et que toute action décidée serait « du même type » que celle annoncée par le département d'Etat. Selon le même haut fonctionnaire, la riposte mise au point par Washington vise à indiquer la « préoccupation » américaine et « à faire en sorte que ce genre d'incident ne se reproduise pas ».

D'autre part, de hauts responsables du département d'Etat et du Pentagone ont réaffirmé mercredi que l'officier américain de la mission militaire de liaison ne se trouvait pas, lorsqu'il a été tué, dans une zone interdite. Cette région n'était effectivement pas autorisée aux étrangers précédemment, mais cette interdiction avait été levée le 20 février dernier. Les mêmes sources ont cependant admis, pour la première fois, que le commandant, au moment de l'incident, « photographiait du matériel militaire soviétique dans un bâtiment ». Selon les responsables américains, la zone interdite la plus proche de l'endroit où le commandant Nicholson a été abattu se trouvait à environ 300 mètres.

Le système RITA

— Que pensez-vous du projet de vente par la France aux Etats-Unis du système de communication RITA ? (2)

— C'est un très bon système, il va être mesuré et comparé à celui d'autres concurrents en provenance d'autres pays, une décision sera prise au terme du processus. Nous sommes tenus de n'accepter que l'offre la plus basse possible correspondant à nos besoins, et nous allons certainement



Vient de paraître le numéro 5 de la revue Fikr, trilingue d'études et de recherches (en langue arabe).
Lisez un dossier : « Comment doit être écrite notre histoire », par plusieurs académiciens.
Ainsi qu'un dossier économique par le D^r Ramsy ZAKY et le D^r Georges KORM.
Prix : 30 FF. Abonnement : 100 FF (part.), 250 FF (Ets).
Editée par Al Fikr SARL
2, rue de Lancry, 75010 Paris
Tél. : 209-56-27, poste 40 - Télex : 212043 Attention Fikr.
En vente dans les kiosques.

« Douz



« Takasone



MARABO L'HISTOIRE EN POCH



LA COLLECTION EN FI

مكتبة الفكر

EUROPE

Espagne

Mesures de « démilitarisation » de la police

Madrid. - Destitution de huit chefs militaires ; fermeture de l'académie de la police de Canillas, près de Madrid dissolution de la compagnie de police anti-émeutes de León ; le ministre de l'intérieur, M. José Barrio-nuevo, a annoncé les 26 et 27 mars une série de mesures draconiennes destinées à couper court à la grave crise qui secoue aujourd'hui la police nationale.

Le conflit couvait depuis des mois. Son objet est la « démilitarisation » de la police - une revendication que défendent les organisations syndicales de policiers, légalisées en 1983, et qui figuraient d'ailleurs dans le programme électoral des socialistes.

Le SUP, Syndicat unifié de la police, qui affirme regrouper à lui seul plus de la moitié des effectifs des forces de l'ordre, exige notamment que le code de justice militaire cesse d'être appliqué à la police et que celle-ci soit dorénavant dirigée par des civils formés dans ses propres académies. Actuellement, quelque trois cent cinquante officiers issus des forces armées occupent, en volontaires, les principaux postes de commandement de la police nationale.

A la mi-mars, trois cents membres de la brigade anti-émeutes de León, dans le nord-ouest du pays, décidaient d'occuper leur commissariat pour réclamer la destitution de leur chef, le capitaine Francisco Javier Alvarez. Ils accusaient cet officier de les

De notre correspondant
traiter comme des recrues, de les soumettre à des brimades et, d'une façon générale, de diriger le corps dans un esprit plus militaire que civil. Ils ont obtenu gain de cause, le capitaine Alvarez demandant à être réincorporé au sein des forces armées.

Depuis cet accrochage, le ton n'a cessé de monter entre le SUP et les chefs issus des forces armées. Le syndicat a publiquement dénoncé l'existence au sein de la direction de la police nationale d'un « bunker » qui chercherait à empêcher la démilitarisation de l'institution. Les militaires accusent M. Barrio-nuevo de fermer les yeux sur les actes d'« insubordination » des syndicalistes, qu'ils accusent d'une « campagne injurieuse » à leur égard.

M. Barrio-nuevo a décidé de tailler dans le vif avant que le conflit s'échappe à tout contrôle (les syndicats menaçaient de lancer une grève à l'échelle nationale).

Les mesures que vient d'adopter le ministre de l'intérieur donnent en partie satisfaction au syndicat unifié : les responsables militaires destitués, parmi lesquels figurent le chef d'état-major de la police, le lieutenant-colonel David Cervera, comptent parmi ceux qui entretenant avec leurs subordonnés les relations les plus tendues ; quant aux

étudiants de l'académie de Canillas - réputée dispenser une formation très inspirée de l'esprit militaire - ils seront transférés à l'académie de police d'Avila, traditionnellement plus « civile ».

Pour calmer le mécontentement que ces mesures risquaient de provoquer parmi les militaires, M. Barrio-nuevo a décidé, symétriquement, de dissoudre la brigade de León qui s'était rebellée, et de suspendre jusqu'à nouvel ordre toute négociation avec le SUP. Ce syndicat, toutefois, a démontré une force avec laquelle le gouvernement devra désormais, sans aucun doute, compter.

THÉRIY MALINAK.

Autriche

Le gouvernement envisage d'acheter des avions suédois d'occasion

Vienne. - Le ministre autrichien de la défense, M. Friedrich Frischenschlager, a annoncé, mardi 26 mars, qu'il avait recommandé au gouvernement d'acheter l'avion d'interception suédois Draken-35 pour assurer la protection aérienne du territoire autrichien. La décision finale concernant le choix de l'avion dont l'armée de l'air autrichienne va se doter sera prise par le gouvernement dans les prochains jours.

Quatre pays - les Etats-Unis, la France, la Suède et la Grande-Bretagne - se disputent ce marché de vingt-quatre avions d'inter-

ception réclamés depuis des années par les militaires autrichiens. Quatre appareils étaient en concurrence : le Draken, le Mirage-III français, le Lightning britannique, et le F-5 américain.

M. Frischenschlager a indiqué que l'achat de vingt-quatre avions d'interception représentait pour l'Autriche une dépense de 7 milliards de schillings (environ 350 millions de dollars). Le premier Draken-35, qui est un avion d'occasion, pourrait être livré à l'Autriche au cours de l'année 1987. - (AFP.)

L'Italie redoute une reprise du terrorisme

(Suite de la première page.)

L'action d'abord : soigneusement organisée, rapide, « sans bavure », tragiquement efficace. M. Tarantelli venait de sortir de l'université où il avait donné un cours et il se dirigeait vers sa voiture. Avant qu'il ait pu démarrer, deux hommes jeunes, armés de pistolets-mitrailleurs, l'abattaient de plusieurs rafales, puis prenaient la fuite à moto. Le cible : un homme qui n'est pas de premier plan, mais qui peut apparaître comme un symbole pour le rôle qu'il a joué dans les milieux politiques et syndicaux. Agé de quarante-quatre ans, professeur d'économie politique, conseiller de la confédération syndicale CISL, proche de la Démocratie chrétienne, Ezio Tarantelli avait été à l'origine d'une proposition d'assouplissement de l'échelle mobile des salaires, en vue de ralentir l'inflation, qui avait été entérinée par l'accord entre le gouvernement, le patronat et une partie des synd-

cats le 14 février 1984. Or une des constantes de la stratégie des BR a été d'essayer de « s'enraciner dans le social », c'est-à-dire d'intervenir par une action retentissante (généralement un assassinat) au cœur du débat politique. La question de l'échelle mobile des salaires est actuellement l'un des points controversés de la vie publique et sera au centre de la campagne pour les élections locales du 12 mai. Celle-ci s'ouvre officiellement ce jeudi 28 : en la plaçant ainsi sous le signe du sang, les Brigades rouges veulent démontrer qu'elles sont présentes dans le débat italien.

Mille quatre cents « cibles » possibles

De ce point de vue, ce meurtre semble une triste répétition : en juin 1983, à la veille des élections générales, le professeur Gino Giugni, membre du PSI - alors sans fonction politique particulière, mais auteur du « Statut des travailleurs », - était grièvement blessé par un commando terroriste. Lui aussi était un symbole du « réformisme » au service de la « bourgeoisie capitaliste ».

Il y a en, ces derniers mois, quelques indices de réorganisation du terrorisme. En octobre, le premier ministre, M. Bettino Craxi, avait mis en garde contre la reprise de la lutte armée. Le PS semblait d'ailleurs visé : plusieurs documents trouvés dans le train Venise-Paris et au domicile de personnes connues comme « extrémistes de gauche » témoignaient de la volonté des BR de réapparaître sur la scène politique. Un document des BR-PCC (Parti communiste combattant, le courant dur, dit « militaire », des BR) soulignait notamment la nécessité d'attaquer le PSI, pas tout à fait « au niveau le plus haut, mais à celui de son comité central ». D'autres personnes étaient aussi visées, parmi elles Ezio Tarantelli, dont le nom fi-

gurait sur une liste de mille quatre cents « cibles » possibles.

A l'époque, le ministre de l'intérieur, M. Scalfaro, tout en invitant à ne pas baisser la garde, était plutôt partisan de la circonspection.

L'assassinat de M. Tarantelli témoigne en tout cas de la réorganisation d'un groupe au moins de terroristes après ce que les BR avaient dénommé un « repli stratégique ». L'opuscule de vingt pages trouvé sur le lieu de l'homicide, dont le contenu n'a pas été divulgué mais qui a pour thème « le combat contre la coalition anti-prolétaire », est signé du Parti communiste combattant. Ce même groupe avait déjà organisé l'attentat contre M. Giugni, ainsi que l'assassinat, en janvier 1984, de Leomora Hunt, un Américain qui était directeur, à Rome, des Forces multinationales dans le Sinaï.

La police estime qu'il y a encore une cinquantaine de terroristes en liberté. On a parlé de l'apparition d'une brigade à Florence, puis de la réorganisation de la brigade romaine. Il est donc possible que cet attentat soit suivi d'autres actions criminelles. Mais il semble difficile, pour l'instant, de parler d'une « renaissance » du terrorisme. La défaite des BR, en effet, n'a pas été seulement « militaire ».

Le terrorisme d'extrême gauche était né, en Italie, au début des années 70, dans un contexte culturel où le mythe de la « révolution » faisait recette. Aujourd'hui, la « lutte de classes » n'est plus un concept à la mode, ni dans les salons, ni dans les cercles intellectuels, ni dans les usines. Il existe encore pourtant, à l'évidence, une petite base pour le recrutement de terroristes dans la frange de la gauche, qui cherche désespérément à annuler son désir de violence.

PHILIPPE PONS.

Turquie

EN VISITE AUX ETATS-UNIS Le chef du gouvernement souhaite un accroissement de l'aide militaire américaine

De notre correspondant

Ankara. - A peine revenu d'Ara-bie saoudite, M. Turgut Ozal, premier ministre turc, a annoncé, le mercredi 27 mars, une visite de dix jours aux Etats-Unis. Il ira successivement à New-York, Chicago et Washington.

M. Ozal sera reçu par le président Reagan, avec qui il aura un déjeuner de travail, avant de rencontrer tour à tour, notamment, MM. Shultz, Weinberger, Baker, Baldrige et Block, respectivement secrétaire d'Etat et responsables à la défense, du Trésor, du commerce et de l'agriculture. M. Ozal, qui est ainsi reçu pour la première fois en visite officielle dans une capitale occidentale, s'entretiendra également avec les milieux d'affaires et des banquiers.

Les objectifs de M. Ozal sont, d'une part, d'attirer crédits et investissements en Turquie, tout en s'efforçant d'améliorer auprès de l'opinion outre-Atlantique l'image de son pays. Le chef du gouvernement fera valoir que la Turquie est un facteur de stabilité dans un Proche-Orient chaotique ; il expliquera aussi que l'actuelle équipe est désireuse de conduire à son terme le processus de retour à un régime démocratique - en dépit de certaines lenteurs évidentes.

Effectuant également une « visite de courtoisie » auprès du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, le mercredi 27 mars à New-York, M. Ozal a exposé la position d'Ankara sur la question chypriote après l'échec de la rencontre de janvier entre MM. Kyprianou et Denktash, sous l'égide du secrétaire général.

M. Ozal visite les Etats-Unis à un moment où les relations bilatérales sont au beau fixe. Il en profitera donc pour plaider auprès de M. Reagan en faveur d'un accroissement de l'assistance militaire américaine. L'administration républicaine a proposé 785 millions de dollars d'assistance militaire à la Turquie pour la prochaine année fiscale ; le comité des affaires étrangères du Sénat l'a ramenée à 715 millions de dollars.

Or les Turcs souhaiteraient que cette aide soit d'au moins 1,2 milliard de dollars par an, afin d'assurer la « modernisation » de leurs forces armées (1).

M. Ozal s'efforcera néanmoins de convaincre ses interlocuteurs que le maintien de bonnes relations avec tous les pays de la région - les « modérés » comme les « intransigeants » - n'est pas incompatible avec le statut de fidèle allié dans l'OTAN. Il ne s'agit nullement, en tout cas, pour Ankara, de jouer les « gendarmes de Washington » au Proche-Orient.

Evitant le déficit du commerce bilatéral de quelque 700 millions de dollars en faveur des Etats-Unis en

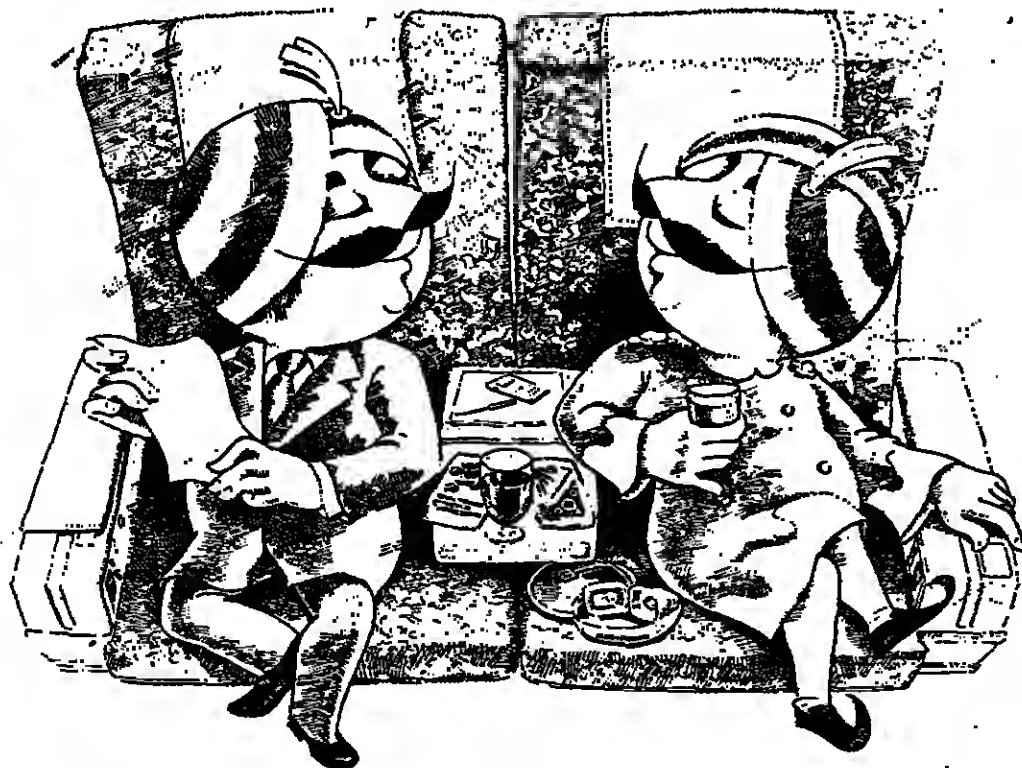
1984, M. Ozal demandera, entre autres, que Washington lève ses restrictions aux exportations de textiles turcs. Il s'efforcera également de convaincre les Américains que sa politique monétaire, jusque-là inefficace pour juguler l'inflation, produira bientôt ses fruits.

Cette visite a lieu à un moment où les relations de Washington avec Athènes traversent une période difficile. Il n'est en effet que plus intéressant de noter la rencontre, à New-York, de M. Ozal et du chef spirituel des Grecs aux Etats-Unis, Mgr Iakovos - à la demande de ce dernier. Le chef du gouvernement turc indiquera à ses interlocuteurs d'origine hellène que la Turquie « ne constitue nullement une menace pour la Grèce ». La demande de rendez-vous de certains Grecs américains influents (2) auprès de M. Ozal pourrait constituer un avertissement indirect à M. Andreas Papandreu, accusé d'adopter une attitude plutôt hostile à l'égard de Washington.

ARTUN UNSAL.

(1) Un accord bilatéral de défense a été signé pour cinq ans en 1980.
(2) Notamment des responsables d'une organisation très influente, l'AHOPA.

Choisissez la « Classe Affaires » d'Air-India.



La classe des privilégiés!

Le confort vous attend pour mieux vous détendre.

Choisissez votre siège, côté couloir ou côté hublot - au pont supérieur (non fumeur avec cinéma) - au coin fumeur près des 1^{ères} Classes.

Goutez au charme de l'hospitalité indienne avec son service irréprochable, les boissons et les délices de la cuisine orientale ou continentale.

L'Inde n'est pas loin : nos vols sont rapides, avec une seule escale. Et il y en a trois par semaine!

Destination Delhi ou Bombay. Voilà, vous arrivez déjà, frais et détendu, prêt à entamer une journée d'affaires ou des vacances de rêve. Le retour est tout aussi rapide et agréable : vous serez à Paris à midi ou en fin d'après-midi. Restez en Classe Affaires et envoluez-vous

avec Air-India vers Calcutta, Bangkok, Hong-Kong, Tokyo, Osaka ou vers Madras, Singapour, Kuala Lumpur, Perth et Sydney.

Choisissez d'être un privilégié avec Air-India.

AIR-INDIA, 1, rue Auber, 75009 Paris. Tél. : 266 90 60.

	Dimanche AI-152	Mardi AI-164	Vendredi AI-128
Paris dp.	19 h 15	19 h 50	14 h 50
Francfort dp.	21 h 40	22 h 05	17 h 10
Delhi ar.	10 h 30 (sam.)	10 h 55 (sam.)	06 h 00 (sam.)
Bombay ar.	13 h 15	13 h 40	08 h 45

	Dimanche AI-155	Mardi AI-165	Vendredi AI-129
Bombay dp.	07 h 30	08 h 00	02 h 40
Delhi dp.	10 h 25	10 h 55	05 h 10
Francfort ar.	14 h 50	15 h 20	10 h 05
Paris ar.	17 h 20	17 h 35	12 h 25



Vous serez traité comme un Maharajah.



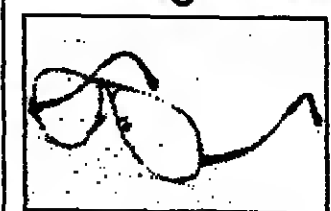
الخطوط الهندية

L'armée le résultat d

L'ES L C'EST

L'AUTRE DIMENSION

par Luigi Colani



Colani L'EXCEPTION.

Luigi Colani, sculpteur, ingénieur en aérodynamisme, réinventait le confort en créant des montures haute technologie, inspirées de la libellule et de son extraordinaire champ de vision.

AMÉRIQUES

Pérou

L'armée promet de respecter le résultat des élections du 14 avril

Lima. — Grèves, affrontements entre manifestants et policiers : l'aggravation constante depuis quatre ans de la crise économique et la chute brutale du pouvoir d'achat ont provoqué des conflits sociaux d'une très grande ampleur depuis le début de l'année au Pérou, où le taux d'inflation dépasse les 200 %.

Les employés des services publics ont débrayé depuis deux semaines et les instituteurs viennent de se rallier au mouvement. A moins de trois semaines des élections générales, des dizaines de milliers de protestataires sont dans la rue ou menacent d'y descendre.

Les vainqueurs du scrutin du 14 avril hériteront de toute manière d'une situation particulièrement difficile. Deux formations ont les faveurs des sondages : l'APRA et la Gauche unie (IU). Les candidats, qui devraient logiquement s'affronter au second tour (1), ont — à l'occasion d'une campagne électorale plutôt calme — défini des programmes qui se ressemblent sur bien des points. Des programmes qui tranchent avec les options du régime libéral du président sortant, M. Belaunde Terry.

Pendant les quatre dernières années, les parlementaires de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine) ont souvent voté au Parlement avec leurs collègues de la Gauche unie pour freiner ce qu'ils appellent la « dénationalisation » de l'économie péruvienne. Vainement, puisqu'ils étaient en minorité. Les deux hommes qui sont les mieux placés pour l'emporter à l'élection présidentielle — M. Alan Garcia pour l'APRA et M. Barrantes pour la Gauche unie — se sont bien gardés, en tout cas, de se détacher trop de l'ancien régime pendant la campagne. Leur objectif est de vaincre, l'un le courant anti-APRA traditionnel, et l'autre l'anticommunisme de la droite, pour arracher à cette dernière le monopole du pouvoir. Ils ont fait appel à de nombreux « indépendants » de prestige pour figurer sur leurs listes de candidats.

M. Alan Garcia, qui, d'après les sondages, devance nettement M. Alfonso Barrantes, a promis un « gouvernement pour tous les Péruviens ». M. Barrantes, maire-mariage de Lima, répond : « Je gouvernerai pour les pauvres, car on ne peut pas être avec Dieu et avec le diable, avec les ouvriers congédiés et avec les patrons, avec les affamés et avec ceux qui détiennent des mesures économiques contre eux, avec notre peuple et avec ceux qui abandonnent nos richesses à l'étranger... C'est ce qui nous distingue de l'APRA et de son candidat, Alan Garcia, dans le bidonville de Comas, à promettre de gouverner pour les pauvres ; au symposium organisé par les chefs d'entreprise, il s'est présenté comme leur grande espérance ».

Le programme de l'APRA est plus imprécis (volontairement d'ailleurs, pour ne pas effaroucher les indécis) et se réclame du courant social-démocrate en Amérique latine. En revanche, la IU ne craint

De notre correspondant

pas de montrer son vrai visage « marxiste », même lorsqu'elle s'adresse aux chefs d'entreprise.

En ce qui concerne le remboursement de la dette extérieure, l'APRA et la Gauche unie envisagent un moratoire de cinq ans (durée du mandat présidentiel) afin de canaliser les maigres ressources du pays vers le développement national. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils envisagent de « couper les ponts avec les créanciers ».

Les problèmes de la décentralisation, de la répression, du trafic de drogue et de l'agriculture en crise sont abordés de manière assez proche par les deux formations politiques. Elles recommandent des gouvernements « régionaux », une « moralisation » du pays et une relance en faveur du monde rural, afin de lutter contre la malnutrition et de freiner l'exode rural.

La violence terroriste

Pour tenter de neutraliser la violence terroriste, l'APRA et la Gauche unie sont hostiles à une réponse seulement militaire et répressive. Les droits de l'homme devraient être respectés dans la zone déclarée en état d'urgence, et la subversion serait combattue par le développement, disent-elles. Un plan de paix doit être élaboré. Dans les deux partis, les partisans et les détracteurs d'un dialogue avec Sentier lumineux reconnaissent qu'il a bien peu de chance d'aboutir, les sentinellistes ne reconnaissant que le langage des balles et de la violence.

Au plan économique, on note en revanche de sérieuses divergences, notamment en ce qui concerne les matières premières. La IU a promis de résilier les contrats pétroliers si-

gnés avec la Belco et l'Occidental — qui contrôlent plus des deux tiers de la production de pétrole — afin de favoriser la Petroperu, l'entreprise péruvienne. Elle suggère de nationaliser la Southern, qui monopolise l'exploitation du cuivre dans le Sud. Pour l'APRA, l'investissement étranger est nécessaire, mais les opérations fiscales accordées par M. Belaunde aux sociétés étrangères doivent être révisées ou annulées.

Pour la Gauche unie, le programme de relance passe obligatoirement par un retour à la souveraineté nationale, ce qui implique une « confrontation avec l'impérialisme » : les entreprises étrangères ne pourront pas rapatrier leurs bénéfices, le commerce extérieur sera strictement contrôlé, tout le système bancaire sera nationalisé tel ou tel sont tous les objectifs de la IU.

Mais celle-ci garantit une liberté complète de la presse, alors que l'APRA, plus « radicale », parle de mettre en place des « coopératives » dans les moyens de communication.

L'armée, longtemps hostile à l'APRA et naturellement anticomuniste, a assuré, par la voix du général Julian Julia, ministre de la guerre, qu'il n'y avait « aucune possibilité d'un veto militaire » : « Un gouvernement de la IU serait une grande expérience à suivre, a-t-il dit. Quant au différend entre l'armée et l'APRA, c'est un point » Il a ajouté que quarante mille militaires seront mobilisés pour veiller au bon déroulement des élections, parce que « tel est le rôle que nous assigne la Constitution ».

NICOLE BONNET.

Chili

NOUVELLE JOURNÉE DE PROTESTATION CONTRE LE RÉGIME MILITAIRE

Santiago (AFP, Reuter). — Une nouvelle journée de protestation contre le régime militaire du président Pinochet, la troisième depuis le printemps 1983, a eu lieu, mercredi 27 mars, à Santiago, à l'appel de plusieurs partis de gauche. L'Alliance démocratique (opposition non communiste) n'avait pas donné de mot d'ordre de participation. L'armée n'a patrouillé dans les rues, et la police a inspecté les voitures garées dans le centre de la capitale. Après les tentatives de la veille, la journée de protestation a été d'une ampleur supérieure plus réduite que les précédentes manifestations.

En fin de soirée, selon des sources non officielles, une demi-douzaine d'attentats, de peu de conséquences, avaient été signalés dans certains quartiers pauvres de la périphérie de Santiago. Les manifestants ont allumé des brasiers et dressé des barricades. Selon les observateurs, la moindre importance de cette protestation s'explique par l'état de siège instauré le 6 novembre dernier, et prorogé pour trois mois en février. Dans ce cadre, les autorités militaires ont notamment imposé une stricte censure sur la presse et un couvre-feu dans la capitale.

Une nouvelle journée d'action doit avoir lieu vendredi en faveur des victimes du tremblement de terre, à laquelle l'Alliance démocratique doit, cette fois, se joindre.

Guatemala

Assassinat d'un professeur d'université. — Un professeur de l'université de Guatemala, M. Carlos Cabrera Garcia, a été assassiné, mercredi 27 mars, par un commando armé. Deux professeurs de cette même faculté ont été assassinés en 1984 dans des circonstances similaires. — (AFP).

Brésil

LA VACANCE DU POUVOIR CRÉÉE PAR L'HOSPITALISATION DE M. NEVES

Le vice-président Sarney est incité de tous côtés à assumer pleinement la direction de l'Etat

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Plus de vingt-quatre heures après la troisième opération subie par celui-ci, l'état de santé de M. Tancredo Neves inspire encore des inquiétudes. Les chirurgiens ont détecté une infection à l'endroit de l'abdomen qu'ils ont incisé et, malgré leurs recherches, ils en ignorent toujours l'origine. Ils affirment contrôler cette infection grâce à des antibiotiques. Les deux bulletins de santé qu'ils ont diffusés le mercredi 27 mars sont, sur les autres points, rassurants : le président ne présente, pour l'instant, aucune anomalie, ni au cœur, ni aux reins, ni aux poumons. Il respire sans l'aide d'aucun appareil. Les examens sanguins sont normaux.

Pendant plusieurs jours encore, M. Tancredo Neves devra rester en observation dans la salle de soins intensifs de l'Institut du cœur de São Paulo, où il a été transféré en catastrophe mardi, venant de l'hôpital de Base de Brasília, pour y être opéré d'une hémorragie intestinale. Les visites lui sont interdites. La seule personne qu'il ait vue mercredi, en dehors des infirmiers et des médecins, est M. José Sarney, qui assure l'intérim de la présidence de la République, et ce fut à travers une vitre. Si, malgré son âge (soixante-quinze ans), M. Neves se remet de cette troisième intervention, il lui faudra deux à trois mois avant d'assumer ses fonctions.

Aussi la vacance du pouvoir commence-t-elle à inquiéter les milieux politiques. Voici près de deux semaines maintenant que la « nouvelle République » a été inaugurée. Si quelques décisions économiques ont été adoptées au début de la se-

maine dernière, la plupart des vingt-huit ministres choisis par M. Tancredo Neves n'ont pas encore pu travailler. Aucune des commissions annoncées par le président, notamment pour étudier une nouvelle Constitution et une réforme de la fiscalité, n'a pu être formée. Les ministères eux-mêmes ne sont pas entièrement constitués. De nombreuses nominations dépendent du choix ou de l'arbitrage de M. Tancredo Neves. Depuis le 15 mars, les ministres attendent pour se mettre au travail les orientations d'un chef d'Etat dont il a été affirmé de jour en jour que son rétablissement était proche.

La paralysie gouvernementale commence à indisposer le patronat, qui ne trouve pas d'interlocuteurs dans l'administration publique. Elle interdit la reprise des négociations avec le FMI et les créanciers étrangers, interrompues en février dans l'attente de la relève gouvernementale. Elle empêche le pays de fonctionner.

C'est pourquoi, mercredi, des déclarations ont été faites pour inciter M. Sarney à assumer pleinement la direction de l'Etat. Jusqu'ici, présent, le vice-président a assuré l'intérim avec discrétion. Représentant de la droite libérale, qui est minoritaire dans la coalition au pouvoir, il n'avait guère d'autorité pour prendre des décisions. Il est gêné en outre par la tutelle qu'exerce M. Ulysses Guimarães, lequel est le troisième personnage de la République en tant que président de la Chambre des députés et, en l'absence de M. Neves, le véritable chef de la majorité gouvernementale en tant que président du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), le parti pilier de la coalition au pouvoir.

« Il faut que Sarney assure toutes ses responsabilités », a déclaré M. Pimental da Veiga, porte-parole du PMDB à la Chambre. Une même position a été défendue par le ministre de la Justice, M. Fernando Lyra, et les principaux leaders de l'Alliance démocratique, la coalition gouvernementale. La peur du vide et de solutions « extra-constitutionnelles » incite le PMDB à serrer les rangs derrière M. Sarney, qui est invité à sortir de sa réserve et à gouverner vraiment.

L'absence prolongée de M. Tancredo Neves risque en outre de nuire à la politique d'austérité adoptée par M. Francisco O'Neille, le ministre des finances. Les syndicats et la gauche du PMDB en critiquent en effet le caractère récessionniste. Ils comptent freiner, voire empêcher son application, si le nouveau ministre et ses collaborateurs sont privés de l'appui du seul homme capable, par sa popularité, d'imposer des mesures impopulaires.

CHARLES VANHECKE.

Etats-Unis

La Cour suprême interdit à la police de tirer sur des suspects désarmés en fuite

La Cour suprême des Etats-Unis a limité, mercredi 27 mars, le droit de la police de tirer sur des suspects en fuite désarmés. Aux termes de l'arrêt rendu à une majorité de six contre trois, les policiers se voient interdire désormais l'usage de leur arme contre des individus venant de commettre un délit et en train de prendre la fuite si ces derniers « ne représentent pas une menace évidente » contre les représentants des forces de l'ordre ou des tiers.

Cette décision confirme un arrêt en date de 1983 de la cour d'appel de l'Etat de Tennessee. Comme plus de la moitié des Etats américains, le Tennessee avait jusqu'à présent une loi autorisant la police à tirer sur des suspects désarmés en fuite. La Cour suprême a estimé cette loi inconstitutionnelle dans la mesure où elle permettait l'usage de la force pouvant entraîner la mort contre des suspects non dangereux. « Ce n'est pas mieux de tuer tous les délin-

quants présumés que de les laisser s'échapper », a déclaré l'un des juges de la Cour suprême, favorable au changement de législation.

En revanche, l'arrêt de la Cour continue à autoriser la police à user de la force armée lorsqu'il y a une « raison raisonnable » de penser que le suspect poursuivi est dangereux. Dans de tels cas, les policiers pourront tirer après avoir fait, « chaque fois que possible », les sommations d'usage.

La décision de la Cour suprême est l'aboutissement de poursuites intentées par le père d'un adolescent de Memphis, Edward Garner, tué en 1971 par la police à proximité de l'endroit où un cambriolage avait été signalé. Garner, un jeune Noir de quinze ans, avait été mortellement atteint d'une balle dans le dos alors qu'il escaladait une clôture, après qu'un policier lui eut intimé l'ordre de s'arrêter.

Le « justicier du métro » de New-York est inculpé de tentatives de meurtre

New-York (AFP). — Bernhard Goetz, le « justicier du métro » new-yorkais, qui avait blessé par balles quatre jeunes Noirs en décembre 1984, a été inculpé, mercredi 12 mars, de « tentatives de meurtre » par une chambre de mise en accusation fédérale, a-t-on appris de source judiciaire. Ce rebondissement intervient plus de deux mois après qu'une première chambre de mise en accusation eut refusé d'inculper Goetz de tentatives de meurtre pour ne retenir que l'accusation mineure de port d'arme illégale.

Procédure inhabituelle, le procureur de New-York avait décidé à la mi-mars de soumettre à nouveau l'affaire devant une chambre d'accusation en affirmant qu'il avait

à sa disposition de nouveaux éléments.

Goetz, un ingénieur électricien de trente-sept ans, a également été inculpé mercredi d'agressions et de port d'arme illégale. Il risque désormais de lourdes peines de prison, chaque tentative de meurtre étant passible de vingt-cinq ans de réclusion criminelle.

Le 22 décembre 1984, dans une rame de métro, Goetz avait déchargé son revolver sur quatre jeunes qui, selon lui, étaient sur le point de l'agresser. L'un d'entre eux lui ayant demandé 5 dollars, il avait répondu : « J'ai 5 dollars pour chacun d'entre vous ». Il avait alors tiré sur eux et avait pris la fuite. Il s'était rendu à la police quelques jours plus tard.

L'ESPACE JEUX, LE COIN NURSERIE, LE COMPARTIMENT FAMILLE, C'EST ÇA LE TRAIN FAMILLE!

SUPER L'ESPACE JEUX!

OOHH!!!

DOUBLE SIX!!! À TOI DE JOUER!

En créant le « Train-Famille », la SNCF a tout simplement inventé la maison qui voyage. Alors, pour vous déplacer, prenez le train. Si pour vous l'intimité c'est sacré : réservez donc un compartiment pour vous tout seuls (forfait « compartiment famille »). Et si vos enfants deviennent un peu turbulents, menez-les à l'espace-jeux. Cages à poules, chevaux à ressorts, filets de singe, tunnel etc. occuperont à merveille ces chères têtes blondes. Bébé est du voyage? Bienvenue à lui dans le « coin nurserie », où une table à langer attend ses plus adorables postures... Il réclame un drink? Rien de plus simple, une prise spéciale attend votre chauffe-biberon.

Ca y est, les enfants ont fait! Une restauration spéciale est prévue pour eux. Décidément, avec son réseau « Train-Famille », vers la Bretagne, la Vendée et l'Aquitaine, la SNCF n'a qu'une préoccupation : votre plaisir de voyager en famille. Renseignez-vous dans les gares et les agences de voyages sur les destinations et possibilités de réduction.

Voyagez avec la SNCF



politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU PS A RENNES

La réforme du scrutin hante la réunion des députés socialistes

« N'en parlez pas, mais pensez-y toujours. »
Telle semble être la devise que les députés socialistes appliquent à la réforme électorale. Le mercredi 27 mars à Rennes pour la première de leurs deux journées parlementaires. L'affaire devait occuper l'essentiel des travaux de ce jeudi en présence de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, et de M. Laurent Fabius. Mais à huis clos, alors que la veille, pour le débat de politique générale, les portes étaient ouvertes à la presse pour la première fois depuis 1981 dans ce type de réunion socialiste.

Comment éviter, pourtant, que la réforme électorale occupe le terrain ? Elle était dans tous les esprits ; elle transparaissait à travers de nombreuses interventions dans le débat de politique générale ; elle occupait toutes les discussions de couloir. D'autant que M. Jospin, en affirmant avec insistance dans son discours introductif que « la décision n'était

pas prise » (ce que plusieurs dirigeants socialistes affirmaient déjà en privé), a encouragé le débat, puisqu'il a assuré que la discussion qu'aurait sur ce sujet les députés influencerait la décision du gouvernement.

Le premier secrétaire du PS s'efforce ainsi de remettre en cause les analyses de certains socialistes affirmant que la réforme électorale, en encourageant le débat, a encouragé le débat, puisqu'il a assuré que la discussion qu'aurait sur ce sujet les députés influencerait la décision du gouvernement.

l'intention de M. Mitterrand allait dans ce sens, vouloir « emporter le morceau » face à un comité directeur dont il aurait sous-estimé les réactions.

Dans ce cas, la réunion du « Parlement du PS » aurait été « une journée de duperie » où se serait croisée une double tentative d'intoxication : on aurait voulu faire croire à M. Mitterrand que le comité directeur était pour la proportionnelle, et on aurait essayé de faire croire au comité directeur que le président s'était prononcé pour une logique proportionnelle alors que la décision n'était pas prise.

A Rennes, les députés n'étaient pas rares qui rappelaient que, depuis qu'ils militent, ils se sont toujours prononcés pour la proportionnelle, qui ne volait pas pour qu'ils changeraient d'opinion et qui seraient ravis d'être débarrassés de la fonction

d'« assistant social » attachée aux élus du scrutin d'arrondissement. Mais ceux qui souhaitent que le travail qu'ils ont accompli depuis au moins quatre ans dans leur circonscription ne soit pas gâché sont plus nombreux... Le président du groupe, M. André Billardon, reconnaît, analyse des cantonales à l'appui, que « l'enracinement des députés socialistes compte ».

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, devait alimenter les uns et les autres. Jeudi, en arguments techniques. Mais c'est surtout au travers du discours de M. Fabius que les députés socialistes espèrent deviner la pensée de M. Mitterrand, qui - ils le savent bien - tranchera.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et THIERRY BRÉHIER.

La dernière année de la législature « doit permettre des avancées décisives de la politique de solidarité »

De notre envoyé spécial

Rennes. - Combien des deux cent soixante-neuf députés socialistes sortiront vainqueurs de la compétition électorale de 1986 ? Pas beaucoup, si l'on en croit les projections faites à partir des résultats des derniers scrutins. Pourtant, le mercredi 27 mars à Rennes, pour le premier jour de leurs journées parlementaires, les députés socialistes ne paraissent pas vraiment chez les députés socialistes. Non qu'ils attendent beaucoup de la réforme du mode de scrutin. Mais ils sont nombreux à être persuadés, comme M. Denise Cacheux (Nord) qu'« une bonne recette n'est pas suffisante pour réussir un bon plan ».

Ce qui leur donne cette relative confiance, c'est l'impression d'être presque prêts pour cette épreuve décisive.

L'expérience a fait son œuvre. La plupart des élus socialistes sont maintenant persuadés qu'ils ont fait le maximum de ce que pouvait faire l'Etat dans la difficile conjoncture où la gauche est parvenue au pouvoir. Et ceux qui sont encore convaincus qu'une autre politique aurait été possible s'occupent plus de dire publiquement. Dorénavant, le souci d'unité n'est pas une simple façade mais une volonté sincère. L'unanimité avec laquelle M. André Billardon a été reconduit à son poste de président du groupe, alors que l'an dernier il avait eu quelque difficulté à succéder à M. Pierre Joxe en est une confirmation parmi d'autres. Tout le monde est d'accord avec M. Raymond Forzi (Territoire de Belfort) quand il place le refus de la division en tête des trois conditions pour ne pas perdre en 1986. Au point que même parmi les tenants du scrutin majoritaire, quelques-uns ont regretté que M. Michel Rocard et M. Jean-Pierre Chevènement aient semblé manquer à la solidarité gouvernementale lors du dernier comité directeur du parti.

Pour que le « package » du combattant des prochaines législatures soit bien ficelé, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a fait le nécessaire : les dossiers sont prêts. Les arguments seront distribués à chacun de les utiliser. Pour autant, la grande majorité des vingt-huit intervenants du débat de politique générale de mercredi - pour la première fois depuis 1981 ouvert à la presse - ont souligné que quelques « boutons de guêpe » soient rajoutés. Comme l'a dit M. Pierre Forques (Hautes-Pyrénées), il faut « savoir faire de l'électoratisme ».

Ils ont tous quelques idées, pas de grandes réformes. « La dernière année ne doit pas être une année pour rien », selon l'expression de M. Claude Bartalme (Seine-Saint-Denis), et doit permettre « des avancées décisives de la politique de solidarité », comme l'a demandé M. Jean-Jacques Benetiere (Loire) à propos des conditions de la vie quotidienne.

Ainsi on a égrené un curieux chapelet de revendications qui, mises bout à bout, formeraient un imposant dispositif. Quelques-uns ont souligné que des mesures de soutien à la situation des chômeurs en fin de droits, la retraite à soixante ans pour les agriculteurs, le problème du cumul d'une retraite et d'un emploi dont il apparaît qu'il est depuis longtemps le principal sujet de mécontentement de tous ceux qui fréquentent les permanences des députés socialistes.

La sécurité, évidemment, ne fut pas oubliée, d'autant qu'elle permettait d'aborder l'« effet Le Pen ». Si M. Lydie Dupuy (Gers) s'est félicitée qu'il ait été « un catalyseur » ayant permis de rassembler la gauche, M. Jean Nafiez (Lorraine) a souligné que le PS n'utilise mieux pour mobiliser, notamment les jeunes. Les badges « Touche pas à mon pote », qui fleur-

issent sur les vestes de nombreux députés.

M. André Laignel (Indre) a menacé de faire déposer et adopter des propositions de loi par le groupe socialiste. Pourtant, la majorité semble partager l'opinion de M. Forzi, selon lequel « il n'est pas possible de faire en un an ce que nous n'avons pu faire en quatre ans » et il faut reconnaître la nécessité de choisir soigneusement les cibles. Toutefois, l'adoption des sommes nécessaires pour répondre aux vœux de chacun se révélerait très lourde. M. Laignel, cohérent avec lui-même, a souligné « une relative sélectivité » qu'il juge possible étant donné les premiers résultats de la politique économique. Il ne faut pas tout à fait le sealer, puisque M. André Bellou (Alpes-de-Haute-Provence) a souhaité, lui, des « investissements sélectifs ». Mais M. Billardon, d'entrée de jeu, s'était chargé de doubler les options excessives : « Une économie assainie comme la nôtre est fragile », avait-il fait remarquer.

Le débat fut donc très terre à terre. Tant pis pour M. Michel Sarrin (Indre), qui avait souhaité que l'on discute « politique » avant d'aborder la réforme électorale en soulignant que « c'est par rapport à un projet que l'on détermine un système électoral et non pas l'inverse ». Des alliances que pourrait passer le PS après 1986 pour rester au pouvoir il ne fut presque pas question. Si ce n'est à travers la constitution, faite notamment par MM. Laignel et Bellou, que le report de voix aux élections cantonales avait prouvé que « le peuple de gauche existe toujours ».

Pour les députés socialistes présents à Rennes, il semble donc suffisant, pour ne pas perdre en 1986, de donner confiance à ce peuple de gauche, lui montrer par des mesures

M. Jospin : « Nous avons rêvé... »

Intervenant mercredi, M. Lionel Jospin a estimé qu'à l'issue des élections cantonales, le mouvement de redressement enregistré par les socialistes « ne devrait pas être cassé ni même infléchi », mais « singulièrement amplifié » d'ici à 1986.

A propos de l'opposition, le premier secrétaire du PS a affirmé que la droite et l'extrême droite hésitent entre « le combat (...) et la convalescence », car elles « chahutent sur le même terrain avec des objectifs différents ». Il a souligné que, parmi les dirigeants de l'opposition, M. Barre a « un jeu désormais tout à fait autonome ». Pour le dirigeant socialiste, celui qui a le parti le plus fort, M. Chirac, est « en train de

chuter dans l'opinion », alors que celui qui progresse, M. Barre, n'a « pas de force politique qui lui soit dévouée » et ne peut que « débâcher », ailleurs. M. Barre, a lancé M. Jospin, c'est « M. de Faurcaygnac saisi par la débâche ».

M. Jospin a évoqué le prochain congrès du PS et l'élaboration d'un nouveau « contrat » de législature. Au cours du prochain congrès de Toulouse, il faudra, a-t-il noté, « actualiser, redéfinir (...) notre stratégie », afin de l'adapter à la « nouvelle période politique » qui s'est ouverte depuis juin 1984.

M. Jospin a fixé quatre autres objectifs au PS pour cette année : aider à la pleine efficacité de l'action gouvernementale et suggérer les choix les plus utiles à l'intérieur des choix globaux (à cet égard, M. Jospin a souligné que l'efficacité du gouvernement sera jugée à l'issue du chômage mais qu'il ne faut pas faire des résultats dans ce domaine « la mesure de toute chose » ; montrer à l'opinion l'absence de propositions de la droite ; mener une bataille déterminée contre les idées de la droite extrême ; rassembler aussi largement que possible autour du Parti socialiste. A ce propos, M. Jospin a dit : « Nous avons rêvé quand nous étions à 37 % ».

M. Jospin a également abordé la question du nouveau mode de scrutin. Il a déclaré : « La décision n'est pas prise », et ajoute que ceux qui pensent pouvoir « déduire de l'intervention de tel ou tel » quelle sera la solution électorale « pourraient avoir des surprises ». M. Jospin a ajouté qu'il revient aux parlementaires de débattre, de s'exprimer, et fait remarquer que « la loi du parti est l'introduction de la proportionnelle » et que, en théorie, il faudrait un congrès pour la changer. Le premier secrétaire du PS a alors passé en revue les diverses possibilités qui sont, selon lui, ouvertes.

THIERRY BRÉHIER.

Concours Lépine

Proportionnalisme nationale, régionale, départementale, à un tour ou deux - avec ou sans panachage, - intégrale ou mixte, moins de scrutin majoritaire (à moins que ce ne soit l'inverse) au plus fort reste ou le plus forte moyenne, selon un seul calculé en fonction de la population de chaque département - un million cinq cent quarante mille ou cinq mille, quelle angouise ! - ou alors rien du tout, c'est-à-dire le maintien pur et simple de l'actuel scrutin majoritaire uninominal à un tour le débat entre socialistes sur le choix de la réforme électorale pour les élections législatives de 1988 tourne au concours Lépine.

Certes, les socialistes ont puisé leur force dans des débats et des affrontements idéologiques qui, contrairement à une idée reçue jusqu'en 1981, n'ont pas généré la dynamique de conquête du pouvoir. Certes, le débat électoral a une portée politique essentielle non seulement pour la préparation des législatives de 1988 mais pour la str-

atégie à long terme des socialistes. Mais, si le projet de loi doit être adopté lors du prochain conseil des ministres, dans moins d'une semaine, son prolongement paraît aller au-delà du raisonnable. M. Lionel Jospin assure que le choix n'est pas fait et qu'il reste ouvert, du statu quo au changement radical. Si M. Mitterrand ne l'a pas communiqué à ses proches, au moins ne peut-on pas douter que son opinion est faite, entre le scrutin majoritaire - auquel il reste, dit-il, attaché - et la proportionnelle, en faveur de laquelle il s'est engagé.

Telle la Léonide de Marivaux qui déguisa ses amours et trampa déleiteusement son monde, M. Mitterrand finira bien par avouer pour qui et pour quoi il penche, et s'il joue ou non, le « triomphe de la proportionnelle ». Les dernières scènes n'auront été alors que faussesemblances.

J.-Y. L.

LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

M. Labarrère crée la surprise

De notre correspondant

Bordeaux. - Les rencontres, les déclarations, les « surprises » se multiplient, mais la situation semble encore bloquée en Aquitaine pour la désignation du futur bureau d'un conseil régional où majorité et opposition se retrouvent à égalité de sièges (38-38) après les élections cantonales (le Monde du 19 et du 20 mars).

Bien que les parties en présence aient dénoncé le recours à la formule du doyen d'âge, le conseil général de Dordogne, que préside M. Bernard Boulas (PS), a désigné vendredi 22 mars, parmi ses représentants au conseil régional, M. Pierre Andrieu, maire de Porsac-et-Saint-Vivien, qui, en cas de blocage, pourra mettre en avant ses quatre-vingt-quatre ans pour exercer la présidence de l'assemblée régionale.

M. Jacques Chaban-Delmas a vivement critiqué, lundi soir, cette désignation « subterfuge », mais veut croire qu'elle n'est que le fruit d'une initiative locale. Il a émis le vœu que les socialistes d'Aquitaine « réparent un tel impair, qui constitue une véritable obstacle à toute neutralisation politique agissante, et s'engagent à renoncer à se prévaloir pour la présidence du conseil régional d'un doyen, certes respectable, mais instrument d'une volonté évidente de conserver indéfiniment la direction de la région ». Il a précisé que son groupe attendait un engagement public conforme à l'esprit même de la démocratie.

De leur côté, les conseillers régionaux membres de l'Union pour le développement de l'Aquitaine (UDA), qu'anime M. Jean François-Poncet (UDF), président du conseil général de Lot-et-Garonne, réunis mardi soir 26 mars à Agen, demandent au Parti socialiste de « renoncer clairement et formellement à la manœuvre

qu'il n'amorçait ». Même s'ils continuent de proposer la candidature de M. Chaban-Delmas pour la présidence de la région, ils se disent prêts à participer à la définition de nouvelles « structures » et se proposent « dans cette perspective » de « rendre publics prochainement leurs objectifs de développement pour l'Aquitaine ».

M. Philippe Madrelle, président sortant du conseil régional, qui a la charge délicate de négocier pour le Parti socialiste, semble aujourd'hui pressé de trouver une solution.

Il suggère une sortie de crise qui passerait par une composition partielle des instances consultatives et décisionnelles. Solution à laquelle pense M. Chaban-Delmas, qui recommande que, dans ce cas, les décisions soient prises à une majorité qualifiée. Resterait alors à régler la question de la présidence.

Le nom d'un homme qui aurait l'agrément de la majorité comme de l'opposition est aujourd'hui couramment avancé : celui de M. Alain Dutouy, conseiller général des Landes, maire d'Hagetmau et président du MRG en Aquitaine. Jeudi matin 28 mars, M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement et maire de Pau, a pourtant créé la surprise en affirmant qu'il fallait « élire comme président le doyen d'âge quelle que soit sa couleur politique ». Il a ajouté : « On éviterait de tomber dans la mascarade d'une Aquitaine où de trompeurs accords pourraient faire croire à une cohabitation. L'Aquitaine ne doit pas servir de marchepied à une quelconque ambition nationale future ancienne ou nouvelle ! Les forces politiques en présence ont encore jusqu'au 15 avril pour trouver une solution.

PIERRE CHERRUAU.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

M^r DENNERY-HALPHEN, avocat, 12, rue de Paris à Boulogne (92)
Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de Nanterre
LE MARDI 17 AVRIL 1985 à 14 h - EN UN LOT
UN APPARTEMENT DE 3 PIÈCES A COURBEVOIE (92)
21, rue Eugène-Carou - avec 1 débarras au 5^e et cave
M. à P. : 120 000 F - S'adresser M^r GUY BOURDIOT,
avocat à la Cour, 55, boulevard Malesherbes, Paris (8^e). Tél. 522-04-36. Vis s.
place le 15 avril 1985 de 18 h à 19 h.

Vente sur publications judiciaires au Palais de justice de Paris
le jeudi 18 avril 1985 à 14 h
IMMEUBLE INDUSTRIEL A CALAIS
(Pas-de-Calais)
8-10, rue Darcel et 9-9 bis, boulevard Gambetta
Ateliers, bureaux, dépendances - Superficie 8 ares 4 centiares
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à M^r A. de Segrais, avocat, 9, rue Guédois, 75006 Paris, tél. 325-
65-50 - M^r Merillon, notaire à Calais, 20, boulevard La Fayette, 62100 Calais.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice d'Evry (91)
rue des Mazures - Le mardi 16 avril 1985 à 14 h
UN APPARTEMENT A GRIGNY II
(Essonne), 8, rue Berthier, au 1^{er} étage, dit de 5 pièces
avec PARKING et CAVES
MISE A PRIX : 100 000 F
Cons. indispensable pr enchérir. Renseignements : M^r AKOUN et TRUXILLO,
SCP d'avocats à Evry, 4, bd de l'Europe. Tél. 079-39-45.

Vente sur convocation de saisie immobilière en vente aux enchères ordinaires
au Palais de justice de Paris, le mardi 22 avril 1985 à 14 h
APPARTEMENT DE 4 PIÈCES PRINCIPALES
et cave de le bâtiment sur rue au 4^e et 5^e étages d'un immeuble sis 270-
272, rue du Fbg-St-Antoine à
PARIS, 12^e arr.
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adr. à M^r H. AMBEROISE-JOUVION, avocat, 160, rue de la Pompe,
75116 Paris. Tél. 727-32-39 - M^r SCHMIDT DAVID, SCP d'avocats, 76, av.
de Wagram, 75017 Paris, tél. 763-14-13 et 766-16-69 ; M^r Gilles PELLEGRINI,
syndic à Paris-1^{er}, 88, r. St-Denis ; au Greffe des criées du TGI de Paris où le
cabinet des charges est déposé ; sur les lieux pr vis, après avoir tél. à l'av. pour.

Vie au Palais de justice Paris
le Jeudi 18 avril 1985 à 14 h
En un seul lot
UN LOGEMENT
d'une pièce, cuis., douches, W.-C., cave
45, rue Louis-Blanc
PARIS-10^e
Mise à prix : 40.000 F
S'adr. à M^r J. Devos-Champy, avocat,
12, square Desaix, Paris-15^e
579-29-49 et tous av.
près le TGI de Paris

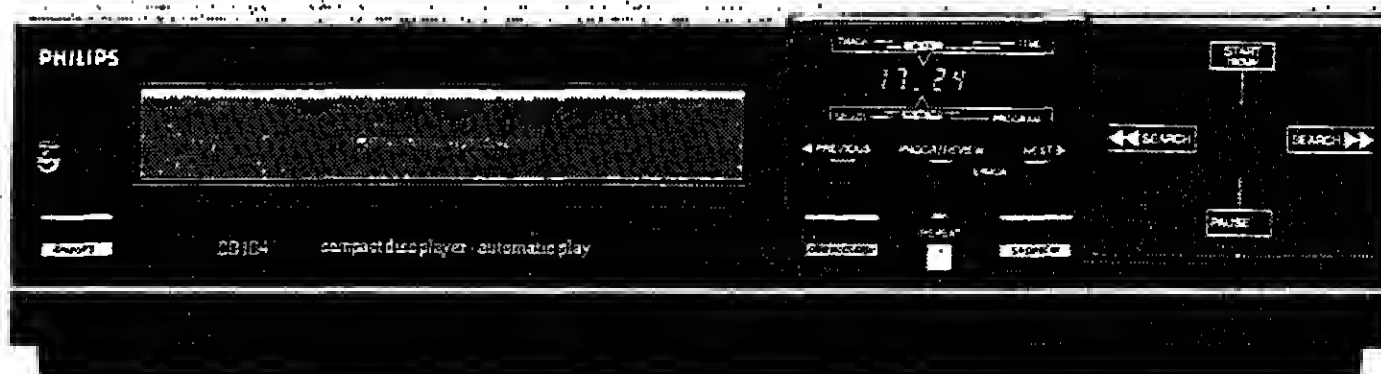
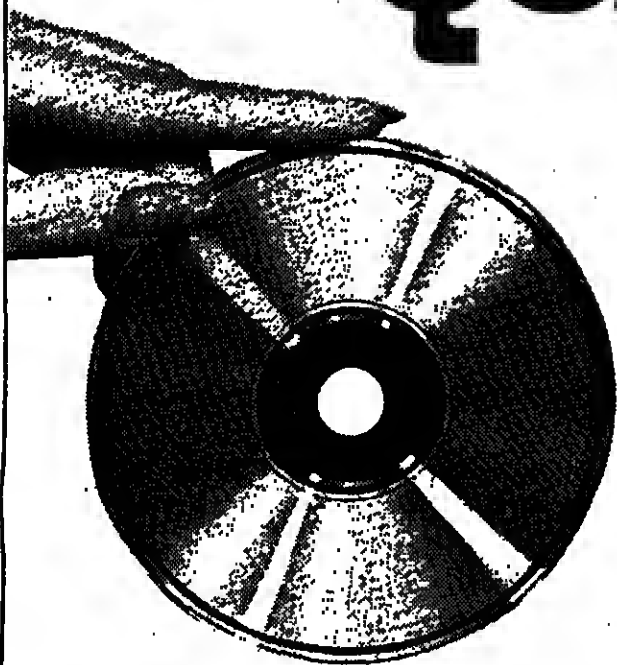
Vente sur licitation, au Palais de justice de Bobigny
le MARDI 16 AVRIL 1985 à 13 h 30 - EN UN LOT
UNE PROPRIÉTÉ A VOULANGER (S.-et-M.)
75, rue de Villiers
comp. : MAISON D'HABIT, d'un rez-de-cha. : ent., s. à mang., cuis., petite pièce
débarr., W.-C. - 1^{er} ét. : 3 ch., s. de bus, cab. de toil. et petite pièce débarr. -
2^e ét. : mansardé, 1 p. et grenier, ainsi que des dépend. Le tout cad. sott. E.
et DIVERSES PARCELLES DE TERRES CONTIGÜES
LIBRE DE LOCAT. ET D'OCCUP. - M. à P. : 350 000 F
S'adr. à M^r Guy GONDINET, avocat, ancien avoué, 18, rue Blanche à Paris
(75009), Tél. 874-64-99, 874-69-07. M^r Brigitte MARSIGNY, avocat associé
constitué, 9, allée Clos-Cagnier, Noisy-le-Grand (93).

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de Bobigny
le mardi 16 avril 1985 à 13 h 30
APPARTEMENT A NOISY-LE-GRAND
(Seine-Saint-Denis)
au 1^{er} et 2^e étages bdt. B. de type F6, av. box garage de imm. du parking sous dalle
nord - 4 et 8, allée des Hautes-Fleurs
1 à 7, allée de la Haute-Place, 4 à 6, Grande Allée du Champy
et rue des Hautes-Roseaux sans immeuble
MISE A PRIX : 300 000 F
S'adr. pr. pres. à la SCP WUJLOQUE, KNINSKI, BOSQUE, avocats à Aubry-
s-Bois (93), 31, route de Bondy, tél. 866-75-00 ; au Greffe des criées du TGI de
Bobigny où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de Bobigny
le mardi 16 avril 1985 à 13 h 30
APPARTEMENT AU PRÉ-ST-GERVAIS
(Seine-Saint-Denis)
de 5 pièces principales au 2^e étage, av. local mixte au r.d. jardin, cave au 2^e s-sol
et en 2^e s-sol empl. de voiture
5 à 15, av. Faidherbe et 1 à 9, av. du Belvédère
MISE A PRIX : 350 000 F
S'adr. à la SCP WUJLOQUE, KNINSKI, BOSQUE, avocats à Aubry-
s-Bois (93), 31, route de Bondy, tél. 866-75-00.
Au Greffe des criées du TGI de Bobigny où le cahier des charges est déposé, et
sur les lieux pour visiter.

...TRES NETTEMENT EN 1^{re} PLACE POUR LE RAPPORT QUALITE/PRIX."

Diapason
HARMONIE
MARS 1985
Banc d'essai.



Lecteur Compact-Disc CD 104 Philips

La presse spécialisée unanime plébiscite le Compact-Disc CD 104 Philips pour ses performances exceptionnelles et son prix : moins de 4 300 F.

Télérama 6 mars 85
essai comparatif.

« Philips CD 104 : l'écoute est somptueuse sans une once d'agressivité, les plans sonores sont nets, le timbre des instruments fidèle. »

HARMONIE décembre 84
HIFI Conseil - banc d'essai

« Finalement, cette petite machine offre des qualités supérieures à celles de lecteurs valant deux fois plus cher ! Philips nous offre ici un appareil excellent, aux performances souvent inégalées et

au prix compétitif... Il s'affirme comme le plus performant du moment. »

Le Monde de la Musique décembre 84

« Sélection : Philips CD 104 pour ses qualités acoustiques, sa maniabilité et son extrême versatilité devant toutes les situations ordinaires et surtout extraordinaires, provoquées par les disques ou leur possesseur. »

L'HIFI décembre 84
Spécial Compact-Disc
dossier comparatif.

« Philips CD 104 : de tous, c'est peut-être celui qui nous a semblé le plus subtil, respectant de façon assez exceptionnelle les phasés des voix, les différents touchers de piano, etc. ... L'image est bonne et en un mot le Philips donne une excellente impression d'équilibre. »

SON VIDEO novembre 84
essai comparatif.

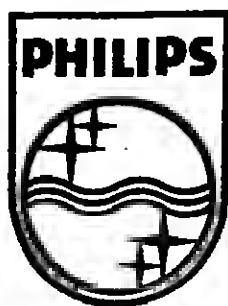
« Le CD 104 Philips s'avère être, encore une fois, un des meilleurs du marché. »

LES HAUTE PARLANT septembre 84
banc d'essai.

« Le CD 104 Philips se tire à merveille des épreuves difficiles de nos disques-tests et permet, pour un prix de revient accessible, d'écouter dans les meilleures conditions les disques compacts. »

Laser mars 85
essai comparatif.

« Bilan très favorable pour le CD 104 Philips. Prestations techniques parfaites ; il se situe incontestablement dans le peloton de tête. »



PHILIPS

18. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Job ou la haine comme remède, par René Girard.
14. Étranger : John Gardner. 16. Enquête : une promenade dans les librairies spécialisées.

Le Monde DES LIVRES

Les quatre-vingt-dix ans de Jünger

Le vendredi 29 mars, c'est l'anniversaire de Ernst Jünger. Né en 1895 à Heidelberg, l'écrivain germanique atteint ses quatre-vingt-dix ans. Les éditions Gallimard viennent de publier le deuxième tome du journal qu'il avait commencé en 1965. En Allemagne, l'anniversaire de Jünger sera célébré, le 2 avril à Stuttgart, lors d'un dîner offert par le président du Land de Bade-Wurtemberg et par l'éditeur Klett-Cotta.

« **L**e bain de mer était revigorant. J'ai demandé à Neptune le pardon de mes fautes », notait Ernst Jünger le 31 mars 1972, alors qu'il se trouvait à Hammamet, en Tunisie. Neptune n'a pas marchandé ses bienfaits à l'écrivain, car on est surpris par la vigueur de sa pensée lorsqu'on découvre le deuxième tome de son journal des années tardives : *Soixante-dix s'efface* (1).

La vieillesse tient, surtout, à la façon dont l'homme se considère. Chez beaucoup de gens, la nostalgie des jours défunt entraîne une sorte d'aversion à l'égard de soi. Le pardon que Jünger demandait à Neptune, et qu'il a obtenu, c'était peut-être celui des mauvais sentiments que l'on se porte, lorsqu'on tire derrière soi un trop long cortège de journées disparues. Pour Jünger, ce n'est pas un triste cortège. Il en éprouve tout le mystère.

Qu'il médite « dans son jardin de Willflingen », en Allemagne, ou qu'il fasse déambuler ses pensées dans les pays méditerranéens, cet homme reste un voyageur infatigable. Il explore, avec la même avidité que jadis, les territoires du dedans comme ceux

du dehors, continuant de mener des « chasses subtiles » en tous domaines.

Le précédent volume de ce journal intime s'achevait, le 12 décembre 1970, sur « l'amour silencieux qui croît d'année en année » entre l'écrivain et son lecteur. Nous retrouvons Jünger, le 24 février 1971, pour une nouvelle rencontre qui durera jusqu'au 26 décembre 1980. Dix années de méditations, de rêveries et de notes de voyage nous sont offertes. Elles traitent aussi bien des moindres faits de l'existence quotidienne que des problèmes du temps, de la vie, de la mort.

Ainsi Jünger reprend-il l'héritage de Shakespeare lorsqu'il évoque « le mensonge du temps » : « Cette existence que nous menons dans le temps m'est apparue, à mesure que passaient les années, de plus en plus irréaliste, sans épaisseur, fantomatique. »

Il pense que l'ombre des jours qui s'enfuient dissimule un autre nous-même, possesseur de notre vérité. Cet habitant des lointains se laisse deviner dans nos rêves : ils nous font entrevoir « notre Soi

dans toute sa richesse ». « Quand nous rêvons, c'est en traducteurs de nos propres textes originaux. »

« Toute tombe pose une question, dit aussi l'auteur, — surtout la sépulture solitaire. » Mais peu de gens se donnent encore le loisir d'y songer, car, dans ce monde obsédé par le rendement et par le profit, la rançon qu'il faut payer à la réussite sociale, c'est de se détourner du passé. De s'en dépouiller, de le « vendre » comme Faust vendait son âme. L'histoire et les mythologies nous ont façonnés : c'est là que réside, selon Jünger, l'âme secrète et singulière de chacun. Les gens qui ne cherchent plus leurs visages dans l'obscur miroir des époques anciennes obéissent aux lois de la banalisation moderne.

Une longue rêverie

Le plaisir du journal intime, c'est de flâner. On s'y promène comme si l'on était en vacances, allant d'un sujet à l'autre selon ses caprices. Le lecteur retient une brève remarque sur la saveur du vin de Crète, ou bien il apprécie la beauté de cet apologue, l'histoire du moussu qui se noie : « L'une des grosses vagues qui déferlent à l'improviste l'a happé. Lors même qu'on se hâte de virer de bord, on ne le retrouve plus. Peut-être a-t-il nagé durant des heures encore, jusqu'à l'aube. La Croix du Sud brillait au-dessus de l'eau noire, de la mer infinie. La tête minuscule se soulevait et retombait, dans le silence de la nuit, au rythme des vagues ; l'angoisse croissait jusqu'au moment où il a, sans bruit, coulé à fond. Peut-être le moussu avait-il un frère

qui médita sur son destin, tant et si bien qu'il s'en alla au désert et s'y fit moine. »

On explore ce livre comme Jünger lui-même — entomologiste et botaniste passionné — explore la campagne. On s'arrête sur un avenu : « Sentiment réconfortant : n'être qu'en permission sur cette planète. » On s'attarde sur une maxime : « Nous devrions tous, tant que nous sommes, nous détacher parfois de l'individu douteux que nous représentons. »

Le vieil écrivain allemand s'est éloigné de son propre « personnage » et de toutes les vanités. Mesurant les malheurs de la trahison, il s'est efforcé de ne pas se trahir lui-même. C'est pourquoi, sans doute, il accomplit avec une si grande sérénité la dernière partie de ce qu'il appelle son « excursion dans le temps ». Quant à son lecteur, il se confirme dans l'idée que la véritable méditation se poursuit comme une longue rêverie.

FRANÇOIS BOTT.

* **SOIXANTE-DIX S'EFFACE**, d'Ernst Jünger, tome II : *Journal 1971-1980*, traduit de l'allemand par Henri Piaré, Gallimard, 588 p., 145 F.

* Signalons deux autres livres : un recueil d'aphorismes de Jünger, récemment publié sous le titre **MANTRANA**, dans une traduction de Pierre Morel (Éditions La Différence, 43 p.) et un album qui retrace, en images, la vie de l'écrivain, avec des documents d'archives et des photos de François Lagarde : **ERNST JÜNGER, PHOTO ALBUM**, FRANÇOIS LAGARDE (légendes trilingues allemand, anglais, français), (Ed. Gré banal, distribution Distique, 192 p., 95 F.).

(1) Sur le premier tome, voir « Le Monde des livres » du 25 mai 1984.



* CAGNAT

« Nous prenons notre écho pour la réponse du sphinx. Il y a là quelque chose de pardonnable, mais aussi quelque chose de juste. »

« Dans les temps heureux, l'harmonie cachée monte des profondeurs. Les villes deviennent alors des œuvres d'art. »

* Aphorismes tirés de « Mantrana ».

« Il est quand même bien plus agréable d'être vaincu », écrivait-il à son amie Banine

ELLE ne déteste rien tant que les voyages et, pourtant, elle sera à Stuttgart mardi prochain parmi les invités de l'écrivain qu'elle n'a jamais cessé d'admirer. Elle, c'est Banine, l'amie « française » d'Ernst Jünger, l'ami du *Journal parisien* (1). « Le 2 avril, c'est la date anniversaire de ma rencontre avec Jünger, c'est un peu aussi mon anniversaire. C'est pour cela que j'y vais », dit-elle comme en s'excusant.

« Dans l'après-midi, rue Lauriston, pour y prendre le café turc chez Banine, une musulmane du Caucase du Sud, dont je viens de lire le roman *Nami* [...], écrit Jünger dans son *Journal parisien* à la date du 2 avril 1943. Certains de ses passages me firent songer à Lawrence ; c'est une brutalité analogue à l'endroit du corps et qui va jusqu'au tréfonds du viol. Il est curieux de voir à quel point l'homme peut oublier son corps, ses nerfs, ses tendons... »

Banine, elle aussi, a raconté comment débuta cette amitié. Par un coup de téléphone... le 1^{er} avril. Elle avait cru naturellement à une farce quand, décrochant le récepteur, elle avait entendu une voix inconnue lui dire : « Bonjour Madame, ici Ernst Jünger... » Il arriva le lendemain en uniforme d'officier allemand. « J'avais toujours imaginé un écrivain vêtu d'un veston comme tout le monde, au lieu de quoi il me faudrait assumer un officier de l'armée d'occupation », écrit-elle dans *Portrait d'Ernst Jünger* (Table Ronde, 1971). Et elle ajoute : « Bien que d'origine étrangère, tout me porte à me sentir solidaire avec la

France et je me faisais l'effort d'une trahison, collaborant étroitement avec l'armée d'occupation. » Paradoxal Jünger, qui a publié une élogieuse notice sur le nazisme — Sur les fautes de marbre — mais ne s'est pas exilé ; qui plus tard complote contre Hitler mais aura la vie sauve grâce à lui ; qui Brecht sauvera de l'épuration, et qui ne renonce pas, même ennemi, même occupant, à connaître les Français...

Banine habitait — elle habite toujours — rue Lauriston, près de l'hôtel Majestic, et elle avait beaucoup admiré *Sur les fautes de marbre*. Elle continuait donc à recevoir, fascinée, à l'heure du thé, les visites de l'officier glacé avec qui elle ne cessera plus de correspondre, qui, la guerre finie, lui demande : « Gardez-moi votre amitié en ce temps où l'on n'a pour appui que de rares personnes demeurées authentiquement humaines » (lettre du 18 juin 1945), et qui aura cette phrase terrible en 1947 : « Il est quand même bien plus agréable d'être vaincu. »

Banine a publié plusieurs livres, mais elle s'efface devant le souvenir de cet homme qui a eu sur elle une énorme importance. Son histoire à elle est pourtant extraordinaire. Née à Bakou, il y a presque quatre-vingts ans, elle est d'une famille de riches pétroliers, Umm El Banine, élevée dans la religion musulmane, a raconté son enfance dans un livre plein de charme exotique et de vivacité, *Jours caucasiens* (Julliard, 1945), qui commence ainsi : « A l'encontre de certaines personnes dignes, nées dans des familles pauvres mais « bien »,

je suis née dans une famille pas « bien » du tout, mais très riche... »

« Cette enfance mi-tartare, mi-allemande, russe plus tard, c'est la mienne », dit-elle, évoquant sans nostalgie sa vie dorée, ses trois gouvernantes — allemande, anglaise, française, — son amour pour le piano, la révolution à Bakou quand les Bolcheviks mettent fin à la République libre d'Azerbaïdjan en 1920 et son mariage à quinze ans pour tirer son père de prison. Puis le départ d'URSS par Tiflis et Constantinople...

Depuis plus de soixante ans qu'elle vit en France, elle a conservé un bel accent russe (« Et pourtant je ne connaissais pas la Russie, je ne suis jamais allée plus loin que Pétrograd », dit-elle). A cinquante ans, elle est devenue catholique, proclamant d'instinct contre Marx : « J'ai choisi l'opium... » Anticonformiste, elle l'a toujours été, et elle a conservé un humour et une curiosité intactes, tout en contemplant ce paulownia superbe qui bourgeonne près de sa fenêtre, un des arbres de Paris que préférait Jünger, ce grand botaniste...

Mais l'Orient, le Caucase, l'ont marquée à jamais, cette Parisienne chrétienne de la rue Lauriston, au grand front bombé, à la silhouette fine : Umm El Banine. Ne se trouverait-elle donc aucun éditeur pour recueillir ses *Jours caucasiens* ?...

NICOLE ZAND.

(1) Christian Bourgois, 1980. Et Le Livre de poche, 1984. Deux volumes.

Jean Cayrol

de l'Académie Goncourt

Jean Cayrol

Poèmes

Clefs

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Voici des poèmes pour apprivoiser le temps. Ici l'on vous parle de nos vies légendaires et de la vie qui va, malgré toutes les blessures.

69 F

SEUIL

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Sylvie Caster entre chronique et roman

S'il faut chercher l'erreur de ce livre qui provoque la malaise, elle est là, en couverture, sous le titre *Nel est mort*. Pour quel roman ? Les *Chânes verts*, où Sylvie Caster raconte l'histoire de sa petite sœur handicapée et y mêle sa propre histoire, inextricablement liée à ce paquet de chair souffreteux et à la terrible mère, lui, c'était un roman : un long cri, mais modulé, construit, de la littérature.

Cette fois encore, Sylvie Caster a voulu protester contre l'immuable, en racontant la maladie et la mort de Reiser, qu'elle a vécue de près. Mais il fallait écrire une chronique, à la première personne, avec son vrai « je » à elle, Sylvie Caster, et les vrais noms des protagonistes de la vie réelle, au lieu de déguiser cette chronique en roman, avec des estuques de scénario, comme de mettre la fin au début et de remonter en arrière.

Pourquoi fallait-il ? Parce qu'il y a eu l'autobiographie de Cavanaugh, que l'équipe du professeur Chorin, les lecteurs la connaissent, et qu'ils vont donc lire *Nel est mort* comme un roman à clé et soupçonner le livre de fausser les portraits, de forcer le trait, de faire de la « littérature ». Tandis qu'avec les vrais noms Sylvie Caster aurait raconté eût-elle la mort, les amis devant la mort : elle aurait été plus vraie, parce qu'elle sur des gens qu'on connaît, c'est de voir les inventer comme ils sont.

Où alors, en créant des personnages dans un roman qui en aurait été vraiment un, elle se serait mise à leur place, généreusement : par exemple, la jeune veuve n'aurait pas été cette image plate de la bourgeoisie qui s'éveille au mal, sotte et pathétique, jugée petitement par l'ancienne amie. « Le plus petit côté, c'est le meilleur angle de vision », disait Nel-Reiser. En littérature, cet angle ne donne rien.

Faute d'avoir choisi entre le roman et la chronique, Sylvie Caster a perdu, malgré des moments forts, beaucoup de son style. Si le livre ne sonne pas juste, bien qu'il soit probablement sincère, ce n'est pas parce que le talent fait défaut, mais parce que la voix narrative n'est pas assurée. Ainsi, pour qu'on apprenne-nous, soudain, ce que pense un des personnages, alors que tous les autres sont déçus de l'extérieur par le « je » qui raconte ? Des négligences de cet ordre, ou des imprudences choquantes, me paraissent des signes d'hésitation dans le projet littéraire lui-même.

Les *Chânes verts* avait suscité nos exigences. Le maître en protestation nicanter contre la saloperie et la néant de la vie, Céline, a situé très haut la barre du style. De même Reiser, dans ses dessins, qui pourtant se jugeait « jolies » comme artiste. « Il savait depuis toujours que les journaux seraient à emballer du poisson », dit Sylvie Caster. De lui en veut un peu de n'avoir pas, en misant entièrement sur la littérature, tracé de son ami un portrait plus durable. — M.C.

★ *NEL EST MORT*, de Sylvie Caster. Bernard Barmant, 123 p., 54 F.

ROMANS

La saga martiniquaise de Michel Tauriac

Après le *Catastrophe* et la *Flour de passion*, Michel Tauriac achève sa trilogie martiniquaise avec un roman qui domine la première guerre mondiale. Joseph du Morne Cordeir, sexagénaire, s'engage et quitte l'île pour le front peu après son neveu Raoul. Ils ne seront pas des 1 750 créoles morts pour la patrie, et nous formons la livre sur la silhouette de Joseph, vieillissant quasi immortel. Cette dernière image — alors que dans une telle saga la fin du personnage est attendue — est l'exotisme de la vaine histoire que le reporter devenu romancier a consacré à la Martinique, l'histoire d'un peuple multiracial, comme on ne disait pas encore, que le guerre ou les querelles politiques n'abaissent pas plus que les colères du mont Pelé.

Tandis que les hommes de toutes races mêlent leur sang dans les tranchées, les femmes prennent le relais. Sur l'île, comme en métropole, elles remplacent les combattants, et ce n'est pas par hasard que la première lettre du soldat Joseph souligne cette passion de pouvoir.

Attachés à leur terre, autochtones et Français de souche oublient leurs différends dans le sacrifice, fiers de ce que la Martinique « fut française avant l'Alsace-Lorraine ». Mais la fraternité des combats ne résiste pas toujours à la paix. Avec l'arrivée des années 30, les « joutes politiques délectables » et les « haines raciales jamais assouvis », que peut-on attendre, sinon l'Espérance ?

Comme dans les précédentes tomes, Michel Tauriac entremêle habilement faits et gens réels et imaginaires, évoque excellemment

la vie des insulaires, la beauté des paysages ou la révol du volcan. — P.-R. L.

★ *SANGS MÊLÉS*, de Michel Tauriac. La Table, 440 p., 98 F.

Rogissart

l'Ardennais

Jean Rogissart (1894-1981), écrivain ardennais, prix Renaudot 1937 pour *Marvale*, a laissé un monument, la *cycle des Mamert*, sept romans. Les Editions Terres ardennaises le rééditent.

Rogissart a expliqué, un jour, son projet : « J'ai voulu dans cette suite broder une fresque sociale et poétique de la vie populaire pour la vallée de la Meuse, à partir de 1830, l'installation des chemins de fer, l'épave de Jean-Baptiste Clément, le « passage aux idées modernes entre 1890 et 1940 », voilà ce que le romancier, à partir d'archives et de souvenirs d'enfance, a restitué.

C'est, comme l'Auvergne de Lucien Gachon ou le Roussillon de Lucien Mésle, un territoire littéraire qui sert ainsi de l'ombre. L'ambition de Rogissart, sa minutie, son attachement au pays, à la forêt et à ses hommes, l'éloignement du régionalisme. L'univers des « poudrières » de la Forge de Monthermé et des cloutiers, la nature à qui les entours, gardent une grandeur sobre, bournie. — R. S.

★ *LES MAMERT*, de Jean Rogissart. Editions Terres ardennaises, 4, quai Malaret, B.P. 71, 08002 Charleville-Mézières, tome I : 728 p., tome II : 560 p., 425 F les deux volumes.

CONTES

Feux de paille

Trente-quatre variations sur la douleur, le plaisir, le fantasme

Auteurs divers PAYSANS ET NATIONS D'EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE

Folklorismes - Langues, idéologies, identités nationales - Paysans et politiques

Un volume, 288 pages, 90 F

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 354.32.70

d'âtra, trante-quatre « petits poèmes en prose » graves, drôles ou précieux dont l'ambition est de cerner ce point limite, ce seuil où, toute censure levée, le réel bascule dans l'improbable.

Ce commence assez mal avec un narrateur qui se regarde écrire et se délecte à dire la rien. Puis, insensiblement, on se laisse envahir par une multitude de sensations, désirs fugaces, frayeurs irrépressibles dans un sous-bois, ondes, reflets, échos, tandis que le narrateur se métamorphose en vache, se mange lui-même tant il a faim, meurt à chaque coin de page, ressuscité, s'en étonne...

Ce « tour de soix » en trente-quatre contes exprime tout le bonheur et les dangers qu'il y a à se laisser entraîner sur le dévers des phrases, où le lecteur menace à tout instant de dériver. Le résultat n'est pas toujours à la hauteur du projet : on trouve de tout, de vraies perles et du toc. Beaucoup d'écrivains de talent se contentent ainsi, faute de chercher à brosser des mondes, de ces pièces inégales, de ces flammées d'imaginaire qui sont autant de feux de paille. Leurs mots sont raffinés mais se mangent froids. On s'émerville et puis on s'impatiente. Ce sont, en somme, de très représentatifs produits d'époque. Vivement l'en 2000... — V.L.

★ *MÉCONTES*, de Marcel Bissiaux. Pierre Horay, 140 p., 49 F.

HISTOIRE

Le désespoir

des convulsionnaires

C'est une histoire presque oubliée et qui, pourtant, a tenu la devant de la scène à Paris, pendant la majeure partie du dix-huitième siècle. Au départ, une série de guérisons publiques qui ont lieu sur la tombe du diacre François de Paris au cimetière de Saint-Médard. Le miracle paraît exaucer les attentes d'une sensibilité janséniste qui n'est plus l'apanage du petit nombre. La répression dont elle est l'objet l'a déracinée au sein des paroisses parisiennes.

Faut-il y croire ? C'est l'enjeu d'un débat inextricablement religieux et politique. Mais la cimetière est bientôt fermé, la tombe interdite. Surgissent alors d'autres expressions, toujours plus violentes, du désir de Dieu : les convulsions, les prophéties, d'insoutenable céramiques qui insistent enfin, dans le corps des suppliciés volontaires, les souffrances du corps du Christ. Sang et larmes.

De cette histoire, des milliers de pages relatent, au jour le jour, la cruauté escaladée. Catherine Maire présente un choix de ces extraordinaires archives. De cette « éclipse au sein des lumières » qui a tant embarrasé les contemporains puis

les historiens, elle propose, en outre, une interprétation convaincante : derrière la contraction symbolique des corps et la rhétorique convulsée des prophètes, elle identifie la crispation désespérée des croyants face à une évolution majeure : la déchristianisation des pratiques dont nous commençons seulement à mesurer l'ampleur. — R.H.

★ *LES CONVULSIONNAIRES DE SAINT-MÉDARD. MIRACLES, CONVULSIONS ET PROPHÉTIES À PARIS AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE*, de Catherine-Laurance Maire, Gallimard-Julliard, collection « Archives », 268 p., 82 F.

SCIENCES HUMAINES

Théodor Reik, maître de l'auto-analyse

Peu de psychanalystes se sont autant livrés que Théodor Reik (1889-1969). Il explore, à la suite de Freud, les mille subterfuges par lesquels les hommes trahissent et se trahissent. « Nous sommes l'auto-trahison par tous les pores », disait-il.

Théodor Reik ne croyait guère en l'avenir thérapeutique de la psychanalyse que les développements de la médecine devraient un jour débiter. Il ne se trompait guère. En revanche, il était persuadé qu'elle demeurerait irremplaçable dans le domaine de la psychologie, à la condition d'abandonner ses prétentions pseudo-scientifiques. Là encore, il parlait d'or et montrait l'exemple avec des chefs-d'œuvre d'intuition psychologique et d'auto-analyse comme *Ecouter avec le troisième oreille* (1948) ou *Fragment d'une grande confession* (1949). Grâce à Jean-Marc Alby, nous disposons maintenant d'une présentation utile, quoique succincte, de ce proche disciple de Freud, qui consacra sa thèse à Flaubert, qui admira Gustav Mahler et Arthur Schnitzler, et qui fut analysé par Karl Abraham. Signalons également que ses *Écrits sur la musique* ont été récemment traduits et publiés aux Editions Les belles lettres dans l'excellente collection « Confluents psychanalytiques ». — R.J.

★ *THÉODOR REIK*, de Jean-Marc Alby. Clancier-Guénaud, 158 p., 75 F.

POÉSIE

Les incantations

de Pierre Dalle Nogare

Disparu le 16 novembre 1984, Pierre Dalle Nogare avait eu le

EN POCHÉ

★ *LES MÉMOIRES DE RAYMOND ARON*, publiés en 1983 chez Julliard, sont repris, en deux volumes, dans Presses Pocket. Couvrant un demi-siècle de réflexions politiques, Raymond Aron dresse un tableau clair d'une époque complexe. Il évoque aussi discrètement sa famille et ses amis et s'interroge sur son œuvre de philosophe et sur son cheminement de journaliste.

★ *AVEC « LE LIVRE DE MON AMI »*, réédité en Presses Pocket et composé du *Livre de Pierre* et du *Livre de Suzanne*, Anatole France compose un délicieux recueil de souvenirs d'enfance. A côté d'épisodes charmants sur le « petit Pierre » qu'il fut, il évoque l'enfance de sa propre fille et introduit un pertinent dialogue sur les contes de fées.

★ *A TRAVERS ROBESPIERRE EN PARTICULIER*, ALBERT MATHIEZ défend une certaine image de la Révolution française et propose un modèle explicatif du mouvement révolutionnaire. La synthèse qu'il écrit entre 1922 et 1924 est restée une remarquable leçon d'histoire dans la tradition « jacobine ». Michel Vovelle présente la personnalité exceptionnelle d'Albert Mathiez dans une excellente préface qui ouvre la trilogie de la *Révolution française*, rééditée dans la bibliothèque « Médiations » de Denoël (tome 1 : *La Chute de la royauté* ; tome 2 : *La Gironde et la Montagne* ; tome 3 : *La Terreur*).

★ *COMPARANT LES RÉVOLUTIONS FRANÇAISE ET AMÉRICAINE*, HANNAH ARENDT part de celle des Etats-Unis dans son *Essai sur la révolution* (traduit par Michel Chastan), réédité dans la collection « Tel » (Gallimard). Pour elle, la déviation de l'histoire moderne provenait du triomphe des idées de la Révolution française.

★ *L'ENQUÊTE DE JACQUES LE GOFF, « LES INTELLECTUELS AU MOYEN ÂGE »*, rééditée dans « Points/Histoire » (Saul), est une introduction à la sociologie historique de l'intellectuel occidental, considérée aujourd'hui comme un classique. La réédition est augmentée d'une préface et d'une longue bibliographie critique.

★ *PAUL BONNECARRÈRE*, ancien parachutiste et correspondant de guerre, reconstitue, dans *Par le sang versé* (Marsbot), les combats les plus érudits qui mirent aux prises des unités de la Légion étrangère débarquées en Indochine en 1945 avec les troupes d'Ho Chi Minh dans la jungle du Tonkin.

★ *EXTRAITS DE L'ENSEIGNEMENT DES MAÎTRES DU BOUDDHISME* tel qu'il a été énoncé en Inde, au Tibet, en Chine et au Japon depuis deux mille cinq cents ans jusqu'à nos jours, quatre-vingts textes réunis sous le titre *La Sagesse de l'éveil* (« Spiritualités vivantes » Albin Michel), et présentés par Marc de Smedt, constituent un livre de sagesse, un appel à la méditation.

temps, malgré la maladie qui le rongea, d'achever *Mel être*, un livre où le mort est si présente qu'elle semble, souvent, inspirer l'écriture des poèmes.

Pierre Dalle Nogare, pour qui le vie était synonyme d'échec et de défaites, considérait chaque mot comme un édifice. Cet écorché vif transformait ses blessures en semailles mais n'acceptait pas que des touristes se nourrissent de son malheur. « Je suis le mal-habitant du corps, tenant sur béquilles l'équilibre de ma vie, la nuque et la colonne vertébrale recomposées dans la douleur », écrivait ce poète qui tutoyait les chrysanthèmes pour qu'ils lui racontent comment « la nuit gonfle de sa vie les mots ».

Les quelques pages de *Salle blanche* nous plongent dans l'univers des hôpitaux. Un poète fraternel promène sa solitude dans des chambres où le moindre respiration

affaie le silence. Les malades n'ont rien à partager. Ils se croisent comme des présents coupables, qui savent qu'au prochain appel certains désertent la souffrance.

Les incantations de Pierre Dalle Nogare portent tous les mots d'amour que cet homme pudique n'osa jamais prononcer. Les vents noirs, qu'il appelait de ses vœux, viendront, une nuit, emporter ses poèmes au pays des belles endormies. — P.D.

★ *MAL ETRE*, de Pierre Dalle Nogare. Belfond, 92 p., 59 F.

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Alliot, Michel Contat, Pierre Drachine, Ran Halavi, Roland Jaccard, Vincent Lancel, Pierre-Robert Leclercq et Raphaël Sorin.

DERNIÈRES LIVRAISONS

★ *JEAN CAYROL*, après ses trois recueils de *Poésie-Journal*, propose soixante-trois poèmes-clés pour « apprivoiser le temps ». Il invite à écouter le poème « mélodie qui attire les lézards, les rouges-gorges, les abeilles, les enfants sans meurtrissures ». (Jean Cayrol : *Poèmes-Clés*, Seuil, 158 p., 69 F.)

★ *AVEC « LE SPECTATEUR »*, Daniel Zimmernann publie la troisième volume de son cycle romanesque les *Banlieusards*. Un ouvrier assiste à la transformation du « décor » de la banlieue parisienne : de morceaux de papiers en zones pavillonnaires jusqu'aux grands ensembles en béton d'aujourd'hui. A force de scruter ce « décor » et ses personnages, cet homme ordinaire se trouve confronté au pouvoir destructeur de l'imaginaire. (Daniel Zimmernann : *Le Spectateur*, Mazarine, 192 p., 75 F.)

★ *PAUL GUTH*, après la patte de velours, monterait-il les griffes ? Avec la *Tigresse*, il conte l'histoire d'un célèbre trapéziste britannique, d'un illustre dompteur et de son félin. Mais la tranquille spectacle de cirque s'accroît bientôt sous les coups de fouet de la pub, des médias et des sondages, comme s'exacerber les passions. (Paul Guth : *La Tigresse*, Flammarion, 308 p., 80 F.)

★ *PATRICK SEGAL* s'est raconté dans ses précédents récits. Il donne aujourd'hui son premier roman qui conte les péripéties de personnages très différents mais marqués par une amitié commune nouée en 1943 derrière les murs du château de Colditz où les Allemands enfermaient les fortes têtes. (Patrick Segal : *Quelqu'un pour quelqu'un*, Flammarion, 300 p., 79 F.)

★ *EXÉGÈSE DE L'ŒUVRE DE BALTASAR GRACIAN (1601-1658)* dont il traduisait l'*Oraculo manual*, Benito Pelegrin met en évidence la perception du monde baroque qu'a la célèbre jésuite espagnol. Il montre aussi que l'œuvre de Gracian, quel qu'on en ait dit, s'inscrit parfaitement « par son esprit et par sa forme dans les normes de la Compagnie de Jésus ». (Benito Pelegrin : *Ethique et esthétique du baroque*, Actes Sud, 230 p., 139 F.)

★ *LES SERVICES SECRETS AMERICAINS RECRUTERENT DES NAZIS* d'Europe orientale après la seconde guerre mondiale. Malgré les consignes officielles, ils utilisèrent ces transfuges très particuliers pendant la « guerre froide ». John Loftus, ancien enquêteur du ministère américain de la Justice, montre comment le Congrès a été abusé et révèle les dessous de cette ténébreuse affaire. (John Loftus : *L'Afrique Secrète*, traduit de l'américain par Marie-France Watkins, Plon, 246 p., 78 F.)

★ *LES MALHEURS DU GROUPE BOUS-SAC*, qui fut l'un des fleurons du textile français, font l'objet d'une enquête minutieuse de Patrick Lamm. Pour celui-ci, les interventions de l'Etat, des lobbies politiques de droite et de gauche, des gestions controversées ont abouti à un fiasco industriel, financier et social qui se traduit, notamment, par dix-sept mille suppressions d'emplois. (Patrick Lamm : *Enquête sur l'Afrique Boussec*, Laffont, 230 p., 78 F.)

★ *ROBERT DARTON* s'est imposé parmi les maîtres de la littérature de la France du XVIII^e siècle. Cette fois, il se propose d'explorer les attitudes et les croyances au temps des Lumières. Il évoque, notamment, une révolte d'ouvriers qui conduisit à un massacre de chats que ses auteurs jugèrent fort divertissant. Il s'inspire de rapports de police sur les hommes de lettres de l'époque. (Robert Darton : *La Grande Massacre des chats*, traduit de l'américain par Marie-Alyx Revellet, Robert Laffont, 284 p., 85 F.)

★ *L'ÉVANGÉLISATION* des peuples d'Asie ne se fit pas sans débat, au dix-septième siècle, entre la Congrégation romaine, les missions et les couronnes d'Espagne et du Portugal. Don Guy Oury, moine de Solesmes, évoque cette question à travers la biographie de François Pellu, vicaire apostolique pour la Chine et le Tonkin, qui fit trois séjours en Extrême-Orient. (Don Guy-Marie Oury : *Mgr François Pellu ou les missions étrangères*

en Asie au XVII^e siècle. France-Empire, 220 p., 80 F.)

★ *L'OCCUPATION ET LA RÉSISTANCE EN CORSE*, lors de la guerre 1939-1945, sont des périodes historiques encore mal connues. Jean-Victor Angelini, pour mieux les faire comprendre, s'est attaché à faire revivre les années qui précédèrent le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Il évoque, en particulier, le choc, sur l'île de Beauté, des deux « impérialismes latins » — de la France et de l'Italie. Son analyse de la situation stratégique de l'île met en lumière l'enjeu que constitue la Corse. (Jean-Victor Angelini : *Tonnerre sur la Corse (1939-1945)*, Editions maritimes et d'Outre-Mer, 240 p., 99 F.)

★ *GÉRARD CHALLAND*, considéré comme un des meilleurs spécialistes de la guérilla, décrit l'organisation et les techniques de l'insurrection, de la contre-insurrection, l'usage et la portée politique du terrorisme, ainsi que les ripostes étatiques. Il démontre aussi que les terroristes, de plus en plus utilisés comme substituts à la guérilla, sont la forme la plus spectaculaire de la guerre psychologique. (Gérard Challand : *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 190 p., 59 F.)

★ *REPORTER CAMÉRAMAN* depuis une vingtaine d'années, Michel Perbot fut le seul journaliste à pouvoir filmer le débarquement des GI sur l'île de La Grenade, le 25 octobre 1983. Avec ce « scoop » mondial, il évoque sa course à l'actualité qu'il a conduit sur la plupart des champs de bataille de la planète. (Michel Perbot : *Caméra-Reporter*, Flammarion, 258 p., 79 F.)

★ *OLIVIER POIVRE D'ARVOR* nous livre, après Roland Barthes, un essai sur quelques mythologies contemporaines tels le fameux point « G », le péril japonais, Edouard Leclerc, nouveau Prométhée du discount, ou l'Apocalypse selon Reagan. Un portrait à la fois exagéré et partisan de « notre belle époque ». (Olivier Poivre d'Arvor : *Les Dieux du jour*, Denoël, 255 p., 78 F.)

Victor ou les e

P

Les langages

A

LA VIE LITTÉRAIRE

Victor ou les enfants au miroir

POUR nombre de Français, Victor Hugo fait partie de la famille à titre de grand-père d'honneur. De là à s'intéresser à la famille Hugo, il n'y a qu'un pas, franchi de la manière la plus exhaustive par le conservateur du musée-château Borely, Simone Bourlard, avec le soutien de la municipalité de Marseille.

Gaston Defferre et Edmonde Charles-Roux ont donc inauguré, le 15 mars dernier, une grande exposition, cinq générations de Hugo à l'œuvre : du général, père de Victor, à aujourd'hui, Alain Decaux parlait, les photographes s'éclaircissaient, les arrière-arrière-petits enfants, un rien endimanchés, posaient sagement. Les invités compaient, un peu commères, attendris, les héritiers - quatorze en tout - et assez vite se soulevaient les prénoms de chacun, ceux des « enfants de François », ceux des « enfants de Jean ». En fin d'après-midi, un vernissage à la galerie des Arcs-niaux mettait la jeune génération à l'honneur en proposant les tableaux d'Adèle et de Marie, les photos de Jean-Baptiste, leur frère.

L'idée de transmission héréditaire du génie est hautement contestable. Et l'émotion requise

devant l'arbre généalogique des Hugo relève davantage du sentimentalisme que de l'appétit de savoir. Pourtant, on aurait tort de boudier son plaisir : à voir rassemblés les visages fantômes et les eaux hésiées du peintre Victor Hugo, admirablement commentées par des textes subtils de Gaëtan Picon ; à découvrir un peintre intimiste et lumineux, Georges Hugo, petit-fils de Victor ; à retrouver les tableaux de Jean Hugo, son fils, qu'un beau livre fit mieux connaître l'an dernier, qui racontait sa traversée du siècle : *Le Regard de la mémoire*. La peinture de Linet, disparu en 1984, était aussi un grand décorateur de théâtre, un aspect un peu négligé de l'exposition, que rappelle, dans le catalogue, fort bien fait, le poète F.-J. Temple.

Dans la grande salle du musée Borely, il y a aussi des bijoux créés par François Hugo, l'autre fils de Georges, qui travailla avec Picasso, Matisse, Max Ernst. En coulisse, d'une manière presque autonome, pleine le mythe Hugo. Ombres et lumières. Qui persiste à égarer et à nourrir sa descendance d'une manière étonnamment romanesque.

GENEVÈVE BRISAC.



« Cadavre exquis » de Valérie Hugo

★ UNE FAMILLE : LES HUGO. Musée Borely (Château Borely, avenue Clot-Bey, 13008 Marseille) de mars à mai.

★ LIBRAIRIE-GALERIE DES ARCE-NAUX (25, cours d'Estienne-d'Orves, 13001 Marseille).

★ LE REGARD DE LA MÉMOIRE, de Jean Hugo. Éditions Actes Sud.

« Sur les pas fauves de vivre »

« Sur les pas fauves de vivre », Jungle entraîne dans son sillage tous les amoureux de la littérature. La huitième livraison de cette revue (BP 03 - 33.402 Telenca Cedex, 200 pages, 65 F ; abonnement 3 numéros : 150 F) est somptueuse puisqu'on trouve au sommaire Sam Shepard, Léo Ferré, Paul Vélard, Juliet Berto, Dominique Labarrière, Yves Martin, Jean-Philippe Domecq, Marcel Moreau et une vingtaine d'autres écrivains.

Guy Beroit introduit, avec sa sensibilité courtoise, un dossier sur Francis Glauque. Quelques lettres inédites, un extrait de *Parler seul*, livre introuvable aujourd'hui (1), et des poèmes restent le paysage bouleversé de ce « nécessaire de la douleur humaine ».

Le poète suisse, suicidé, à bout de souffrance, le 13 mai 1965, se voulait le frère de tous les suppliciés de la planète : « J'adresse mon salut à vous les martyrisés : juifs

exterminés dans les fours crématoires, esclaves voués de tout éternité à l'extermination, solitaires, ivrognes, bafoués, maudits en soldes dont personne ne parlera jamais, vous tous qui portez le poids du monde comme une malédiction ».

L'iconographie de *Jungle* répond à la qualité des textes présentés. Une revue vraiment exceptionnelle.

PIERRE DRACHLINE.

(1) Éditions des Malvoisies, 1969.

Hommages

à Michel Seuphor

Un colloque international sur le peintre et poète Michel Seuphor s'est tenu récemment à l'université de Nantes. Une exposition lui est consacrée au musée des Beaux-Arts de cette ville jusqu'au 15 avril (1). On peut y voir, réunis sous le titre *Inscriptions*, une centaine de dessins portant des citations, des devises, des sentences...

A cette occasion, une plaquette intitulée *Paroles poétiques de*

Michel Seuphor a été éditée par la Biscuiterie nantaise. On y trouve en particulier ce poème extrait de *Trois facades ministérielles pour pipeau seul* :

Le Ministre du Temps Libre est un oiseau pas plus rare qu'un autre mais il vole ici-bas. Si tu lui dis mazette il prend les grands oiseaux et découpe une hirondelle qui s'envole aussitôt. Si tu lui dis cloquero il fait une araignée jusqu'au-delà du Louvre et sous sa jambe s'ouvre un champ d'honneur immergé où les généralisations et les emmèrtements se disputent l'espace. Si tu fais grise mine il te prend la peau du dos et il en fait des diastiques et fines et si tu persistes qu'il ne prend garde à « faire de la littérature » et à prendre garde à « faire une déclaration d'utilité publique ».

(1) Pour tous renseignements sur ces différentes manifestations, s'adresser à Daniel Briot, Université de Nantes, Institut des Lettres (Chambre de la Seigneurie-du-Terrain, BP 1025, 44036 Nantes Cedex).

Mathilde

et Albert Bensoussan

Prix Cultura latina

La troisième Prix de la traduction Cultura latina, qui récompense chaque année un traducteur pour l'ensemble de ses traductions en français d'œuvres appartenant aux littératures romanes est allé cette année à un couple de traducteurs, Mathilde et Albert Bensoussan, pour leurs travaux à partir des langues catalane et espagnole.

Mathilde Bensoussan a traduit les poètes catalans et notamment Salvador Espriu : *Seigneurs de l'ombre* (Oswald, 1974), *Première histoire d'Esther* (Inédit) et *Une autre Phèdre, s'il vous plaît* (théâtre, Inédit).

Albert Bensoussan, auteur de plusieurs romans - *la Brûlante* (Denoël, 1973), *Au Nadir* (Flammion, 1978) et récemment *l'Échelle Menard* (Flammion) - a traduit plus de vingt romans et recueils de poèmes, notamment Mario Vargas Llosa, Manuel Puig, Guillermo Cabrera Infante, Juan José Sarr, José Lezama Lima, Alfredo Bryce Echenique.

Albert et Mathilde Bensoussan ont traduit en collaboration plusieurs ouvrages de José Donoso.

Le prix, d'un montant de 25 000 F, était allé précédemment à Aline Schuilen, traductrice de Goyanole et de Donoso et au poète Armand Monjo, italieniste, traducteur de Goldoni, Gramsci, Manzoni, Leopardi.

EN BREF

● LE PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER 1985 vient d'être décerné conjointement à l'écrivain indien Salman Rushdie, pour *La Honte*, traduit de l'anglais par Jean Guilloiseau (Stock, collection « Le nouveau cabinet cosmopolite ») pour la catégorie « romans », et à Vladimir Nabokov, pour *Littératures I*, traduit de l'anglais par Hélène Pasquier, et *Littératures II*, traduit par Marie-Odile Fortier-Masek (Fayard), pour la catégorie « essais ».

● L'UNION DES ÉCRIVAINS a renouvelé son comité de fonctionnement, qui se compose désormais de : Jean Baco, Simone Balazard, Guy de Broché, Kary Cerda, Claire-Lise Charbonnier, François Compy, Marc Deloche, Eugénie Guillerie, Gil Jossanard, Alfred Kerr, André Mathieu, André Nana, Claude Noël, Max Mezzani et Philippe Tassella.

CHRISTIAN JOUHAUD

Mazarinades : la Fronde des mots

Préface de Denis Richet

« Un livre superbe d'intelligence. »

Roger Chartier / Libération

Aubier

du nouveau dans

Références

L'identité au travail

Renaud Sainsaulieu

« Quels sont les effets culturels de l'organisation du travail, quel apprentissage culturel provoquent les rapports de travail qui s'instituent dans les entreprises industrielles ou dans les administrations ? Renaud Sainsaulieu come de manière rigoureuse des mécanismes de transmission culturelle encore mal connus. »

L'ÉDUCATION

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Références. 14

438 p., 78 F.

27, RUE ST-GUILLAUME

PARIS 7^e - TEL. 260.39.60

PRIX CAZES

Jean-Paul ARON

Les Modernes

GALLIMARD nrf

COLLOQUE

Les langages de la « vérité »

AVEC sa *Comédie humaine*, Balzac rêvait de pousser à son extrême limite l'émulsion romanesque : dire la société dans sa totalité, faire l'histoire oubliée par tant d'historiens, celle des mœurs. Puis les sciences sociales se sont développées et ont commencé à chicaner le roman sur sa prétention à dire le vrai. La fantaisie romanesque est une chose, l'étude des comportements sociaux en est une autre : la première joue sur l'imagination, peut se parer des charmes de l'art ; la seconde mesure, compare, s'efface devant son objet.

Mais peu à peu les choses se sont brouillées. Le romancier, désempant la réalité, s'absorbe dans le travail sur l'écriture : les sciences sociales de leur côté, étendent leur champ à des domaines plus quotidiens : les goûts, les passions, les modes... L'historien s'occupe de la nature, de la maladie, de la naissance, de la mort. L'ethnologue se fait chroniqueur, journaliste, poète... Bref, les frontières s'estompent, les genres se mêlent : les sujets et les façons d'écrire ne peuvent plus se définir par les distinctions disciplinaires.

C'est ce flou autour du statut de l'écriture qui faisait le thème de la rencontre entre sociologues, ethnologues, historiens et littéraires qui eut lieu les 15, 16 et 17 mars dans les très beaux bâtiments en cours de rénovation de la Vieille-Charité de Marseille. Rencontre organisée par la toute nouvelle entente marseillaise de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, que dirige le sociologue Jean-Claude Passeron (1).

Si on ne peut pas dire qu'une réponse claire a jailli de la série d'exposés - souvent pas-

sionnants - qui se sont succédés, ceux-ci, du moins, ont permis de mieux appréhender les relations indécises que le roman a toujours entretenues avec ses voisins. Lui-même est issu de l'histoire, comme l'a rappelé Michel Zink, en évoquant ces vastes romans en prose de la fin du Moyen Âge à la gloire des grandes familles et qui devaient refaire inlassablement, à force de répétitions dans les sources letines, la généalogie mythique de la chevalerie. Ce roman historique, à vocation aristocratique, déboucha, à l'époque romantique, sur la littérature folklorique populaire, tandis que le roman moderne naîtra, lui, de la nouvelle, qui mettait en scène des personnages réels contemporains.

Le « plébiscite » de Zola

Analysant le naturalisme de Flaubert et de Zola, Claude Grignon a montré ce qui sépare le regard du sociologue de celui du romancier. Le second s'efforce de traquer la vérité par une description minutieuse de la réalité, une accumulation de détails « vrais », mais son art apparaît dans l'écart qui fait du héros romanesque un personnage atypique, improbable. La fidélité de la description fait ressortir la singularité du destin romanesque.

L'effet de réalité dont jouait le romancier ne doit pas faire illusion. Cette réalité, si précisément décrite qu'on « s'y croirait », n'est pas celle du sociologue. C'est une tromperie flatteuse par laquelle l'auteur reflète en douce au lecteur l'image de lui-même qui l'arrange. Ainsi, pour Grignon, le réalisme de Zola n'est qu'une fausse exactitude. C'est un effet par

lequel il exprime son « plébiscite », c'est-à-dire son propre ressentiment devant l'exclusion à laquelle le condamne la culture académique dominante.

On voit par cet exemple le soupçon principal qui pèse sur la littérature aux yeux du sociologue : l'art donne à l'auteur une autorité qui lui permet d'abuser le lecteur, de lui faire endosser, sans qu'il y prenne garde, les fantasmes, les préjugés, les enfers-pensées du créateur. C'est pourquoi le sociologue, qui lui aussi manie le langage et écrit sur la réalité, doit prendre garde à « faire de la littérature » et à entretenir une trop grande complicité avec son lecteur.

Mais cette prudence est elle-même problématique, car ce sont bien les mêmes mots, les mêmes tournures syntaxiques, les mêmes effets de style et de présentation qu'utilisent romanciers et sociologues. Surtout à réduire les sciences sociales au seul langage des chiffres et des tableaux statistiques, elle aura toujours recours à la rhétorique et à la dure nécessité d'être comprise du lecteur - et même de lui plaire. Comment, dès lors qu'on écrit, échapper au piège des mots ? Mais peut-être, comme l'a fait observer un intervenant, est-ce le lecteur qui tient la réponse. La seule différence entre un livre d'histoire ou de sciences sociales et un roman n'est-elle pas que le premier, en l'ouvrant, que le premier « est vrai », et que le second ne l'est pas ?

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Centre pluridisciplinaire de la Vieille-Charité (2, rue de la Charité, 13002 Marseille). Les actes de ce colloque seront publiés aux éditions Rivages (10, rue Fortin, 13001 Marseille).

L'amour absolu selon Koster. A lire. Absolument.



Serge Koster

Une femme de si près tenue

« Un indéniable brio. »

Geneviève Brisac - Le Monde.

« Koster a un amour fou, oui, pour une langue qui le lui rend bien... Les mots déferlent... les sonorités s'enchaînent... Un vrai trésor de pirate. »

Michèle Bernstein - Libération.

Flammarion

● LETTRES ÉTRANGÈRES

La dernière ligne droite de John Gardner

John Gardner s'est tué sur sa moto en 1982. Son dernier livre, la *Symphonie des spectres*, vient d'être traduit.

JOHN GARDNER n'est pas mort il y a trois ans. Il s'est simplement « éveillé du rêve de la vie », aurait dit Shelley. Un rêve dont le romancier américain nous aura fait partager les images à travers une œuvre imposante, nourrie d'influences européennes. Son huitième et dernier roman, *la Symphonie des spectres*, apparaît comme un miroir sur lequel l'auteur a projeté ses thèmes les plus chers en même temps que sa propre image, tissu de contradictions et d'interrogations.

Au départ, chez Gardner, tout paraît simple. Les premiers feuillets de cette *Symphonie* nous présentent un dénommé Peter Mickelson. Professeur de philosophie, divorcé, père de deux enfants, Mickelson ne sait plus où donner de la tête entre ses histoires de femmes, d'impôts et d'étudiants qui ne cessent de le poursuivre. Classique, non ?

La-dessus Gardner nous sert une sauce bien américaine aux ingrédients éprouvés, à savoir une histoire de secte religieuse, de fantômes, de meurtres inexplicables. Le tout saupoudré de quelques idées à la mode, genre

« écologie et politique ». Mais le tour n'est pas joué. La réalité, chez Gardner, n'est jamais qu'un support parmi d'autres, un décor en trompe l'œil. Avec lui, la véritable histoire commence dans l'indicible, dans tout ce qui nous échappe et que nous ne cessons de vouloir conquérir, maîtriser, expliquer.

Le personnage de Mickelson, « un dingue », dit lui-même Gardner dans un avant-propos, devient sous ce jour un pèlerin. Jusqu'à l'âge de cinquante ans, sa vie n'a été qu'une somme de certitudes reposant essentiellement sur son savoir de philosophe. Cet édifice va se trouver sérieusement ébranlé au contact de phénomènes « irrationnels », c'est-à-dire échappant à la conception que Mickelson avait jusqu'alors du monde. La crise qui en résulte, il la subit. Ses anciens modèles (dont Nietzsche, qui l'avait pourtant prévenu que « la certitude est une faiblesse ») ne lui sont d'aucun secours. Il essaiera bien d'imiter Wittgenstein, qui construisait son œuvre à mesure qu'il érigeait la maison de sa sœur, mais en vain.

● A TRAVERS LE MONDE

CAMBRIDGE

Un roman inédit de D. H. Lawrence

L'ANNÉE Lawrence a commencé en Grande-Bretagne, où l'on va célébrer les cent ans de l'auteur du *Serpent à plumes* et d'*Amants et fils*, qui vint au monde le 11 septembre 1885. A vrai dire, les festivités ont débuté en 1984, avec la publication d'un roman inédit de D. H. Lawrence, *Mr. Noon*, écrit en 1921, mais que le romancier et son éditeur, Martin Secker, avaient renoncé à publier. Les lecteurs anglais avaient déjà pu en apprécier la première partie dans un recueil de courtes fictions, *A Modern Lover*, paru en 1934 (donc après la mort de Lawrence), et, plus tard, dans l'édition des papiers posthumes, *Phoenix II*, par Warren Roberts et Harry T. Moore, chez Heinemann, en 1968. Il a donc fallu plus de soixante ans pour que *Mr. Noon* paraisse en version intégrale dans la série des « Œuvres complètes » de D. H. Lawrence, mises en chantier par Cambridge University Press.

Les critiques sont très partagées. « Ce qu'il y a de meilleur », écrit Francis King dans le *Sunday Telegraph*, « ressemble à du sous-D. H. Lawrence. » De son côté, Michael Poole, dans le *Listener*, estime que *Mr. Noon*, malgré ses défauts, constitue une révélation littéraire majeure, et pas seulement pour les érudits. Il en sera question, à coup sûr, du 7 au 29 septembre, lors de l'important colloque international qui se tiendra à Eastwood et à Nottingham pour marquer la centenaire de l'enfant du pays. En France, où Lawrence a fait lentement son chemin, un comité pour la célébration du centenaire prépare des manifestations. Enfin, la revue *l'Arc* vient de sortir un numéro spécial D. H. Lawrence.

F.-J. TEMPLE.

Edouard Glissant

Pays rêvé, pays réel

POÈME

EDOUARD GLISSANT recrée un territoire qui est celui de sa naissance, mais aussi celui de sa conscience d'homme (...). Une pulsation sourde comme celle du tambour du sang accompagne ce long poème.

Anne-Marie Faquante (75 F.)

SEUIL

Dés lors, la quête de ce pèlerin devient aveugle : il transgresse ses propres interdits, il se dissout. Sa conscience lui tient lieu de bâton. Il ne sait plus, il devine. Son propre échec se retourne contre lui : « Tout comme Luther détestait l'ombre noire et longue du pape, tout comme Nietzsche avait détesté Luther, Mickelson haïssait tout, tout le monde et toutes les possibilités. » Et le professeur de philosophie d'ajouter dans ses carnets : « qu'il n'est point d'émotion sociale plus importante dans l'Amérique d'aujourd'hui que le sens du désespoir, de l'inutilité et de l'impuissance personnels. »

Mickelson n'est cependant pas un révolté : il a déjà donné ! Que lui reste-t-il ? Le désespoir. Un sentiment renforcé par l'impression qu'il a de vivre au sein d'un monde où toutes les illusions ont été balayées. Enterrées, les idéologies taillées sur mesure ! Coupé, le doigt vengeur qui accusait le « bourreau » Lyndon Baines Johnson et ses B-52 ! Au placard, la libération sexuelle ! La clameur des mots s'est tue, livrant deux cent trente millions de Mickelson à eux-mêmes et à leurs spectres. Spectres du passé, d'une magnificence disparue, spectre d'un univers à qui plus personne n'ose prédire un avenir.

Réussir

le portrait d'un raté

Perçu sous cet angle, le roman de Gardner est bien celui de l'Amérique des années 80, celle de la crise, et surtout celle du doute, des interrogations. Jusqu'à présent, John Gardner nous avait plutôt habitués à des solutions tranchées dans ses précédents récits. Son univers semblait, comme celui de Mickelson, nourri de certitudes. Avec cette *Symphonie des spectres*, Gardner met en évidence ses propres hésitations concernant autant l'écriture que ses propres convictions. Certes, il a toujours joué le rôle de l'écrivain qui se regarde écrire (ce qui ne veut pas dire qu'il soit nominaliste, loin de là). Mais, cette fois, il s'est véritablement surpassé !

Tirant sur les ficelles du roman policier, du roman d'épouvante, du roman d'amour, du roman épique, Gardner nous livre une fresque étonnante. Comment réussir le portrait d'un raté ? Il nous donne la solution : il faut de l'humour, un sens critique de l'observation, et du souffle ! De ce côté-là, le romancier américain se comporte en petit maître. Les six cent trente pages de sa *Symphonie* se déroulent. Il y a chez lui autant de rouerie que d'acuité, de tendresse que de cruauté. Impossible de résister à cette fougue, à cette impétuosité.

Écrivain de son temps, toujours à l'affût, dans les marges, John Gardner n'aura jamais cessé de défendre son point de vue d'intellectuel, qui, des mythes aux légendes en passant par ses chroniques du vingtième siècle, ne s'est battu que sous un seul drapeau, celui de l'incertitude. Voilà pourquoi nous ne pourrions plus croire que cet homme-là est mort le 16 septembre 1982. Bêtement, en ratant un virage.

BERNARD GENIÉS.

★ LA SYMPHONIE DES SPECTRES, de John Gardner, traduit de l'américain par Philippe Mikriammos. Denoël, 636 p., 128 F.

Œuvres disponibles en français

- A l'ombre du mont Nickel, roman.
 - Le Naufrage d'Agathon, roman.
 - Grandel, roman.
 - L'Homme-soliel, roman.
 - L'Indienne du roi, nouvelles.
 - Lumière d'octobre, roman.
 - La Livre de Freddy, roman.
- Tous ces ouvrages ont été publiés chez Denoël.

Un Orwell arabe

L'Égyptien Gamal Ghitany scrute le passé pour témoigner sur le présent et l'avenir.

PUBLIÉ en 1971 au Caire d'abord en feuilleton dans *Rose El Youssef*, hebdomadaire populaire, *Zayni Barakat* est le roman d'une génération, celle des années 60, laquelle a particulièrement souffert de la haute surveillance que les polices nassériennes pratiquaient en Égypte. Pour témoigner sur cette époque, l'auteur de ce livre, Gamal Ghitany, né en 1945, est allé puiser dans le seizième siècle, plus précisément dans la période qui avait précédé une grande défaite de l'État égyptien : l'invasion du Caire par le sultan ottoman en 1517.

Ce fut à partir de la débâcle de 1967, où le peuple égyptien subit un choc traumatique, que Ghitany se mit à vouloir comprendre, à chercher les raisons profondes d'une telle défaite. Il a ou relu l'histoire, notamment celle qu'elle est rapportée dans les fameuses chroniques d'Ibn Iyâs, un grand savant qui vécut à l'époque de Zayni Barakat. Ghitany nous dit qu'Ibn Iyâs « a exprimé toute sa douleur face à la défaite de 1517. Après 1967, l'Égypte nassérienne recherchait son être ; elle ramassait ses restes. En relisant Ibn Iyâs, j'ai trouvé une identité entre les deux événements historiques ; il a éprouvé, quatre cent cinquante ans auparavant, les mêmes sensations que moi et ma génération, déçus par ce qui nous arrivait. Alors je me suis mis à écrire : j'ai décrit minutieusement les vingt années qui ont précédé et aussi rendu possible l'invasion ottomane ».

Pour maintenir Le Caire et ses habitants dans un ordre précis et inébranlable, le sultan nomme deux hauts fonctionnaires, Zayni Barakat, grand censeur de la ville, et Zakaria Ibn Râdi, grand maître de la police secrète. A eux deux, ils vont installer un système de surveillance et d'espionnage terrifiant. Ils vont rivaliser

dans le génie des techniques les plus sophistiquées pour savoir tout sur tout le monde, y compris ce qu'on murmure ou ce qu'on pense, ce qu'on ne dit pas mais qui se lit sur le visage ou dans le fond des yeux.

Zakaria dispose de tous les moyens pour arracher n'importe quel renseignement. Il a une prison souterraine aux murs épais pour étouffer les cris. C'est un homme sans visage qui se déguise pour surveiller ses propres indicateurs, une ombre menaçante et impitoyable qui pousse tout le monde à pratiquer la délation : « Sans le calme apparent des cercles, d'innombrables cercles. Chaque habitant de cette maison va devenir un espion pour son voisin, chaque femme va espionner sa voisine... » Rien ne doit échapper à Zakaria.

Son pouvoir est immense, mais il voudrait tout savoir sur son employeur ; il le fait espionner jusqu'au jour où il s'aperçoit qu'il est lui-même sous surveillance dans son intimité : une de ses femmes préférées, Wassilah, est en fait un agent de Zayni Barakat ! Zakaria la tue avec la sauvagerie qui fait sa légende.

Le fil et le suspect

Devenu le meilleur expert en torture et en espionnage, il réunit au Caire en concile les grands maîtres de police du monde entier et leur livre ses dernières trouvailles techniques et psychologiques. Zakaria invente une nouvelle filature : le fil doit précéder le suspect ! En avance sur l'époque, il invente le fichier, le recensement des naissances et le numérotage des individus. Il parvient à faire du Caire « la ville où la peur étire le cœur ».

Gamal Ghitany, soupçonné d'être marxiste, a été emprisonné quelques mois en 1966. Comme certains intellectuels de sa géné-

ration, il a vécu dans la hantise d'être privé de liberté. Il nous dit : « La torture dont je parle, je ne l'ai pas connue, mais j'étais au courant des techniques qu'on pratiquait un peu partout dans les pays vivants sous la dictature. J'avoue que mon imagination a inventé certaines techniques que je décris dans le livre. Pour dénoncer, pour faire sentir l'horreur, il faut décrire. En Égypte, on ne met pas en prison un criminel pour ce qu'il a écrit, mais pour ce qu'il fait. Lorsque la police a appris l'année dernière que Zayni Barakat allait partir en France, elle m'a convoqué pour m'exprimer son mécontentement. Ils m'ont déclaré : ça ne t'a pas suffi de nous insulter en arabe, il faut que tu le fasses en d'autres langues !... »

Hélas, le roman de Ghitany est terriblement actuel, même si beaucoup d'éléments historiques appartiennent plus précisément à l'époque de l'Égypte des Mamelouks. « Il est actuel », poursuit Ghitany, « pas seulement pour le monde arabe, mais pour beaucoup d'autres pays. Voyez ce qui se passe au Chili, ce qui s'est passé en Argentine et dans d'autres dictatures contemporaines ». En ce sens, la vocation de ce livre est d'ordre universel. Zayni Barakat, c'est 1984 qui plonge ses racines dans 1517. Ghitany trouve qu'Orwell visitait dans 1984 un régime particulier et que lui vise des systèmes plus répandus et plus larges. Il serait un Orwell arabe qui scrute le passé pour témoigner sur le présent et l'avenir.

Roman d'une facture parfaite, ce livre renoue avec le patrimoine des lettres arabes où le récit est tantôt une chronique, tantôt une épopée (malhama), tantôt une strophe (maqama). Tous les genres se mêlent dans ce livre riche et complexe comme une vieille capitale.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ ZAYNI BARAKAT, de Gamal Ghitany, traduit de l'arabe par Jean-François Fourcade. Seuil, 320 p., 85 F.

Les droits bafoués des Égyptiennes

WÉDAD ZÉNÉ est la femme du sociologue et homme politique suisse romand Jean Ziegler. Elle est née il y a quarante ans au sein d'une famille levantine chrétienne du Caire faroukiste. Si son éducation n'a pas fait d'elle un bas-bou franco-oriental, son mariage avec l'un des chantres les plus inconditionnels du tiers-mondisme ne l'a pas non plus précipitée dans le gauchisme tropical.

Nous l'avons rencontrée il y a quelques années, en Égypte, lorsque, de retour au pays natal, elle redécouvrait avec effroi et sang-froid le sort pitoyable de ses compatriotes pauvres, musulmans ou chrétiens. Derrière l'écran séduisant et brillant d'une élite citroine et alexandrine, certes restée très orientale en profondeur mais ayant l'allure et certains usages d'une société libérée, où sexes, religions et opinions se tutoient d'égal à égal, Wédad Zéné apercevait le calvaire des femmes prolétaires de la ville et de la campagne, dans la vallée du Nil. Avec une persévérance d'ange elle se mit à leur écoute, un petit carnet à la main.

Ces femmes souffrent, comme leurs maris, des bas salaires, du chômage, de la malnutrition, de maladies non soignées, de l'analphabétisme, du mépris social et en plus « des tabous sexuels, de l'exclusion, des mariages forcés, de la polygamie, de la répudiation, de l'influence grandissante de l'intégrisme musulman ». Évidemment, les chrétiennes échappent, par définition, à la polygamie et à la répudiation, mais non point aux autres maux précités, auxquels il faudrait ajouter, pour presque toutes les Égyptiennes, les maternités à cadence infernale.

Une simple phrase de Mahomet...

Quelques ouvrages éclairants assistent sur la condition de l'Égyptienne, tel le *Personnage de la femme dans le roman arabe* de la nouvelle en Égypte de 1914 à 1960, de Charles Vial (Institut français de Damas, 493 p., 1979), qui en apprend bien plus que ne le laisse paraître son titre « universitaire », ou encore le *Face cachée d'Eve : les femmes dans le monde arabe*, de Naoual El-Saadawi (éd. Des femmes, 411 p., 1982). Mais le premier de ces livres est le fruit d'un regard extérieur auquel s'ajoute l'écrit littéraire, et le second gâche le côté vœu du texte par un intransigeant parti pris archéologique à la longue lassant.

Wédad Zéné est allée, sans préjugés politiques ni vision romanesque, à la rencontre de ses sœurs. A travers des assistantes sociales, des sages-femmes, des religieuses, elle s'est introduite, passant inaperçue grâce à sa connaissance de l'arabe dialectal, dans les « logements sociaux » délabrés des banlieues caennaises ou dans les cabanes de terre et de branchages du Saïd, la Haute-Égypte rurale.

Ce qu'elle a vu, et ce qu'elle nous raconte, avec des mots qui essaient de ne pas faire trop de bruit,

Simonne Lacouture, la préfacière, ne voulait pas y croire : « J'ai pensé : elle se trompe. (...) Et puis le 23 août 1984, je lisais dans la presse (égyptienne) qu'une mère avait obligé sa fille de se jeter à l'eau pour ne pas avoir commis « le péché mortel » avec son cousin. »

S'il n'y avait que ça fait divers... Mais c'est la trame de la vie quotidienne et des « mœurs courantes » qui donne froid dans le dos. Wédad Zéné a laissé parler ces femmes, se contentant souvent de les situer dans leur cadre et de traduire leurs propos. Défilent les épouses battues, les mariages entre vieillards et fillettes, l'horreur de la mutilation sexuelle, banalement appelée excision, héritée de l'Afrique païenne, mais hâtes avaisées par l'islam (une simple phrase prête à Mahomet, mais elle suffit encore à certains pour justifier l'injustifiable), la mère célibataire devenue un non-être, l'adoption refusée par le droit musulman, etc.

Et pourtant, tout était bien parti, entre les deux guerres mondiales, pour ces Égyptiennes qui dominaient au monde islamique l'exemple de l'émancipation féminine dans le respect des traditions religieuses sinon dans celui du machisme... Le voile-prison tombait ou devenait un vêtement librement accepté tandis que l'enseignement s'ouvrait aux fillettes.

Sous Sadate encore, son épouse Jihane réussit à faire passer une loi parfaitement respectueuse de l'esprit du Coran, interdisant de jeter à la rue l'épouse répudiée avant des enfants et permettant à celle-ci de conserver logement et progéniture dans certaines limites chronologiques. De même, le mari bi ou polygame devait désormais élever toutes ses femmes concernées de leur situation éventuelle de co-épouse, chacune ayant le droit de demander le divorce si elle refusait ce statut en 1970, 9 % des mariages égyptiens étaient polygames.

Aujourd'hui il se trouve en Égypte des hommes pour, au nom de l'islam, oser dénoncer la « loi Jihane » qu'ils appellent « loi de la honte ». Déjà bien des juges ne l'appliquent plus et on parle même de l'abroger...

Le témoignage poignant de Wédad Zéné, avec ses deux cents pages claires, concises, courageuses, modestes et bourrées de faits inédits, était plus que jamais nécessaire à l'heure où, par aveuglement ou complaisance, on oublie dès qu'il s'agit d'une société musulmane que les droits de l'homme sont aussi les droits de la femme.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

★ LA FACE VOILÉE DES FEMMES D'ÉGYPTE, de Wédad Zéné-Ziegler, Mercure de France, 207 p., 89 F.

★ Signalez aussi le livre de voyage de Claude-Michel Clamy, LE CAIRE, dans la collection « Des villes ». Éditions du Champ vaillon, 125 p., 76 F.

● PORTRAIT

Gabriel Bounoure, retour d'exil

Edmond Jabès, que je questionnais sur « le Livre du dialogue » (1), m'avait surtout parlé de Gabriel Bounoure : « Il faut faire quelque chose pour cet homme qui fut si grand et qui reste si ignoré. Je compte sur vous. » Fata Morgana, en publiant, une année plus tard, deux livres de Bounoure - des recueils de textes sur Michaux et Jabès, - nous donne le prétexte d'une autre rencontre. J'ai aussi demandé des souvenirs à Jean Gaulmier, qui a été le collaborateur de Bounoure au Liban et en Syrie. Nous nous sommes interrogés tous trois. Pourquoi celui qui reçut l'amitié de Louis Massignou et d'André Suarès, l'estime de Cioran, Michaux ou Paulhan, la reconnaissance de Jouve, d'André Breton, n'est-il plus, depuis sa mort en Bretagne (1969), qu'un nom qui n'a voulu s'inscrire sur la pierre d'aucune demeure, mais qui reste comme un signe essentiel, malgré l'absence de lieu et le leurre de toute formule ? (Gérard Macé) ?



★ BÉRENICE CLEEVE

« C'ÉTAIT, dit Gaulmier, une sorte de Socrate bienveillant à qui il a manqué un Platon ou un Xénophon. Sa conversation était extraordinaire. D'une intelligence ! Les écrits, articles et notes qu'il a écrits un peu partout, dans la NRF pendant vingt ans, pour Bifur, Critique, les Lettres Nouvelles, les Cahiers du Sud, n'ont pas, malgré leur brièveté, leur probité et leur profondeur, la vivacité vertigineuse de ses propos. Bounoure aimait la compagnie de la jeunesse. Je lui dois énormément, et je ne suis pas le seul. En Georges Schéhade, qui a travaillé auprès de lui, il a vu le poète à l'état naissant et saisi sa « vérité, toute colorée de mysticisme soufi ». Si Massignou fut le « chef », lui, nous l'appelions, affectueusement, « maître ». Un maître arabe, malicieux, fervent, rose parfois. »

Pendant plus de vingt ans, Gaulmier eut, administrativement, Bounoure comme supérieur. Né en 1896, Bounoure avait fondé et dirigé, à Beyrouth, l'Ecole supérieure des lettres. Il dut quitter le Liban pour enseigner à l'université d'Ain-Chams, au Caire, puis à la faculté des lettres de Rabat, renonçant à son projet d'une université française de la Méditerranée orientale, associée aux facultés de droit et de médecine, fondées par les jésuites.

« Le rayonnement de Bounoure, poursuit Gaulmier, s'étendait au Moyen-Orient et au Maghreb. Il a été persécuté toute sa vie par les reptiles et les crétiens officiels : diplomates, militaires, bureaucrates. Il avait décidé de vivre en exil, loin de Paris, à la suite de ce qu'il avait vu et jugé pendant la Grande Guerre. Il la fit avec courage, dans l'infanterie, et dénonça, dans des articles, les erreurs du commandement. Durant l'autre guerre, il fut aussi intraitable. Je l'ai rejoint en 1941, à Beyrouth. Il avait choisi, bien sûr, le camp de la France libre. »

Cioran prit dans « Cheminement », la collection qu'il dirigeait chez Plon, Marelles sur le parvis (1958), un choix des Essais de Critique poétique de Bounoure. Le livre fut un échec,

aidé par Bounoure qui refusa le Grand Prix de la Critique. L'éditeur envoya au pilon la moitié du tirage. Dans une longue introduction au volume (2), Bounoure semblait justifier l'opinion de Gaulmier sur ces écrits. Certains, pourtant, relus aujourd'hui, ouvrent audacieusement des voies que l'on commence à découvrir. Petite contribution au mythe de Rimbaud, les Ecrits intimes de Bounoure, d'Alfred de Vigny, de Victor Hugo.

Jabès, qui, avec Salah Stétié, fut mêlé à l'aventure - amère - de Marelles, cite dans Ça suit son cours (3) quelques lignes de cette introduction : « Où trouver le critère entre l'œuvre et le balbutement ? Il n'est pas d'autre critère que la lecture et la relecture ; pas d'autre critère qu'un long usage pour découvrir quel tracé relie dans l'œuvre la profonde origine à l'affirmation d'une présence durablement agissante. »

« Des intuitions étonnantes, comme celle-ci, me dit Jabès, Bounoure en eut beaucoup dans ce que je considère comme sa seconde période, celle de l'après-Liban. Il était sensible, avant, au lyrisme décoratif d'une poésie proche de la fresque, une poésie de paravent ou d'éventail. Sa « fuite en Egypte », il me semble, l'a orienté vers des recherches fondamentales sur le lien entre le poème et la réflexion. Il a saisi les clés tendues par Massignou, Thérèse d'Avila, les mystiques juifs et arabes. »

« J'ai écrit sous son regard »

« Je l'ai connu au Caire, en 1952. Nous nous voyions trois fois par semaine. Il a écrit une préface pour Je bâtis ma demeure. Il y dénombrait les anges de la Kabbale qui me hantaient alors : Nouriel, Ouriel, Tahariel, Padoel, Raziel... Ensuite, du Livre des questions à Yaël, il a accompagné mon travail, partagé mes angisses. Quand il est mort, j'ai retrouvé sur sa table de nuit des notes pour Elya, un livre qu'il n'a pas pu lire terminé. Gérard Macé, qui préface l'ensemble des textes que Bounoure n'a consacrés, Edmond Jabès, la Demeure et le Livre, a utilisé certaines de ses notes et des extraits de notre correspondance. Laissez-moi vous

montrer quelque chose d'unique. »

Jabès ouvre un dossier bleu qui contient plus de cent cinquante lettres de Bounoure. Il en lit deux ou trois, superbement. « Vous avez là un monument. Jusqu'à son retour en France (1960), j'ai envoyé à Bounoure les manuscrits de mon cycle du Livre des questions. Dès le début, alors que j'étais effrayé par ce que j'entreprenais, il m'a encouragé à poursuivre. Ses lettres sont des interrogations, des balises... J'ai écrit sous son regard. Il est au cœur de tout ce que j'ai entrepris après Je bâtis ma demeure. »

« Il me manque à un point que vous n'imaginez pas. Nous avions en commun l'expérience de l'exil, de l'arrachement à une culture, à un milieu. C'est sans doute pourquoi Bounoure a compris, mieux que moi-même, le côté insensé de mon voyage dans le livre. J'ai été bouleversé par cette réflexion, en marge de Yaël, qu'il m'a laissée et qui est un talisman, un chiffre : « N'ai-je pas toujours rêvé d'écrire un livre qui se prolongerait hors du livre, justement pour cerner aussi ce dehors, où tout serait mort avant de naître parce que prêt à naître ? »

Un livre oiseau

Le montage de Macé donne une idée de la collaboration qui unit Jabès, en proie au Livre, et Bounoure, le suivant sans le lâcher. Des lettres, des notes, des articles, s'effaçant les uns les autres, à mesure, expliquent aussi comment Bounoure, désireux de ne pas « fixer » ses idées, sut accompagner des méditations poétiques aussi différentes que celles de Jouve, Saint-John Perse, Char ou Michaux.

A la suite du Darçana d'Henri Michaux, Fata Morgana reproduit une courte étude de Bounoure sur Qui ? Je fus, l'un des premiers livres de Michaux. En quelques lignes, dès 1928, Bounoure anticipait le devenir d'une œuvre. Il désignait magnifiquement sa nervure centrale : « Livre plein de promesses... Il appelle et prépare une liberté de la poésie, conçue comme une pulsance supérieure à tous les « taillés des signes », communs, comme un livre aileu dans le vol ne se pose qu'un instant aux branchages des formalisations. »

Alors, pourquoi ce silence ? Jabès pense que Paulhan ne fit rien pour sortir Bounoure de la troupe des faiseurs de notes de la NRF. « Il n'était d'aucune

chapelle, d'aucun clan. Son refus de marcher avec les surréalistes, son hostilité devant les théories du texte, empêchèrent la reconnaissance d'une activité qui, même morcelée, fut d'une importance extrême. En cinq lignes, Bounoure pouvait lancer un poète. Sur la fin, il revint à l'étude de la philosophie. Si quelqu'un publie un jour la correspondance que vous venez de voir, on découvrira qu'il assimila Bataille, Blanchot, Foucault, Derrida, Lévinas, mesurant l'espace qu'ils sondaient, aride ou fécond. »

Gaulmier ne croit pas à une « punition » infligée par les milieux littéraires ou les cercles théoriques. « Il ne faut pas oublier que Bounoure a vécu presque tout le temps loin de Paris. On mettait douze jours pour aller en bateau de Marseille à Beyrouth... Bounoure avait de grandes amitiés. Suarès, qu'il a toujours défendu, et qui l'appelait son « cher et sage Cheikh », lui a dit dans une lettre (4) en 1930 : « Vous êtes des rares hommes qui me retiennent au monde ! » Suarès, c'est vrai, est lui aussi victime d'un oubli injuste... que l'on répare peu à peu. Je crois que la pensée de Bounoure est difficile à cerner. Il n'avait pas de système. Comme Massignou, il a mêlé un mysticisme breton, celtique, à son rêve d'un Orient impossible, recréé par sa foi en l'absolu. »

« Je compare Bounoure à Nerval, dans le Voyage en Orient est une dérive au cœur d'un pays qui n'existe pas. Dans les jardins de Damas, si délicieux, Bounoure me conseillait d'apprendre l'arabe. Lui, il ne l'a jamais appris ! Ceux qui forment une « société secrète » autour de sa mémoire devraient s'unir pour le tirer du long exil où, après sa mort, il continue à errer. »

RAPHAËL SORIN

★ EDMOND JABÈS, LA DEMEURE ET LE LIVRE, de Gabriel Bounoure, introduction de Gérard Macé. Fata Morgana, 111 p., 69 F.

★ LE DARÇANA D'HENRI MICHAUX, de Gabriel Bounoure. Fata Morgana, 48 p., 48 F.

(1) Le Monde des livres, du 10 février 1984.

(2) Qui doit être réédité séparément.

(3) Fata Morgana vient de publier le Livre des questions I : Ça suit son cours et le Livre des questions II : Dans la double dépendance du dit. Un autre livre de Jabès, Parcours, sortira en mai, chez Gallimard.

(4) Reproduite dans une anthologie de lettres inédites de Suarès, l'Art et la Vie, Rougerie, 1984.

● CORRESPONDANCE

Le « Bréviaire » est-il de Mazarin ?

A la suite de notre article sur le Bréviaire des politiques, de Mazarin (le Monde des livres du 8 février), nous avons publié une mise au point de M^{me} Laurain-Portemer, du CNRS. Celle-ci contestait l'attribution du Bréviaire au cardinal et mettait en cause le travail de Florence Dupont, sa traductrice. M^{me} Dupont, maître de conférences à Paris-Sorbonne, répond :

M^{me} Laurain-Portemer est une historienne rigoureuse et, comme telle, elle traque le faux et l'apocryphe. Voici donc, sous le titre Bréviaire politique, un texte daté de la fin du dix-septième siècle et présenté par l'éditeur de l'époque comme rédigé d'après les notes de Mazarin. S'il n'est pas de l'illustre cardinal, il est au moins d'un de ses contemporains, d'un homme immergé dans la politique française et italienne et dont le latin est émaille d'italianismes aisément repérables. Pourquoi, pour parodier Oscar Wilde, ce contemporain ne s'appellerait-il pas aussi Mazarin ? Mais M^{me} Laurain-Portemer est une historienne rigoureuse, elle a certainement consulté le Bréviaire dans son édition originale. C'est-à-dire dans le texte latin, et rien de tout cela n'a pu lui échapper.

Le Bréviaire est-il trop mal composé pour être du cardinal, qui avait le tête si bien faite ? Jules Mazarin est un baroque et, pour lui, changer d'interlocuteur sans prévenir dans un recueil de maximes comme celui-ci illustre bien ce relativisme, ce sens de l'éphémère de la vie et des

hommes qui caractérisent l'esthétique et le politique baroque. Mais M^{me} Laurain-Portemer est une historienne rigoureuse, elle a lu les Pensées de Pascal et n'ignore pas que la composition baroque n'est pas celle d'un rapport du CNRS.

Le Bréviaire est-il avec tant d'évidence un pamphlet contre Mazarin ? Est-ce vraiment polémique et infamant de lui faire dire des phrases du genre « Les vrais savants ne passent pas leur temps à briller en société » ? Il n'est pas simple de repérer, dans des textes que brouille l'écran de l'histoire, qui visent, qui le blâment. On se souvient de la querelle autour du Misanthrope : faut-il lire ou non d'Alceste ? Mais M^{me} Laurain-Portemer est une historienne rigoureuse, ce n'est pas elle qui se laisserait entraîner sur la voie périlleuse des enchevêtrements et des évidences qui n'en sont pas.

A moins que trop d'années passées dans l'intimité des carnets de Mazarin n'aient suscité chez notre historienne une affectivité qui aveugle aujourd'hui sa rigueur. Elle refuse l'image d'un Mazarin trop exotique pour elle, trop naïf et diabolique à la fois. Mais cet aveuglement ne devrait pas aller jusqu'à l'empêcher de lire la quatrième de couverture du Bréviaire, où elle aurait vu que nous parlions du patronage de Mazarin sur ce texte, et non de paternité. Comme l'avait fait avant nous le professeur G. Maccia, dont nous reproduisons l'analyse en postface. »

PHILIPPE DELERM

UN ÉTÉ POUR MÉMOIRE

« Salué dès son premier roman par Le Clézio et quelques autres, Philippe Delerm confirme avec son second, « Un été pour mémoire », qu'il est un véritable écrivain et des plus rares... »

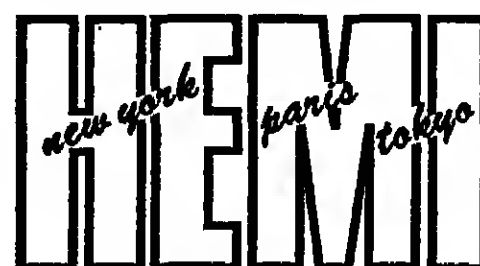
JEAN CHALON « LE FIGARO »

« Un été pour mémoire » confirme le talent limpide d'un écrivain sensuel et sa propension à une nostalgie très poétique... »

JÉRÔME GARCIN « LE PROVENÇAL »

ÉDITIONS DU ROCHER

LITTÉRAIRES ECONOMISTES CLASSES PRÉPARATOIRES



HEMI - Hautes Etudes de Management International
Trois années de formation : France - Etats-Unis - Japon
Concours d'entrée : 23 - 24 - 25 mai 1985
120, Av. des Champs-Élysées
75008 Paris tél. (1) 562.30.94
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Eduardo Galeano

Mémoire du feu Les naissances

« Un écrivain de talent et de feu. La mémoire des peuples de l'Amérique Latine. »

MARCEL NIEDERGANG « LE MONDE »

« Un livre passionnant, l'Enfer à mi-voix. Le Paradis, une fois de plus, perdu. »

CLAUDE MICHEL CLUNY « LE QUOTIDIEN DE PARIS »

« Voici que l'histoire redevient la vie. C'est un livre admirable. »

PIERRE ENCKELL « L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI »

« Un grand et bien beau livre. Précieux à la fois pour comprendre l'histoire des peuples du Nouveau-Monde et pour le plaisir de lire. »

GEORGES FURNIAL « L'HUMANITÉ »

Plon

● ENQUÊTE

Une promenade dans les librairies spécialisées

Il existe à Paris des librairies spécialisées dans les domaines les plus divers : cela va de la gastronomie à l'homosexualité. Ceux qui tiennent ces commerces sont parfois excentriques et presque toujours passionnés. Nous les avons rencontrés.

ANCIEN marin, Louis Liberge a jeté l'ancre de l'introuvable (23-25, rue Juliette-Dodu, 75010 Paris) à quelques encablures du canal Saint-Martin. Près d'un haut lieu du roman policier, cette librairie apparaît un peu comme le temple de la « série noire ».

« Nous avons en fonds, précise le libraire, les cinq cents premiers volumes de cette collection. Nous travaillons souvent pour des bibliophiles car ceux-ci savent que nous traitons le policier comme une originalité de Baudelaire. »

Chester Himes ; mais cela n'a duré que six mois. Je ne peux pas m'empêcher de bouger et, début 1980, j'ai inauguré l'introuvable première formule, au pied du château de Vincennes. Là aussi, j'ai survécu difficilement, mais j'ai réussi à attirer une certaine clientèle : des cinéastes et, aussi, des éditeurs en mal d'idées. Enfin, début 1981, je me suis associé avec Alain Schuster et nous nous sommes établis dans ce quartier bruisant de mystère. »

Pour Louis Liberge, le plus grand plaisir demeure la recherche de la pièce rare qui comblera d'aise les collectionneurs dont il reçoit la visite. « Nous devons rester, dit-il, à l'écoute des désirs des amateurs de policiers mais aussi les conseiller et leur faire découvrir les auteurs qu'ils méconnaissent. »

Louis Liberge est passé tout naturellement de la librairie à l'édition. « Les grands éditeurs, constate-t-il, font mal leur travail et rééditent n'importe quoi. Nous avons donc créé, avec des amis, les Editions de l'Ombre et publié Dark Hazard, de Burnett. Nous en avons déjà vendu trois mille exemplaires sans aucune diffusion. Nous avons bien d'autres projets, mais je rêve surtout de racheter l'Hôtel du Nord, qui est à l'abandon, et d'en faire une librairie, en hommage à Arletty... »

Les visites d'André Breton

En plein cœur du quartier Latin, la librairie le Minotaure (2, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris) accueille, depuis 1948, les amateurs de cinéma et de surréalisme. Roger Cornaille se souvient avec amusement de ses débuts. « Pour constituer mon fonds en littérature, dit-il, j'ai écumé les vieux stocks des éditeurs. On pouvait à l'époque faillir à son aise. L'informaticien n'avait pas encore tout corrompu. J'allais souvent chez José Corti qui avait, alors, dans sa librairie bien des pièces rares. Il me regardait d'un drôle d'air mais restait courtois. »

Les surréalistes ayant été les premiers à considérer le cinéma comme un art à part entière, Roger Cornaille décide d'associer, dans sa librairie, les écrits des amis d'André Breton aux premiers ouvrages sur le septième art. « Il n'y avait pas d'éditeur spécialisé dans le cinéma, dit-il. C'était le début des ciné-clubs : on commençait seulement à prendre cet art au sérieux. Quant au surréalisme, il m'avait tellement apporté... André Breton venait de temps à autre me rendre visite. Il était affable et gentil, mais j'éprouvais trop d'admiration à son égard pour me lier d'amitié. Les rapports furent plus directs avec José Pierre, Gérard Legrand et quelques autres. »

Roger Cornaille est resté fidèle à une certaine conception de la librairie : un lieu où l'amateur cherche, se perd et, éventuellement, se repose. Les modes ne concernent pas ce libraire ! « Je vois de très loin, dit-il, la littérature contemporaine. Je ne vends que ce que j'aime et préfère privilégier encore et toujours les textes de Queneau, Vian, Artaud, Gracq, etc. Mes rayons reflètent mes goûts. Trop de livres inutiles paraissent, principalement sur le cinéma. Ma librairie me ressemble. Elle respire le désordre... »

La librairie Glénat (16, rue La Fayette, 75009 Paris) propose, sur sept niveaux, aux fanatiques de bandes dessinées tous les ouvrages disponibles. Plus de neuf mille volumes différents attendent, dans cet espace spacieux, que l'on se penche sur eux.

M. Bouchet, le responsable de la librairie, n'a pas le profil classique du vendeur de bandes dessinées. « Je travaille en librairie depuis quarante-trois ans, confie-t-il. Les hasards de la vie m'ont amené à collaborer avec les éditions Glénat et à créer cette cathédrale de la BD qui emploie deux autres personnes. Nous ne sommes ouverts que depuis un an, mais je pense que nous avons déjà atteint notre principal objectif qui était d'apporter à l'amateur tout ce qu'il peut souhaiter. »

Cette librairie, capable de vendre cinq cents exemplaires des Passagers du vent de Bourgeon, garde aussi en stock des ouvrages plus difficiles et organise des expositions dans un sous-sol remarquablement aménagé. M. Bouchet croit en l'avenir de la BD. « Les éditeurs, dit-il, publient aujourd'hui des livres qui, par les recherches graphiques et la qualité des textes, peuvent sauter la comparaison avec les ouvrages d'art et les romans. Nous mettons également à la disposition de notre clientèle tous les numéros disponibles de la presse spécialisée. Notre rôle ne s'arrête pas à la vente. Nous discutons souvent avec des clients et, quand ils les sollicitent, nous leur donnons des conseils. Toutes les librairies sérieuses ont maintenant un rayon BD ; mais elles se contentent des succès du jour. Nous nous devons d'avoir tout. »

L'Ukraine et la Catalogne

A une centaine de mètres du Cirque d'Hiver, la librairie Publico (145, rue Amelot, 75011 Paris) réunit, dans ses rayons, une somme imposante d'ouvrages sur le mouvement anarchiste et l'histoire sociale en général. Maurice Colombo, qui l'anime, ne dissimule d'ailleurs rien des liens affectifs qui unissent cette librairie à la Fédération anarchiste et à Radin Libertaire. « Nous étions avant rue Ternaux, explique-t-il. Nous nous sommes installés ici le 1^{er} mai 1981. La librairie a pour vocation de proposer tous les livres traitant de l'anarchie, mais nous avons également les ouvrages qui nous paraissent importants sur les mouvements ouvriers et tout ce que nous aimons en littérature et en poésie. Nous essayons également de nous procurer les textes essentiels qui n'ont pas été traduits en français. Quelquefois, des lecteurs nous rapportent des fragments de traduction. Il faut bien pallier les déficiences des éditeurs ! »

En se promenant et en fouillant dans cette librairie, on peut découvrir quelques livres disparus depuis longtemps des autres librairies et vendus ici à des prix raisonnables. Ainsi,



★ BERENICE CLEEVE

l'essai de Fernand Planchet et Jean Delphy sur Krapotkine, illustré de beaux bois gravés de Jean Lédéeff (Editions SLIM). Maurice Colombo, qui était tapissier avant de prendre en charge cette librairie, emploie une partie de son temps à augmenter son fonds. « Nous examinons, dit-il, les catalogues d'éditeurs et faillions même chez les soldeurs. Souvent, les gens qui viennent nous voir ne connaissent rien. Ils veulent savoir ce que pensent les anarchistes des problèmes de ce temps. Ensuite, ils plongent dans l'histoire et découvrent l'Ukraine et la Catalogne. »

La propreté de Publico surprend quelquefois des visiteurs qui s'en ouvrent à Maurice Colombo. « Nous tranchons, affirme-t-il en riant, avec les clichés qui circulent sur les anars. Notre clientèle couvre toutes les tranches d'âge et, toutes les classes sociales : du cadre supérieur à l'ouvrier en passant par l'étudiant. Nos plus gros succès de vente ? Deux ouvrages publiés par Spartacus : l'Éducation libertaire, de Jean-Marc Reynaud, et l'Anarchisme aujourd'hui, de Jean Barreau. »

Un concierge à mi-temps

Une promenade dans les librairies spécialisées ne se conçoit pas sans une visite à l'un de ces bouquins qui maintiennent en vie les livres et leur assurent la seule postérité qui vaille. Pénétrer dans la librairie Passé-Présent (1, rue Milton, 75009 Paris) exige un certain goût du risque tant l'endroit est encombré. Le visiteur est toujours à la merci d'une pile de livres qui s'effondrerait sur lui. Mais Jordi Viusà et Alain, son associé, ne conçoivent pas une librairie sans pagaille ni poussière.

Mariannettiste, éineaste, homme de main dans l'édition et, actuellement, concierge à mi-temps, Jordi Viusà ne respire que

par le livre. « Je fréquentais, dit-il, cette librairie depuis cinq ans. Elle appartenait à Paul Pineau, une institution du vieux papier à Paris, qui avait longtemps animé le Cabinet du lettré, rue des Pyramides. Je n'avais aucun capital au départ ; Paul Pineau a accepté que je lui rachète son stock par mensualités. Les copropriétaires de l'immeuble dont je suis le concierge n'apprécient pas particulièrement que je bafiole dans une librairie. Mon rapport au livre n'a pas changé. J'ai troqué une bibliothèque personnelle contre une bibliothèque publique. »

Quant à Alain, le complice de Jordi Viusà, le seul moyen de le faire sortir de sa rêverie est d'évoquer une édition rare. « J'étais horloger, précise-t-il, mais je pratique la bibliophilie depuis plus de vingt ans. C'est fabuleux de caresser toute la journée des livres et de savoir qu'on les vendra un jour à des gens qui les aimeront. Jordi et moi, nous essayons aussi de transmettre notre savoir. Il faut apprendre aux jeunes à reconnaître une typographie, à savourer le grain d'un papier. »

Les deux compères n'ont pas résisté au plaisir d'éditer. « Nous avons fondé, disent-ils en ébrouant les Éditions Sébastien Gryphe sur un coup de tête. Nous entendions renouer avec les usages de la bibliophilie. Après la Modeste Proposition, de Jonathan Swift, illustré par Jacques Poirier, et le Cachet d'anyx, de Barbey d'Aurevilly, illustré par M. Robert, nous publierons, début novembre, Et moi aussi je suis peintre, de Guillaume Apollinaire. L'ouvrage sera mis en couleurs par Manuel Viusà, le père de Jordi. »

Toutes ces librairies n'ont en commun la qualité de l'accueil et un certain sens de la mesure. On n'y pratique pas la tiédeur.

PIERRE DRACHLINE

Un guide

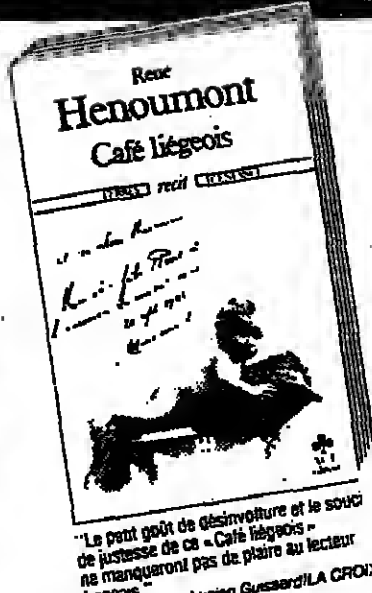
- Bandes dessinées : Librairie Bouffier, 20, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris ; tél. : 326-90-57.
- Beaux-Arts : Artcurial, 9, avenue Matignon, 75008 Paris ; tél. : 359-29-81.
- Cinéma : Atmosphère, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, 75014 Paris ; tél. : 542-29-26.
- Dictionnaires : la Maison du dictionnaire, 95 bis, rue Legendre, 75017 Paris ; tél. : 229-48-36.
- Enfants : Chamelivre, 13, rue de Sévres, 75006 Paris ; tél. : 548-87-90.
- Femmes : Carabosées, 58, rue de la Roquette, 75011 Paris ; tél. : 700-13-06.
- Gastronomie : la Vierge et l'asalette, 1, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris ; tél. : 833-45-96.
- Homosexualité : les Mots à la bouche, 35, rue Saint-Martin, 75018 Paris ; tél. : 252-07-87.
- Jeux : l'Impensé radical, 1, rue de Médicis, 75006 Paris ; tél. : 633-27-43.
- Philosophie : Librairie Vrin, 8, place de la Sorbonne, 75005 Paris ; tél. : 354-03-47.
- Policiers : Au troisième œil, 37, rue Montrolon, 75009 Paris ; tél. : 874-73-17.
- Science-fiction : Cosmos 2000, 17, rue de l'Arc-de-Triomphe, 75017 Paris ; tél. : 380-30-74.
- Sports : Librairie des Sports, 10, rue du Faubourg Montmartre, 75008 Paris ; tél. : 246-39-55.
- Théâtre : Librairie théâtrale, 3, rue Merville, 75002 Paris ; tél. : 296-89-42.

Littératures étrangères

- Allemand : Martin Flincker, 68, quai des Orfèvres, 75001 Paris ; tél. : 354-48-60.
- Anglais : Shakespeare and Co, 37, rue de la Bucherie, 75005 Paris ; tél. : 354-32-62.
- Arabe : Librairie arabe, 2, rue Caplat, 75018 Paris ; tél. : 258-66-84.
- Arménien : Librairie arménienne, 9, rue de Trévise, 75009 Paris ; tél. : 523-24-97.
- Chinoise : le Phénix, 72, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris ; tél. : 272-70-31.
- Espagnol : Librairie espagnole, 72, rue de Seine, 75006 Paris ; tél. : 354-66-28.
- Italien : Maison du livre italien, 54, rue de Bourgogne, 75007 Paris ; tél. : 705-03-99.
- Japonais : Junku, 262, rue Saint-Honoré, 75001 Paris ; tél. : 260-89-12.
- Polonaise : Librairie polonaise, 123, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris ; tél. : 326-04-42.
- Russe : les Éditions réunies, 11, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 75005 Paris ; tél. : 354-74-46.

* Cette liste, non exhaustive, est extraite de l'excellent GUIDE DES LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES DE PARIS publié par les Éditions de la Butte-aux-Cailles (133, rue Saint-Dominique, 75007 Paris).

L'enfance est-elle un paradis perdu ? Ils répondent.



Collection "Terres d'Enfance"

ACE éditeur

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'érotisme éclairé de Mirabeau

Fayard réédite des œuvres libertines qui furent longtemps réduites à la clandestinité.

D'HONORÉ-GABRIEL RIQUETI, comte de Mirabeau (1749-1791), on ne lit plus l'Essai sur le despotisme ni la Dénonciation de l'agiotage. Les romans libertins du premier des grands orateurs de la Révolution, en revanche, ont souvent été réédités, sous le manteau. Mais, en reprenant *Ma conversion*, ou le *libertin de qualité* — avec deux autres fictions et un essai, *Érotika Biblion* — les Éditions Fayard, pour la première fois, donnent à ces textes une large publicité. Clandestins, les versions de ces ouvrages étaient fautes. Il faut donc noter d'abord les efforts de Charles Hirsch, auteur de la préface générale, qui a corrigé et modernisé les textes. Ce travail de foumri a aussi permis à

Hirsch et à Michel Camus de rendre à Mirabeau la paternité, parfois contestée, de *Ma conversion* et du *Rideau levé*, attribué au marquis de Sautilly. Enfermé dans le donjon de Vincennes, de 1770 à 1780, pour le rapt de Sophie de Ruffey, la jeune épouse d'un vieux marquis, Mirabeau n'y écrit pas que les *Lettres à Sophie*. Il occupe son temps à traduire Tacite ou Boccace et compose des romans et des pamphlets. Un autre prisonnier du donjon, le marquis de Sade, jugea dédaigneusement les œuvres de son compagnon : des « misérables brochures ». Sade, du fond de sa cellule, construisait un « observatoire du ciel intérieur » (1), en maintenant la liberté imprescriptible et déréali-

sante du regard. Mirabeau, contemporain des savants — Cuvier, Volta, Linné, Lavoisier — a des ambitions moins noires : il se propose de réformer la société en y intégrant les Lumières. Le sexe, traité comme une mécanique des corps, accuse et classe les turpitudes d'une société frappée à mort, crevant d'hypocrisie et de fatigue. Grâce à sa faconde et à la fécondité de sa plume, qui l'éloignent de l'art maniéré des petits maîtres du dix-huitième (Vivant Denon et son *Point de lendemain*, par exemple), Mirabeau bouscule savamment le genre romanesque, trousse ses règles, enfonce vite ce qui l'amuse. Il n'en fait qu'à sa tête et, par là, même si l'on trouve lassante sa « philosophie », il reste pimpant et vil.

Ma conversion (préface de Michel Camus) et l'abbé Il-et-Elle (préface de Gabriel Matzneff) sont, le premier, un factum contre la vénalité, l'autre, une célébration gaillarde de l'androgyne. Le narrateur de *Ma conversion* dédié son récit à « Monsieur Satan » par une adjuration ironique : « Puisse cette lecture bruler tout l'univers ! ». Sade se masturbait dans un volcan ; Mirabeau a des jeux plus aimables et confesse, prémonitoirement, ce qui le perdra à la fin, son goût de l'or. « A présent, la vertu entre dans mon cœur : je ne veux plus foutre que pour de l'argent... » Le mignon abbé du second récit devient l'ami d'un couple noble. A douze ans, il a été débauché. Mirabeau, selon Matzneff, affiche son « refus de la philopédie platonisante » et puis dans ses souvenirs d'adolescence la défense de jeux somme toute véniels.

On a comparé et opposé le *Rideau levé*, au l'éducation de Laure (préface d'Alain Clerval) à l'Émile de Rousseau. Laure, initiée par son père adoptif, partage avec lui les charmes froids de l'acétate. Le trio vit une façon d'utopie, en obéissant aux lois générales de la nature. Un long discours du père, interrompant des ébats, est d'ailleurs un véritable cours contre les jugements reçus

sur les rapports entre les sexes. Mirabeau, dans l'*Érotika Biblion* (préface de Charles Hirsch) abandonne la fiction pour délier rationnellement sur les turpitudes des aocies (Grecs, Romains, Hébreux, etc.). Il passe en revue, de l'humanisme à la tribaderie (2) — homosexualité féminine, — des mœurs qui prouvent que ceux de son temps sont bico timides. Il se divertit à relater les habitudes des astrologues, devins et tireurs d'horoscopes : des curiosités qui, derrière une érudition fumeuse, illustrent encore son « message ». Cynique et honnête, Mirabeau préconise la liberté et, même s'il part de théories singulières, il convient de retenir, comme l'écrit Hirsch, « l'absence de préjugés qui, à chaque passage à côté de la cible », laisse ouverte la promesse d'un tir plus précis ».

R. S.
★ ŒUVRES ÉROTQUES DE MIRABEAU : L'ENFER DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Fayard, 604 p., 120 F.

(1) Annie Le Brun : *Les Châteaux de la perversion* (Fayard/Garnier, 1982).
(2) On consultera utilement le *Petit Glossaire du langage érotique aux dix-septième et dix-huitième siècles*, de Marie-France Le Penne (Bordier, 1979).

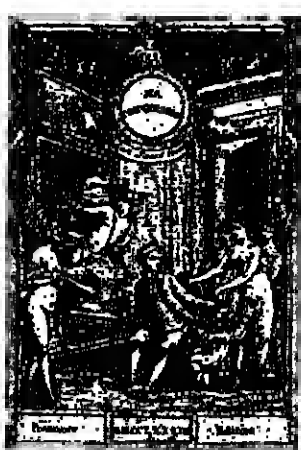
L'éthique libertine

François Moreau et Alain-Marc Rieu ont rassemblé des études sur le « *libertinage des Lumières* », dues à Rosy Pinhas-Delpuech, Miguel Benitez, chantel Thomas, Frank Lestringant, etc. A.-M. Rieu, dans « La stratégie du sage libertin », traite du *Rideau levé* de Mirabeau. Il replace le libertin devant la science et la morale : « On assiste à la formation d'une éthique autonome hors de toute référence à la morale, à une recherche non pas du fondement d'une autorité légitime, mais d'une critique du pouvoir effectif sur les individus. » (*Eros philosophique - Discours libertins des Lumières*, Honoré Champion, 168 p., 120 F.)

L'Enfer de la B.N.

« Une petite bibliothèque contenant environ neuf cents volumes, desquels une douzaine passent les bornes de l'extrême licence et dont le reste est assez bizarrement composé de recueils gaillards, de romans légers, de pamphlets débraillés... » En présentant ainsi l'Enfer de la Bibliothèque nationale, Fernand Fleuret et Louis Porreau, qui en furent, avec Apollinaire, les premiers catalogues, détruisent un mythe. Si l'on consulte les deux volumes de l'ouvrage monumental de Pascal Pia (*Les Livres de l'Enfer*, Ed. C. Coulet et A. Faure, 1978), ce dépôt, baptisé sous la Monarchie de juillet, prend des allures de brio-à-brac où voisinent le *Grand Ordinaire*, d'André Thérion, les *Épigrammes pornographiques*, les *Trois sonnets du Dolt*, dédiés, des romans publiés par Fayard ou Lofield.

Michel Camus, qui dirige la collection de Fayard, « l'Enfer de la Bibliothèque nationale », est un habitué averti du fameux



fichier. Rédacteur en chef de la revue *Obliques*, entra 1976 et 1983, il s'occupe aussi de la publication d'édits de Sade, *Lettres et Mélanges littéraires* (Ed. Bordier, 1980), préface par Gilbert Lely. Il prépare, pour sa collection, un recueil d'écrits de Restif de la Bretonne, dont le *Pornographie*, et un inédit, conservé à l'Arseuil, avec une contribution de D. Baruch, des préfaces de Marcel Moreau et Annie Le Brun. — R. S.

● POLITIQUE

Ecouter la différence

Un essai d'Alfred Grosser sur nos voisins germaniques. Quelle place occupent-ils dans le concert des nations ?

DEPUIS 1948, Alfred Grosser se consacre à la coopération entre la France et l'Allemagne, à l'explication de l'une à l'autre et de l'autre à l'une. L'étonnant n'est pas qu'il ne s'en lasse pas : qui-conque s'est, à son tour, lancé un jour dans l'exploration de nos voisins d'outre-Rhin sait bien que ce n'est pas là un sujet d'étude qui se lasse facilement épuiser ou quitter. Non, l'étonnant est plutôt que Grosser ne nous lasse pas. Et qu'après tant de textes de cet auteur sur la République fédérale son dernier ouvrage, *l'Allemagne en Occident*, soit tout autre chose qu'une réédition, fût-elle rajoutée en fonction de l'actualité.

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'Alfred Grosser éprouve, sans cesser de s'intéresser à l'Allemagne de tous les jours, le besoin de faire le point. On peut même dire, sans exagération, que deux au moins de ses livres sur la RFA ont déjà constitué de véritables jalons dans la perception des réalités allemandes par les Français.

En 1953, c'était *l'Allemagne de l'Occident*, chez Gallimard. « De », et non pas « en » : le passage d'une préposition à l'autre a pris plus de trente ans ; il consacre, évidemment, une évolution non seulement diplomatique, mais peut-être, plus encore, psycho-politique, qui a changé la face de l'Europe.

Puis, en 1970, ce fut *l'Allemagne de notre temps*, chez Fayard (1), qui marquait une nouvelle phase de l'évolution, et qui reste, pour tant de spécialistes ou aspirants-spécialistes, une mine irremplaçable de références, de prévisions, bref d'informations de toute nature sur le plus paradoxalement méconnu de nos partenaires.

L'Allemagne en Occident marque, à l'évidence, de la même façon, une étape dans la connaissance de la République fédérale. Chez ses lecteurs français, mais aussi allemands, puisque le livre paraît simultanément dans les deux pays, et que l'on peut pré-dire à *Das Deutschland im Westen*, *Ein Bilanz nach 40 Jahren* (2) le même succès qu'à la version originale en français. Alfred Grosser y pousse à un degré voisin de la perfection son art de donner à savoir, mais aussi à penser.

Il n'est pas si facile, surtout s'agissant d'une matière qui a ses spécialistes vétéraux, mais aussi ses débutants, facilement rebutés par l'aridité du langage quasi-codé des professionnels de la germanité, de séduire les uns et les autres. C'est le pari engagé, et tenu, par Alfred Grosser avec ce livre qui pousse plus loin la réflexion sur l'Allemagne contemporaine, sur sa place dans notre propre panorama et sur son rôle dans le monde libre... et dans l'autre.

« Présenter la République fédérale, écrit Grosser, c'est inévitablement la montrer différente, au plus exactement, chercher à faire voir jusqu'où vont les différences. » Des différences que l'auteur observe par rapport à quatre repères : avec l'Allemagne nazie, même si, pour de plus en plus de gens, cela va aujourd'hui sans dire ; avec « des réalités plus récentes » qui, de vague écolo-pacifiste en scandales politico-financiers, pourraient sembler fatales à l'image d'un pays au consensus très fort et à la stabilité enviable ; différence, aussi, entre la culture allemande traditionnelle et une nouvelle culture, non plus verticale mais horizontale, et largement trans-nationale ; différence enfin, bien sûr, entre Allemands et Français, même si aujourd'hui certains problèmes économiques, par-delà les clichés sur le « miracle » germanique, rapprochent les deux pays.

Un État comme les autres ?

Alfred Grosser a choisi de regrouper informations et réflexions autour de cinq grands thèmes qui s'écoulaient : la naissance de la RFA (« *De l'Allemagne-objet à la République fédérale* ») ; sa « brève histoire », au demeurant « calme » ; « l'ordre démocratique libéral », avec une rapide mais solide étude des partis qui y contribuent, et aussi d'un certain « ras-le-bol antipartis » ; la société industrielle et ses contestataires ; enfin,

cet « État parmi les autres » qu'est aujourd'hui la RFA.

Parmi les autres, ou comme les autres ? C'est toute la question, pour qui s'interroge sur l'avenir de l'Allemagne en Occident. Une Allemagne qui reste vouée à s'entendre reprocher par une partie de l'opinion de ses partenaires européens, tantôt son militarisme supposé, tantôt son pacifisme un peu plus réel, tantôt un alignement systématique sur Washington, et tantôt de suspectes ambitions national-neutralistes qui auraient, croit-on à l'Ouest, la bénédiction de Moscou et la complicité de Berlin-Est.

« Encore l'identité », constate Grosser, qui fut le premier à montrer que l'avenir des relations Paris-Bonn, comme des rapports entre la RFA et le reste du monde, était sans doute dans la banalisation, malgré la « différence » allemande, ou peut-être à cause d'elle, et non dans la culture systématique d'une particularité issue de la guerre et de ses conséquences géo-politiques.

Encore plusieurs scénarios sont-ils possibles, comme le rappelle l'auteur dans sa conclusion, avec une pointe d'ironie pour les futurologues. Son moindre mérite n'est pas de suggérer — avec une humilité qui n'est que rarement la marque des spécialistes — qu'en toute hypothèse l'avenir de l'Allemagne s'écrit toujours avec un point d'interrogation.

BERNARD BRIGOLEUX.
★ L'ALLEMAGNE EN OCCIDENT, d'Alfred Grosser, Fayard, 330 p., 89 F.

(1) Réédité dans le Livre de poche, avec des ajouts (1978).
(2) Carl Hanser Verlag, Munich.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

POÈTES INCONNUS

CONCOURS MAX-POL FOUCHET

Le jury international du cinquième Prix Max-Pol Fouchet, composé de M^{me} Marie-Claire Bascourt, MM. Tahar Ben Jelloun, Yves Berger, André Brincourt, Georges-Emmanuel Clancier, Jérôme Garcin, Daniel Gelin, Charles Le Gouarnec, Robert Mallet, Jean Orizet, Tchékaya U Tépé et Kenneth White accorde son parrainage à un poète inconnu ou méconnu.

Le manuscrit primé est publié dans une grande maison d'édition.

Tous renseignements en échange d'une enveloppe timbrée (ou coupon-réponse international) auprès de :

M. Guy Rouquet,

président de l'Atelier Imaginaire

B.P. 2-65290 JULLIAN (FRANCE)

Naïma, rouleuse et beur...

LA VOYAGEUSE DE PETITE CEINTURE
par Christin et Goetzinger



DARGAUD

PAUL HOFMANN

Ô VATICAN

DU SAINT-SIÈGE
CONSIDÉRÉ SANS INDULGENCE
dément avec une certaine insolence

Du Saint-Siège
considéré
sans indulgence
et même avec
une certaine
insolence

« Un document des
plus sérieux qui,
de surcroît,
sait être drôle. »
LE NATI

« Un livre de
référence qui
ne laisse rien
dans l'ombre. »
LIBRE MAGAZINE

PAYOT

Le livre des gourmets cultivés

Barbara Ketchum Wheaton

L'office et la bouche

Histoire des mœurs
de la table en France
1300 - 1789

Un beau volume
relié toile,
de passionnantes
recettes
étonnantes
modernes.

386 pages 126 F

CALMANN-LÉVY



LE MONDE DES LIVRES

LE FEUILLETON

« La Route antique des hommes pervers », de René Girard

Job ou le grand remède de la haine unanime

Par Bertrand
POIROT-DELPECH

VOICI de la philo. Mais s'il en est question ici, c'est que le profane peut y glaner de quoi nourrir sa petite idée portative sur les violences et les aveuglements qui mènent le monde. Car telle est la question lénocente que pose la thèse de René Girard : l'histoire des cultures, où l'on voudrait voir une marche honnête à la vérité, n'est-elle qu'une suite de lynchages ? N'a-t-elle servi qu'à noyer le poisson ?

D'un mot, l'idée centrale de Girard, cernée par la *Violence et le Sacré* (1972) et par le *Bouc émissaire* (1982) : des primitifs eux totalitaires d'aujourd'hui, les collectivités reposent sur le sacrifice d'une victime expiatoire et sur la répétition rituelle de ce meurtre. L'ethnologie aurait mal rendu compte de ce mécanisme, encombree qu'elle est de freudisme et de structuralisme. Seul avenir pour les sociétés et la connaissance : le Bible !

L'ANCIEN TESTAMENT n'a pas fini de livrer des secrets : le *Libre de Job*, en particulier, et ses *Dialogues*, escamotés unaniment par les juifs et les chrétiens, mais aussi par les athées. Dans sa folie, dont la contagion renaît, Nietzsche recommande sérieusement la vengeance « réelle » comme remède au « ressentiment » de Job. Claudel lui reproche ses blasphèmes ; Beckett rit de sa soumission geignarde aux brimades d'un dieu muet, tandis que psychanalyse et sciences sociales soupçonnent l'homme au fur et à mesure de se complaire dans une névrose sans répondeurs externes.

L'ONGUE erreur, explique Girard, due au réflexe des incroyants, comme des croyants, d'incriminer le ciel, même vide, et de montrer du bon cœur. Pétris de métaphysique et de morale, nous pleignons Job d'être incompris et nous n'osons pas proclamer notre indifférence à ses ulcères.

Les « amis » des *Dialogues*, eux, ne s'en privent pas. Porteparole d'une communauté bien réelle, ils rappellent ses forfaits à l'idole fracassée. Leurs réquisitoires flous articulent quelques accusations nettes. Ils attestent que le peuple est passé de l'adoration à la réprimande avec, dans les deux attitudes, une unanimité que le victime est priée de garantir, de perpétuer.

Un contre tous, soumis à un véritable lynchage verbal, Job subit une violence collective qui s'est si hilement donnée pour un décret divin qu'aujourd'hui encore, et auprès des mécréants, « ça prend ». Les armées célestes ne sont pas vus pour ce qu'elles sont : des fabrications humaines, trop humaines. Les « amis » ne comprennent pas le rôle de bouc émissaire joué par

Job parce qu'ils participent à la transe. Ça faisant, ils mettent en lumière une des règles de toute violence fondatrice : ceux qui en tirent du sacré sont forcément sourds à la victime et aveugles à la vérité. Leur unanimité conditionne l'effacement du bouc émissaire, dont dépend la survie collective.

NOUS sommes devant un phénomène de foule maquillé en opération sumaturale, et non devant une psychopathologie individuelle ou collective. Cette évidence insaperçue par la culture humaniste depuis la Renaissance et brouillée par les sciences modernes, seul un retour à la Bible l'autorise !

Si Job fait mieux voir que les autres boucs émissaires la machine sociale qui l'accable, c'est qu'il refuse, contrairement aux héros de la tragédie grecque, de joindre sa voix à celle des persécuteurs. En se reconnaissant parricide et incestueux, Cédipe tombe dans le piège de la foule, et avec lui les savants qui tiennent encore ces balivernes pour une donnée imprescriptible. Job, lui, reste fidèle à sa vérité de victime et détraque ainsi la fabrique de mythes. Comme e refusé de le voir l'humanisme sceptique, à la suite des croyants, le personnage de la Bible a bien mérité, mieux qu'aucun autre héros, de la Connaissance. René Girard est formel : si Cédipe, tel Job, persistait à voir dans l'oracle de Thèbes un piège à bouc émissaire, il aurait contre lui Sophocle, les hellénistes, Heidegger, Freud, et l'Université ; on l'enfermerait, sans remords, pour refoulement insurmontable...

Jusqu'ici, on a expliqué le religieux par de l'imaginaire — superstitions, pour les positivistes ; névroses, pour les freudiens ; Girard y devine le foule dérobée, des opérations politiques, culturelles, aux inventions jamais oisives. La fable des vengeances divines a retardement permet à la collectivité d'essouffir sa jalousie. La haine du bouc émissaire, travestie en devoir sacré, sauve l'harmonie du groupe. Elle constitue son remède suprême.

LES *Dialogues* du *Libre de Job* aident à lever la supercherie des « bons amis ». Ceux-ci ne sont pas là pour consoler le persécuté, comme ils l'affirment, mais pour consolider le mécanisme qui le broie. Leurs sophismes épiques cachent des vœux. Le prodige, c'est que Job, seul de toute l'Antiquité, s'en rend compte. Il se sait victime idéale. Il le dit avec ironie. Il traite ses faux pleureurs de « charlatans ».

René Girard poursuit le procès, intenté dès ses premiers livres, à l'ethnologie, à la linguistique, au freudisme et au structuralisme, soupçonnés de dogmatisme dans l'antidogmatisme, de prolonger l'essentialisme platonicien, de buter dans le double impasse de l'analogisme et du différentialisme. Non seulement

ces disciplines, jugées raisonnables, n'ont pas aperçu ce que suggèrent les métaphores des *Dialogues* sur les mécanismes de la violence collective, mais leur soumission à nos langages, faits pour exclure réciproquement les comportements religieux et non religieux et n'accorder de signification qu'aux seconds, en aurait fait les auxiliaires du phénomène, les complices des « amis » pour réduire Job au silence...

Dépassant le respect des différences qui aboutit, sous couvert d'impassibilité, à mettre toutes les vérités sur le même plan et à enfoncer le bouc émissaire, René Girard choisit résolument la version de ce dernier, les « amis » n'étant autres, à ses yeux, que les précurseurs de la justice totalitaire d'aujourd'hui, soucieux d'accabler le suspect, faute de preuves, à des « aveux spontanés ».

JOB est une exception dans la longue histoire des lynchés. Les Grecs se teignent ou acquiescent. Lui résiste, non sans défaillances, à la tentation de parler la langue du bourreau, qui est celle de tout le monde. Comme tous les faibles, il conteste la rhétorique judiciaire à l'abri de laquelle on le détruit, sans s'en rendre compte à la notion de divin qui couvre l'opération. Ce serait d'ailleurs peine perdue, car la divinité feint d'ignorer le mécanisme victimaire, sous peine de scier la branche sur laquelle elle trône ; elle ruse, elle disserte sur la nature, les animaux, ses diversions coutumières.

Que pourrait faire d'autre un « dieu des victimes » ? S'il usait de sa toute-puissance pour mettre fin à l'injustice, il ne différerait plus des violents. C'est toute la Passion du Christ des Évangiles. Pour rester lui-même, il refuse d'imposer sa volonté aux hommes. Jusqu'au bout du côté des victimes et de leur impuissance, il n'use que de l'éloquente persuasion.

POUR René Girard, les Écritures Saintes ne sont pas seulement le meilleur remède aux totalitarismes montants. En désignant le rôle de la communauté dans les meilleurs des boucs émissaires, la Révélation apporte, sur l'histoire des phénomènes politiques et culturels, l'outil scientifique que le modernisme marxiste-freudien-nietzschéen, par entichisme, n'a pas su fournir.

On n'est jamais assez méfiant lorsqu'un chercheur donne à ses lectures et à ses intuitions les plus lumineuses ce tour polémique. L'Université nous a habitués à moins de triomphalisme dans la dénonciation des aveuglements des autres. Mais quelle ardeur à convaincre ! Quelle limpidité musclée ! Vous avez l'esprit à voler un peu haut ? C'est le moment.

★ LA ROUTE ANTIQUE DES HOMMES PERVERS, de René Girard, Grasset, 250 p., 98 F. Grasset publie également les minutes d'un colloque tenu en juin 1983 « autour de René Girard » sur le thème « Violence et Vérité », 618 p., 250 F.

SOCIÉTÉ

Serge Coutel, l'écrivain-prisonnier

L'histoire d'une évasion en hélicoptère.

Si c'était une fiction, on dirait que le livre de Serge Coutel, *L'Envolée*, est « une belle histoire ». Celle d'un homme qui, par amitié, loue un hélicoptère, le détourne et fait s'évader deux détenus de Fleury-Mérogis. Une opération rapide, sans bavure, sans violence, techniquement parfaite, en apparence. Mais c'est sa propre vie que raconte Coutel. Le plan minutieux et parfois « cafouilleux » de l'évasion, qu'il relate en détails, il l'a conçu et exécuté. Et la scène pour film d'aventures modernes à grand spectacle — un hélicoptère arrivant dans le cour d'une prison de la banlieue parisienne — e eu lieu le 27 février 1981.

Les évadés, Gérard Dupré, l'ami de Coutel, et Daniel Beaumont, ainsi que « l'évadé », ont été arrêtés peu après. Les deux premiers ont été condamnés à dix-huit et cinq ans de réclusion criminelle, le troisième à dix ans de la même peine, le 29 juin 1984. Leurs pourvois en cassation sont en cours d'examen.

C'est donc de sa cellule, d'où il a, dit-il, « un point de vue imprenable sur le monde », que Serge Coutel s'est mis à écrire, à trente-trois ans. Non pas pour se justifier ou pour crier sa douleur de l'enfermement, et pour échapper quelques instants à l'angoisse du détenu. Sur la prison, il est très bref et se place sous les auspices de Mark Twain : « La prison ? Si ce n'était pas un tel honneur, j'aimerais autant m'en passer ».

Quant au récit de l'évasion elle-même, il tient en trois pages, sobres, et en une question, figurant sur la couverture du livre : « Toute ma vie s'est-elle épuisée dans ce « point fixe » au-dessus de la prison de Fleury-Mérogis, le vendredi 27 février 1981 à 10 h 50 ? »

Plus qu'une manière de ruser avec la détention, le texte de Serge Coutel est un hommage au plaisir d'écrire, au bonheur de jouer avec les mots, une tentative littéraire et qui devrait être lue comme telle si on parvenait à oublier le fait divers. C'est parfois difficile tant on sent l'urgence pour Coutel d'écrire, d'expliquer non pas son geste, mais sa rela-

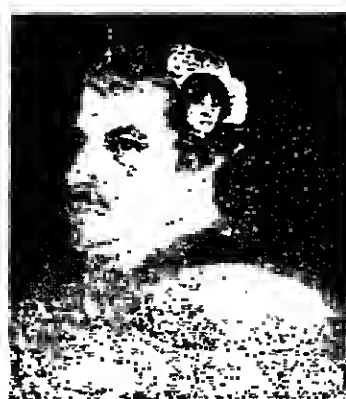
tion avec Dupré, cette amitié indéfectible « à la vie, à la mort » qui s'embarrassait peu de la morale commune et admettait sans question une délinquance revendiquée.

Mais lorsqu'il s'oublie un peu et cède à son vrai désir de littérature, Serge Coutel a un réel sens de la mise en scène et d'indiscutables dispositions pour le croquis. Comme en témoigne son évocation de Malik, qui aimait à « se perdre dans une de ses songeries où se mêlaient des lambeaux de souvenirs à demi effacés et des considérations sur les insondables ressources du hasard pour s'achever par une expiration et un haussement d'épaules ».

Malgré parfois, un abus de références littéraires ou de clin d'œil au lecteur qui trahit l'attachement à la culture de quelqu'un pour qui elle est une bouée de sauvetage, ce premier livre de Serge Coutel est une réussite, et surtout une victoire. Une revanche sur ce qu'il tient pour ses fautes, notamment l'emprisonnement de Dupré et le sien, et sur ce que la société considère comme son échec, sa marginalité.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ L'ENVOLEE, de Serge Coutel. Lén commun, 240 p., 75 F.



★ Serge Coutel vu par Mario Lafont Alvar.

ESSAI

La passion selon Wiesel

La terrifiante précision d'un témoin.

Il y a quelque vingt-cinq ans, François Mauriac découvrait un jeune homme au visage émacié qui arrivait de Sighet, une petite ville de Transylvanie, après avoir connu les camps d'extermination. Le premier témoignage d'Elie Wiesel, *La Nuit*, paraissait alors dans le sillage de l'inoubliable *Dernier des justes*, d'André Schwarz-Bart. Depuis, tous les ans, la voix chancelante, aux inflexions insolites, de Wiesel se fait entendre à travers des romans, des récits ou des essais.

Voici maintenant un recueil d'articles, de conférences, préfaces et communications où nous retrouverons quelques-uns des thèmes et des obsessions qui hantent l'ensemble de cette œuvre. Que nous dit Wiesel dans ces textes où les accents rauques de l'imprécateur viennent donner force à une écriture qui nous envoûte par son élégante perfection ?

Tout d'abord, ce livre témoigne de l'inconfort de vivre ici et maintenant. En effet, plus que nul autre, depuis la fin du premier millénaire, notre siècle est celui des grandes migrations, siècle d'exode, de larmes et de sang. On n'a jamais autant massacré son prochain qu'en ces années où l'homme découvre les derniers secrets de l'atome et parcourt pour la première fois les chemins du ciel.

Perfides, voici déjà quelques voix qui s'élèvent pour voler aux victimes leur mémoire et affirmer qu'à Auschwitz les nazis n'ont « gazé » que des poux. Il y a aussi ces âmes nobles qui pré-

chent le pardon et l'oubli. Le pardon, certes. Mais l'oubli ? Comment oublier Oradour, Treblinka, Versovje quand des villages brûlent encore en Afghanistan, quand la tuerie continue en Irak, en Iran, et quand la mort de milliers d'enfants affamés en Afrique devient au fil des semaines et des mois l'objet d'un enjeu politique ?

Wiesel nous raconte aussi son immense nostalgie de Sighet, bourgade roumaine, hongroise et juive à la fois, son enfance studieuse faite de joies et d'épreuves (justifiées, ô combien !), bourgade dépeuplée et enfance saccagée. Il nous dit encore son amour d'Israël, son active sympathie pour les Palestiniens, ces grands oubliés du conflit qui déchire le Moyen-Orient.

Peut-on faire de la bonne littérature avec des bons sentiments ? Les auteurs qui font réellement attention à autrui sont des personnages égoïstes. Leur conscience du caractère éphémère du livre, objet qui suscite des réactions imprévisibles et variées, accentue leur fragilité. Mais quand Elie Wiesel se propose de sensibiliser ses contemporains à l'horreur qui marque à jamais notre temps — ce temps de honte et de mépris, — la fragilité et l'angoisse s'effacent devant la maîtrise de l'écrivain, doublée par la terrifiante et rigoureuse précision du témoin.

EDGAR REICHMANN.

★ SIGNE D'EXODE, ESSAIS, HISTOIRES, DIALOGUES, de Elie Wiesel. Grasset, 250 p., 69 F.

Vassilis Alexakis
Contrôle d'identité
Roman
AUX ÉDITIONS DU SEUIL

On rit souvent en lisant ce livre parce que Vassilis Alexakis avance comme Buster Keaton, sérieux et tragique, en trébuchant sur des objets insignifiants et qui parfois déterminent le destin. On est ému par tous ces personnages en quête d'eux-mêmes, à l'ambition étroite, que l'écriture, précise et souple, nous rend très proche. Tahar Ben Jelloun/Le Monde 75 F

S E U I L

société

Montreuil refuse les ghettos

A Montreuil (Seine-Saint-Denis), quelques deux cents militants et sympathisants communistes se sont rassemblés, le mercredi 27 mars, en fin d'après-midi, pour entendre M. Jean-Pierre Brard, maire PCF, et quelques élus exposer les raisons pour lesquelles la municipalité refuse un nouveau foyer d'immigrés : « Sur les 1157 communes d'Ile-de-France, seules 54 accueillent ce type de foyers », a souligné M. Brard, qui veut « éviter les ghettos ». « Le devoir de solidarité régionale doit jouer pour offrir des conditions d'habitat décentes aux immigrés », a ajouté le maire, dont la commune, qui « compte déjà neuf foyers, est la première ville du pays » en la matière.

Le 25 mars, M. Brard s'était déjà opposé, avec quelques administrés, au début des travaux pour l'édification d'un foyer Sonacotra, 36, rue Léon-Gaumont, à Montreuil. La municipalité est cependant liée par une convention et une décision de justice (du 27 novembre dernier), qui autorisent la Logreop, une filiale de la Sonacotra, à construire. La convention avait été signée par le préfet de région, peu avant le transfert de compétences aux maires, en application de la loi sur la décentralisation.

« A cause de gens comme toi ! »

Le 27 mars, devant les palmiers du chantier controversé et à quelques mètres du boulevard périphérique, le maire n'a guère souffert de contestation. Quelques militants veillaient au grain. A peine un micro ou une caméra s'approchaient-ils d'un petit groupe échangeant des propos critiques que le service d'ordre s'interposait, reprenant la parole. De rares immigrés ont tenté de se faire entendre : « Nous sommes rejetés de tous les côtés. Si maintenant vous vous y mettez ! » Un jeune Maghrébin, visage tendu, brandit devant la caméra sa carte de résident à Montreuil. « Ecrasé », le PCF, c'est la même chose. « Un autre immigré, installé en foyer depuis dix ans, s'interpose calmement. Il explique : « La venue d'un cousin... la présence de l'épouse... Ainsi on se retrouve à quatre ou cinq dans une chambre de 7,5 m². Mais il faut bien s'entraider quand on cherche du travail. »

Son intervention est interrompue. Un vieil ouvrier français l'interrompt. « Je te connais, depuis le temps. A cause de gens comme toi, l'entreprise Dufour a fait faillite. Les établissements Dufour, fleuron industriel de Montreuil, ont dû fermer leurs portes voici quelques années. Autant d'emplois en moins... le souvenir est douloureux. »

Mais ce 27 mars, à la réunion municipale, les occupants de foyers vétustes, intéressés au premier chef par un nouveau foyer offrant des conditions de vie décentes, ne sont pas venus au rendez-vous. Selon un de leurs délégués, « l'information n'avait pas circulé dans les foyers ».

La situation a manifestement changé, quelques jours après les élections cantonales - et le succès du Front national aux élections de Montreuil. Ve-t-on pour autant réclamer le « respect » d'un « droit de tolérance » au-delà d'un seul communisme immigré n'est plus « supportable » ? De nombreuses organisations, au nom de l'antiracisme, se révoltent à cette idée.

DANIELLE ROUARD.

« MON PEUPLE » CONTRE « MON POTE »

« Touche pas à mon peuple » contre « Touche pas à mon pote ». C'était à Argenteuil (Val-d'Oise), mercredi 27 mars. La victime : un gardien de la paix qui, voulant s'interposer, a été blessé au visage.

Une dizaine d'élèves d'un cours de mécanique auto, dont quatre portaient le badge du Front national - « Touche pas à mon peuple » - ont été pris à partie par d'autres jeunes, une douzaine, dans le 21^e d'Argenteuil. Ceux-ci ont été bien sûr soutenus par des porteurs du badge « Touche pas à mon pote », auquel celui du Front national est censé répondre. Echange de coups. Le gardien de la paix a tenté de s'interposer. Légèrement blessé, il a été remplacé par un jeune, âgé de dix-sept ans, qui était du côté des défenseurs de SOS-Racisme. Censuré comme l'auteur des coups, celui-ci a été placé en garde à vue.

SCIENCES

LE MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE SOUS ADMINISTRATION PROVISOIRE

M. Raymond Poignant, conseiller d'Etat, vient d'être nommé administrateur provisoire du Muséum national d'histoire naturelle. Il assure les pouvoirs de directeur, après la démission de M. Jean Durst (le Monde date 3-4 mars), en attendant la mise en place des nouvelles structures du Muséum et la nomination d'un nouveau directeur. M. Poignant, âgé de soixante-trois ans, est actuellement conseiller juridique au ministère de la recherche et de la technologie.

M. CLAUDE MARTINAND EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'IGN

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 27 mars, M. Claude Martinand directeur général de l'Institut géographique national, où il remplace M. Jean Winghart, qui dirigeait l'IGN depuis 1980. Ce dernier, ne quittant effectivement son poste que dans un mois.

Né le 2 novembre 1944 à Lyon (Rhône), M. Claude Martinand est ingénieur des Ponts et Chaussées. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, il a commencé sa carrière à la direction départementale de l'équipement de la Gironde. Après un passage au secrétariat général des villes nouvelles en 1977, il devient en 1979 adjoint au chef de la mission des études et de la recherche du ministère de l'équipement et du cadre de vie. En juin 1981, il est nommé directeur adjoint du cabinet de M. Charles Fiterman, ministre des transports, puis directeur du cabinet en octobre 1982. Il est ensuite chargé par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, d'une mission sur le génie urbain, domaine vers lequel l'IGN a depuis quelques années orienté une part de son activité, avec la création d'une banque de données urbaines.

LE PROFESSEUR FÉLIX TROMBE INVENTEUR DU FOUR SOLAIRE EST MORT

(De notre correspondant.)

Perpignan. — Le professeur Félix Trombe, directeur honoraire du CNRS, est mort le 26 mars à l'âge de soixante-trois ans, à son domicile de Ganties (Hauts-Pyrénées). Il était l'inventeur du « mur Trombe » qu'il mit au point en collaboration avec l'architecte Jacques Michel. Trois cents maisons utilisent en France ce système de « chauffage passif », tandis qu'aux Etats-Unis, entre Santa-Fé et le Nouveau-Mexique, le Trombe-wall, dans ses différentes versions (mur accumuleur à eau, en galet ou en béton), a de fervents défenseurs chez les architectes contemporains comme Douglas Belcomb.

J.-C. M.

[Chimiste de formation, Félix Trombe avait soutenu en 1936 sa thèse sur les terres rares et les métaux lourds. En 1945, il commence à travailler sur les hautes températures en reprenant les travaux de Lavoisier, et il prend la direction, à Perpignan, près de Mondon (Hauts-de-Seine), de laboratoire d'énergie solaire du CNRS. En 1950, il se lance dans la construction du four solaire du Mont-Louis (Pyrénées-Orientales), et, en 1969, il crée le four solaire d'Odello (Pyrénées-Orientales), dont les 63 brûleurs permettent d'atteindre jusqu'à 1 000 kW disponibles dans le four.]

A partir de 1973, Félix Trombe assure des enseignements de thermodynamique et d'énergie solaire dans la jeune université de Perpignan, dotée, grâce à lui, d'un centre européen d'énergie solaire, financé par l'UNESCO.]

LE DÉBAT SUR LES « MÈRES PORTEUSES »

Les repentirs du garde des sceaux

Il y a quelques jours, à Vienne, M. Robert Badinter se prononçait en faveur du possible recours aux « mères porteuses ». Le garde des sceaux imaginait-il alors à quel point il se tromperait ? On assure aujourd'hui à la chancellerie que le discours du ministre devant le Conseil de l'Europe a été quelque peu « simplifié » et « raccourci » par la presse. Voir. En toute hypothèse, le seul espoir des mères porteuses réside dans quelques rapides éclaircissements. M. Badinter avait déclaré à Vienne, considérant qu'il s'agissait là d'une « forme de remède à la stérilité de la femme » : « Ce remède a un caractère essentiellement médical et thérapeutique et l'anthropologie en montre des exemples multiples ».

Une telle pratique ne constitue à ses yeux qu'une simple adoption par anticipation. Une adoption qui impose néanmoins quelques aménagements techniques quelques rapides éclaircissements. M. Badinter avait déclaré à Vienne, considérant qu'il s'agissait là d'une « forme de remède à la stérilité de la femme » : « Ce remède a un caractère essentiellement médical et thérapeutique et l'anthropologie en montre des exemples multiples ».

Sans s'interroger sur l'acceptation à donner au terme « remède », force est d'observer que toutes ces déclarations surprennent. Mgr Lustiger d'abord, qui, tout en confessant ne pas avoir eu le temps de lire ce texte de très près, a déclaré lors du « Forum Paris-Mulch-Radii » avoir été « tout à fait déconcerté ». D'autant plus déconcerté

que ces propos sont tenus par « un défenseur avéré des droits de l'homme » qui a pris « courageusement position sur la peine de mort ».

Réactions strictement opposées sur les bancs socialistes de l'Assemblée nationale, où un groupe de femmes (1) se félicitent des positions prises par le garde des sceaux. Ces élus, qui « depuis plusieurs mois au sein du groupe socialiste à l'Assemblée nationale travaillent sur les problèmes liés aux nouvelles techniques de procréation », soulignent qu'« en un domaine touchant si étroitement à la vie privée, la société ne peut qu'adopter une attitude tolérante à l'égard de quiconque — et notamment des femmes — qui elles seules, célibataires ou qu'elles vivent en concubinage, ayant le désir et la volonté de donner la vie ». Elles précisent ainsi qu'« il est désormais temps d'affirmer ces positions sur le plan politique ».

L'instinct maternel

Moins d'enthousiasme au siège de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), où l'on estime qu'« un enfant a besoin de son père et de sa mère » et qu'il « n'est pas un produit » qu'on puisse livrer à qui en aura passé commande. « La grossesse, rappelle judicieusement l'UNAF, n'est pas une période neutre — facile à passer — sans influence sur l'éveil et le développement psychologiques d'un enfant ».

Circonspection du côté du Conseil national de l'Ordre des médecins, où, comme nous l'a rappelé le docteur

Louis René, président du Comité d'éthique, on estime qu'un trop grand laxisme « créerait une situation à hauts risques pour la mère et l'enfant ». Inquiétude enfin à la Fédération des centres d'étude et de conservation du sperme (CECOS) dont le vice-président, le professeur André Matri (Marseille) vient de se déclarer préoccupé par « l'amalgam entre les différentes méthodes artificielles de procréation ». Fait selon lui, par M. Badinter, à Vienne.

Du côté gouvernemental, certains ne craignent pas de confier leur « surprise » devant les déclarations du garde des sceaux. Une surprise d'autant plus vive que le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé s'était, en novembre dernier, prononcé clairement contre l'autorisation d'une telle pratique.

La situation est-elle à ce point critique qu'il faille en toute hâte que le ministre de la justice prenne position dans ce débat à peine amorcé, au risque de tenir un discours dissonant par rapport à celui du secrétariat d'Etat à la santé ? Au risque aussi d'oublier tout le « dialogue biologique » qu'entretient la mère et l'enfant qu'elle porte in utero, dialogue qui, en toute rigueur, interdit d'oublier la location d'utérus à une « simple adoption par anticipation » et qu'on en veuille ou non, constitue le fondement biologique de l'instinct maternel.

JEAN-YVES NAU.

(1) Il s'agit de Ghislaine Tomain, Marine Frachen, Marie-France Locur, Françoise Neiertz, Pauline Neveux, Elise Froust et Collette Chaigneau (MRG).

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Les parents adoptifs d'enfants colombiens s'en prennent à TF 1

En son temps, le 16 septembre 1981, elle avait suscité quelques remous cette émission des « Mémoires de l'information » sur TF 1 intitulée « Adoption : la France colombienne ». Ici même, Claude Sarradon y avait consacré un « Vu » sans enthousiasme. Réagissant aux nombreuses protestations des autorités colombiennes, MM. Claude Cheysson, Georges Fillard, Jack Lang, tous ministres en exercice, avaient, d'autre part, parlé d'une « grande irresponsabilité des auteurs et du réalisateur et de la nécessité d'une réparation par la diffusion sur TF 1 d'une émission contradictoire et complète ».

C'est qu'en effet les auteurs et réalisateurs montraient l'existence de certains trafics, à Bogotá, d'enfants colombiens abandonnés, et même quelques fois enlevés dans des cliniques ou des hôpitaux pour être ensuite regroupés dans des centres en vue de leur adoption par des demandeurs européens et américains.

Ce noir tableau, même s'il fut présenté comme l'illustration de « chutes parfaites peu reluisantes », provoqua un profond malaise dans les familles françaises qui ont adopté des enfants colombiens. Celles-ci sentaient passer sur elles le poids d'avoir été plus ou moins complices des trafics dénoncés. Finalement, en août 1984, après avoir, disent-elles, vainement espéré de la part de TF 1 une nouvelle émission susceptible de corriger les effets pernicieux, elles devaient assigner devant la première chambre du tribunal de Paris le réalisateur, M. Henri Chambon, et les producteurs, MM. Jean-Marie Cavade, Jacques-Olivier Chatteret et Michel Tholouze.

C'est dans ces conditions que l'on plaide, mercredi 27 mars, devant le tribunal présidé par M^{me} Hugues La Foye de Costi. Pour l'Association française des parents adoptifs d'enfants colombiens, M^{me} Paul Garçon a essentiellement soutenu que les producteurs et le réalisateur s'étaient rendus coupables d'une faute civile consistant par un grave manquement aux devoirs d'un enquêteur objectif. « Dans cette émission qui dure près d'une heure », a dit M^{me} Garçon, « il n'est question que d'enfants volés, abandonnés, et l'on insiste constamment sur le montant des sommes déboursées par les parents adoptifs, comme s'il s'agissait, de leur part, du versement d'un prix de vente, alors que, en réalité, cet argent représentait seulement le prix du

voyage de France en Colombie et le montant d'honoraires à des avocats de Bogotá pour la constitution du dossier. On est donc bel et bien en présence de trafics et de mensonges ».

De son côté, M^{me} Christine Aguirre devait compléter cette plaidoirie en expliquant que l'adoption internationale a ses règles, qu'une famille française souhaitant adopter un enfant étranger doit d'abord obtenir un accord de la direction des affaires sociales et sociales et qu'enfin une commission rigoureuse « Or rien de tout cela, a-t-il ajouté, n'est dit dans l'émission si bien qu'aujourd'hui, dans l'esprit de beaucoup, l'adoption d'un enfant colombien est devenue synonyme d'un commerce douteux ».

Quelle faute ?

Pour M^{me} Georges Klejman, l'émotion des familles est assurément légitime. Mais n'il comprend leur attitude, s'il le respecte, il estime que le procès qu'elles ont entrepris n'a rien à voir avec une œuvre de diffusion, et ce n'est pas aux journalistes de TF 1 de prouver une vérité ou une bonne foi. Elles demandent au tribunal de déclarer qu'une faute a été commise. Mais quelle faute ? Rien dans la demande ni la préface ni la caractéristique. Le reportage présenté ne prétendait pas être consacré à l'adoption ni à tout ce qu'elle comporte d'affection et de dévouement. Il entendait seulement montrer certaines réalités.

Et M^{me} Klejman d'ajouter : « Serait-il possible de ne pas informer de certaines réalités les familles qui cherchent à adopter, de ne pas montrer que, sous des apparences litanies, certaines adoptions peuvent cacher des comportements moins nobles de la part de ceux qui, en Colombie, cherchent à en tirer des profits ? Ce qui a été dénoncé ce n'est pas le comportement de familles qui ne peuvent, assurément, croire que leurs enfants adoptés proviennent d'un stratagème ou d'une extorsion. Cette enquête n'est pas une invention de mythomanes. Il est vrai qu'elle a mis l'accent sur l'odieux mais sans prétendre que ce soit le cas pour la totalité ni même la majorité des adoptions. En tout cas, elle l'a fait sans trahir ni dénigrer les propos élogieux, c'est-à-dire sans avoir commis la faute qui est reprochée. »

Jugement le 15 mai.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

LA COUR DE CASSATION RETIRE LE DOSSIER DE L'AFFAIRE SAINT-JEAN AU JUGE D'INSTRUCTION DE MULHOUSE

Saisie d'une requête en suspension légitime formée contre M. Germain Sengelin, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Mulhouse, par M. Roger Saint-Jean, directeur adjoint de la Direction nationale des enquêtes douanières, inculpé par ce magistrat depuis le 3 décembre 1981 dans une affaire de trafic international de cigarettes, la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Ledoux, n'a pas admis la légitimité de cette suspension. Mais, par un arrêt rendu mercredi 27 mars, elle n'a pas moins jugé nécessaire « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » de retirer le dossier à M. Sengelin pour ordonner qu'il soit confié à un juge d'instruction de Paris qui sera désigné ultérieurement.

Cette décision est l'aboutissement d'un long conflit entre, d'une part, le juge d'instruction de Mulhouse et, d'autre part, M. Roger Saint-Jean et son avocat, M^{me} Georges Klejman. Ce dernier, dès le mois de décembre 1981, avait mis en cause les méthodes du magistrat. L'avocat lui avait fait notamment grief de déclarations à la presse avant toute audition de M. Saint-Jean dans les quelles M. Sengelin affirmait qu'il possédait contre le directeur adjoint des enquêtes douanières « des charges importantes, concordantes et nombreuses ». M^{me} Klejman lui reprochait aussi d'avoir utilisé certains inculpés de l'affaire, en liberté, pour enquêter sur la vie privée de M. Saint-Jean dans l'espoir de découvrir des éléments contre lui. La controverse devait ainsi se poursuivre au fil de l'instruction, émaillée de nombreux incidents.

Pour M^{me} Klejman, M. Sengelin fondait sa conviction de la « complicité de fraude et d'intérêt à la fraude » reprochée à son client sur des accusations formulées par d'autres inculpés contrebandiers notoirement avérés, soutenant-il, que ces derniers avaient un intérêt évident à porter de telles accusations dont le caractère faussiste aurait pu être aisément démontré par des vérifications et des confrontations qui ne furent pas effectuées.

SUICIDE D'UN DÉTENU

Détenu à la maison d'arrêt de Pithou, près de Lorient (Morbihan), René Bernard, cinquante ans, s'est donné la mort par pendaison, durant la nuit du dimanche 24 au lundi 25 mars.

René Bernard avait été condamné, en 1978, à douze ans de réclusion criminelle, par la cour d'assises de Loire-Atlantique, pour une affaire de meurtre.

270 studios menacés de fermeture

LA RÉVOLTE DES PROSTITUÉES

Dans la rue, pour cause de grève : mercredi 27 mars, les prostituées parisiennes ont défilé les portes cochées. Une centaine d'entre elles ont préféré battre le pavé, place de la Concorde, Masséennes derrière des passe-montagnes ou des foulards, elles ont manifesté sans banderoles ni pancartes.

Place de la Concorde, parce qu'elles voulaient s'approcher à la fois de l'Elysée, où se réunissent le conseil des ministres, et de l'Hôtel Matignon, où elles voulaient être reçues par le premier ministre. Pourtent leur revendication ne vise pas directement le gouvernement puisqu'elles protestent contre un projet du maire du deuxième arrondissement. M. Alain Dumit (PR) veut en effet fermer 270 studios de la rue Saint-Denis. Prétexte : les riverains réclameraient l'éloignement d'un encombrant et scandaleux voisinage. M. Dumit veut se rendre aux dix mille habitants de ce quartier des conditions de vie normales et des nuits tranquilles.

Les prostituées ne l'entendent pas de cette oreille. « Nous voulons pouvoir travailler, disent-elles ; nous ne demandons rien d'autre que pouvoir travailler librement », Cathia, leur leader, qui anime le Mouvement des femmes prostituées, affirme que la mesure annoncée par M. Dumit « priverait mille cinq cents femmes de travail ». La protestation des habitants du quartier, elle ne la dément pas, sans y croire vraiment. Elle n'est pas la seule, à écarter cette commercialité de la rue Saint-Denis : « Les prostituées ne sont pas gémistes ; elles sont en général sympas. La nuit, le quartier est peu habité. Et s'il y a des gens qui ça gêne, ils peuvent changer de quartier ! » Cathia, en revanche, n'est pas sûre que l'intention du maire du deuxième arrondissement ne cache pas de grandes visées immobilières.

Certaines ajoutent une autre revendication : elles réclament plus de sécurité. Elles voudraient travailler dans des maisons « comme en Allemagne » où « les mecs devraient bien les trouver » ; mais qui seraient déquies d'un signal d'alarme près du lit. Cathia, pourtant, refuse résolument le retour aux maisons closes. « Nous voulons, au contraire, répète-t-elle, une liberté plus élargie. »

Pendant que leurs compagnes manifestent place de la Concorde, trois « déléguées » ont finalement été reçues par un conseiller du premier ministre. Le Mouvement des femmes prostituées a obtenu la promesse de rendez-vous avec MM. Febus, Badinter et M^{me} Roudy, ministre des droits de la femme. Quant à M^{me} George Dufoix, ministre des affaires sociales, elle a déjà donné son accord pour une entrevue le 15 avril. A Paris, on verra Chac, a promis Cathia.

EN BREF

Le père de Bruno Sulak veut « savoir la vérité »

M. Jean-François Dessaigne, juge d'instruction au tribunal d'Evry, a procédé dans la soirée du mardi 26 mars, à la prison de Fleury-Mérogis, à une longue reconstitution des circonstances de la tentative d'assassinat de Bruno Sulak.

Cet acte judiciaire s'est déroulé en présence du procureur de la République d'Evry, M. Philippe Chausserie-Laprée, et des deux fonctionnaires de l'administration pénitentiaire inculpés et écroués.

De leur côté, le frère et les deux sœurs de Bruno Sulak ont décidé de porter plainte avec constitution de partie civile pour obtenir l'ouverture d'une deuxième information pour coups et blessures involontaires. Le père de Bruno Sulak a cependant précisé qu'« il ne souhaitait pas de polémique » et cherchait seulement à « savoir la vérité ».

Caen : décès de M. Telichko. — Le cuisinier de Caen, M. Gérard Telichko, inculpé de meurtre et qui avait affirmé avoir acheté un écu carambole et un lot de pièces anciennes à M^{me} Françoise Verne, sous-directrice à l'administration des monnaies et médailles, est décédé à Caen pendant la nuit du mardi 26 au mercredi 27 mars, vraisemblablement des suites d'une crise cardiaque.

ÉDUCATION

Le rapport du Collège de France

Des établissements autonomes et concurrents accroîtraient l'efficacité et l'équité de l'enseignement

Le secrétariat national du Parti socialiste indique dans un communiqué que le PS « ne peut que se réjouir des propositions pour l'enseignement de l'avenir » élaborées par les professeurs du Collège de France dans le rapport qu'ils ont rédigé à la demande du président de la République et qui a été remis à M. Mitterrand mercredi 27 mars (voir le Monde du 28 mars). Il ajoute que ce texte rejoint les préoccupations qui seront exprimées lors du colloque national sur « La

société française et son école » que le PS tiendra les 8 et 9 juin à Paris.

Le rapport du Collège de France, qui compte trente-sept pages, propose neuf « principes » énoncés de la façon suivante : 1) L'unité de la science et la pluralité des cultures ; 2) La diversification des formes d'excellence ; 3) La multiplication des chances ; 4) L'unité dans et par le pluralisme ; 5) La révision périodique des savoirs enseignés ; 6) L'efficacité des savoirs transmis ;

L'existence d'une offre scolaire diversifiée, proposée à tous les niveaux par des institutions d'enseignement autonomes et concurrentes (au moins au niveau de l'enseignement supérieur), pourrait être le principe de toute une série d'effets convergents propres à accroître l'efficacité et l'équité du système d'enseignement en renforçant l'émulation entre les établissements, les équipes pédagogiques et les communautés scolaires, et par là, à favoriser l'innovation et à affaiblir les effets funestes de la condamnation scolaire.

Les organismes d'enseignement doivent être placés à l'abri de toutes les pressions extérieures et dotés d'une autonomie réelle, c'est-à-dire, dans le cas surtout des établissements de recherche, du pouvoir de déterminer eux-mêmes leurs objectifs. Parmi les conditions nécessaires pour assurer aux établissements d'enseignement supérieur l'autonomie, la spécificité et la responsabilité qui définissent une véritable Université réunissant l'enseignement fondamental et l'enseignement professionnel, et dotés des ressources diversifiées correspondant à ces fonctions diverses, la plus importante est sans doute la maîtrise d'un

budget global qui pourrait être assuré par une pluralité de sources de financement : subventions de l'Etat, des régions, des municipalités, de fondations privées, contrats avec l'Etat ou les entreprises publiques ou privées et peut-être même participation financière des étudiants ou des anciens élèves. Des établissements d'enseignement supérieur et de recherche à financement privé ou semi-privé pourraient ainsi coexister avec des établissements à financement exclusivement public. L'autonomie devrait être aussi entière en matière de création d'enseignements, de collation des grades et de détermination des flux d'étudiants. L'Etat se devant de soutenir des enseignements économiquement non rentables mais culturellement importants.

Le minimum culturel commun

D'application relativement facile en ce qui concerne l'enseignement supérieur, où le processus est déjà engagé — sans qu'aient été prévues les mesures capables de contrebalancer les effets de la concurrence sauvage — ce principe pourrait trouver une application progressive, à travers des expériences volontaires, à peu généralisées, des enseigne-

ment secondaire (dont il faudrait sans doute étendre aujourd'hui la définition jusqu'au niveau du DEUG inclus).

Il s'agirait de créer des établissements offrant, à côté des savoirs fondamentaux universellement exigibles, des enseignements spéciaux à option qui constitueraient leur spécificité et, par là, un de leurs points forts dans la concurrence. Cela supposerait que les chefs d'établissement ou les collectifs d'enseignants disposent d'une plus grande autonomie dans le recrutement des maîtres (par l'introduction de critères multiples, au nombre desquels des critères proprement pédagogiques, et par la prise en compte de la relation entre le profil des enseignants ainsi évalués et le profil des postes).

On tendrait ainsi à substituer à la concurrence larvée une émulation ouverte, mais contrôlée et corrigée grâce à une redéfinition profonde du rôle de l'Etat. Pour contrebalancer le renforcement que la sélection par les coûts de scolarité ou la distance géographique pourrait apporter à la ségrégation scolaire, le pouvoir central devrait conférer aux individus et aux institutions les plus démunies des garanties explicites, efficaces et sans cesse renouvelées contre les effets de la concurrence sauvage. Il lui faudrait

7) Une éducation ininterrompue et alternée ; 8) L'usage technique moderne de diffusion ; 9) L'ouverture dans et par l'autonomie.

Nous publions ci-dessous le « principe » numéro 4, qui avance les propositions les plus hardies sur l'autonomie des lycées et des universités et la mise en place de nouvelles procédures d'évaluation des enseignants et des établissements. Les professeurs du Collège de France ne craignent pas de pousser très loin la notion d'autonomie, puisque, selon eux, elle devrait s'étendre au

partie de personnes étrangères au corps considéré et choisies pour leurs contributions créatrices aux activités les plus diverses, auraient à évaluer la qualité des individus et des institutions (équipes éducatives, établissements, etc.), en fonction de critères multiples et nuancés ; le poids des titres devrait être par exemple contrebalancé au suppléant par la prise en compte de l'efficacité pédagogique, qui, étant donné les disparités du recrutement social des élèves selon l'établissement, ne peut se mesurer au seul taux de réussite aux examens. Elles pourraient ainsi orienter l'attribution aux institutions et aux maîtres d'avantages matériels et symboliques (subventions, promotions, primes, stages de formation à l'étranger, voyages d'étude, etc.).

Tout en respectant les particularismes culturels, linguistiques et religieux, l'Etat doit assurer à tous le minimum culturel commun qui est la condition de l'exercice d'une activité professionnelle réussie et du maintien du minimum de communication indispensable à l'exercice éclairé des droits de l'homme et de la citoyenneté. En conséquence, il appartiendrait aux pouvoirs publics de veiller à la qualité pédagogique de l'ensemble des institutions d'enseignement fondamental (de la maternelle à la troisième incluse).

Une chaîne de télévision culturelle

L'Etat devrait ainsi contribuer directement ou indirectement à la formation des maîtres, à la définition et à l'évaluation de leurs pratiques pédagogiques, notamment à travers la révision périodique des programmes, l'octroi d'instruments pédagogiques de qualité (manuels), la définition du minimum culturel commun, mais aussi à travers des actions incitatives d'orientation, comme l'offre matérielle et gratuite de messages éducatifs de haute qualité qui permettrait la création d'une chaîne de télévision culturelle.

Des programmes nationaux devraient définir le minimum culturel commun, c'est-à-dire le noyau de savoirs et de savoir-faire fondamentaux et obligatoires que tous les citoyens doivent posséder. Cette formation élémentaire ne devrait pas être conçue comme une sorte de formation achevée et terminale mais comme le point de départ d'une formation permanente. Elle devrait donc mettre l'accent sur les savoirs fondamentaux qui sont la condition de l'acquisition de tous les autres savoirs et sur la disposition à acquérir de nouveaux savoirs (adaptabilité intellectuelle, ouverture de l'esprit, etc.). Elle devrait mettre aussi l'accent sur les formes de pensée et les méthodes les plus générales et les plus largement transférables, comme la maîtrise de la proportion ou du raisonnement expérimental. Tout devrait être mis en œuvre pour donner à tous une maîtrise réelle de la langue commune, écrite et parlée — surtout en situation publique. Sur ce dernier point il convient de ne pas oublier que pour ceux qui n'ont pas le français pour langue maternelle, cette acquisition suppose sans doute aussi l'accès à une maîtrise réelle de leur première langue, qui conditionne le contrôle des différences phonétiques, grammaticales et stylistiques. Il serait très souhaitable que soit enseignée aussi le plus tôt possible une langue étrangère.

Dans cette perspective, l'école maternelle, qui devrait recevoir partiellement les moyens d'accueillir les enfants dès l'âge de trois ans, pourrait, en même temps que sa phase finale, associer à l'enseignement d'expression un enseignement de formation visant à transmettre les savoirs fondamentaux dont l'école primaire présume tacitement la maîtrise, à commencer par la compréhension et l'usage de la langue commune et de diverses techniques verbales et graphiques.

Des instances d'évaluation

En vue de renforcer ou de restaurer la motivation des maîtres et de contrebalancer la dissolution des responsabilités qu'encourage le recours à la seule forme de compétence, le pouvoir de tutelle devrait instituer des instances d'évaluation de l'activité pédagogique et scientifique des maîtres.

Ces instances, désignées pour une durée limitée (cinq ans au maximum), composées au moins pour

financement, à la collation des grades, au recrutement des étudiants et des enseignants. Notons aussi que le Collège suggère de « secondariser » l'actuel premier cycle universitaire, l'enseignement supérieur ne commençant qu'après le DEUG.

Nous publions également le passage du rapport où le Collège propose la création d'une « université ouverte », s'appuyant sur un enseignement télévisé, sur le modèle de l'Open University anglaise.

Ce qui supposerait la création d'équipes d'animateurs télévisés chargés de recueillir les critiques et les suggestions à propos des instruments et des méthodes en usage, d'assister techniquement et financièrement ceux qui innovent et de faire circuler l'information sur toutes les initiatives de progrès, bref, de découvrir, d'encourager et d'aider de toutes les manières possibles les maîtres les plus inventifs.

Ces animateurs auraient aussi pour fonction d'organiser périodiquement à l'échelle régionale, c'est-à-dire en liaison avec les universités locales, des réunions de travail où les problèmes pratiques de leur enseignement devant des spécialistes agissant

Le travail du Collège

Créé en 1530 par François I^{er} pour développer l'esprit nouveau de la Renaissance et concurrencer la Sorbonne dont l'enseignement était sclérosé, le Collège de France est une institution très particulière. Aucun titre n'est requis pour y être enseignant ou étudiant et elle ne délivre aucun diplôme. Les professeurs — au nombre d'une cinquantaine — sont cooptés. Leur seule charge est de faire des conférences sur leurs recherches en cours. Les disciplines enseignées peuvent relever de tous les champs du savoir (littéraire ou scientifique). Leur nature est laissée à l'appréciation des membres du Collège qui élisent, chaque fois qu'une chaire est vacante, le chercheur qu'ils considèrent comme le meilleur dans sa spécialité.

C'est la première fois, semble-t-il, qu'une mission de cette nature leur est confiée. La question des professeurs en exercice — et certains retraités — ont participé d'une façon ou d'une autre à ce travail dont la mise en œuvre était assurée par M. Pierre Bourdieu, professeur de sociologie et spécialiste des questions d'enseignement. La plupart ont rédigé une première note, puis des groupes de travail ont été constitués. A chaque étape, un rapport de synthèse était rédigé et le « secrétaire » tenait compte ensuite des observations recueillies. Les réflexions et propositions figurant dans le rapport sont celles qui ont fait l'objet d'un consensus au sein du Collège. Lorsque des désaccords ou des réserves apparaissent, les propositions sont renvoyées ou nuancées.

Ces instances d'évaluation pourraient remplir les mêmes fonctions au niveau de l'enseignement secondaire. Une fois réellement installées les conditions de la concurrence entre les établissements, ainsi facilitées à s'attacher les meilleurs, leurs évaluations pourraient guider les choix des parents et des élèves.

A ces instances permanentes pourraient s'ajouter des missions temporaires confiées à des spécialistes (français et étrangers) et destinées à définir la manière la plus précise, par référence à ce qui existe et à ce qui change en France et à l'étranger, l'état scientifique et pédagogique des personnels et des établissements des différents niveaux dans la spécialité considérée. L'attribution d'une aide publique tendrait en fait à être subordonnée à l'acceptation de se soumettre à ces contrôles incitatifs, propres à assurer aux établissements concernés des attestations de qualité et, par là, un avantage dans la concurrence.

Tout devrait être fait pour augmenter le poids d'autorité et de responsabilité des enseignants ou des équipes pédagogiques dans l'exercice de leur métier, en associant les enseignants à la production des instruments de grande diffusion (vidéo-cassettes, manuels, etc.), à l'élaboration des techniques pédagogiques, à la révision des contenus.

non comme une instance de contrôle et d'inspection mais comme institution de conseil et d'assistance.

Une université ouverte

(...) Une véritable université ouverte à vocation européenne, conçue sur un modèle inspiré de l'Open University anglaise, pourrait offrir un enseignement télévisé assorti de documents d'accompagnement et d'un encadrement (corrections d'exercices, éclaircissements complémentaires, etc.) qui pourrait être assuré, dans le cadre régional, par une antenne d'université ; une des fonctions de cette institution serait de procurer aux enseignants de tous les niveaux un instrument commode de formation continue et le cas échéant, de promotion, ce qui aurait pour effet d'encourager des investissements propres à favoriser l'entretien ou l'amélioration de la compétence des maîtres. On pourrait même concevoir que, s'appuyant sur le satellite européen et au prix d'une ferme simplification des équivalences, cette université ouverte vienne à diffuser à l'échelle de l'Europe des enseignements multilingues de haut niveau et à offrir une préparation aux examens ordinaires de l'enseignement supérieur, contribuant ainsi à une unification européenne des enseignements et des titres.

M. Claude Pair explique pourquoi il a démissionné de la direction des lycées

M. Claude Pair, qui avait été nommé directeur des lycées au ministère de l'Éducation nationale en octobre 1981 — et qui a été remplacé, le 6 mars dernier, par M. Pierre Autaud, — explique dans une lettre aux personnels de sa direction, les raisons de sa démission.

« (...) Nous voulions le changement, écrit-il, pour améliorer la qualité d'un système éducatif dont nous avons pu mesurer la pesanteur, mais aussi constater les richesses, les capacités d'innovation, les générations et l'imaginaire qu'il contient.

« Il s'agissait en particulier de faire réussir les plus démunis, les plus en difficulté, qui, sans succès à l'école, sont aujourd'hui condamnés au chômage et à la marginalisation : la mission de l'école, c'est la formation de tous. (...) »

« Nous avons cru qu'on pouvait enfin concilier les besoins de la nation et de l'économie avec l'épanouissement des capacités de cha-

que. La réponse à la crise, n'est-ce pas d'éviter le gaspillage de l'intelligence ? Le développement économique repose, dans les années qui viennent, sur la créativité et la responsabilité de tous, des ouvriers comme des ingénieurs. Il s'agit de construire une école qui y prépare, en donnant à chacun, élève comme enseignant, une responsabilité et un droit à l'initiative dans un dialogue entre personnes égales. L'instance sur un travail en équipe des enseignants et l'idée d'une pédagogie du construit voulaient y contribuer.

« Nous avons rencontré la peur du mouvement, la soif d'autorité, le corporatisme des disciplines, l'élitisme aveugle, la défense des privilèges donnés par le savoir. Nous avons parfois balancé trop longtemps, nous n'avons pas toujours su agir quand il en était temps. (...) »

« Pour ce qui me concerne, je me sens aujourd'hui dans l'incapacité de poursuivre le chemin à la place qui est la mienne. (...) »

MÉDECINE

LES DÉPENSES DE SANTÉ EN 1984

6 462 francs par Français

Les Français ont dépensé pour leur santé, en 1984, 353,8 milliards de francs, soit 6 462 F par personne. La consommation médicale représente ainsi 8,2 % du produit intérieur brut (8 % en 1983) et 12,8 % de la consommation totale des ménages (12,5 % en 1983). L'évaluation de ces dépenses, qui devait être présentée officiellement, le jeudi 28 mars, à la commission des comptes de la santé, que président les ministres concernés, en même temps que les bilans définitifs pour 1982 et pour 1983, montre que leur taux d'accroissement s'est ralenti très nettement ces deux dernières années, pour se situer en 1984 à 11 % de plus qu'en 1983.

Les dépenses d'hospitalisation (178,618 milliards, soit 3 263 F par personne), bien qu'atteignant plus de la moitié des dépenses médicales, ont connu, en 1984, le taux d'augmentation le plus faible jamais observé, soit 11,2 %. Il reflète à la fois l'effort de maîtrise entreprise par l'attribution de budgets globaux et par la limitation des créations d'emplois, et, sans doute, l'ébauche de mutations structurelles visant à n'utiliser l'hospitalisation qu'en dernier recours et à développer les formules de soins à domicile. Le secteur de l'hospitalisation privée (37,004 milliards de francs) enregistre, pour sa part, une augmentation de 9,9 % par rapport à 1983, plus faible que celle notée pour l'hospitalisation publique (11,6 %).

Les soins ambulatoires (102,7 milliards de francs, soit 1 894 francs par personne), qui représentent 25,3 % de la consommation médicale, ont vu la crois-

sance de leurs coûts nettement ralentir (l'augmentation n'est que de 3,1 %) en raison de relèvements tarifaires inférieurs au taux d'inflation. Et pourtant... leur croissance en volume (6,7 %) n'a jamais été aussi forte depuis dix ans bien que, paradoxalement, le nombre de consultations et des visites ait diminué.

Il semble qu'il faille attribuer cette croissance à un recours plus fréquent des praticiens à des actes mieux payés (généraliste, endoscopie, etc.), que les simples consultations. Il est difficile de dire si cette tendance répond à l'évolution technologique, ou, pour une part, à une action des médecins pour compenser des niveaux tarifaires de consultations et de visites fixés trop bas.

Si les dépenses de santé (infirmiers, kinésithérapeutes, pédiatres, orthophonistes, etc.) n'ont entraîné que des dépenses en faible augmentation (12,8 %), la croissance en volume des services de laboratoires atteint avec 12,10 % plus du double de celle de l'année précédente, sans doute en raison du développement des analyses dites de « surveillance biologique » prescrites par exemple lors de la contraception orale. Les cures thermiques (2,2 milliards) connaissent, elles aussi, une croissance en volume importante.

Les médicaments, pansements, etc. achetés en pharmacie représentent 64,05 milliards de francs. Ces dépenses sont, en hausse de 11,1 % sur 1983. Cela tient manifestement autant à une croissance du volume des achats, dû notamment à une forte augmentation des prescriptions qu'à une revalorisation modérée des tarifs cette année. Les Français ont aussi acheté beaucoup de lunettes en 1984, près de 10 % de plus que l'année précédente.

La participation des ménages

Le rapport du service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale comporte également les données, définitives celles-là, englobant la totalité des dépenses concernant la santé. En 1982, et pour une « consommation médicale finale » de 282 milliards de francs (ce terme traduit la valeur des biens et services médicaux acquis sous une forme marchande), la prévention a impliqué une dépense de 10,5 milliards, l'enseignement de 3,7 milliards, la recherche médicale de

8,5 milliards et la gestion du système de santé de 4,6 milliards. Il est intéressant de noter que l'effort financier consenti pour la recherche médicale de laquelle dépend tout l'orientation de systèmes de santé, et pour tout le fruit des efforts déployés que 3 % de la consommation médicale.

Ces dernières données montrent que la participation des ménages au financement de la santé atteint 21,2 % en 1982, soit un montant en constante diminution depuis 1970.

Ce n'est donc pas, pour l'instant, à un transfert des modes de financement vers les ménages qu'est dû le très net ralentissement du taux de progression des dépenses de santé. Ce n'est pas non plus parce que les Français se soignent moins car la progression en volume des actes médicaux continue d'être forte. La France est plus « médicalisée » qu'auparavant, et les résultats en matière de santé ne sont pas meilleurs. Ce n'est pas non plus parce que les Français se soignent moins car la progression en volume des actes médicaux continue d'être forte. La France est plus « médicalisée » qu'auparavant, et les résultats en matière de santé ne sont pas meilleurs. Ce n'est pas non plus parce que les Français se soignent moins car la progression en volume des actes médicaux continue d'être forte. La France est plus « médicalisée » qu'auparavant, et les résultats en matière de santé ne sont pas meilleurs.

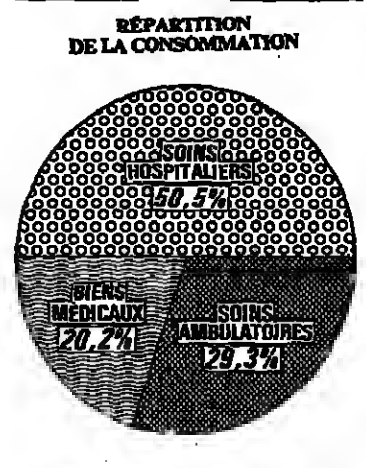
D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

LE NAUFRAGÉ DE LA BANQUISE

Rallier le pôle nord, seul, après avoir parcouru 800 kilomètres de banquise en tirant un traîneau à pied ou à ski : tel était le pari — fort de Jean-Louis Étienne, un médecin de trente-huit ans originaire de Castres (Tarn). Déposé on ovion le 9 mars au cap Columbus, à l'extrême nord du Canada, il a commencé sa progression avec son traîneau (65 kilos), effectuant seulement 22 kilomètres pendant les six premiers jours, par des températures atteignant -48°C. Le 25 mars, il est tombé dans une crevasse et s'est démis l'épaule. Secouru par un avion, grâce à sa balise de détresse, il a été ramené sain et sauf à son camp de base de Resolute-Bay, dans le Grand Nord canadien.

Jean-Louis Étienne n'est pas un débutant de l'aventure. Il a participé à de multiples expéditions en Patagonie, au Groenland, dans l'Himalaya, et fait plusieurs traversées de l'Atlantique avec Alain Colas et Eric Tabarly. Il s'est spécialisé dans la médecine sportive. Par son expédition solitaire au pôle nord, il voulait prouver l'intérêt des aliments lyophilisés préparés spécialement dans un contexte où le dépense en calories est à son maximum. Une croisière sur sa route de cette première tentative.

R. C.



Les soins ambulatoires comprennent les visites et consultations. Les soins médicaux représentent les achats de médicaments, lunettes, etc.

TAUX D'ACCROISSEMENT DES POSTES

	1970-1980	1980-1982	1983	1984	Valeur 1984 (milliards de francs)
Hospitalisation	+ 19,6 %	+ 18,1 %	+ 12,4 %	+ 11,2 %	178,6
Soins ambulatoires	+ 14,8 %	+ 15,4 %	+ 15,6 %	+ 6,7 %	102,7
Soins médicaux	+ 12,4 %	+ 17,7 %	+ 16,8 %	+ 11,9 %	71,2

culture

ÉDITION

LA FIN DU CINQUIÈME SALON DU LIVRE

L' affluence

Le cinquième Salon du livre de Paris s'est terminé mercredi soir 27 mars, faisant, comme chaque année, un beau pied de nez à ceux qui se sont gaussés de sa création, prédisant un échec déshonorant pour l'édition française. Le Syndicat national de l'édition, qui l'organise, s'est félicité du succès grandissant de cette manifestation, avec, pour 1985, plus de cent soixante-dix mille visiteurs (contre cent vingt mille en 1981, la première année, et cent soixante mille l'an dernier).

Cette année, on n'a jamais pu se promener tranquillement sous la verrière du Grand Palais. L'affluence était constante, et chaque jour a connu ses moments de franche bousculade. Les enfants, en particulier, étaient beaucoup plus nombreux qu'à l'accoutumée. Outre ceux qui venaient avec leurs parents, les étudiants, épuisés, de travail en travail pour faire le concours réservé aux jeunes, beaucoup ont visité le Salon avec leur classe. La fréquentation des groupes scolaires a augmenté de 50 % par rapport à 1984, totalisant onze mille élèves.

Les auteurs étaient eux aussi plus présents, pour les signatures : mille au lieu de sept cents. Les personnalités politiques n'étaient pas en reste : le premier ministre, M. Fabius, le ministre de la culture, M. Lang, le maire de Paris,

M. Chirac, le ministre des droits de la femme, M. Roudy, qui a dédié son dernier livre, *A cause d'elle*, (Albin Michel), le président de l'Assemblée nationale, M. Mer-maz, qui a dédié son ouvrage *M de Maitre ou l'amour déçu* (« J'ai la Histoire », le ministre de l'éducation nationale, M. Chevènement, qui a passé un long moment au Salon mardi après-midi 26 mars et a prononcé un discours s'adressant particulièrement aux éditeurs de manuels scolaires (voir encadré).

Une « émeute »

Le surplus de visiteurs de ce Salon 1985 n'était pas constitué de badauds, si l'on en juge par les ventes. Stock, par exemple, annonce une augmentation de 30 % environ et Gallimard de 22 %. Chez Ramsay, on a dû réimprimer le troisième volume de la *Trilogie de la bicyclette bleue*, de Régine Deforges, tiré d'emblée à quatre cent mille exemplaires et sorti deux jours avant l'ouverture du Salon. Chez Fayard, il y a eu samedi après-midi, une « émeute » autour de Simone Signoret, qui a signé en deux heures plus de cinq cents *Adieu Volodia* (son premier roman). Elle est revenue mardi soir, et la trêve entière où se trouvait le stand Fayard était impraticable.

Plus inattendu a été le succès de William Boyd, qui participait à « Apostrophes » vendredi 22 mars pour son livre *Comme neige au soleil* (Balland). Dès le samedi, Boyd en signait cent cinquante exemplaires, et le livre n'a cessé de se vendre les jours suivants. « Moi, j'ai chaque année un budget de 1000 F à 1500 F pour le Salon, expliquait un visiteur, parce que j'ai le sentiment que je peux tout trouver, en particulier des livres de petites maisons, à tirages modestes, que certains libraires répugnent à commander, ainsi que des ouvrages très spécialisés. C'est une mine pour les bibliophiles, cet endroit. » Certes, se moque-t-on, si l'on se fatigue beaucoup sous la verrière du Grand Palais, si l'on se fait copieusement bousculer et écraser les pieds, on y arpente, huit jours par an, la plus belle librairie de France.

JOSYANE SAVIGNEAU.

LE MINISTRE ET LES MANUELS

Il était tous là, les plus grands éditeurs scolaires - Bordas, Hachette, Hatier, Magnard, Nathan, etc. - et ne semblaient pas se réjouir des propos de M. Jean-Pierre Chevènement, dont ils attendaient des solutions à la crise du manuel scolaire.

Les éditeurs souhaitent une forte augmentation des crédits d'Etat qui assurent la gratuité de ces manuels (instituée par la réforme Haby). Les manuels, estiment-ils, ont une trop longue vie et ne sont souvent plus conformes aux programmes. C'est le cas, affirment-ils, pour 30 % des ouvrages de mathématiques et 60 % des livres d'histoire.

M. Chevènement est resté très imprécis sur ces diverses formules mises à l'étude pour résoudre ces problèmes. En revanche, il a été très disert dans ses commentaires sur les manuels. Il reproche à ces ouvrages, notamment ceux de français, d'être « souvent truffés d'exemples indigènes », d'être incomplets, hâtifs, de présenter une ponctuation déficiente, d'être écrits dans un français parfois approximatif.

THÉÂTRE

« LA MUSICA », de Marguerite Duras

« Avez-vous bien promis de me haïr toujours ? »

« Ce sont des gens, dit Marguerite Duras, qui ont habité Evreux au début de leur mariage, qui s'y retrouvent le jour où leur divorce est prononcé. »

Ils s'étaient séparés, trois ans plus tôt. Depuis, ils ne s'étaient pas revus. Au palais de justice, l'audience a eu lieu tard dans la soirée, elle a été, pour eux deux, éprouvante, comme le sont toujours ces audiences de divorce. Il faut à présent qu'ils attendent le jour. Elle, « on » va venir la chercher demain matin, en voiture. Lui, il prendra le train, « on » l'attendra à Paris, à la gare Saint-Lazare.

Entre eux, c'est fini. Ils n'ont plus rien à partager, à se dire. En ville, tout est fermé, même la gare, alors ils sont assis, on les font les cent pas, dans le vestibule de l'Hôtel de France, qui est grand, peu éclairé, désert. Quand le jour va poindre, ils se diront au revoir. Et ne se reverront plus. Voilà la donnée de *La Musica*. C'est simple. Et Marguerite Duras ne joue pas sur le cœur, ne pèse sur aucune corde.

Cette présence d'elle et de lui, dans ce lieu impersonnel, ces heures vides, ces deux êtres qui n'ont plus de lien, c'est un cas ultime, un comble de « place nette ». Les paroles qu'elle et lui vont échanger, presque chacun pour soi, durant quelques heures, sont un peu comme des unités de substance pure. De substance de vie pure. Et ces paroles s'organisent peu à peu en une décomposition, une analyse, de l'enchevêtrement des choses qui ont orienté ces deux vies.

C'est pourquoi nous sommes ici sur un pic extrême du « théâtre ». Deux corps et deux consciences, autonomes, secrètes, « entre centre et absence », comme disait Michaux, les paroles qui sont en elles-mêmes le destin. Marguerite Duras a le mot juste quand, s'agissant de sa pièce, elle dit « tragédie ». Sans en faire de gorges chaudes. C'est la définition de *La Musica*, sans plus. Entre ce vestibule de l'Hôtel de France à Evreux et « le cabinet qui est entre l'appartement de Titus et celui de Bérénice, à Rome », il n'y a pas de distance. Le spectateur se le dit, et ne se le dit pas. Mais les deux couples ne peuvent se confondre. L'écoute et le regard de Marguerite Duras ne présentent pas de faiblesses. Alors que les mots de Racine : « Il ne faut point ici nous attendre tous deux », restent lettre morte.

Une vie sans certitude

Peut-être bien que cette femme et cet homme, jusqu'à cette nuit dernière où ils se maintiennent très loin l'un de l'autre, ne s'étaient pas parlé, comme l'on dit. Hors de tout rapprochement, ils s'imposent ainsi l'épreuve d'une réunion, la plus intime que jamais ils aient eue. Le va-et-vient de la parole, enfin vivante, leur fait découvrir qu'ils sont liés, qu'ils s'aiment et s'aiment à jamais, et que l'enfer, qu'ils ont vécu, et auquel ils ont eu l'esprit de mettre fin, s'inscrit dans cette union. Alors étreintes, mariage, divorce, pourquoi ? Pour faire front à la fuite du temps. Un trompe-la-mort, pour simplifier.

Une à une, les composantes de *La Musica* concourent à la transparence, à l'évidence, à la nudité de la tragédie. Le lieu de l'action construit par Marguerite Duras figure une fuite de perspectives dans le temps et dans la vie : espace perdu, porte-tambour de verre qui n'est ni entrée ni sortie, croisements translucides qui donnent sur ailleurs, reflets d'enfilades de lustres et de miroirs : décor d'une vie sans certitude, vrai décor de théâtre, imaginaire, toile peinte, décor de conscience, décor de mémoire, chambre immatérielle de l'esprit. Très beau.

Les deux acteurs, Miou-Miou et Sami Frey, d'évidence très tenus par Marguerite Duras, gardent une extrême sobriété. Lui exprime peut-être plus d'incertitude, des secondes d'une défaite. Elle manifeste plus de caractère, presque comme si Marguerite Duras voyait, entre la femme et l'homme, une inégalité de classe : l'ouvrière de quelque chose contre le privilégié. Mais ce n'est pas l'essentiel.

La dimension de vérité, de poésie et d'égérie spirituelle de Marguerite Duras avait été pour une part déstabilisée, pendant des années, par les mises en scène de Claude Régy, certes très fortes et belles, mais d'un art trop stylisé, trop compassé. Dégagé de tout maniérisme par la mise en scène de l'auteur, par le jeu imperturbable des deux comédiens, cette *Musica* nous permet de mieux appréhender nos vies.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre du Rond-Point, 20 h 30, en alternance avec *Les Oiseaux*, d'après Aristophane.

CINÉMA

« LE FLIC DE BEVERLY HILLS », de Martin Brest

Eddie Murphy, le Scapin de la côte ouest

A voir Eddie Murphy en jeans fatigués faire le mariolo dans un camion de marchandises volées, on croirait un voyou. Mais il est flic, un flic à la manière de Starsky et Hutch, le monstre noir de son commissariat, individualiste, bon cœur cependant (l'anti-Dirty Harry) et fidèle. Il rencontre un vieux copain qui arrive de Los Angeles et se fait brutaliser par des dealers par ses supérieurs de prendre des vacances. Eddie s'en va chercher la clé du mystère sur place, à Los Angeles. Et le voilà tout crasseux et tout petit sous le soleil de la côte ouest, au milieu des guys extravagants ou sournois, des superhéros sophistiqués, des beaux grands flics blonds dont l'uniforme impeccable laisse percevoir l'encolure d'un T-shirt blanc lisse.

Il ont reçu l'ordre de l'inspecteur de gêner, mais, naturellement, il les séduit et leur donne le pion. Il se débarrasse de ceux qui le surveillent en introduisant une banane dans le pot d'échappement de leur voiture, les entraîne dans une boîte crasseuse où il s'amuse mais reste sur le qui-vive. L'arrivée de deux types en manteaux - par cette chaleur, ce n'est pas net - lui donne l'occasion de démontrer ses mérites. Il joue les allumés, baratine, et les loubards désarmés ratent leur coup. Il en fait bien d'autres, Eddie, et il gagne : les flics sont conquis, les riches méchants punis, et lui a vengé son pote.

Le film de Martin Brest est drôle, mouvementé, insolent juste ce qu'il faut pour assouvir sans choquer. Ce qui se rapporte au sexe est décent, la violence tourne au gag. *Le Flic de Beverly Hills* bat des records de recettes aux Etats-Unis. Qu'il n'en aille pas de même en France serait étonnant. L'opposition Detroit/Los Angeles telle qu'elle est montrée est exportable sans difficulté d'adaptation. De même l'opposition Noirs/Blancs. Eddie Murphy est seul. Un Noir gentil, et pourtant suffisamment imprévisible pour garder l'attrait du danger possible. Il est comme un enfant : content de gagner, il n'en profite pas outre mesure.

Son personnage, en définitive, est universel : c'est Scapin, l'éternel zozai médiateur, roi de la débrouille, indiscipliné mais efficace, pas vraiment scrupuleux, surtout avec les puissants, mais généreux. Quand il gagne trois sous, il ne les donne pas, il en dépense quatre avec ses copains. Il n'est ni le plus fort ni le plus courageux, mais il sait utiliser sa courtoisie, et il est le plus rapide, le plus malin.

COLETTE GODARD.
* Voir les films nouveaux.

DANSE

AU THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

En feuilletant l'album de Maurice Béjart

En 1955, au Théâtre de l'Etoile, dans une salle presque vide, Maurice Béjart naissait à la chorégraphie avec sa *Symphonie pour un homme seul*. On a encore en mémoire le jeune danseur nerveux, chat sauvage qui échappait à la foule en grimpaient à une corde.

Sur sa lancée, Béjart allait créer un chef-d'œuvre tout aussi instinctif et brutal dans sa transposition des pulsions du *Sacre*, avant de s'engager dans des œuvres largement autobiographiques, de style baroque, où le grand public s'enchantait de retrouver ses propres désirs et ses angoisses.

Dans *Notre Faust* (1974), le chorégraphe, à l'approche de la cinquantaine, s'arrête - le temps d'un tango ravageur - pour jeter un regard en arrière, alourdi par une réflexion métaphysique. Puis il s'échappe une fois encore avec une corde et disparaît la tête en bas, enlevé par un bel archange.

Au Théâtre musical de Paris, où ces deux ballets sont repris par la compagnie de Béjart, c'est Patrick Dupond qui interprète la *Symphonie pour un homme seul* avec une déconstruc-tion propre à sa génération, qui rend le propos arginal un peu anodin.

La danse a bien évolué depuis quelques années. Avec le recul, l'œuvre de Béjart ne se situe plus du côté des tentatives de renouvellement du vocabulaire et de la technique mais plutôt dans la réactualisation du ballet néo-classique. Aujourd'hui, moins pressé, moins fébrile dans sa création, il prend le temps de s'amuser un peu. Sa dernière création, *Le Concours*, est une intrigue policière, un puzzle qui mêle le présent, le futur, le passé, mais c'est avant tout un tableau subtil et désolant de ce qui lui tient le plus à cœur, le monde de la danse et du ballet.

Béjart ouvre aussi la scène aux travaux de ses danseurs : il a programmé deux essais de Michel Cascard (*Trois pour trois*) et Bertrand d'At (*La Mort de l'Amante*). Leurs chorégraphies sont nettement sous influence. Le mieux pour eux serait de retrouver l'esprit de rupture et de révolte qui animait leur maître lors qu'il composa la *Symphonie pour un homme seul*.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre musical de Paris, 20 h 30, *Symphonie pour un homme seul*, jusqu'au 31 mars. *Notre Faust*, à partir du 2 avril. *Le Concours*, à partir du 17 avril.

MUSIQUE

« WOZZECK », à l'Opéra

Obsédante est la ville

Faut-il y voir une coïncidence ou une vision sociale et politique ? Le très beau *Wozzeck* présenté mercredi au Palais Garnier, est dû à une équipe qui l'a monté l'an passé à l'Opéra de Berlin-Est : Ruth Berghaus, femme de Paul Dessau et ancienne directrice du Berliner Ensemble, pour la mise en scène, Hans-Dieter Schaal (décors), Marie-Laise Strandt (costumes), Sigrid Neuf (dramaturgie) ; et la réalisation met l'accent comme jamais sur le drame collectif, sur la ville, dont Wozzeck, Marie, le Capitaine, le Docteur, fournissent des spécimens pris dans la masse.

Obsédante est cette ville où la nature n'a pas de place, fût-ce une lune ou une étoile. Vaste paroi blanche où s'ouvrent la modeste chambre du Capitaine, des superpositions monotones d'escaliers sans grâce ; partout, derrière les piliers, sur le pas des portes, des êtres blafards qu'animent parfois des mouvements rigides ou pendulaires ; les maisons s'écartent peu à peu les unes des autres, « fissure » béante qui symbolise l'opéra, pour laisser voir d'autres architectures en HLM ou en puissants gestes de béton.

Mais laissons parler Hans-Dieter Schaal qui donne une description saisissante de son décor et, finalement, de ce qu'on voit sur scène : « Les murs enserrent les personnages, sectionnent leurs rapports humains et les empêchent de voir les vastes horizons. Les citadins sortent des murs, des niches, des portes, traversent d'étroites ruelles, regardent aux fenêtres, montent des escaliers et des étages, sont saisis par la lumière, disparaissent dans l'ombre, s'observent, s'écrasent, se menacent et se tourmentent les uns les autres, font des expériences qu'ils ne comprennent pas, se séduisent, s'aiment, se haïssent, se poi-

gnardent... La ville est une prison collective. »

Humanité grise, toute entière « concassée », où ne ressortent que quelques couleurs vives de travestis dansant et la robe blanche de Marie, la pécheresse, lisant la Bible. Le tambour-major lui-même (Allen Cathard) est comme les autres, dépourvu de tout habit cinquant, bellâtre à la voix terne, sans gravité et à peine de médium. L'histoire de Wozzeck ne serait-elle qu'un fait divers sans importance, perdu dans cet univers concentrationnaire vide de pensée et d'espérance ?

Mais sans doute Ruth Berghaus a-t-elle misé, à juste titre, sur le contraste de cette mise en scène unidimensionnelle avec la partition qui est en fait la fois la confirmation et la violente antithèse, une protestation, un cri qui déchire la grisaille. Car sans cesse la musique d'Alban Berg, dans le mouvement même où elle objective l'action, approfondit le drame jusqu'aux racines inconscientes et mythiques de l'affectivité primaire qui meut les personnages ; elle transcende et, de ce fait, jette le monde où elle se déplace, ouvre une brèche dans ce huis-clos métaphysique.

Comme la voix de Marie (Anja Silja), d'un éclat prodigieux aux éclairs d'acier, et se sentant transfigurer la médiocrité de sa condition et la misère de son destin, l'orchestre

de l'Opéra, subjugué par l'autorité de Christoph von Dohnanyi, illumine le spectacle, allant la précision la plus exigeante à la fulguration interne, et l'on a rarement entendu une interprétation aussi riche, émouvante et radicalement tragique.

Le *Wozzeck* de Peter Gottlieb a beaucoup de traits originaux : plus « intellectuel » que ses devanciers (il a souvent un livre ou un journal à la main), il est aussi moins soumis et plus brutal : d'emblée, on le sent tenté d'égotiser le Capitaine avec son raisoir ; se contentant de lui planter sur la tête sa serviette de coiffeur et un chapeau moiré ; et il est pour le moins étonnant de le voir jeter à terre Capitaine et Docteur qui viennent de lui révéler son infortune. Hagard et hétéroclite à la fois, avec une diction très présente, malgré un timbre un peu assourdi, c'est un personnage de haute stature.

Dans cette excellente distribution, on citera encore le Docteur de Günther Misenhardt : grosse voix sensuelle et sadique, le Capitaine caricatural et abject de Ragnar Ulfung, John Fryatt qui en quelques mots incarne un fou saisi, James Hoback (Anders), Fernand Dumont et Jean-Philippe Maritres, et aussi les chœurs de Jean Laforge qui peuplent de silhouettes angossantes cette ville tentaculaire.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 29 mars (20 h), 2, 4, 5, 8, 11, 18 et 22 avril (19 h 30).

CRÉATIONS A L'ITINÉRAIRE

Trajets et sources vives

Les partitions solides, comme les bons vins, ne perdent rien à vieillir un peu. Le concert de l'itinéraire donné le 20 mars au Centre Georges-Pompidou l'a prouvé une fois de plus. Les *Nuits de Xenakis*, magnifiquement interprétées par le Groupe vocal de France, n'ont rien perdu, depuis 1968, de leur puissance d'expression, mélange explosif de rudesse et de fragilité.

Une nouvelle audition de l'œuvre de Benay Inas *D'un opéra de poupée*, écrit pour une formation restreinte mêlant avec une maîtrise remarquable les instruments acoustiques et électroniques (guitare, vocoder, synthétiseur, orgue), a permis d'apprécier beaucoup mieux qu'à la création, en 1982, toutes les subtilités d'une musique où il se passe toujours en même temps plusieurs choses, qui se mettent mutuellement en valeur.

Les titres des sept parties enchâssées : *d'avant-garde, lyrique, de genre, américaine, contemporaine, de femme, de fin*, disent assez dans quel esprit on doit écouter ce diversément raffiné et spirituel. Alain Louvier l'a dirigé avec toute l'attention qu'il mérite.

La seconde partie du programme proposait deux créations : l'une posthume, *Trajets*, de Luc Brevin (déjà donné l'an dernier à New-

York) ; l'autre mondiale, *Sources vives*, de François Bouché. On ne saurait imaginer contraste plus frappant avec l'activité fébrile de la première, pour piano principal avec modulation à l'aveugle et ensemble instrumental, que l'atmosphère feutrée et enluminée de la deuxième, qui se construit note à note et enveloppe l'auditeur comme les effluves d'un bain parfumé : les voix murmurantes du chœur, les sonorités aquatiques des instruments électroniques, l'amplification des instruments traditionnels se fondant les uns dans les autres, sans choc ni surprise, pour édifier une longue trame immobile.

A cette esthétique de l'atmosphère que François Bouché (né en 1946) poursuit depuis quelques années et qu'il maîtrise de mieux en mieux, on est tenté d'opposer, voire de préférer, la manière « forte » de Luc Brevin, un jeune compositeur-pianiste-ingénieur du son né en Belgique en 1959 et qui témoigne d'un tempérament fougueux dans ce véritable concert pour piano, coupé de deux cadences flamboyantes, et qui, partant d'une écriture presque rhapsodique, débouche sur un final bouillonnant de rythmes contrariés au sein d'une pulsation implacable qui n'est pas sans rappeler *Requiem*. Le compositeur tenait lui-même la partie de piano et l'Ensemble de l'itinéraire, au meilleur de sa forme, était placé sous la direction de Michel Swierczewski.

GÉRARD CONDÉ.

* Prochain concert de l'itinéraire au Centre Georges-Pompidou le 18 avril, avec des œuvres de Durville, Decon, Benjamin et Bickow.

ELECTRIC DREAMS

(sortie le 17 avril)

Prix du Public et Prix Antoine d'Or au Festival d'Avoriaz 85

Medellin et Miles seraient tout pour être heureux ensemble... mais ils ont un rival inattendu, électrique et branché 24 heures sur 24.

Rejoins-moi au théâtre d'Ivry à 20h30. Ton billet est sous le gramophone.

THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY. MÉTRO MAIRIE D'IVRY. TEL. 672.37.43

Amour de Don Perlimpin

avec Béatrice dans son jardin

COMPAGNIE CATHÉRIQUE D'ASTI

LOCCA

COMMUNICATION

VU

Gabriel Garcia Marquez trahi

Les écrivains latino-américains n'ont pas de chance avec la télévision. On se souvient d'un raga monumental l'an dernier avec *Macanour le Président*, une des œuvres maîtresses de Miguel Angel Asturias. Ce roman de terreur, baigné par un sous-conscient magique, auquel les métaphores oniriques, l'accumulation d'assonances, le syntaxe disloquée, donnent une force tellurique, avait été réduit à néant par une de ces coproductions internationales comme on en voit de plus en plus et un « double » ahurissant. Les mémoires, les aveugles, toute cette sous-humanité saisissante chez Asturias parlait avec la même voix que Sus Eilen ou J.R. dans *Dallas*.

C'était encore pis, mercredi soir, avec la *Mer du temps perdu*, un téléfilm allemand, tiré d'une nouvelle de Gabriel Garcia Marquez, *l'Incorruptible* et triste histoire de la candide Eréndira et de sa grand-mère diabolique. Il n'est pas rare, l'odeur délicieuse et inquiétante de rose qui envahit un matin le village arrive ici, dans des maisons levées au sillon de Marseille, couleurs propres, gens propres, image propre. Un film sans « levitation », nettoyé de sa dimension universelle. On ne peut même pas dire que ce soit mal joué, c'est joué à côté, avec des comédiens insensibles à « cette impossibilité de l'histoire » qui marque tous les romans de Garcia Marquez. Un désastre, on n'en parlerait même pas si l'on ne voyait répéter avec inquiétude les mêmes échecs.

CATHERINE HUMBLLOT.

LE CABLE A MARSEILLE

Les PTT veulent développer une nouvelle image des réseaux de vidéo-communication

Les signatures de protocoles d'accord sur le câblage entre les PTT et les collectivités locales se suivent et ne se ressemblent pas. Ainsi, quand Marseille signe, le 25 mars, c'est une ville de 850 000 habitants qui se décide à sauter le pas, mais c'est surtout M. Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, qui s'intéresse au câble. C'est sans doute pourquoi le réseau de Marseille veut apporter, au-delà de la télévision par câble, des services professionnels aux entreprises et aux administrations.

Le protocole le plus précis : Marseille sera un lieu privilégié pour l'expérimentation de ces nouveaux services. Les PTT et la municipalité ont choisi plusieurs directions de recherche : formation professionnelle et permanente, enseignement, information sanitaire et sociale, communication municipale. Des choix qui conduisent, en toute logique, à intensifier le câblage des lieux collectifs (écoles, hôpitaux, entreprises, lieux publics), à développer rapidement l'interactivité et, surtout, à lancer des maquettes de services de manière un peu volontariste, comme on l'a fait en télématique.

Au ministère des PTT, on rappelle volontiers qu'il s'agit là d'une

vacation fondamentale du plan de câblage : la vidéo-communication doit prolonger et enrichir la télématique, même si cette logique a été quelque peu nuancée au profit de la télévision, plus facile à vendre aux élus et au grand public. Le ministère des PTT soutient visiblement que la Direction générale des télécommunications (DGT) ait une politique un peu plus ambitieuse dans ce domaine. Ne s'agit-il pas de démarquer rapidement le plan de câblage des débats sur la télévision privée ?

Pendant deux ans, les réseaux câblés ont été associés à la promesse de nouvelles chaînes. Aujourd'hui, l'attente du public, les investissements financiers et les stratégies des principaux partenaires semblent se déplacer vers la télévision berrézienne, même si le câble constitue à terme la seule solution rationnelle pour la distribution de nombreux programmes audiovisuels. Pour éviter une trop longue traversée du désert, il est temps pour les PTT de revenir à ce qui fait la spécificité des réseaux en étoile et en fibres optiques.

Que peut signifier la vidéocommunication pour une collectivité ? Quelles sont les applications sociales de l'interactivité au-delà du simple visiophone ? C'est à toutes ces questions que l'expérience de Marseille va tenter de répondre. Elle ne sera pas la seule. A Genevilliers, on cherche depuis plusieurs mois dans la même voie en proposant un câblage à 100 % de la commune. Et la municipalité de Montpellier, qui vient de commander des prises pour la totalité des foyers, s'interroge aussi sur le développement des services collectifs et professionnels.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« LE CHASSEUR FRANÇAIS » A CENT ANS

Avec son numéro d'avril, le magazine *Le Chasseur français* célèbre son centenaire. C'est en effet le 15 juin 1885 que, mensuel d'information, patronné à l'origine, par la Manufacture d'armes de Saint-Etienne, était lancé. Dès 1896, d'un quart de page, le magazine s'est agrandi à la vente d'armes, le *Chasseur français* évolue vers le magazine d'information générale. Diffusant 400 000 exemplaires en 1930, il atteint les 850 000 en 1968. Sa rubrique de petites annonces matrimoniales est devenue légendaire. Le numéro du centenaire (9,50 F.) offre, notamment, un document pratiquement introuvable : la photographie du premier exemplaire du *Chasseur français*. On y trouve en outre un sondage exclusif sur « les Français et la nature ».

EXPORTEZ EN ARABIE

Puisque société franco-arabienne, longue expérience, implantation commerciale et industrielle ARABIE/ISRAËL se charge de vos missions, recherche vos meilleurs partenaires, etc.

SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-86-28

PICARD

Votre serrure doit-elle être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque. Il vous dira si votre serrure est encore capable de non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

Jeudi 28 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série** : Au nom de tous les miens. D'après le livre de M. Gail et M. Gray. Réal. R. Emico, avec J. Pando, M. Mazi, H. Hugues. *Martin gravit les échelons de la réussite. Un feuilleton qui illustre une période dramatique de l'histoire, racontée ici d'une manière un peu racoleuse.*

21 h 30 **Les jeudis de l'information** : Questions à domicile. Une nouvelle émission politique proposée par la rédaction de TF1. Chaque mois Anne Sinclair, Pierre-Luc Segallion et Alexandre Tardieu invitent les téléspectateurs à la suite en direct au domicile d'un personnalité politique. Premier rendez-vous chez Jean-Pierre Chevènement dans sa maison de Belfort.

22 h 45 **Journal**.

23 h 5 **Etoiles à la une**. Comme les doigts de la main, court métrage d'Eric Rochant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Série** : Le mur de la haine. D'après J. Hersey ; scénario de M. Lampell ; réalisation R. Markowitz. Avec E. Wallach, T. Conn, L. Eichmann. Deuxième épisode. Après avoir découvert l'existence d'un camp de concentration, Dolek rejoint les rangs de la Résistance.

21 h 35 **Carte de presse**. Émission d'H. Chabrier et M. Fiorin. *Mourir à fond la caisse, reportage sur les accidents de voiture.*

22 h 35 **Histoires courtes** : La Face perdue. Film d'E. Barbier, avec G. Gavrilov, L. Crogly. *La nouvelle de Jack London astucieusement transposée dans la Russie de 1918. Quel stratagème le héros va-t-il inventer pour échapper à la torture ? Toute une aventure en une nuit et vingt minutes, avec des brigands sangui-naires.*

23 h 5 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Téléfilm** (hommage à Armand Lanoux) : Yvette.

D'après Guy de Maupassant. Avec F. Dougnac, M. Barreau, M. Michel. *Une histoire que Maupassant avait écrite « à la manière de Feuillet et Cr... », et non une étude : une chose habile mais pas « forte ». Pourrait d'une jeune fille prise au piège dans un milieu qui n'est pas le sien.*

22 h 25 **Journal**.

22 h 50 **Série** : Allegoria.

22 h 55 **Préface** à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, **Oum le dauphin** ; 17 h 10, **Cant petits tours et puis s'en vont** ; 18 h 5, **Série** : Dynamis ; 18 h 50, **Atout PIC** ; 19 h, **Janique Aimée** ; 19 h 15, **Informations**.

CANAL PLUS

20 h 30, **La Victime**, film de G. Dobay ; 21 h 45, **Les Désirs de Melody la love**, film de H. Frank ; 23 h 25, **Tygra**, la place et le feu, film de R. Balsh ; 0 h 45, **Série** : Colatin ; 2 h 30, **Top 50**.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « **Le Jardin aux tilleuls** » ou « **La Folle sage** », d'Alain Vassaux.

21 h 30 **Vocalise** : en direct de la Biennale, l'Orfeo 2.

22 h 30 **Nuits magiques** : le Mail.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct du grand auditorium de Radio-France) : *Gavotte variée de la suite en la, de Rameau ; Variations sur une très belle valse viennoise, de Czerny ; Variations sérieuses, de Mendelssohn ; Variations sur un thème de Schumann, de Brahms ; Variations sur un thème de Mozart, de Chopin ; Variations sur un thème de Corelli, de Rachmaninov, par François-Joël Thiollier, piano.*

23 h **Les séries de France-Musique** : America America.

Vendredi 29 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **ANTIOPE 1**.

11 h 45 **La Une chez vous**.

12 h **Feuilleton** : Cap sur l'aventure.

12 h 30 **La bouteille à la mer**.

13 h **Journal**.

13 h 45 **A pleine vie**. Série : Galactica ; 14 h 40, **La maison de TF 1** ; 15 h 20, **Temps libres**... (Sacha Guitry).

16 h 30 **Croque-vacances**.

17 h 30 **La chance aux chansons**.

18 h **Le village dans les nuages**.

18 h 20 **Mini-journal pour les jeunes**.

18 h 30 **Série** : *Cœur de diamant*.

19 h 15 **Jeux** : *Amigram*.

19 h 40 **Feuilleton** : *Les Bargeot*.

20 h **Journal**.

Il y a nocturne à la Samaritaine-Rivoli jusqu'à 20 h 30, c'est la vérité ! (comme tous les mardis et vendredis).

20 h 35 **Le jeu de la vérité** : Annie Girardot. Émission de P. Sabatier, avec J.-P. Buccioli, Lino Renard, Richard Berry, E. Charden, Elaine Page, Barbara Dickson et Madère.

21 h 50 **Téléfilm** : *D'amour et d'eau chaude*. De Jean-Luc Trotignon, avec M. Allou, G. Matheo... *Petite chronique sur un monde de gens qui ont tous un vélo dans la tête. Mais le « poétique » est appliqué.*

23 h 15 **Journal**.

23 h 35 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 **Télématin**.

10 h 30 **ANTIOPE**.

12 h **Journal et météo**.

12 h 10 **Jeu** : *L'Académie des neufs*.

12 h 45 **Journal**.

13 h 30 **Feuilleton** : *Les amours des années folles*.

13 h 45 **Aujourd'hui la vie**.

14 h 50 **Série** : *Fuchoda*.

15 h 50 **La télévision des téléspectateurs**.

16 h **Reprise** : *Moi je...*

17 h **Diffusé** : *Indonésie : les hommes-fleurs de Sumatra : un mode de vie millénaire*.

17 h 45 **Résumé A 2**. *Poésie : Teddy ; Anim'A 2 : Latius et Lreli : les maîtres de l'univers ; Téléchat*.

18 h 30 **C'est la vie**.

18 h 50 **Jeu** : *Des chiffres et des lettres*.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Feuilleton** : *Châtresuvalion*. De J.-P. Petrolacci et G. Conchon, réal. P. Planchon et S. Friedman, avec P. Hatot, G. Marchal. *Le mort de Quénin fait grand bruit, même à Paris. Les dévotionnaires familiaux autour de la succession Berg sont toujours à l'ordre du jour, sauf pour Armand qui ne pense qu'à Anne, laquelle a disparu. Mais de nouveaux signes accablent la thèse de l'assassinat de Quénin, que la police avait peut-être reçu l'ordre de cacher en suicide. Enorme...*

21 h 30 **Agostrophes**. Magazine littéraire de B. Pivot. *Sur le thème « Récit au féminin », sont invités : Denise Bombardier (Une enfance à l'eau douce), Jean Chalon (Le Lézard), Destin d'Alexandra David-Néel), Françoise Gosses (On ne badine pas avec la politique), Katherine Pancol (Surtout, si possible), Yvette Roudy, ministre déléguée auprès du premier ministre pour les droits de la femme (A cause d'elles).*

22 h 50 **Journal**.

23 h **Ciné-club** (cycle Ernst Lubitsch) : *Haute Pégée*. Film américain d'E. Lubitsch (1932), avec M. Hopkins.

Les grandes reprises

ACTE DE VIOLENCE (A., v.a.) : Action Lafayette, 9 (329-79-89).

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.a.) (*) : Rialto, 19 (607-87-61).

ALIEN (A., v.a.) (*) : Saint-Lambert, 15 (532-91-58) ; V.I. : Montparnasse, 14 (327-53-37).

BARBEROUSSE (Jap., v.a.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-58).

BARRY LYNDON (Angl., v.a.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.), Demfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.a.) : Grand Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Ermitage, 9 (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Gobelin, 13 (336-23-44) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; UGC Comédia, 15 (574-93-40) ; Miroir, 16 (651-99-75) ; Napoléon, 17 (267-63-42) ; Palais Châtelet, 18 (522-46-01).

BUSTER SYEN VA-T-EN GUERRE (A., v.a.) : Cinéma P. Saint, 19 (203-02-55).

LES CHARIOTS DE PEU (Brit., v.a.) : Châtelet Victoria, 1 (529-04-08) ; Bata, 17 (622-44-21).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.a.) : André-Bazin, 13 (337-74-39).

CHRONIQUE D'UN AMOUR (Fr., v.a.) : L'Europe 1, 5 (354-42-34) ; Olympia Europe, 14 (544-43-14).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.a.) : Timpone, 3 (272-44-56).

LA CIOCCARA (It., v.a.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

CONAN LE BARBARE (A., v.a.) : Paris Loin Bowling, 18 (606-64-98).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.a.) : Studio Alpha, 5 (354-39-47), jusqu'à 17 h.

DERNIER CAPRICE (Jap., v.a.) : Rialto, 19 (607-87-61).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.a.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (708-89-16).

DESSOIN GUZALA (Sov., v.a.) : Châtelet Victoria, 1 (529-04-08) ; Saint-Lambert, 15 (532-91-58).

LES DEUX ANGLAISES (Fr., version intégr.) : Studio Cinéma, 5 (354-89-23) ; Bata, 17 (622-44-21) ; Olympia Europe, 14 (544-43-14).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HEROS (A., v.a.) : Bata, 17 (622-44-21).

EXCALIBUR (A., v.a.) : Calypso (Hap.), 17 (330-30-11) ; V.I. : Opéra Night, 2 (296-62-56).

FAME (A., v.a.) : Rialto, 19 (607-87-61).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.a.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Châtelet Victoria, 1 (529-04-08) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85).

HAIR (A., v.a.) : Bata, 17 (622-44-21).

HELLZAPOPPIN (A., v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65) ; Action Lafayette, 9 (329-79-89).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (*) : Bata, 17 (622-44-21).

INDISCRETIONS (A., v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

JULES ET JIM (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.a.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

MADAME BOVARY (A., v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65).

MADAME PORTE LA CLOUTTE (A., v.a.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.a.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

LE MILLIARDAIRE (A., v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.a.) : Capri, 2 (508-10-69).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

OUTLAND (A., v.a.) : Cinéma Précat, 19 (203-02-55).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.a.) : Châtelet Victoria, 1 (529-04-08) ; Rialto, 19 (607-87-61).

PORCHERIE (It., v.a.) : Logos II, 5 (354-42-34).

ROBIN DES BOIS (A., v.a.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

RUE CASES-NEGRÉS (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

LA RONDE DE L'AUBE (A., v.a.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

LE SALAIRE DE LA PEUR (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20).

LA STRADA (It., v.a.) : Média, 5 (633-25-97) ; Marbeuf, 8 (561-94-95).

UNE HEURE PRÈS DE TOI (A., v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

UN VIOLON SUR LE TOIT (A., v.a.) : Bata, 17 (622-44-21).

20 000 LIEUX SOUS LES MERS (A., v.a.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Rodeo, 6 (575-94-94) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; UGC Gobelin, 13 (336-23-44) ; Napoléon, 17 (267-63-42) ; Tour Eiffel, 20 (364-51-98).

Les festivals

BERGMAN (v.a.), Bonaparte, 6 (326-12-12) : le Village.

LES FEMMES D'ANTONIO (v.a.), Olympia, 14 (544-43-14) : l'Aventure.

E. LUBITSCH (v.a.), Mac-Mahon, 17 (380-34-11) : To be or not to be.

LAUREL ET HARDY (v.a.), Calypso, 17 (380-34-11) : L. 15 h 30 : Têtes de pioche ; II. 16 h 15 : Laurel et Hardy consentent.

LES MONTY PYTHON (v.a.), Action Etoiles, 5 (325-72-07) : Monty Python sacré Graal.

LE ROMAN NOIR AU CINÉMA (v.a.), Action Rive Gauche, 5 (329-44-80) : Du plomb pour l'inspecteur.

FESTIVAL DE FILMS ANTILAN ET BRÉSILIENS

LE LATINA (ex-Marée) : (278-47-86). 16 h : Macmanina ; 18 h : O'no nasces ; 20 h : Na boca do mundo ; 22 h : le Sang de Cambyon.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA JUIF

RIVOLI-BEAUBOURG : (272-63-32). 15 h 30 : Emile Zola ou la conscience humaine ; 18 h : Eichmann l'homme du III Reich (v.l.) ; 20 h 30 : les Procs nazis, l'aveu + débat.

économie

REPÈRES

Transports : fin de la grève chez Panam

Le personnel au sol de la compagnie aérienne américaine Panam a voté, le 27 mars, la reprise du travail, après avoir ratifié la nouvelle convention collective négociée entre le syndicat TWU et la direction. La grève de quatre mille bagagistes et mécaniciens au sol, déclenchée le 28 février, avait contraint Panam à réduire de moitié le nombre de ses vols quotidiens. La nouvelle convention collective prévoit une réduction des garanties en cas de maladie, ainsi qu'une possibilité de diminution des retraites. En contrepartie, le personnel obtient une augmentation de salaire de 20 % sur trois ans et le versement immédiat de primes variant de 600 à 1 000 dollars (6 000 F à 10 000 F). Panam reste menacée d'une grève, à partir du 1^{er} avril, de son personnel navigant commercial, hôtesses et stewards, qui négocie, lui aussi, une nouvelle convention collective avec la direction.

Commerce parisien : 120 millions pour sa rénovation

Le Crédit lyonnais lance, à l'intention des petits commerçants parisiens, environ mille deux cents prêts « feu vert rénovation Paris » pour la modernisation de leurs boutiques. L'enveloppe globale est d'un montant de 120 millions de francs. Ces prêts, à un taux d'intérêt de 13,50 %, sont dotés d'une prime de 3 %, versée par la mairie de Paris et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Pour en bénéficier, les commerçants devront justifier d'une ancienneté de cinq ans (deux ans, s'ils ont suivi un stage de formation à la gestion) dans la profession et dans les locaux à moderniser et employer au plus cinq salariés.

Prix : + 0,3 % en RFA

Les prix tuest-allemands à la consommation ont augmenté de 0,3 % en mars, contre 0,4 % en février et en janvier, selon les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques. En un an, le taux d'inflation a été de 2,5 % en mars, contre 2,3 % en février et 2,1 % en janvier. — (AFP.)

AGRICULTURE

LE 39^e CONGRÈS DE LA FNSEA

Appuyé par les viticulteurs, M. François Guillaume parle haut devant M. Rocard
De notre envoyé spécial

Le 39^e congrès de la FNSEA, qui se tient à Narbonne (Aude), se termine ce jeudi 28 mars, après deux jours de travaux, par le discours de clôture de M. Rocard, ministre de l'Agriculture. Fort de l'appui du Midi viticole, le président de la FNSEA, M. Guillaume, comptait s'adresser en termes très vifs au ministre, au moment où les problèmes de l'élargissement de la Communauté européenne demeurent cruciaux.

Narbonne. — Dans sa longue marche vers l'unité syndicale, la FNSEA a rencontré la viticulture méridionale. Ouvrant le 32^e congrès de la Fédération des exploitants, mercredi 27 mars, au Palais du travail à Narbonne, M. François Guillaume a déclaré qu'une grande espérance était née. Revenant dans le rang, faisant amende honorable, le syndicalisme viticole a rejoint la maison mère hors de laquelle il n'est point de salut.

« La confusion entre le débat politique et professionnel n'avait pas permis aux viticulteurs de se défendre véritablement », a poursuivi M. Guillaume. Heureusement pour les viticulteurs du Midi, avec le président de la FNSEA comme défenseur, une telle confusion n'est plus possible : le dossier du vin est sauvé.

Une telle perspective mériterait une bonhomie à la gloire de la vigne, de son histoire et de sa culture telle que les chantages du Midi éternel eux-mêmes n'osent plus en prononcer. M. Guillaume le Lorrain entre en terre d'Oc. Il fallait saluer l'événement.

Mandat unique

En mesurant la portée de cet autre affaire. Dans ce nouveau dialogue Nord-Sud, c'est le Nord qui parle fort. Condamnant l'élargissement de la Communauté économique européenne à l'Espagne, l'accord de Dublin, qui lui-même condamne la viticulture française, condamnant du même coup le gouvernement français, qui brade la viticulture et ses viticulteurs, la FNSEA retrouve un cheval de bataille bienvenu pour une centrale syndicale qui tourne à vide : ni les quotas laitiers ni les propositions de prix de la Commission européenne n'ont permis de vraiment mobiliser les paysans.

On ne sait si M. Guillaume aura plus de succès avec ce dossier de l'élargissement, mais pour espérer faire masse, le sujet est bien choisi : sinon l'opposition tout entière, en tout cas le RPR, ne veut pas de l'Espagne dans le Marché commun, le Parti communiste non plus. Seul le Parti socialiste déclare le contraire. Conclusion : en 1986, si cet élargissement a lieu, les agriculteurs sauront reconnaître leurs vrais amis.

La voix du Sud, elle, est bien fluette. C'est qu'il y a aussi dans ce dialogue un contentieux Est-Ouest. C'est l'Aude, à l'Ouest, qui, par la

volonté du prince des coopératives viticoles locales et nationales, Antoine Verdale, a fait acte d'allégeance au suzerain Guillaume de Lorraine. A l'est, les dissidents de l'Hérault campent dans l'opposition à la FNSEA.

Désuni lorsqu'il n'était que viticole, le syndicalisme des vignerons du Languedoc-Roussillon reste fragmenté en chapelles, et l'ombre portée par la puissance tutélaire de la FNSEA n'est pas assez sombre : les cloches brillent encore.

Cette désunion comme l'allégeance des gens de l'Aude, cachent un profond désarroi. Depuis longtemps la Confédération générale des vignerons du Midi, héritière de la révolte de 1907, ne mobilisait plus les foules. Les Comités d'action viticoles, nés dans les années 60, se sont essouffés, dévoyés par endroits par des néo-poujadistes. Incomparablement les Français boivent moins de vin et l'utérisme des commandos n'en peut mais.

Cette découverte pour le Midi viticole n'est pas aussi brutale qu'on le dit. Les plus âgés des vignerons ont peu de besoins ; on assiste, chez les plus jeunes à une diversification rampante des productions ; et, pour une masse importante de coopérateurs, la vigne n'est qu'un accessoire, un appoint à d'autres revenus.

Comment, dans ces conditions, mobiliser encore ? A quel saint se vouer pour retrouver une force capable de parler plus fort alors que l'élargissement, c'est vrai, se fait menaçant pour les coopératives ? Sur le chemin de son désarroi, M. Verdale a rencontré la FNSEA.

Juudi, M. François Guillaume, ainsi renforcé dans son rôle de mandataire unique des intérêts de l'agriculture française, va pouvoir parler haut devant M. Michel Rocard. Il a promis de présenter au ministre une critique extrêmement vive dans le premier temps de son discours et de faire, dans le dernier, des propositions. Ce sont celles-ci que l'on attend, que les agriculteurs, coincés entre la baisse des prix, la limitation des volumes et la stagnation des marchés attendent de leur dirigeant syndical.

JACQUES GRALL

RFA

■ Hausse de l'excédent commercial. — La balance commerciale ouest-allemande a enregistré un excédent de 4,7 milliards de deutschemarks en février, en nette hausse par rapport à celui de janvier (2,6 milliards de deutschemarks) mais légèrement inférieur à celui de février 1984 (4,8 milliards de deutschemarks). Les exportations ont augmenté de 1,8 % pour totaliser 42,9 milliards de deutschemarks, alors que les importations ont diminué de 3,5 % à 38,2 milliards de deutschemarks. La balance des opérations courantes est redevenue excédentaire, avec un solde positif de 1,9 milliard de deutschemarks, contre un déficit de 0,8 milliards en janvier. — (AFP.)

ÉTRANGER

La FAO demande d'urgence 108 millions de dollars pour relancer l'agriculture en Afrique

Réunis à Rome le 29 mars, les gouvernements des pays donateurs et les organisations internationales vont examiner à la demande de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation) un

Rome. — La sécheresse assurément, mais elle n'est pas l'unique responsable : ce n'est là que la cause immédiate, conjoncturelle, de la crise alimentaire sans précédent que connaît l'Afrique. Si ce continent est aujourd'hui « à la dérive », affirme M. Saouma, directeur de la FAO, c'est que la sécheresse s'est surimposée à l'aggravation d'une crise de production. Il convient de pallier cette désagréation de l'agriculture africaine, au risque non seulement de voir une bonne partie de ce continent à la mendicité, mais aussi de déséquilibrer les programmes d'aide alimentaire mondiale en concentrant l'effort sur l'Afrique au détriment d'autres régions et finalement d'engendrer par une accumulation à la tragédie une lassitude envers un continent qui tend à apparaître comme « le paria du développement ».

Ces idées ont été souvent évoquées. Ce qu'il faut faire la FAO en invitant, le 29 mars, les pays donateurs à examiner 194 projets destinés à vingt pays d'Afrique touchés par la sécheresse, c'est d'arrêter de manière concrète un processus d'action complétant l'aide d'urgence qui vise des objectifs à moyen terme pour le développement des productions vivrières.

Le principal enjeu de ce programme de relance de l'agriculture est de « compenser les effets pervers de l'aide alimentaire », a souligné M. Saouma en présentant son projet. L'aide perpétuelle en effet la dépendance, modifie les habitudes alimentaires et décourage la production locale. A terme, en outre, étant donnée l'augmentation constante des demandes d'urgence (en 1982

programme d'urgence destiné à venir en aide à vingt pays africains touchés par la sécheresse (1). Le directeur général de la FAO, M. Saouma, demande 108 millions de dollars pour 194 projets.

De notre correspondant

ont été approuvés des aides pour un montant de 50,5 millions de dollars, en 1983 de 52 millions, en 1984 de 74 millions et en 1985 de 85 millions), les communautés internationale risquent de ne plus pouvoir faire face aux besoins imprévus qui se manifestent dans d'autres régions. Il y a actuellement en Afrique 150 millions de personnes qui souffrent de la famine et de la malnutrition. « L'aide alimentaire fournie principalement sur une base bilatérale ainsi que l'assistance alimentaire d'urgence de la FAO et du PAM (Programme alimentaire mondial) n'ont jusqu'à présent que soulager les situations de famine les plus graves », précise le rapport de présentation générale du nouveau projet.

Arrêter la chute de la production vivrière

Mais l'important est aussi d'arrêter la chute de la production vivrière. Un exemple : alors que pendant les années 70 l'Afrique avait atteint l'autosuffisance céréalière, elle doit maintenant importer le quart de sa consommation. Selon une estimation encore provisoire, les vingt pays concernés devront, en 1985, importer 40 % de plus que l'année précédente et ils auront besoin, en outre, d'un aide alimentaire de 6,6 millions de tonnes (soit 3,2 millions de tonnes de plus qu'en 1984). La relance du secteur agricole est donc le seul moyen d'éviter une dégradation constante de la situation et une augmentation non moins continue des besoins d'aide d'urgence.

La Colombie n'a pas besoin d'un crédit que le FMI veut lui accorder

Les pressions conjuguées des banques internationales et du Fonds monétaire international sur la Colombie vont-elles faire mentir le proverbe selon lequel « on ne saurait faire boire un âne qui n'a pas soif » ? L'affaire qui tourne en long pour le gouvernement colombien à l'occasion de la visite que le président Belisario Betancur doit rendre à Washington où il rencontrera le président Reagan et le directeur général du FMI, M. Jacques de Larosière.

Pour financer l'exploitation de nouveaux et importants gisements pétroliers (découverts par la société nationale Empresa Colombiana de Petroleos en association avec la compagnie nord-américaine Occidental) et surtout du gisement de Cerrejón, la plus grande mine de charbon du monde, le gouvernement colombien cherche à obtenir quelque 800 millions de dollars de prêts bancaires. Une demande à laquelle les grandes banques sollicitées — en majorité américaines — répondent : oui sans doute, mais pas avant que la Colombie n'ait signé avec le Fonds monétaire un « accord de confirmation » lui ouvrant droit à un crédit (procédure dite des crédits stand by).

Le paradoxe est que les dirigeants colombiens estiment, non sans quelques bonnes raisons, que pas en avoir besoin. Tout naturellement, ils répondent en conséquence à la demande. Les finances extérieures de leur pays qui étaient excellentes il y a quelques années continuent, malgré une certaine détérioration, à faire contraste avec celles des pays environnants. L'endettement à l'égard de l'étranger reste limité — 11 milliards de dollars — et paraît encore tout à fait supportable en regard aux ressources nationales. Il se compose à concurrence des deux tiers d'emprunts auprès d'organismes internationaux (Banque mondiale notamment), d'où la part relative ment faible de l'endettement à court terme. La Colombie paie, rubis sur

l'ongle, intérêt et principal. Cependant, comme le fait remarquer depuis longtemps l'actuel ministre des travaux publics (et ancien président de la compagnie pétrolière d'Etat), M. Rodolfo Segovia, il n'est pas toujours facile d'être plus sage que ses voisins, surtout lorsque les étrangers ont le fâcheux réflexe de faire l'amalgame entre tous les pays de la zone, considérée à tort comme globalement sinistrée.

Conforme aux préceptes

A cela s'ajoute un autre facteur. Les banques étrangères se font tirer l'oreille pour accorder des crédits destinés à financer des projets reconnus par tous comme rentables parce qu'elles voudraient obtenir de la part du gouvernement de Bogota une concession de taille : qu'il garantisse les quelques 900 à 1 000 millions de dollars de dettes dus par un certain nombre de grosses sociétés privées en difficulté, tels la plus grande banque du pays, El Banco de Colombia, le groupe textile Coteller, la compagnie d'aviation Avianca. Les plus importants créanciers de ces entreprises défectueuses sont les banques américaines Bankers Trust, Chemical Bank, Chase Manhattan (Paris est impliqué mais pour une somme beaucoup plus modeste). Le gouvernement colombien est prêt, comme l'a fait celui du Mexique dans des circonstances comparables, à offrir de grandes facilités aux créanciers de ces sociétés, notamment d'un taux de change favorable pour acheter les dollars dont elles ont besoin pour assurer le service de leur dette extérieure. Mais il estime à bon droit qu'il n'est juridiquement nullement tenu à donner sa caution.

Pourqu'il, faut encore valoir les responsables colombiens, aurions-nous à solliciter un satisfait du Fonds monétaire pour gagner la confiance des grandes banques com-

merciales, alors que notre politique est déjà conforme, pour l'essentiel, aux préceptes du FMI ? Tel est, en particulier, le cas pour la politique de change à laquelle M. de Larosière attache une importance toute particulière. Afin de favoriser les exportations et décourager les importations, la Colombie s'apprête cette année à dévaloriser sa monnaie de quelque 50 % (à travers un système de changes glissants en vigueur depuis de nombreuses années), pour un taux d'inflation intérieur prévu de 21 %. Ce dernier pourcentage est quinze à vingt fois moindre que les taux brésiliens et argentins, trois fois moindre que le taux du Mexique, « le bon élève ». En 1984 et en 1983, la dévalorisation avait été chaque année de l'ordre de 30 %, pour des taux d'inflation de 18 % et 22 % respectivement. Il est possible que cette année la hausse des prix dépasse sensiblement les prévisions officielles, mais une chose est certaine : de toute façon, la Colombie fera dans ce domaine infiniment mieux que la plupart des autres pays d'Amérique latine, dont treize ont passé accord avec le FMI. Au risque de mécontenter une opinion publique très hostile au Fonds monétaire, le président Betancur sera-t-il toutefois obligé de faire acte d'allégeance au mentor de Washington pour se concilier la bonne volonté des banques commerciales, plus que jamais soucieuses dans cette partie du monde de faire bloc avec le Fonds monétaire ? Une des solutions envisagées serait de conclure un accord de confirmation ouvrant une ligne de crédit sur laquelle la Colombie — telle est du moins son intention aujourd'hui — ne tirerait pas.

PAUL FABRA

DOMINIQUE RACINE
décoratrice
création de lampes et de meubles
11 bis, rue de Colisée, 75008 Paris
Tél. 359.20.20 et 322.68.78

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ has	+ has	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	5,6700	9,6800	+ 150	+ 165	+ 275	+ 385	+ 448	+ 540
DM	7,8610	7,8734	- 14	- 12	- 31	- 6	- 269	- 147
Yen (100)	3,6221	3,6396	+ 138	+ 149	+ 279	+ 299	+ 783	+ 833
DM	3,8572	3,8614	+ 127	+ 138	+ 249	+ 264	+ 685	+ 729
Fluor	2,7024	2,7081	+ 59	+ 66	+ 176	+ 196	+ 498	+ 527
F.R. (100)	15,1925	15,2081	+ 27	+ 28	+ 28	+ 144	+ 23	+ 274
F.S.	3,6159	3,6228	+ 147	+ 161	+ 299	+ 322	+ 863	+ 925
L (1000)	4,7919	4,8064	- 188	- 156	- 335	- 305	- 1 048	- 971
E	11,6378	11,6444	- 342	- 286	- 571	- 586	- 1 054	- 868

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	DM	Fluor	F.R. (100)	F.S.	L (1000)	E
3 1/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8
3 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4
4 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
5 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
6 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
7 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
8 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
9 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
10 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de cotation par une grande banque de la place.

AFFAIRES

LE GROUPE ITALIEN MONTEDISON SUR LE CHEMIN DU REDRESSEMENT

Le groupe italien Montedison, numéro dix de la chimie dans le monde, aperçoit le bout du tunnel. Après quinze années de difficultés marquées par de très lourds déficits (près de 14 milliards de francs), ses comptes pour 1984 se sont pour la première fois rapprochés de l'équilibre. La perte ne s'élève qu'à 40 milliards de francs, soit 192 millions de francs pour un chiffre d'affaires consolidé de 11 400 milliards de francs (54,7 milliards de francs).

« Nous sortons de la crise », a déclaré à Milan, M. Howard Harris, le vice-président du groupe, d'origine américaine, responsable de la politique stratégique, en ajoutant : « Nous envisageons désormais de faire des bénéfices. Pour arriver plus vite à ce résultat, les responsables de Montedison ont décidé de procéder à une restructuration du groupe et de mettre en place des unités industrielles autonomes appelées à devenir de véritables centres de profits ».

Ces unités seront au nombre de neuf : l'énergie, la pétrochimie et les matières plastiques, les fibres, les engrais, la chimie fonctionnelle et la protection des plantes, les produits de santé, les produits de consommation et manufacturés, le tertiaire, et les spécialités et matériels à prestation élevée.

D'après M. Harris, toutes ces divisions ont été bénéficiaires en 1984 sauf une : l'agrochimie (protection des plantes). Sans cette note discordante et ses lourds frais financiers (la dette totale de Montedison dépasse 20 milliards de francs), le groupe milanais aurait sans doute dégagé des profits dès 1984.

PHILIPPE PONS.

LE JAPON LIMITERA SES VENTES D'AUTOMOBILES AUX ETATS-UNIS

Le gouvernement japonais a décidé de maintenir une limite aux exportations de voitures vers les Etats-Unis, malgré la décision récente de Washington de ne pas renouveler, après mars 1985, les quotas imposés aux constructeurs japonais.

Cette mesure satisfait cependant la profession automobile japonaise car le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI) fixait ce quota autour de 2,3 millions de véhicules pour l'année fiscale 1985 contre 1,85 entre avril 1984 et mars 1985. — (AFP.)

ÉNERGIE

EXXON VEND SES ACTIVITÉS DE RAFFINAGE - DISTRIBUTION EN SUÈDE AU GROUPE NORVÉGIEN STATOIL

Exxon, premier groupe pétrolier mondial, a accepté de vendre à la compagnie norvégienne d'Etat Statoil ses activités de raffinage et de distribution en Suède.

Un accord de principe a été signé entre les deux groupes, prévoyant la reprise, au début de 1986, des deux filiales suédoises d'Exxon, qui contrôlent, avec environ quatre cents stations-service, 12,5 % du marché suédois et ont réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 8,2 milliards de couronnes (8,7 milliards de francs environ). Il devra être d'ici là approuvé par le gouvernement suédois.

C'est la première fois que le groupe américain se retire d'un marché européen, la première fois également que Statoil acquiert, en dehors de la Norvège, un réseau de distribution. Le groupe américain a précisé que sa décision était liée aux conditions spécifiques du marché suédois (très défavorables aux compagnies pétrolières) et n'aurait pas un plan de déengagement du groupe dans d'autres pays européens.

Carnet des Entreprises

● SOGEBAIL

M. JEAN-PAUL DELACOUR
directeur général adjoint de la Société générale, succède à M. Jacques Mayoux, président de la Société générale, à la présidence de SOGEBAIL.

SOGEBAIL est la plus importante SICOM (Société immobilière pour le commerce et l'industrie) de la place.

Elle a été créée en 1968 par le groupe de la Société générale. M. Jacques Mayoux en a assuré la présidence de mai 1982 à mars 1985.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-06-33.

AFFAIRES

M. Borogovoy ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

... ne...

AFFAIRES

Millions de dollars
n Afrique

AFFAIRES

M. Bérégovoy ne va pas à Berne

Les Suisses agacent les Français...
et réciproquement

De notre correspondant

Berne. — Traditionnellement courtoises, mais parfois en dents de scie, les relations franco-suisses viennent de prendre un léger coup de froid avec la confirmation, mercredi 27 mars, du report à une date indéterminée de la visite à Berne de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Simultanément, le gouvernement helvétique a pris acte de la décision de la France de considérer comme nul et non avenue l'avenant à la convention de double imposition conclue avec la Suisse en 1983.

Si les Suisses souhaitent encore dissocier les deux affaires, celles-ci n'en sont pas moins révélatrices des nouveaux trillements apparus dernièrement entre les deux pays. En principe, M. Bérégovoy était attendu les 27 et 28 mars à Berne. Mais, en raison d'autres obligations, le ministre français avait proposé, il y a quelques temps déjà, à son hôte suisse, M. Kurt Fürgler, chef du département fédéral de l'économie publique, de la reconvenir le 4 avril. Le 5 mars, M. Fürgler avait fait savoir qu'il n'était pas disponible à ce moment-là et suggérait de reporter la visite à l'automne.

Devant se rendre les 11 et 12 avril à la réunion de l'OCDE à Paris, le responsable de l'économie helvétique, qui est aussi cette année président de la Confédération, invitait également M. Bérégovoy à s'entretenir avec lui à l'occasion d'un déjeuner à l'ambassade de Suisse à Paris.

Mauvaise humeur

Coincidence ou non, le 6 mars également, dans une première lettre adressée à M. Otto Stich, chef du département fédéral des finances, M. Bérégovoy informait que la France estimait que le projet d'avenant à la convention de double imposition et d'accord relatif aux travailleurs frontaliers était désormais caduc. Dans une seconde lettre, le 28 mars, le ministre français réitérait son désir de trouver un accord en reprenant la négociation « sur des bases nouvelles ».

Le premier moment de surprise passé, les Suisses ont montré une certaine compréhension pour la réaction française. Une partie de la presse helvétique reconnaît que la France avait des raisons d'être agacée par les stermoiements des chambres fédérales. D'ordinaire, la révision d'une telle convention dure tout au plus une année. Or, malgré les assurances données par les autorités suisses elles-mêmes, les pressions se multiplient depuis des mois pour faire capoter le projet. Ses adversaires craignent notamment de voir le fisc français frapper le revenu et la fortune des personnes domiciliées en Suisse et propriétaires d'une résidence secondaire en France. Ils contestaient également l'application de l'impôt sur les grandes fortunes aux citoyens helvétiques résidant en France.

Ces arguments avaient été développés en décembre dernier lors du débat devant le Conseil national. Mais plus encore que l'avenant proprement dit, qu'ils avaient combattu, les députés de droite et du centre, surtout de

Suisse allemande, avaient voulu manifester leur mauvaise humeur à l'égard de certaines pratiques des douanes et du fisc français. Finalement rejeté par 76 voix contre 70 par la Chambre basse, le projet avait peu de chances d'être ensuite ratifié par le Conseil des Etats (Chambre haute).

Les cantons frontaliers s'étaient préparés à une telle éventualité. Ils auraient été les principaux bénéficiaires de la modification de la convention fiscale. Paris s'était engagé à leur rétrocéder une partie de l'impôt prélevé sur les revenus de ressortissants français travaillant en Suisse. Cette somme était évaluée à 40 millions de francs suisses par an (environ 140 millions de francs français). Les cantons intéressés envisagent maintenant d'imposer les frontaliers à la source, quitte à reverser ensuite une partie du produit de ces impôts aux communes françaises de leur domicile.

L'apparition de ces trillements contraste avec le volonté de surmonter d'inévitables frictions entre voisins qui s'était manifestée lors des visites, en janvier à Berne, de M^{me} Edith Cresson, puis, en février à Paris, du chef de la diplomatie helvétique, M. Pierre Aubert. Si d'autres points litigieux subsistent, comme la taxe sur les poids lourds, introduite récemment en Suisse, et certaines tracasseries douanières, on espère bien parvenir à dissiper ces malentendus.

J.-C. BUHRER

SOCIAL

M. Marchelli renvoie dos à dos gouvernement et opposition

Volontairement discret depuis plusieurs semaines, M. Paul Marchelli, président de la CGC, a fait sa « rentrée » le 28 mars, au cours d'une conférence de presse, où il n'a manifesté aucune déception tant vis-à-vis de M. Fabius que de l'opposition. « Sept ans de socialisme ont anéanti la France et les Français », a-t-il lancé d'emblée en estimant qu'avec 600 milliards de dettes, un outil industriel « déréglé » dans de nombreux secteurs, des entreprises nationalisées en déficit, « nous caressons les fruits de notre imprévoyance et de notre légèreté ». « Les salariés, a-t-il ajouté, sont déçus, déçagés et désorientés, incapables de se mobiliser au travail ou dans la grève ».

En septembre 1984, M. Marchelli, qui s'était montré fort sévère avec M. Mauroy, avait inauguré un nouvel état de grâce avec le gouvernement de M. Fabius car, confiait-il au Monde du 21 septembre, la CGC « se retrouvait en grande partie » dans ses orientations. « En particulier sur la modernisation économique de la France ». Six mois après, le désenchantement domine. Le président de la CGC évoque la « croix du chômage » qui atteint selon lui plus de trois millions de personnes, et s'en prend à un « Etat omnipotent et omnipotent sur le plan économique et social ». « La France frémir peut-être, a-t-il déclaré, comme certains aiment à le dire, mais c'est de douleur et d'impuissance, comme un vieillard perclus de rhumatismes qui ne peut plus faire jouer ses articulations ».

Pour autant, M. Marchelli entend pas « accabler le gouvernement actuel ». « Nos ministres font

ce qu'ils peuvent courageusement... », mais « il ne suffit pas d'un ou plusieurs discours sur la « modernité » de la part de notre jeune premier ministre, il ne suffit pas non plus de quelques clics d'un libérateur de notre ruste ministre des finances pour faire rendre la confiance et faire repartir la machine ». Le président de la CGC reconnaît qu'il a été « séduit » au départ mais dénonce le « défaitisme » d'un gouvernement qui « prétend » parler vrai alors qu'il a « une mentalité de battu suffisante sur le plan économique et social pour s'estimer obligé de modifier les règles du jeu politique afin d'avoir une chance de survivre à son échec ».

L'opposition « une copie conforme d'un réaganisme triomphant, mais rien d'intéressant sur l'emploi, la formation, le redéploiement industriel et l'amélioration de notre compétitivité ». Résumant « les formules magiques » en « la bataille de politique politicienne », M. Marchelli renvoie, pour l'heure, majorité et opposition dos à dos.

Le président de la CGC n'a pas, également, les priorités de sa confédération, au premier rang desquelles l'emploi. Il a insisté sur la nécessité de créer des emplois : « Il faut restaurer les conditions propices au développement de la volonté d'entreprendre, mettre le secteur bancaire réellement en soutien de l'activité industrielle et commerciale, pousser à l'essaimage des entreprises mais aussi réhabiliter les initiatives individuelles ». Après avoir évoqué les revendications de la CGC sur « l'accélération des investissements », la formation, les flexibilités — il est indispensable que les partenaires socio-économiques réussissent à s'entendre sur ce point —, et le « nouveau syndicalisme », M. Marchelli s'est prononcé « contre une relance de la consommation intérieure » qui « reviendrait à gaspiller les résultats acquis grâce aux sacrifices des salariés ».

Bref, pour la CGC, il ne s'agit pas de proposer aux Français « de manger leur bile en herbe », mais de poursuivre « un effort de longue haleine » pour retrouver la compétitivité. Elle ne lance ni appel à un armistice social, comme en juillet 1983, ni mot d'ordre de grève de l'encadrement, mais annonce une campagne nationale pour « dire la vérité ».

M. N.

BILAN «POSITIF»

DE LA FORMATION
DES LICENCIÉS
DE TALBOT-POISSY

La commission tripartite chargée du suivi de la formation pour les travailleurs licenciés de Talbot-Poissy, s'est réunie le 27 mars et a examiné le bilan de l'action entreprise il y a un an.

Sur les 1905 salariés licenciés à l'époque, 1483 ont accepté de suivre une formation, 1228 d'entre eux qui étaient quasiment analphabètes ont été admis dans des stages de préformation.

Pour ces derniers, « le bilan est largement positif », note la commission du suivi, puisque 235 passent ou sont passés en formation qualifiante sanctionnée par un titre professionnel reconnu (équivalent CAP) : 700 autres apprennent un métier dans des formations « professionnalisantes » non sanctionnées par un diplôme.

Les actions de formation entreprises prendront fin au début de 1986, et la commission met actuellement au point, avec l'ANPE, un dispositif d'aide au placement des anciens salariés de Talbot.

Grâce des mécaniciens au sol d'Air Inter. — Le syndicat CGT appelle les deux cent quatre-vingts mécaniciens au sol d'Air Inter à un arrêt de travail, les 29 et 30 mars et les 5 et 6 avril. Il demande l'attribution d'une prime annuelle d'incommodité. Selon la direction, ce mouvement de grève n'aura aucune conséquence sur les vols d'Air Inter.

**LIRE EN ORDINATEUR
SOUVENT C'EST LIRE EN EPSON**

INFORMATION
C'EST SOUVENT EPSON

EPSON
LA ROUTE INFORMATIQUE

CONJONCTURE

Confirmation de la hausse des prix de détail en février

La hausse des prix de détail a été de 0,5 % en février, l'indice calculé par l'INSEE ayant atteint 154,7, contre 153,9 en janvier, sur la base 100 en 1980. Ce résultat confirme donc les données provisoires publiées par l'INSEE le 15 mars.

En un an (février 1985 comparé à février 1984), la hausse est de 6,4 %. Mais, en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois (décembre 1984, janvier-février 1985), elle n'est que de 4,9 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,5 % en février (+ 3,6 % en un an). Les hausses les plus fortes ont été celles du porc (+ 0,9 % en un mois), du beurre et des corps gras (+ 1,1 % mais seulement + 1,8 % en un an), des fruits et légumes (+ 1,4 % malgré le « lissage » de l'indice sur

douze mois, qui atténue beaucoup les conséquences de l'hiver). Noter la forte hausse des boissons non alcoolisées (+ 1,1 % en un an). En revanche, les volailles (- 0,1 %), les œufs (- 0,1 %) voient leur prix baisser.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 0,5 % en un mois et de 6,8 % en un an. Parmi ceux-ci, les prix des textiles (+ 0,5 % en un mois, mais + 9,1 % en un an) sont ceux qui augmentent le plus fortement (+ 0,5 % et + 6,3 % pour les autres produits manufacturés).

Les seuls produits manufacturés privés (hors énergie) augmentent de 6,4 % en un an.

Les services augmentent de 0,4 % en un mois et de 6,3 % en un an (+ 1,7 % en un mois + 5,2 % en un an pour les services de santé).

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 ☎ 347.21.32

SOCIAL

La CGT cherche de l'argent

« Urgence CGT » : sous ce titre, la CGT a décidé, au cours d'un comité confédéral national exceptionnel le 27 mars, de mener pendant les trois mois qui viennent une « énorme campagne financière » en sollicitant des contributions de ses organisations, de ses adhérents, des sympathisants, de ceux qui votent pour elle aux élections professionnelles et de ses « amis » afin d'avoir « les moyens de son action ». Les fonds recueillis seront regroupés et partagés en cinq parts égales reversées respectivement aux syndicats d'entreprise, aux unions locales, aux unions départementales, à la fédération elle-même. Un bilan sera présenté à l'occasion du congrès de la CGT, en novembre prochain.

« Les militants armés de leur foi ne suffisent plus. Il faut des moyens matériels à tous niveaux », a souligné M. Ernest Dèss, trésorier de la CGT, devant la presse, le 27 mars. Et M. Henri Krasnicki a reconnu que « la CGT n'a pas assez d'adhérents et pas assez d'argent » pour ses ambitions, même si, selon lui, « son influence remonte et l'audience de ses idées grandit ».

Chère démocratie

La centrale doit faire face, comme d'habitude, à des charges croissantes avec des recettes en baisse. Le nombre des adhérents a diminué et certains paient moins régulièrement leurs cotisations. Or les charges de personnel — le nombre de permanents — qui représentent par exemple plus de la moitié des dépenses de la Confédération, n'ont

pas diminué. Les dirigeants de la CGT soulignent aussi le coût de la « démocratie sociale », la participation aux nombreux conseils et commissions qui crée des obligations nouvelles pour les organisations syndicales sans, affirmant-ils, qu'on leur donne les moyens de jouer ce rôle qui n'était pas le leur auparavant.

S'y ajoutent les dépenses effectuées par la CGT pour la construction de son nouveau siège, à la porte de Montreuil, même si les dirigeants de la Confédération en minimisent le poids. L'opération, lancée il y a dix ans, a coûté 300 millions de francs, dont 200 millions ont été empruntés à des taux — 16 % ou 17 % sur quinze ans — que la CGT juge quasi usuraires ; elle aurait déjà obtenu la possibilité de ramener le taux à 10,75 % pour une partie des dettes et voudrait obtenir un étalement des remboursements : « Nous ne construisons pas pour quinze ans », affirme M. Krasnicki. L'immeuble, qui souffre de diverses malfaçons — la plus apparente étant le décalage des carrelages qui recouvrent une partie des façades, — coûte aussi cher à l'entretien et en dépenses de fonctionnement.

Pourtant, a affirmé M. Krasnicki, « il n'est pas question que nous soyons en déficit. Nous disons aux travailleurs : « Avec cela, nous ne vous défendons pas bien. Donnons-nous les moyens de ce qui est nécessaire. Mais on ajustera toujours nos dépenses à ce qu'on a ».

G. H.

● **Renault-Le Mans** : débrayage. — A l'appel de la CGT et de la CFDT, un débrayage de deux heures a été observé, le 27 mars, dans l'usine Renault du Mans, sur le thème de la défense de l'emploi. Selon la direction, ce mouvement aurait été suivi par 56,53 % de l'effectif des équipes du matin et de l'après-midi.

● **RATP** : les propositions salariales de la direction pour 1985. —

Au cours d'une réunion, le 27 mars, la direction de la RATP a présenté aux syndicats ses propositions salariales pour 1985. Une hausse de 4,5 %, en niveau, est prévue en deux ou trois étapes, à définir. Une clause de sauvegarde n'entrera en vigueur que pour une hausse des prix, constatée en 1985, supérieure à 5,2 % alors que, en masse, l'augmentation des salaires devrait être de 4,7 %. La prochaine séance de négociations se tiendra le 10 avril.

CEE

L'Europe qui poudroie

(Suite de la première page.)

Qu'on se rappelle les années de résistance de M. Thatcher à propos du budget communautaire (« I want my money back »). Je veux récupérer mes sous », qu'on regarde le comportement actuel des Allemands, qui, fiers de leur mark, boudent l'ECU et qui refusent chez eux, contrairement aux engagements pris, une baisse des prix agricoles.

La politique intérieure a ses raisons que la raison communautaire ne connaît pas, ou plutôt fait semblant de ne pas connaître. Pour masquer les intérêts, on n'a cessé de lancer de la poudre aux yeux politiques.

L'Europe qui poudroie... Les gouvernements se sont donné bonne conscience en demandant à des hommes au grand cœur européen de leur faire des rapports sur le renforcement de l'intégration. Ainsi, l'on sortit en 1970, alors qu'on ne vivait encore qu'à Six, le rapport de Werner, concernant « la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté ». Ce n'est rien de moins qu'un super-Etat qui proposait le premier ministre luxembourgeois d'alors, au bout d'un cheminement de dix ans, avec un « centre de décisions pour la politique économique » et un « système communautaire des banques centrales ».

On mit bien vite ce texte au fond d'un tiroir. Un peu plus de cinq ans après, en janvier 1976, c'était au tour de M. Tindemans de présenter son rapport sur l'« union européenne » qui lui avait été demandé par un sommet de 1974. Cette fois, les suggestions étaient beaucoup plus prudentes et reprenaient aujourd'hui sous d'autres plumes ; renforcement des institutions communautaires, grâce notamment à la pratique courante

du vote majoritaire au sein du conseil, possibilité qu'un certain nombre d'Etats aillent plus vite que d'autres vers l'union européenne. Malgré son pragmatisme, M. Tindemans, comme M. Werner, avait en raison trop tôt, et l'on ne donna pas suite à ses suggestions. Peut-être aura-t-il bientôt sa revanche.

Ce ne sont plus les gouvernements, mais le Parlement européen qui approuva en février 1984 un autre document poussant vers l'Europe politique : le rapport Spinelli. Son but était d'aller « au-delà du degré actuel d'unification » et de doter l'Assemblée européenne de Strasbourg d'un pouvoir législatif et budgétaire dans certains domaines. Selon ce même texte, la Commission de Bruxelles devrait être moins dépendante du conseil des ministres, au point de ne pas passer dix ans sur une question, et devrait chaque fois être justifiée par la notion d'« intérêt national vital ». Sagement, M. Spinelli admettait que les questions de défense et monétaire resteraient en dehors des attributions de l'union européenne.

Chassés-croisés

Il se passe quelque chose de curieux. A mesure qu'on avance, les « rapports » sur l'Europe politique s'efforcent de contourner les chimères d'antan, alors que dans les lieux de vrai pouvoir, et particulièrement en France, on ose parler de sujets tabous. Ainsi de la monnaie européenne. L'ECU apparaît de plus en plus ici comme la préfiguration de la devise communautaire face au dollar. En outre, le 24 mai 1984, devant le Parlement de Strasbourg, M. Mitterrand, non content de vouloir prolonger le traité de Rome par un

traité nouveau, dans l'esprit des propositions de M. Spinelli, a souligné que la Communauté approfondisse sa réflexion sur une défense commune.

Sans doute ne suffit-il pas que deux ou trois chefs de gouvernement aient envie d'aller de l'avant pour que les autres suivent. Mais ils suivront encore moins les thèses que des experts fignoleraient pour les besoins d'une Europe rêvée.

Ni l'économie ni les meilleurs « rapports » n'ouvriront les portes de l'Europe politique. D'où peut-être le désespoir d'une « volonté de puissance ». Celle d'aujourd'hui n'est plus tellement militaire (cf. le Japon). Il s'agit bien plus pour le Vieux Monde de retrouver sa jeunesse, à la fin du millénaire. Il n'est bruit que de déclin aujourd'hui. Comment en serait-il autrement à la lecture des résultats obtenus face aux Etats-Unis et au Japon. La fracture date du début des années 70, la crise du pétrole n'ayant fait que prolonger le début d'un mauvais cycle. L'utile d'insister sur le déphasage dans le domaine des techniques nouvelles (sauf le nucléaire et le spatial), la lenteur des mutations industrielles, et donc des créations d'emplois, le rétrécissement de la part de l'Europe dans les exportations mondiales, la faiblesse des investissements. Devant ce panorama accablant, il n'est pas impossible qu'un sursaut dégage enfin le chemin vers l'Europe politique, qui, elle, peut redonner du nerf à l'Europe économique.

Mais la volonté ne peut venir que de quelques-uns. Et pourquoi pas du noyau des Six qui a su ex nihilo poser les premières pierres de l'édifice européen, baroque certes, mais solide, puisque les pires tempêtes n'ont pu avoir raison de lui. Si l'Europe ne rompt pas, elle pliera de plus en plus sous le vent de son espace en mal

d'élargissement. Et il serait bien étrange que les Douze (quand l'Espagne et le Portugal seront là) reçoivent, comme les Apôtres, les « langues de feu » d'une Pentecôte politique.

L'Europe à deux vitesses paraît donc la seule voie efficace, mais le tandem franco-allemand qui semble le plus déterminé fait tout de même un peu léger. Les Six pionniers ont le poids qu'il faut, et s'ils donnent l'exemple, pourquoi deux ou trois autres ne suivraient-ils pas ?

Faute de cette conversion, l'Europe, qui poudroie grâce aux mots, continuera de s'enfoncer. Dans un récent livre (1), Michel Richonier rappelle les raisons de l'agonie de l'empire ottoman de Soliman le Magnifique et de l'empire chinois des Ming à compter des années 1500 : vivre dans la gloire de ses anciens succès, perdre le goût de la curiosité, se replier sur soi.

Confusément, les citoyens du Vieux Monde craignent que les techniques nouvelles ne cassent le monde de l'humanité des Lumières. La « difficulté d'être » de l'Europe est d'abord culturelle. Elle aime trop son passé. Sera-t-elle transformée en statue de sel, comme la femme de Loth ?

PIERRE DROUIN.

(1) *Les Métamorphoses de l'Europe*, Flammarion, 1985.

● **Les Mémoires de Jean Monnet** vont être publiées en chinois. — L'intérêt que les chercheurs, à travers le monde, portent aux idées de Jean Monnet ne cesse de croître. Déjà traduits en allemand, en anglais, en italien et en espagnol, ses *Mémoires* vont être prochainement édités en japonais à Tokyo, en chinois à Pékin et en portugais à Brasília.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPTE RENDU D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE du 27 mars 1985

L'Assemblée générale ordinaire de SOGERAP s'est réunie le mercredi 27 mars 1985, au siège social, 7 rue Nelson à Paris 15.

Elle a approuvé l'arrêté des comptes de l'exercice allant du 1^{er} octobre 1983 au 30 décembre 1984, qui comporte un résultat courant d'exploitation de 138 261 153 F contre 139 799 598 F pour l'exercice précédent et un bénéfice net, après provisions et impôts, de 104 897 504 F contre 138 966 507 F.

L'Assemblée générale ordinaire a décidé la distribution, au titre de l'exercice clos, d'un dividende net de 23 F par action auxquels s'ajoutent 11,50 F d'impôts payés au Trésor, soit un revenu global de 34,50 F. Ce dividende sera représenté par le coupon n° 27 dont le détachement interviendra le 10 avril 1985.

L'Assemblée générale a également décidé d'accorder à chaque actionnaire

Mesdames, Messieurs, l'exercice dont nous vous avons présenté les résultats pourrait apparaître, après les progrès des dernières années, comme une phase de stabilisation. Celle-ci se marque nettement au niveau des produits financiers de l'exercice déterminé après impôt. Cependant, nous avons dû enregistrer quelques pertes exceptionnelles notables, la plus significative étant relative à l'opération d'investissement immobilier réalisée par la conjonction mondiale, mais qui a engagé une action courageuse de redressement.

Le bénéfice de l'exercice s'établit à 105 millions de francs contre 139 millions de francs l'année précédente.

En ce qui concerne l'opération, notre intention est d'y maintenir une présence compte tenu de l'offre que nous avons reçue de la SOCIÉTÉ NATIONALE ELF. L'opération, en raison de l'incertitude particulière qu'elle porte à cette entreprise, de nous garantir le rachat des actions nouvelles représentatives de notre investissement.

Si l'on essaie de prévoir les résultats de l'exercice en cours, il faut s'armer de prudence en raison des fluctuations qui peuvent marquer l'activité pétrolière, source majeure de nos produits financiers, et de l'incertitude de nos sommes des politiques de distribution qui adapteront les sociétés où nous détenons des participations. Cela étant, il semble que l'on puisse tablir sur une certaine reprise de la progression comme les années précédentes. Notamment, nous envisagerons pour la première fois en 1985 notre part de l'opération ELF, pour l'édification de laquelle nous avons investi à ce jour plus de 250 millions de francs qui n'ont pas encore généré de profits.

L'augmentation du dividende que nous vous proposons de 21 F à 23 F, soit près de 10 %, en pourcentage, tient compte de la recommandation du ministre des finances de respecter un plafond de 4,50 %, mais aussi, dans une certaine mesure, de la durée exceptionnelle de quinze mois de l'exercice. L'accueil particulièrement favorable que vous avez réservé l'an dernier à l'option qui vous était ouverte de recevoir le dividende en actions nous a permis de faire face, sans emprunter, à la dernière phase du financement de notre investissement dans la tour ELF. Cet accueil nous a incité à vous soumettre à nouveau un projet dans ce sens.

Une rétrospective limitée à la dernière décennie montrera l'amélioration continue de votre patrimoine dans SOGERAP. La situation nette de cette société s'élevait, à la fin de l'exercice 1974, à 250 millions de francs environ ; elle est supérieure, sur des bases comparables, à 700 millions de francs à fin 1984. Au cours de la période, l'endettement est resté quasiment nul et le capital social a très peu changé. Le dividende servi est passé de 4,40 F par action à 23 F. Enfin, la valeur boursière de la société s'est élevée de moins de 200 millions de francs en 1974 à environ 1 400 millions de francs en 1984. Cette évolution, dont le profil a été progressif, devrait, nous le souhaitons, se poursuivre dans l'avenir.

Les recettes locatives de l'exercice 1984, y compris les garanties de l'Etat,

la possibilité d'opter pour un paiement soit en espèces, soit en actions créées pour la première fois le 1^{er} janvier 1985 (début de l'exercice social en cours). Le prix d'émission des actions nouvelles est, conformément à la loi, égal à 95 % de la moyenne, diminuée du montant net du dividende, des premiers cours cotés sur le marché à règlement mensuel lors des vingt séances de Bourse précédant la tenue de l'Assemblée, soit 470 F.

L'option pourra être exercée par les actionnaires jusqu'au 30 avril 1985 inclus aux guichets des établissements suivants (sièges, agences et succursales) : Crédit Lyonnais ; Société Générale ; Banque nationale de Paris ; Banque Paribas ; Crédit du Nord ; Crédit industriel et commercial et banques affiliées à son groupe.

Le président, M. Jean QUESTIAUX, a prononcé l'allocution suivante :

SICAV du Crédit Lyonnais : une épargne à vos mesures.

SICAV 5000 Société d'investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 21 mars 1985

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 21 mars 1985 sous la présidence de M. HOPE a approuvé les comptes de l'exercice 1984, dont les résultats sont les suivants :

- Revenus distribuables : F 486 817 millions.
- Revenu global par action : F 16,11 composé d'un dividende net de F 13,32 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt de F 2,79).
- Mise en paiement dès le 27 mars 1985 contre remise du coupon n° 9.

Comme les années précédentes, le montant de ce coupon pourra être réinvesti en actions de la Société, pendant une durée de trois mois, à partir de la date de la mise en distribution en franchise de droit d'entrée.

L'Assemblée a ratifié la décision du Conseil d'Administration du 25 janvier 1985 de transférer le siège social de la Société au 168, rue de Rivoli - 75001 PARIS.

CREDIT LYONNAIS

ÉPARGNE-OBLIGATIONS Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 27 mars 1985 sous la présidence de M. Jaz, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui dégagent un résultat net de 463 071 425,07 francs. Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 16,11 francs, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,60 franc, soit un revenu global par action de 17,71 franc.

Le paiement de ce dividende représenté par le coupon n° 31 sera effectué à partir du 29 mars 1985. Il se décomposera ainsi :

- revenus d'obligations françaises non indexées : 16,48 francs + crédit d'impôt de 1,59 franc ;
- produits de l'emprunt d'Etat 8,50 % 1977 pour : 0,03 franc ;
- revenus d'actions françaises : 0,24 franc ;
- autres produits ne bénéficiant d'aucune exonération fiscale pour : 0,83 franc + crédit d'impôt de 0,01 franc ;
- revenus exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques : 0,33 franc et donnant droit pour les personnes morales soussues à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de 0,04 franc.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leur dividende en actions de la société en exonération totale de droit d'entrée.

Par ailleurs, l'Assemblée générale a nommé administrateur M. Jean-Pierre Lefebvre pour succéder à M. Gaston Defosse, président d'honneur, qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat. L'Assemblée générale a en outre ratifié les nominations comme administrateurs de MM. Olivier Lacroix et Georges Chodron de Courcel, cooptés en remplacement de MM. Georges Fy et Daniel Olchanski.

SICAV du Crédit Lyonnais : une épargne à vos mesures.

LIONPLUS Société d'investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 21 mars 1985

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 21 mars 1985 sous la présidence de M. DOREL a approuvé les comptes de l'exercice 1984, dont les résultats sont les suivants :

- Revenus distribuables : F 8 934 568,10.
- Revenu global par action : F 358,43 composé d'un dividende net de F 346,82 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt de F 11,61).
- Mise en paiement dès le 28 mars 1985 contre remise du coupon n° 1.

L'Assemblée a ratifié la décision du Conseil d'Administration du 29 janvier 1985 de transférer le siège social de la Société au 168, rue de Rivoli - 75001 PARIS.

CREDIT LYONNAIS

IMMINDO S.A.

Le conseil d'administration d'IMMINDO S.A., société immobilière d'investissement, s'est réuni le 25 mars 1985 sous la présidence de M. Gérard Dangier afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1984. Il a fixé au 13 juin prochain la date de l'Assemblée générale annuelle.

Le patrimoine de la société entre-

se sont élevés à 30.821.027 F contre 28.098.971 F l'année précédente, soit une progression de 9,68 %. Cette augmentation résulte essentiellement des effets des clauses de révision et de la location sur une année complète des immeubles de Villiers-Villacoublay dont le second bâtiment n'avait été mis en exploitation qu'à la fin de 1983.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à

24.046.648,25 F contre 22.412.243,54 F en 1983, après une dotation de 3.515.529,30 F aux comptes d'amortissements et de provisions.

Ces résultats permettront au conseil d'administration de proposer à l'Assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende de 18,40 F contre 17,25 F au titre de l'exercice précédent.

Esso

RÉSULTATS 1984 D'ESSO SAF

Au cours de sa réunion du 22 mars 1985, le conseil d'administration d'Esso SAF a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Le résultat d'exploitation est une perte de 341 millions de francs. Après addition du résultat financier net de 201 millions de francs, qui intègre, d'une part, les produits financiers (dont 425 millions de francs du dividende repa d'Esso Rep) et, d'autre part, les charges financières, le résultat courant est une perte de 140 millions de francs. Après réintégration d'un montant de 800 millions de francs de provision pour fluctuation des cours, le résultat net est une perte de 152 millions de francs de charges et provisions exceptionnelles, le résultat net comptable est un bénéfice de 508 millions de francs. Ceci se compare à un bénéfice de 334 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le conseil recommandera à l'Assemblée générale la distribution d'un dividende net de 20 francs par action, soit 238 millions de francs, identique à celui des quatre exercices précédents.

Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de répartir aux actionnaires un acompte à valoir sur le dividende total de 20 francs par action proposé au titre de l'année 1984. Cet acompte est égal à 15 francs par action, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 7,50 francs, soit un revenu global de 22,50 francs. Cet acompte sera payable le 1^{er} avril 1985.

La société ajoute les commentaires suivants :

Le déstockage de pétrole brut constaté au cours de 1983 s'est poursuivi en raison de l'importance croissante des approvisionnements en provenance de zones peu côtières (mer du Nord). Cette évolution a rendu disponible, comme au cours de l'exercice 1983, un profit sur stocks qui avait été accumulé au cours des années antérieures en période de forte hausse du cours du pétrole brut. La réintégration d'une partie de la provision pour fluctuation des cours tient compte de la réduction structurelle du volume des stocks.

En ce qui concerne les activités de raffinage/distribution, le résultat courant économique de l'exercice (hors effet prix sur stocks) est une perte de 1 008 millions de francs, qui se compare à une perte de 631 millions de francs pour l'exercice 1983. L'aggravation de ces pertes par rapport à l'année précédente, déjà observée au cours de l'exercice 1984, est la conséquence de la faiblesse des prix internationaux des produits pétroliers, conjuguée en France avec les effets pervers du contrôle des prix.

	1984	1983
Ventes sur le marché intérieur (ICI)	9 202	9 508
Résultat d'exploitation (MF)	(341)	(290)
Produits financiers nets (y compris dividende Erep)	210	19
Résultat courant d'Esso SAF	(140)	(309)
Réintégration provision fluctuation des cours	800	680
Charges et provisions exceptionnelles	(152)	(37)
Résultat net comptable	508	334

	1984	1983
Activités de raffinage et de distribution :		
Résultat courant comptable	(140)	(309)
Élimination de l'effet prix sur stocks	(443)	100
Élimination du dividende d'Esso Rep	(425)	(422)
Résultat courant économique raffinage distribution	(1 008)	(631)
Effet prix sur stocks	443	(100)
Amortissements	353	318
Autres éléments	(85)	(28)
Capacité d'autofinancement comptable	(297)	(441)

COFIMEG

Le conseil d'administration, réuni le 26 mars 1985 sous la présidence de M. Jean WEIL, a arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice 1984.

Il a notamment constaté que, par rapport à l'exercice 1983, la croissance du bénéfice hors plus-values exceptionnelles, qui avait été d'environ 7 % dans des conditions comparables, a été sensiblement réduite par un supplément très important d'impôt foncier dû à la modi-

fication du régime d'exonération propre aux immeubles d'habitation.

Dans ces conditions, le conseil proposera à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 28 mai 1985 à 10 h 30, à l'Hôtel Méridien, boulevard Gouvion-Saint-Cyr à Paris 17^e, la distribution d'un dividende de 17 F par action, étant rappelé que celui de l'exercice précédent s'était élevé à 16 F 50.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Vingt-quatre heures auront été suffisantes pour que la Bourse de Paris se remette des émotions causées par l'occupation de ses locaux. Mercredi, le mouvement de hausse a repris, si bien repris même qu'à la clôture l'indicateur instantané enregistrerait une avance supérieure à 0,9 %. L'indice CAC a, quant à lui, franchi la barre des 210.

D'assez nombreuses hausses ont été observées, qu'il ont, en particulier, concerné CFR (+ 7,5 %), Nord-Est, Basse-Bretagne, Ciel-Alcatel, le couple Penarroya-Intal, Lafarge, L'Oréal, Pernod, etc.

A nouveau, les professionnels évoquaient les achats étrangers. Il semblait, selon eux, que la baisse de la devise américaine ait incité les investisseurs qui en détenaient à vendre du dollar pour acquérir des valeurs mobilières, et pas seulement françaises. Une façon comme une autre de se prémunir contre une nouvelle dépréciation du billet américain. En attendant, le dollar a été hier bien accueilli sur le marché où l'on se disait satisfait de cet « atterrissage en douceur ».

En d'autres temps, un pareil plongeon aurait fait fâcher la communauté. En 1985, mot et sentiment n'ont plus les mêmes valeurs. Dans le sillage du dollar, la devise-titre a littéralement plongé pour s'échanger entre 10,02 F et 10,07 F (contre 10,20 F-10,32 F la veille).

A l'inverse, l'or s'est raffermi très vite. Déjà en hausse la veille au soir à Londres (323,75 dollars l'once contre 316 dollars), son prix a été fixé à 329,90 dollars. A Paris, le lingot a repassé dans la barre à 329,50 F pour atteindre 01,250 dollar (01,750 F) à la cote 0973,50 F. Le napoléon a gagné 7 F à 603 F (après 595 F). Le 1/2 1973 indexé sur la pièce française de 1973 a monté de 6,4 %.

NEW-YORK

Reprise

Surmontant le nouvel accès de faiblesse dont il avait été victime quelques heures auparavant, le marché new-yorkais s'est très sensiblement redressé mercredi. La reprise n'a pas été immédiate, mais après une heure de cotations, le mouvement s'est amorcé, et, à la clôture, l'indice des industrielles euregistrait une hausse de 5,19 points à 1 264,90.

2,19 points à 2,2049.

Les bilans de fin d'année a été plus significatif : accroissement de l'assiette fiscale constaté sur 1 975 valeurs traitées, 1 035 ont monté, 514 ont baissé et 426 n'ont pas varié.

L'optimisme serait-il de retour autour du Big Board ? De l'avis général, la réaction observée sur le marché ne présente pas de caractère technique. Mais, dans l'attente d'un prochain mouvement, tant négatif que positif, semble avoir encouragé certains schémas dans la perspective de bénéfices accrus pour les entreprises exposées à la hausse des prix des actions. Les fonds liquides vers les comptes individuels de retraite. Les fonds mutuels ont été les principaux collecteurs et ont commencé à remplacer cet argent sur le marché financier.

L'attention des investisseurs s'est principalement portée sur les actions de sociétés susceptibles de faire l'objet d'OPA. D'une façon générale, le sentiment était meilleur, comme semble en attester l'accroissement de volume des affaires. L'activité a porté sur 1 035 valeurs, dont 514 de titres, contre 89,93 milliards la veille.

VALEURS	Compte de 21 ans	Compte de 22 ans
Alpine	23 5/6	34 1/4
A.T.T.	21 3/4	21 5/8
Bombardier	81 3/8	61 7/8
Boeing	81 3/8	61 7/8
Du Pont de Nemours	82 1/2	62 1/8
Eastman Kodak	87 3/8	68 1/8
Exxon	87 3/8	68 1/8
Ford	42 1/2	42 3/4
General Electric	58 3/4	44 1/2
General Motors	42 1/2	42 3/4
General Motors	74 3/4	74 1/2
Goodyear	28 5/8	26 7/8
IBM	19 1/4	19 1/4
I.T.T.	34 1/4	34 1/2
Mobil Oil	29 1/2	29 3/8
Rockwell	42 1/2	42 3/4
Schlumberger	38 5/8	38 7/8
Texaco	36	36
Union Carbide	37 3/8	37 5/8
Union Carbide	37 3/8	37 5/8
U.S. Steel	27 1/2	27 1/4
Westinghouse	28 1/8	28 3/4
Weyerhaeuser	28 1/8	28 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PHILIPS. — Le groupe néerlandais a enregistré, pour 1984, une hausse de 67 % de son bénéfice net, dont le montant a franchi la barre du milliard de florins pour s'élever à 1,11 milliard.

« La rentabilité de notre entreprise a continué de suivre une courbe nettement ascendante », a déclaré le président, M. Willy Decker.

Le chiffre d'affaires de Phillips (53,80 milliards de florins, contre 46,51 milliards) et son résultat « ont dépassé nos prévisions », a-t-il encore souligné, en faisant état de la forte hausse du dollar américain, de l'amélioration « sensible » de la conjoncture sur le marché des composants électroniques et de l'effet de mesures de restructuration. Le groupe

Philips a réalisé plus de la moitié de son chiffre d'affaires (50,7 %) en Europe et 30,8 % aux Etats-Unis. La progression des résultats sera moins importante en 1985.

COMPAGNIE BANCAIRE. - Le résultat net du groupe pour 1984 a très modestement progressé (+ 3 %), pour atteindre 879 millions de francs. Le bénéfice net revenant au groupe a même diminué de 4 % à 476 millions. Ce piètre résultat est dû à la hausse très importante des frais supportés à l'occasion des emprunts obligataires émis l'an dernier. Une attribution gratuite d'actions créées, jouissance au 1^{er} janvier 1985 (une pour cinq), a été décidée.

AU PRINTEMPS. — Le bénéfice de la société mère pour 1984 s'élève à 75,5 millions de francs, contre 54,8 millions. Les comptes consolidés provisoires font ressortir un résultat de 92 millions, qui tient compte de l'acquisition, en 1984, du groupe Disco. Hors Disco, le bénéfice consolidé de 1983 s'était élevé à 90,4 millions. Les comptes ont été établis en fonction du nouveau plan comptable. Le dividende net est majoré : 8 F. contre 6,80 F.

HERVILLIER. — Les résultats nets consolidés provisoires pour 1984 sont de 31,2 millions de francs, contre 23,4 millions. Dividende net : 16 F (+ 60 %).

BOURSE DE PARIS Comptant 27 MARS

[illegible]

VALEURS	COURS	Débit
---------	-------	-------

	prec.	cour.
Actions au comptant		
Actions Peugeot	108 50	
A.S.F. (St. Com.)	1430	1425
A.S.F. Vio	8300	8320
Ag. Inc. Marlag	78 90	78 90
Amerp	63	84 90
André Rouffine	350	369
Appic. Hydrom.	325	338
Arbel	98 90	100
Artois	1050	1056
At. Ch. Loire	12 65	14 90
Auxances-Riv	93	92

Étrangères

[illegible]

VALEURS	Frais incl.	net	VALEURS
SIGNATURE			

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100: 20 déc. 1982)

	26 mars	27 mars
Valeurs françaises	112,5	113,3
Valeurs étrangères	109,3	109

C^e DES AGENTS DE CHANGE

	26 mars	27-mars
Indice général	209.4	210.4

Taux du marché monétaire
Effets privés du 28 mars 10 11/16 %
CDURS DU DOLLAR A TOKYO
17 mars 128 mars

1 dollar (en yens)	254	253,36
--------------------------	-----	--------

Dans la quatrième colonne, figurant les
tions en pourcentages, des cours de la
du jour par rapport à ceux de la

Règlement mensuel

Competition	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Derrière cours	%	Competition	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Derrière cours	%	Competition	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Derrière cours	%	Competition	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Derrière cours	%
1680	A.S. 5 1973	1683	1770	1750	+ 6 23	540	Dono S.A.F.	561	560	556	- 1 06	890	Panet-Ricard	673	688	687	+ 2 08	123	Anglo Amer. C.	127	128	126 50	+ 1 48
1670	C.M.E. 3 5	4190	4200	4220	+ 0 23	1230	Garabancu	1201	1220	1250	+ 0 07	225	Peterson Inc.	268	268	269 50	+ 0 18	886	900	900	900	+ 1	
1640	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1630	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1620	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1610	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1600	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1590	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1580	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1570	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1560	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1550	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1540	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1530	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1520	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1510	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1500	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1490	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1480	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1470	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1460	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1450	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1440	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1430	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1420	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1410	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1400	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1390	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1380	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1370	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1360	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1350	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1340	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1330	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1320	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1310	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1300	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1290	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1280	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1270	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1260	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1250	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1240	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1230	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1220	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1210	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1200	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1190	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1180	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1170	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1160	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1150	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1140	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1130	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1120	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1110	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1100	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1090	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1080	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1070	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1060	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830	825	- 0 07	85	Barcelu	180	180	180	+ 0 04	888	888	888	888	+ 0	
1050	Interfinco T.P.	1470	1470	1468	- 0 02	65	Baroncelu	820	830														

COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS

MARCHÉ OFFICIEL	AUX SUCRÉS				MONNAIES ET DEVISES	
	COURS prix.	COURS 27/3	Achat	Vente	COURS prix.	COURS 27/3
Crus-Usin (H 1)	9 879	9 855	9 380	9 800	100/150	102000
ECU	6 828	6 828			98/750	101750
Aluminés (100 DM)	305 570	305 500	294	344		
Aluminés (100 F)	16 220	16 162	14 600	10 700		
Payes (ton 100 kg)	270 380	270 200	280	280		
Garanties (100 ton)	50 470	85 460	80	88		
Wargers (100 ton)	106 080	106 100	110	110		
Crus-Usin-Brennig (E 1)	11 611	11 712	11 300	12 100		
Grains (Trommel)	7 42	7 060	6 800	7 600		
Aluminés (100 kg)	4 803	4 785	800	1 000		
Aluminés (100 kg)	360 320	360 800	3 608	3 680		
Aluminés (100 ton)	106 700	106 350	103	110		
Aluminés (100 ton)	43 470	43 480	42	44 800		
Aluminés (100 ton)	9 900	5 801	5 300	0 800		
Aluminés (100 ton)	5 455	5 285		8 200		
Aluminés (100 ton)	7 182	7 044	9 850	7 150		
Aluminés (100 ton)	3 856	3 805	3 700	3 850		
Or fin (à la tonne)					100/150	102000
Or fin (à la tonne)					98/750	101750
Plates françaises (20 F)					598	603
Plates françaises (20 F)					405	
Plates suisses (10 F)					571	580
Plates suisses (20 F)					578	586
Sucriers					721	723
Plates de 20 dollars					4025	4025
Plates de 10 dollars					2062 50	2062 50
Plates de 5 dollars					1360	
Plates de 100 pesetas					3745	3780
Plates de 10 florins					587	610

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. RACISME : « Un complexe d'infériorité », par Françoise Seligmann ; « S'attaquer à la racine du mal », par Claude Billaud.
3. LI : Mes certitudes d'espérance, d'Albert Tévoédre.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : LIBAN : la polémique après la mort de deux journalistes de CBS.
4. AFRIQUE : SOUDAN : émeutes à Khartoum.
5. ASIE : HONGKONG : après l'accord sur la rétrocession à la Chine : « Douze ans pour voir venir ».
6. EUROPE : BRÉSIL : la vacance du pouvoir.
7. PÉROU : l'armée promet de respecter les résultats des élections du 14 avril.

POLITIQUE

8. Les journées parlementaires du PS.
10. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

LE MONDE DES LIVRES

11. Les quatre-vingt-dix ans de Jung.
12. A LA VITRINE DU LIBRAIRE.
13. LA VIE LITTÉRAIRE.
14. LETTRES ÉTRANGÈRES.
15. PORTRAIT : Gabriel Bonin.
16. ENQUÊTE : une promenade dans les littératures spécialisées.
17. HISTOIRE LITTÉRAIRE : l'érudition de Mirabeau.
18. LE FEUILLETON.

89 FM

À Paris

AN 0 « Le Monde »

232-14-14

Jeu 28 mars, 19 h 20

On ne roule plus à Paris

MARC AMBROISE-RENDU

et ROGER GANS

répondent aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par FRANÇOIS KOCH

SOCIÉTÉ

19. IMMIGRÉS : Monrovia refuse les ghettos.
20. ÉDUCATION : le rapport du Collège de France.

CULTURE

21. THÉÂTRE : la Musica, de Marguerite Duras.
22. MUSIQUE : Wozzeck à l'Opéra de Paris.
23. COMMUNICATION : VU : Gabriel Garcia Marquez trait.

ÉCONOMIE

26. AGRICULTURE : la vente-neuvième congrès de la FNEA.
- ÉTRANGER : la FAO demande un crédit pour relancer l'agriculture en Afrique.

RADIO-TÉLÉVISION (23)

INFORMATIONS

SERVICES (24)

« Journal officiel » ; Météo-
rologie ; Mots croisés ; Loterie
nationale ; Loto ; Téo-Tac.

Annuaire classé (25) ;
Carnet (24-25) ; Programmes
des spectacles (22-23) ; Mar-
chés financiers (29).

Le numéro du « Monde »
daté 28 mars 1985
a été tiré à 438 852 exemplaires

LE CONGÉ SCOLAIRE DU SAMEDI EST TOUJOURS À L'ÉTUDE

Les élèves des écoles primaires publiques seront-ils libres le samedi à la place du mercredi ? Certaines informations diffusées ce jeudi matin sur une radio ont pu laisser croire que la décision était prise. Or, on indique au ministère de l'Éducation nationale qu'il n'en est rien. M. Chevènement avait annoncé, dès novembre 1984, son intention de permettre le transfert des cours du samedi matin au mercredi, de façon décentralisée. La question est toujours à l'étude. Elle suppose notamment, précise-t-on au ministère, une concertation avec les parents d'élèves, les élus locaux, (en particulier pour l'organisation des transports scolaires) et les autorités religieuses, l'épiscopat craignant de voir les écoliers désertar le catéchisme.

Si une décision devait être prise, elle ne pourrait intervenir avant la rentrée scolaire de 1986.

GRÈVE TRÈS SURVIE

DES INTERNES EN PHARMACIE

Les internes en médecine font école. A peine ont-ils suspendu leur mouvement de grève que les internes en pharmacie décident à leur tour de cesser le travail pendant deux jours, mercredi 27 et jeudi 28 mars. Un mouvement qui semble très suivi, puisque plus de 90 % des 1 650 internes en pharmacie observent à la lettre les deux mots d'ordre : « aucun interne dans les services pendant la journée et, pour la première fois depuis la création de l'internat en pharmacie, en 1914, la grève totale des gardes ».

Puisque les internes en médecine ont obtenu tout ce qu'ils désiraient, pourquoi pas nous ? semblent dire les grévistes. Les études de pharmacie durent cinq ans, auxquels il faut ajouter les quatre années d'internat. En pharmacie, contrairement à ce qui se passe en médecine, il n'existe pas d'internat pour tous. L'internat permet d'accéder à quatre types de filières : le pharmacopate (préparation d'une carrière hospitalière), la santé publique et deux filières qui préparent à l'industrie pharmaceutique.

Les revendications des internes en pharmacie portent sur plusieurs points. Ils protestent notamment contre l'amputation - injustifiée, selon eux - de salaire qui touche les internes du « nouveau régime ». Ensuite, ils exigent l'abrogation de la circulaire n° 61 du 7 décembre 1984 émanant de la direction des hôpitaux, qui stipule que si les internes « anciens régimes » ont droit à trois demi-journées hebdomadaires pour se consacrer à leur formation universitaire, les internes « nouveau régime » doivent se contenter d'une dizaine d'heures par mois. Ils réclament, d'autre part, la parution d'un décret d'organisation du diplôme d'études spéciales (DES) de biologie médicale. En l'absence de texte, certains présents d'université refusent de valider ces DES, qui concernent environ deux cent cinquante internes.

Le gouvernement a déjà fait savoir que les internes en pharmacie auraient exactement les mêmes avantages salariaux que les internes de spécialité en médecine. « C'est insuffisant », répondent les premiers, qui s'inquiètent de la dévalorisation de leurs fonctions à l'hôpital et qui demandent des garanties concernant leur formation.

F. N.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Baisse générale du dollar : 9,53 F

Un phénomène majeur est en train de se produire sur les marchés des changes : le dollar baisse, encore plus vite qu'il n'était monté en février, et les milieux financiers internationaux se demandent si un retournement d'opinion complet n'est pas en train de s'effectuer sur la devise américaine. Jeudi 28 mars, son cours est revenu à Paris de 9,65 F à 9,53 F, et à Francfort de 3,16 DM à un peu plus de 3,11 DM. Il s'établissait encore à 9,86 F et à 3,24 DM au début de la semaine, après avoir battu son record historique à Paris le 26 février dernier (10,62 F) et atteint son plus haut niveau depuis treize ans à Francfort (3,4750 DM).

Son recul dépasse donc 10 % sur les sommets de fin février et, fait significatif, le dollar est revenu au-dessous de son cours du début de l'année (9,64 F et 3,15 DM). Aucun événement particulier n'a provoqué l'accélération de la baisse, si ce n'est l'accumulation de « mauvaises nouvelles » en provenance des États-Unis. En février, c'était le dollar roi, l'Amérique triomphante, vers laquelle affluaient les capitaux du monde entier. Aujourd'hui, on vient d'apprendre, en peu de jours, que l'expansion se ralentissait outre-Atlantique, et que les banques américaines éprouvaient à nouveau des

difficultés, que ce soit dans l'Ohio, où soixante et onze établissements ont dû être fermés pendant près d'une semaine, ou au Texas, frappé par la crise du pétrole et de l'immobilier. Le principal établissement de cet État, la Texas Commerce Bank, vient d'annoncer une baisse de ses bénéfices pour la première fois depuis des années, et c'est la banque la mieux lotie.

Il faut ajouter à tous ces facteurs négatifs le comportement moutonnier des opérateurs sur les marchés des changes, qui, perpétuellement en contact, s'influencent réciproquement et agissent tous dans le même sens, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

Notons, enfin, une amorce de renversement des flux de capitaux, qui commencent à se diriger vers les marchés financiers européens ou japonais, plus prometteurs : de gros achats étrangers ont été effectués mercredi à la Bourse de Paris.

Le recul du dollar a provoqué une forte avance de la livre sterling, qui bénéficie, par ailleurs, du raffermissement des prix du pétrole et des taux d'intérêts élevés pratiqués à Londres : à 1,23 dollar, la monnaie britannique a regagné 17 % sur son plus bas cours du début mars.

FRANÇOIS RENARD.

APRÈS LE MEURTRE DE MENTON

Le Syndicat de la magistrature critique un article du « Figaro »

Les affirmations du *Figaro*, dans son édition du 27 mars, selon lesquelles Aziz Madak, le jeune Marocain assassiné à Menton, « avait un casier judiciaire » et aurait pu être victime d'un règlement de comptes - « une affaire sordide » - titrait le quotidien (*Le Monde* du 28 mars) - ont provoqué des réactions dans l'Institut judiciaire.

Ainsi, le procureur de la République de Nice, M. Jean Stefani, a-t-il diffusé, mercredi soir, un communiqué visant explicitement « un article de presse paru ce matin 27 mars ». Il « estime devoir indiquer qu'en l'état actuel de l'information judiciaire ouverte à Nice, à la suite de l'assassinat commis à Menton le 21 mars 1985, sur la personne de Madak Aziz, décédé, et Louis Jean Jean-Luc, blessé, rien ne permet de penser que les mobiles de ce crime soient autres que ceux reconnus par leurs auteurs au cours de l'enquête et de l'information, c'est-à-dire des mobiles à caractère raciste ».

De son côté, le Syndicat de la magistrature, en la personne de son secrétaire général, M. Jean-Paul Jean, et de son vice-président, M. François Guichard, s'en prend au *Figaro* qui, selon eux, « tente de dévaloriser l'image de la victime d'un crime raciste pour déstabiliser l'important mouvement d'opinion engagé à l'initiative de SOS-Racisme ». C'est le même procédé d'amalgame qu'utilisent ceux qui veulent justifier l'acte du violateur ou du tortionnaire en mettant en cause

la victime par tous les moyens. Les responsables du Syndicat de la magistrature s'élèvent, en outre, contre des « condamnations visant un mineur solitaire à la connaissance du public » et jugent « inadmissible et révoltant » que des magistrats, « sans doute manipulés », aient pu « participer indirectement à cette manœuvre ».

Dans son édition du jeudi 28 mars, le *Figaro*, qui fait état du communiqué du procureur de la République de Nice, n'en maintient pas moins sa thèse. « Menton : la face cachée du drame », titre-t-il en première page, en soulignant « le passé douloureux d'Aziz Madak » et en affirmant que « tous ceux qui ont participé à la querelle raciste se connaissent ».

Vol de la recette des entrées du Louvre et du Grand Palais. La recette des entrées du Louvre et du Grand Palais au cours du week-end dernier a disparu : des malfaiteurs ont pénétré, sans effraction, dans le service de comptabilité du musée, 36, quai du Louvre à Paris, mercredi 27 mars, à l'heure du déjeuner. Ils ont emporté la recette qui devait être collectée en début de l'après-midi par la compagnie chargée du ramassage des fonds : environ 1 million de francs.

La direction du Louvre estime qu'un tel vol suppose une bonne connaissance des lieux et des informations précises sur le transfert des fonds.

Le Rhin en Vogue

vivre un rêve sur l'eau douce



- Découvrez les magnifiques paysages, tant chantés par les poètes, à bord d'un bateau spacieux. • Durant 3, 4 ou 5 jours vous parcourez - sans hâtes et sans fatigues - la Vallée Romantique et tous les sites célèbres : Lorelei, Cologne, Le Rocher du Dragon, Mayence, Strasbourg, etc... • Des visites bien organisées approfondiront vos impressions inoubliables. • Vous serez logés dans des cabines confortables avec vue sur le fleuve et deux lits bas, douche et WC privés. Vous trouverez un accueil très chaleureux du personnel qui parle français. Voyages circulaires de 7 ou 9 jours possibles (avec arrêts différents).
- La formule de choix pour vivre quelques jours exceptionnels.

Renseignements et inscription dans votre agence de voyages ou pour une documentation gratuite, envoyer ce bon avec votre adresse à :

GERMAN Rhine Line Agent Général - 9, rue Flog St Honoré - 75008 Paris

Tél. : (1) 742.52.27

1000 kms tranquilles et légendaires.

Sur le vif

Vendez-moi !

Week-end a demandé à un certain nombre de gens, dont moi, ce qu'ils auraient fait de leurs 300 000 000 de centimes s'ils avaient gagné le fameux quarté de Saint-Cloud le semaine dernière. Vous ne pouvez pas savoir ce qu'ils ont répondu ! Je n'en reviens pas. Ils auraient tout donné à leurs enfants (Poi-vre d'Arvor), à la LICRA (Lévi), à la SPA (Drucker). Ils se seraient offerts des hôtels particuliers ou des chalets à la montagne. Il y en a même un, Hervé Bazin, son rêve, c'était été de financer un film tiré d'un de ses bouquins. Enfin, des trucs insensés !

Moi, c'est pas ça du tout. Moi, ce fric, je le place. Je l'investis. Dans quoi ? Sur qui ? Sur moi. J'achète des pages et des pages de pub dans les médias, des spots en veux-tu, en voilà. Et je me vends. Et je me matraque à longueur d'onde, d'antenne et de colonne. Et je me tape tous les entrées des salles de cinéma : c'est moi, Sarraute. Sarraute, c'est moi. Faut que le nom revienne toutes les trois secondes, ça c'est très important. Sarraute, c'est chouette. Y a bon Sarraute. Sarraute c'est plus vif, plus sec et plus marrant que les autres. Ne dites surtout pas lesquels, vous n'êtes pas

leur faire de la réclame. Il ne manquerait plus que ça ! Au bout de quelques mois, vous avez tout dépensé. Aucune importance. C'est là que ça commence à rapporter. Vous êtes connus, vous êtes célèbres, la mère Denis, c'est rien à côté. Les publicitaires s'ambullent à votre porte pour vous proposer de vendre des lessives, des purées ou des crèmes dessert. Vous refusez dédaigneusement. Et vous signez un contrat fabuleux avec une marque de whisky, pas trop déguillée de préférence.

Ce whisky, pas question de le siroter sous les cocotiers, devant une mer ourlée de bleu azur, le matin dans la main d'un play-boy en maillot de bain. Non, vous le buvez au goulot, un mégot serré entre vos doigts jaunés, dans votre cuisine ou votre cabinet de toilette. Et vous faites un tabac auprès de toutes les nanes qui adorent picoler et qui en ont marre de se beurrer en cachette.

L'argent rentre à flots. Cliquez-le. Inutile de la mettre de côté, votre vieillesse est assurée. Quand vous serez retombée en enfance, on lancera sur le marché, grâce à vous, des Pampers quatrième âge, douces, si douces pour les fesses de bébé.

CLAUDE SARRAUTE.

En Chine

Le premier ministre annonce une forte croissance de l'économie nationale

Présentant, le mercredi 27 mars devant l'Assemblée nationale populaire chinoise, le rapport d'activité de son gouvernement, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a confirmé que le revenu de l'État s'était accru de 12 % en 1984. En valeur, la production agricole et industrielle a enregistré une augmentation de 14,2 % - alors qu'elle n'avait progressé que de 7,9 % en moyenne au cours des années 1979-1983.

A l'intérieur du secteur industriel, un léger avantage revient encore à l'industrie lourde, dont la production a progressé de 14,2 % contre 13,9 % pour l'industrie légère.

Dans le secteur énergétique, on note des augmentations de 8 % pour la production de charbon et de pétrole.

Les revenus individuels se sont accrus aussi bien pour les citadins (12,5 %) que pour les paysans (14,7 %).

M. Zhao Ziyang s'est félicité de ces résultats, affirmant que « l'économie nationale déborde d'une vigueur et d'une vitalité sans précédent » et que les réformes déjà entreprises devaient être poursuivies.

Il a cependant noté que les salaires avaient progressé à un rythme net (21 %) que de nouvelles baisses ne pouvaient être envisagées dans un proche avenir et que les travailleurs devaient le comprendre. Il s'est inquiété, d'autre part, d'une augmentation de 28,9 % des prêts

bancaires, en raison, semble-t-il, d'un contrôle défectueux du crédit.

Ces faits, a-t-il dit, nous ont enseigné que, avant d'entreprendre des réformes majeures, nous devons agir très prudemment. C'est une leçon importante à retenir.

Sur le plan des relations économiques extérieures, M. Zhao Ziyang a fait état d'une très forte augmentation du volume du commerce extérieur (39,7 %) et du montant des capitaux étrangers investis en Chine (35,7 %).

Jeu 28, le ministre des finances a présenté un projet de budget pour 1985 prévoyant des dépenses de l'État de l'ordre de 156 milliards de yuans (en sensible augmentation par rapport aux prévisions de 1984 qui étaient de 136 milliards) et un déficit de 3 milliards de yuans environ (identique à celui de 1984).

Les dépenses militaires sont en augmentation de 3,3 %, mais ne représentent que 11,9 % du total des dépenses de l'État. - (UPI, Reuters, AFP.)

Quarante-deux morts dans un accident à Johannesburg. Quarante-deux écoliers, âgés de treize à dix-huit ans, sont morts noyés, mercredi 27 mars, après que le car de ramassage scolaire dans lequel ils se trouvaient fut tombé dans une retenue d'eau à Westdene. Trente-cinq survivants ont été hospitalisés, dont six dans un état grave. - (AFP, AP, Reuters.)

RECONFERME
L'Élite
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.08.19

Malgré le changement, un livre actuel.
Richard H. SHULTZ et Roy GODSON
DEZINFORMATISIA
Mesures actives de la stratégie soviétique
Préface de Annie KRIEGL
«...entreprise de manipulation et de dégradation de l'opinion publique du monde libre, entreprise parfaitement rationnelle et logiquement conduite.»
Éditions ANTHROPOS : 15, rue Lacépède, 75005 Paris
Prix : 90 F TTC

JE VOUS LE GARANTIS
STÉPHANE MEN'S N° 1
DU DISCOUNT DE LUXE VOUS OFFRE
LES GRANDES MARQUES SIGNÉES
DU PRÊT-A-PORTER MASCULIN
A DES PRIX É-TON-NANTS !
Toutes tailles et conformations jusqu'à 66
RAYON MESURE PAR ORDINATEUR de 1 450 F à 2 350 F (T. Dormeuil)
OUVERT TOUTS LES JOURS de 12 h à 19 h 30 au 8, rue d'AVRON (M. Avron)
130, bd SAINT-GERMAIN (dans le court), M. et park, ODEON
5, rue WASHINGTON (dans la cour), M. et park, GEORGE-V
sur 300 m² et avec un TOUT NOUVEAU RAYON FÉMININ

Le Monde
SUR MICROFILMS
Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années. Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Éducation ? Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile. En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé. Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

RESEARCH PUBLICATIONS
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
Tél. 0734-583247 Telex : 8488336 NADL G

German Rhine Line 1000 kms tranquilles et légendaires.

L'Él
Une leçon d'espérance

Le monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années. Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Éducation ? Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile. En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé. Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

RESEARCH PUBLICATIONS
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
Tél. 0734-583247 Telex : 8488336 NADL G